

Digitized by the Internet Archive  
in 2011 with funding from  
University of Toronto







# JOURNAL

## POUR

### SERVIR A L'HISTOIRE

#### DU

#### DIX-HUITIEME SIECLE.

*CONTENANT la séance royale du 19 Novembre 1787 ; l'édit de cinq emprunts graduels & successifs qui y fut présenté ; les discours qui y furent prononcés. La suite de cette séance , l'exil du duc d'Orléans , l'enlèvement de deux Magistrats , les démarches & réclamations du parlement de Paris & celles des autres cours ; l'enlèvement de M. d'Eprenemil & de M. Goessard de Montlabert , au milieu des chambres assemblées.*

AVEC tout ce qui s'est passé relativement à la translation du parlement de Bordeaux à Libourne ; le refus de cette Cour d'enregistrer l'édit portant établissement de l'assemblée provinciale , les remontrances , les réponses du Roi ou du Garde des Sceaux , les procès verbaux , enrégistremens militaires , protestations , &c.

TOME SECONDE.



A PARIS,

CHEZ LES LIBRAIRES ASSOCIÉS.

---

M. DCC. LXXXIX.

403511

CSP

DC

141

JL

1788

n.2



# A V I S

## D E L' E D I T E U R .



**C** Et ouvrage quoiqu'annoncé généralement comme devant servir à *l'histoire du siècle*, n'est cependant relatif qu'à la partie de cette histoire qui concerne la grande révolution qui s'opere dans la constitution françoise; & certes, jamais époque de nos annales n'offrit plus d'aliment à la juste curiosité des observateurs attentifs.

Si on combine ce qui se passe sous nos yeux avec ce que l'histoire nous apprend des deux derniers siècles, on trouvera que les événemens actuels sont le résultat des événemens du regne de *Louis XIII*, où tout fléchit devant un ministre impérieux.

*Richelieu* dépouilla la noblesse de la partie de ses prérogatives, qui, selon lui, faisoit ombrage à la puissance royale. Il abolit l'usage des états-généraux, où son génie dominateur auroit sans doute échoué. *Richelieu* se trouva

souvent en opposition avec les cours souveraines , & il leur fit éprouver les traitemens les plus severes.

De nos jours les exemptions , seuls restes du systême monstrueux de la féodalité , qu'on n'a pu détruire que pas à pas , sont attaquées comme nuisant aux finances du roi , & les cours souveraines ont éprouvé une violente crise.

Sous *Richelieu* la révolution s'opéra insensiblement ; on ne trouve pas cette ressemblance dans celle d'aujourd'hui , mais les causes en ont été insensibles ; essayons de les indiquer.

La cessation des états-généraux , l'attribution d'une partie de leurs fonctions conférée aux parlemens , (\*) tandis que

---

(\*) Aux états de Blois de 1576, les parlemens reçurent un mandat en ces termes : *il faut que tous les édits soient vérifiés & contrôlés ès cours des parlemens devant qu'ils obligent d'y obéir, lesquelles combien qu'elles ne soient qu'une forme des trois états racourcis au petit pied, ont pouvoir de suspendre & modifier lesdits édits.* Dans les états-généraux de 1614, l'orateur du peuple dit à la Reine : *les loix du royaume ne tiennent à aucun établissement public & qui a trait à l'avenir, sinon après avoir été autorisées par la vérification des parlemens.* Ce sont , sans doute , ces déclarations qui ont donné l'idée d'abolir les états-généraux : en effet , puisque le roi avoit un moyen de sanctionner ses volontés auprès de ses peuples , il étoit dans la nature du cœur humain d'éluder les entraves que les états-généraux pouvoient y mettre.

l'autre partie étoit restée entre les mains du roi, a produit un nouvel ordre des choses.

Lanation presque entièrement alors sous la dépendance des grands officiers de la couronne & des possesseurs des grands fiefs, concouroit par eux à la législation. Ce droit a disparu devant le nouvel éclat dont a brillé le trône.

A la disposition d'une armée permanente, que les rois avoient déjà, s'est jointe naturellement celle des finances; (\*) celle-ci a conduit nécessairement à la disposition des moyens pour les alimenter: ils étoient à la vérité soumis à la vérification des cours souveraines, mais avec une médiocre utilité, les préambules des loix fiscales offroient toujours des motifs spécieux. Le ministère de qui ces loix étoient émanées, ne manquoit pas de les soutenir par toutes les ressources qu'offroient les circonstances. Tantôt il s'agissoit d'une création d'offices, dont l'utilité étoit présumée reconnue; tantôt de la conversion d'une nature d'impôts, en une autre nature moins onéreuse; tan-

---

(\*) Les armées ont été rendues permanentes sous *Charles VII.* & c'est pour assurer leur paye que les états de 1439 consentirent un impôt perpétuel.

tôt d'un accroissement d'impôt pour cause de guerre ou de liquidation. Il faut l'avouer, les cours souveraines ne pouvoient pas mettre un frein à de telles entreprises, parce qu'elles ne pouvoient pas fonder leurs motifs d'opposition sur la connoissance des affaires. Les états-généraux pouvoient être appelés, mais l'autorité royale étoit seule en possession du droit de les convoquer, & elle s'y refusoit; d'ailleurs le souvenir des divisions qui s'y étoient introduites dans des temps de troubles, les rendoient également redoutables au roi, aux cours souveraines & aux peuples : on s'accoutuma à s'en passer.

*Louis XIV* monte sur le trône, & son coup d'œil vaste semble donner au royaume une nouvelle vie. Son goût pour les grandes choses, son amour pour la gloire, les lauriers que ses armées moissonnoient dans le champ de *Mars*, animèrent d'un nouvel esprit un peuple sensible à l'honneur, d'un caractère aimant, & dont les regards se fixent toujours avec un sentiment de tendresse sur la race auguste de ses rois; bientôt la nation fut dans l'ivresse; elle vit son souverain comme un autre *Deucalion*, d'un seul regard créer les grands hommes; elle es vit dans le ministère, dans les ar-



mées , dans la magistrature , dans les belles-lettres , cette partie essentielle de l'éducation publique qui n'avoit fait que de foibles progrès depuis *François Ier.* ; les beaux-arts s'éleverent tout-à-coup de leur enfance , au plus brillant période.

La cause de tant de prodiges , la nation la trouva dans la générosité de son souverain , qui savoit proportionner les récompenses aux talens ; dans son discernement qui lui servoit à distinguer le mérite , dans l'élévation de ses idées , à laquelle chacun s'empressoit d'atteindre pour attirer à soi les rayons de cet astre nouveau.

De-là ces grandes entreprises , ces guerres si fameuses , que le bonheur ou le talent des généraux pouvoient seuls justifier, cette magnificence dans les bâtimens , ces ornemens en sculpture ou en peinture , dignes de l'ancienne Rome ; enfin toutes ces productions de l'esprit qui se sont succédées , & qui vivront à jamais dans notre littérature : tout se réunit pour rendre la nation fiere de son joug sous un tel maître ; il ne lui vint jamais en la pensée que les précédentes assemblées nationales eussent pu surpasser , ni même égaler tant de merveilles.

*Louis XIV* obtint ainsi le dévouement & l'admiration de ses peuples par des

dépenses inouïes , & pour y subvenir, il usa des moyens que lui fournit l'autorité qu'il réunissoit sans partage. (\*) La nation enthousiasmée se montra prête à tous les sacrifices. La voie des contributions fut d'abord mise en usage , & bientôt après épuisée. On eut recours à celle des créations de charges & d'offices , aux aliénations des domaines , à tous les moyens extraordinaires que le génie fiscal pût inventer , & en dernière analyse aux emprunts.

Tel fut le résultat , quant aux finances de ce regne à jamais fameux ; les manufactures & les beaux-arts créés , pour ainsi dire , ou du moins appelés en France , par un roi puissant & par son ministre , que tout administrateur s'honore de prendre pour modèle , sont la source des maux infinis qui se sont répandus & perpétués dans le royaume : on peut dire *indè malis labes*.

Ce regne de *Louis XIV* fut un mé-

---

(\*) La capitation fut établie en 1685 & les vingt-cinq années suivantes sur un simple enrégistrement au parlement , tandis que les peuples n'avoient été soumis autrefois aux impôts de ce genre , tels que la gabelle & la taille , que de leur consentement , comme on le voit par l'ordonnance de 1318 ; & par celle de 1439 , où il est dit que les trois états approuvent la perception de ces impôts précédemment établis de leur consentement.

réore éclatant ; il ravit par la beauté du spectacle qu'il offrit à la vue fascinée ou débile des peuples , mais son effet fut de dévorer la substance de ses contemplateurs satisfaits. A peine eut-il atteint un terme , que la nation n'eut plus qu'à se nourrir des fruits amers du regne le plus long , le plus glorieux , le plus vanté , & qui eût été le plus digne de l'être , s'il avoit eu pour regle la modération.

Sous la minorité de *Louis XV* , le système & la subversion des fortunes qu'il produisit , furent moins l'effet d'un calcul erroné , que celui de l'impuissance nationale ; il offrit un exemple bien funeste de la flexibilité d'une base uniquement fondée sur l'opinion. La valeur fictive donnée à des effets dont les especes qu'ils représentoient étoient dissipées , fut reconnue idéale & s'évanouit dès que l'illusion se dissipa.

Un peuple moins confiant eût sans doute profité d'un tel exemple ; il se fût méfié des opérations de finances dont l'issue avoit été éprouvée si décourageante ; il eût tourné ses vues du côté du commerce & de l'agriculture , & il seroit aujourd'hui le premier peuple de l'univers , parce qu'il seroit le plus riche.

Mais l'impulsion étoit donnée ; les revenus publics ne suffisoient pas aux dé-

penfées fur le pied où elles fe trouvoient montées ; on fe regardoit comme forcé de confommer des capitaux , & le fyftême des emprunts continua. La cour s'occupa du maintien de fon crédit ; elle fut faire envifager la faillite nationale de 1720 , comme l'effet d'une spéculation imprudemment adoptée ; elle ouvrit de nouveaux emprunts en offrant de nouveaux avantages , & en les étayant d'exposés captieux ; les débris des fortunes , les fommes qui étoient échappées à la fureur de l'agiotage , furent encore attirées comme par enchantement dans le tréfor royal ; elles fervirent à renouer ce commerce ruineux , entre le fouverain & le peuple , dont l'un emprunte pour fes besoins réels ou factices , & l'autre prête dans l'idée faine ou trompeufe d'une jouiffance future.

Cette manœuvre a été conftamment exercée pendant tout le regne de *Louis XV* ; elle fe reproduifoit fans cefle fous différentes formes. L'intempérance qu'on y a apportée , a conduit à des engorgemens ; des réductions , des retards de payemens en ont été la fuite , mais ils n'ont jamais été ordonnés que partiellement. Tandis qu'ils frapportoient fur une nature de dettes , on fe montroit exact au payement des autres , & c'étoit toujours les

dettes d'ancienne création sur lesquelles portoient ces opérations forcées; & comme les nouveaux emprunts offroient de très-grands avantages, elles ne les décrioient pas, parce que chacun se disoit : *pourvu que je jouisse des rentes qui résultent de mon prêt, un certain nombre d'années, j'aurai du gain ou du moins je n'éprouverai point de pertes.* Ce système immoral prouvoit à la fois le discrédit de l'état, & l'avidité des prêteurs. Il faut aussi ajouter que l'amour que les sujets avoient voué au monarque dans les premières années de son regne, l'habitude qu'il avoit de commander, celle qu'on avoit contractée de lui obéir, avoient établi une confiance réciproque.

Le regne ne fut pas sans orage, mais il n'éprouva point de ces grandes commotions qui avoient caractérisé les regnes précédens. Cette circonstance, on pourroit l'attribuer à l'immensité de la dette nationale; d'un côté, elle rendoit un grand nombre de sujets dépendans pour leur fortune du crédit & de la tranquillité du gouvernement, de l'autre, elle offroit dans de nouveaux emprunts, des ressources toujours renaissantes. Combien nous nous aveuglons sur ce qui peut contrarier nos propres idées ! La cour s'étoit formé le besoin d'emprunter & les peuples, parce qu'ils avoient la perspective

d'un bénéfice en prêtant , n'appercevoient pas ou feignoient de ne pas appercevoir que l'abus des emprunts ne pouvoit pas manquer de compromettre leurs fortunes & celle de l'état ; il est vrai que faute d'avoir assez réfléchi sur les conséquences , on ne prévoyoit pas que la forme & les succès du gouvernement fussent aussi étroitement liés à la fortune publique.

Rien ne paroissoit plus simple ni d'une ressource plus prompte : prévoyoit-on une pénurie dans le trésor royal , on ouvroit un emprunt , on obtenoit des capitaux , non-seulement on n'excitoit aucun murmure , mais même on se préparoit la jouissance d'être témoin de l'empressement des peuples ; le trésor se trouvoit sur le champ dans l'aisance , & pourvu qu'on pût effectuer sur les revenus une augmentation fictive ou réelle qui répondît à l'intérêt de la somme empruntée , on étoit parfaitement édifié sur l'excellence de l'opération. Les peuples l'appercevoient sous le même point de vue , & tout ce qu'elle avoit de dangereux & même de sinistre , n'entroit pour rien dans la balance des considérations.

La manie de prêter au gouvernement étoit telle , que les emprunts étoient désirés , & que les capitalistes les attendoient pour disposer de leurs sommes ; chacun ne

prêtoit pas à l'état comme citoyen , afin de venir à son secours , mais chacun prêtoit au roi , comme spéculateur égoïste.

Qu'on calcule combien les sommes prêtées au roi , auroient fructifié dans le commerce ou dans les défrichemens ; qu'on suppose combien le défaut de facilité pour se procurer des fonds auroit prévenu de dépenses inconsidérées & souvent inutiles , sous les regnes de *Louis XIV* & de *Louis XV* , & on reconnoîtra l'impéritie des François , & les maux que l'oubli de leur ancienne constitution leur a fait éprouver ; car il ne faut pas le dissimuler , si les états-généraux avoient pris connoissance de tant de capitaux absorbés par les générations précédentes , & par la génération actuelle , & dont la génération future sera grevée, ils eussent éclairé les rois & la nation sur leurs propres dangers , & ils les eussent mis dans l'impuissance de trahir ainsi leurs propres intérêts. D'un autre côté , les états-généraux n'auroient pas aussi facilement consenti les impôts ; ils auroient voulu suivre l'emploi de leur produit , & des ministres déprédateurs à l'excès n'auroient pas existé.

Les parlemens rappelloient souvent , à la vérité , cette constitution dans leurs remontrances ; ils s'étoient des anciens

réglemens ; mais ce qu'ils en disoient , les obstacles qu'ils apportoit à l'extension des impôts , l'embarras dans lequel les formes dont ils se faisoient des retranchemens , jettoient les administrateurs des finances , les firent regarder comme les rivaux de l'autorité suprême ; c'est sous ce point de vue , qu'ils ont souvent éprouvé des exils , des translations , & qu'en 1771 on tenta de les énerver en transformant leurs offices en simples commissions : il faut encore dire que dans toutes les crises ils se sont bien montrés les défenseurs des intérêts des peuples , mais envain reconnoissoient-ils que leurs efforts n'étoient pas efficaces , ils n'appelloient point les états-généraux , ils les avoient , sans doute , perdus de vue. De son côté le ministère n'avoit rien négligé pour faire oublier ces principes constitutionnels ; il s'étoit adroitement servi de l'éclat qui environnoit le trône & du respect que la majesté royale rehaussée par *Louis XIV* imprimoit aux peuples , pour commander l'obéissance d'une manière absolue ; les cours souveraines donnerent elles-mêmes dans le piège „ au lieu du langage de la vérité , a dit un auteur contemporain , au lieu de celui de la constitution & du droit naturel , elles n'employèrent plus dans leur correspondance



„ avec la cour qu'un jargon insignifiant ;  
„ au lieu de représenter au roi ses droits  
„ & ses intérêts , les cours ne lui parlerent  
„ plus que de son cœur & de son amour  
„ pour ses peuples ; de son côté le gou-  
„ vernement , au lieu de prescrire aux  
„ cours souveraines leurs véritables de-  
„ voirs , ne leur parla plus que d'obéissance  
„ aux volontés personnelles du monarque  
„ dont elles devoient , disoit-il , l'exemple  
„ aux autres sujets.

„ Ces phrases , quoique vuides de sens ,  
„ ont produit , cependant , un effet trop  
„ certain ; l'habitude de les employer a  
„ fait oublier les principes positifs , & la  
„ volonté arbitraire , s'est établie à leur  
„ place. Rien , en effet , n'est plus facile  
„ que d'interpréter de toutes manieres ces  
„ motifs généraux d'amour & d'obéissance ;  
„ ils peuvent d'une façon plausible s'ap-  
„ pliquer à tout. Les préambules des édits  
„ fiscaux en sont une preuve évidente ,  
„ puisqu'il n'y en a pas un seul , quelques  
„ vexatoires que soient ses dispositions ,  
„ qui ne porte qu'il est dicté par l'amour  
„ du roi pour ses peuples. »

Les choses étoient dans cet état lorsque  
*Louis XVI* monta sur le trône en 1774.  
On vit en lui le germe des vertus & la  
nation qui commençoit à être fatiguée de

son état d'oppression , crut toucher à la fin de ses maux.

Le choix des ministres annonça des vues de sagesse ; le retour à l'ancien ordre de la magistrature prouva que les loix constitutionnelles étoient respectées ; les plans de réforme dont quelques-uns furent exécutés , présentèrent le souverain , comme faisant un cas particulier de la fortune publique ; de là , la satisfaction générale & la confiance sans bornes.

Une guerre éclate ; elle est produite par l'appas de quelques circonstances favorables pour secouer le joug que la Grande Bretagne avoit appesanti par la paix de 1763. Cette guerre devoit à jamais affaiblir une nation voisine & rivale de la France ; elle fut entreprise & conduite avec des succès balancés ; elle eut l'issue qu'on s'étoit proposé ; cette guerre, qui l'auroit dit , est le principe de la révolution actuelle en France ; elle l'a du moins accélérée.

Les finances étoient alors entre les mains d'un administrateur habile , dont les forces répondoient à l'importance de son emploi. Il voyoit les impôts surcharger les peuples , & les abus dans la disposition des finances produire l'embarras où elles se trouvoient ; il chercha à concilier ces deux circonstances , à ne point accroître les impôts

pôts & à faire disparaître les abus ruineux. Ces abus réformés laisserent des sommes disponibles dans les revenus de l'état, & l'administrateur des finances se détermina à suivre l'usage des emprunts qu'il trouva tracé ; mais il eut l'attention rigide d'assigner pour leurs intérêts, non le produit de nouveaux impôts, mais celui des réformes & des économies qu'on devoit à ses soins.

Cet expédient fut d'une exécution facile quant aux emprunts ; l'administrateur sous lequel ils étoient ouverts avoit toujours bien mérité du roi & des peuples ; il jouissoit de leur confiance entière, la droiture étoit la règle de ses opérations, & la possibilité la mesure de ses entreprises ; aussi les sommes qu'il demandoit, il les obtenoit par acclamation.

La guerre alloit finir ; l'état n'avoit éprouvé aucun mouvement convulsif, & les finances aucune détérioration, malgré l'immensité des dépenses occasionnées par une marine formidable qui couvroit les mers de l'un & de l'autre hémisphère ; alors un génie ennemi de la France fascina les yeux ; on dédaigna à la cour les services précieux du ministre, dont l'intégrité, les lumières, les vues saines ne formoient pas même la matière d'un doute ; & pour lui inspirer du dégoût, on s'avisa de mettre

de l'importance à l'admission au conseil du roi, qu'il sollicitoit comme nécessaire pour défendre & pour expliquer les plans qu'il soumettoit à ce conseil; on finit par la refuser en alléguant un prétexte qui de nos jours ne paroîtra pas même spécieux, celui de la différence entre son culte, & le culte du souverain. Ce refus rendit sa retraite indispensable, il fut le premier à la demander; il l'obtint.

Ses successeurs développèrent peu de temps après d'autres systèmes, l'impôt & l'emprunt furent à la fois mis en usage, pour raison, fut-il dit, des engagements pris pour la dépense de la guerre; quelques administrateurs se succéderent & chacun d'eux fut peut-être emporté loin de ses principes & de sa propre opinion par la nécessité impérieuse des circonstances.

On avoit sçu en 1781, par le compte rendu par M. *Necker*, que les revenus excédoient les dépenses de dix millions deux cents mille livres; & en 1784 on trouva dans l'ouvrage du même écrivain à jamais célèbre, que la totalité des intérêts de la dette tant perpétuelle que viagère absorboit annuellement 207 millions, ce qui représentoit un capital consommé de trois milliards 400 millions. Au moment même où ces renseignemens furent publics, &

où ils frappèrent tous les yeux, des emprunts étoient ouverts & chacun se hâtoit d'y déposer ses capitaux.

La rapidité avec laquelle les emprunts & les autres anticipations de différens genres se succédoient, produisit un tel accroissement dans la dette, que les revenus quoiqu'augmentés considérablement dans un court espace de temps, (\*) ne se trouverent plus suffisans pour faire face à l'intérêt de la dette. (\*\*)

Le mal étant ainsi à son comble, les remèdes ne se trouverent plus dans les ressources ordinaires; les emprunts ne se remplissoient plus & un supplément d'impôt n'auroit pu suffire qu'autant qu'il au-

(\*) Depuis 1781 jusqu'à 1786, le produit des impositions fut accru de 70 millions 200 mille livres. *Voyez le mémoire de M. Necker contre M. de Calonne du mois d'Avril 1787 pendant l'assemblée des notables.*

(\*\*) Les emprunts ou créations de charges depuis 1781 jusqu'en 1786, ont grévé l'état de 191 millions 900 milles livres de rentes annuelles. *Voyez le même mémoire.*

*Les anticipations ne sont pas comprises dans cette somme; l'accroissement que la dette a dû avoir pris en 1787 & en 1788 n'y est pas compris. Il résulte de ce tableau effrayant que la dette nationale a doublé ou à-peu près depuis 1781, & on remarquera peut-être que les regnes fastueux de Louis XIV & de Louis XV ont dévoré moins de substance que quelques-unes des dernières années que nous venons de parcourir en pleine paix.*

roit produit sans délai des sommes immenses. Il y avoit grande difficulté pour tenter d'asseoir un tel supplément. On prévint l'opposition des cours & la résistance des peuples, d'ailleurs le génie fiscal se trouvoit embarrassé dans le choix même d'une nouvelle imposition parceque chaque partie d'impôt avoit été poussée aussi loin qu'elle pouvoit aller, & les peuples payoient tout ce qu'ils pouvoient payer.

Dans cette pénurie de ressources, on pensa à étendre le domaine de l'impôt, si on peut s'exprimer ainsi. Les deux premiers ordres de l'état jouissoient depuis plusieurs siècles de certaines exemptions, on pensa en les en dépouiller en alléguant que les finances ayant besoin de nouveaux secours, il étoit naturel de les demander aux sujets qui n'étoient point grevés de charges. On sentit bien qu'une telle démarche rencontreroit des obstacles & on imagina de faire revivre un moyen dont les rois s'étoient servis avec succès dans les siècles précédens, celui de consulter les notables du royaume. Cet expédient plut à sa majesté parce qu'il étoit analogue à sa franchise, & qu'il rendoit d'ailleurs justice à la générosité & à l'amour du peuple qu'elle gouverne. On fixa le nombre, & la qualité des personnes qui

devoient composer l'assemblée , à l'exception de quelques personnages pris dans la noblesse ou dans le clergé ; la qualité des charges , sans acception de celui qui les occupoit , fut un titre pour y être admis. C'est ainsi que les officiers de la couronne , les premiers présidens & les procureurs généraux des parlemens , les maires des principales villes y furent appelés. Cette composition obtint les suffrages des peuples , & lorsqu'on vit sa majesté s'environner de tels conseillers , on reconnut dans son cœur le véritable patriotisme , & ce sentiment trop long-temps oublié se propagea.

Cette assemblée qui fixa les regards de l'Europe fut privée de la présence du ministre qui avoit le plus concouru à en faire adopter le plan , & qui devoit sans contredit y figurer avec éclat. (\*) Le ministre des finances qui l'avoit lui-même provoquée , s'y montra avec une armure forgée par le Dieu de l'éloquence ; mais il n'y apporta point l'égide de *Minerve*. Envain tirait-il légèrement le rideau qui couvroit les plaies de l'état , le *deficit*

---

(\*) M. de Vergennes mourut le 13 Fevrier 1787 ; l'assemblée avoit été convoquée pour le 29 Janvier 1787 , elle commença le 22 Fevrier , & finit le 25 Mai.

immense qu'il dévoila , jetta l'effroi dans tous les cœurs ; on lui opposa l'état satisfaisant des finances porté dans le compte rendu de 1781 , & on feignit de ne pas en croire son assertion sur l'existence du déficit afin d'être à portée d'en vérifier la cause , on demanda à cet effet la représentation des états de recette & de dépense ; il les fit attendre long-temps , & dans cet intervalle il se vit directement attaqué par les membres de l'assemblée , soit sur les expressions de ses discours , soit sur l'échange d'un domaine du roi , dans lequel on l'accusa d'avoir fait des bénéfices illégitimes & considérables. Il succomba à tant d'attaques , & sa chute entraîna celle du chef de la magistrature. (\*)

Les candidats qui occupèrent les chaises curules que ces deux administrateurs laissèrent vacantes , ne pensèrent pas qu'on dut prolonger l'assemblée des notables. Cette assemblée fut dissoute , & tout l'avantage qui résulta pour le roi de l'avoir

---

(\*) M. de *Calonne* , contrôleur général des finances , fut destitué le 5 Avril 1787 jour de Pâques , ( il étoit entré au ministère le 2 Novembre 1783 , jour des morts ) & M. *Hue de Miromesnil* , garde des sceaux , se retira le 9 Avril.



formée , fut de voir plusieurs points relatifs aux finances habilement discutés & quelques abus dénoncés ; les notables présentèrent aussi quelques plans qui pouvoient être fructueux ; quant aux impositions sur lesquelles ils furent consultés , ils donnerent leur avis , mais ils se déclarerent incompetens pour la sanction à donner à l'impôt. Ensorte qu'on peut dire qu'on n'a obtenu de cette assemblée , que des renseignements mieux constatés sur l'état des choses & des idées sur les améliorations possibles.

Le nouveau ministre pressé par la nécessité de pourvoir à la détresse du trésor royal s'en occupa avec hâte ; deux impôts , *le timbre & la subvention territoriale* , furent les moyens qu'il adopta & il fit présenter à l'enregistrement du parlement de Paris , les loix qui les consacroient. Ces deux impôts furent d'abord généralement regardés comme devant peser sur les peuples , & donner ouverture à une perception immense. Le parlement refusa de concourir à leur établissement , c'est ici la première fois où ayant demandé envain qu'il lui fût justifié par la représentation des états de recette & de dépense de la nécessité d'établir de tels impôts , il prononça cette

profession de foi si honorable pour lui ; d'une vérité si frappante & si utile , que la nation seule réunie dans ses états généraux pouvoit donner à un impôt perpétuel un consentement nécessaire ; que le parlement n'avoit pas le pouvoir de suppléer ce consentement , encore moins celui de l'attester , quand rien ne le constatoit , & que chargé par le souverain d'annoncer sa volonté aux peuples , il n'avoit jamais été chargé par ceux-ci de les remplacer. (\*)

Les suites de cette résistance furent , comme on fait , la translation du parlement à Troyes , & le retrait des loix.

Voilà le premier éveil de la révolution actuelle. Quiconque voudra avoir une idée juste de cette partie de l'histoire du temps , doit s'y arrêter , & se pénétrer des productions qui émanerent du gouvernement & des cours souveraines dans cette occasion.

Le parlement de Bordeaux se trouvoit transféré dans le même temps à Libourne , parce qu'il refusoit d'enregistrer l'édit portant établissement des assemblées provin-

---

(\*) *Remontrances du parlement de Paris du 24 Juillet 1787. Voyez le premier volume de cette collection , pag. 78.*

ciales avant d'en connoître les réglemens. Toutes les cours éleverent la voix , & comme si elles avoient cherché à se surpasser à l'envi , elles furent plus énergiques , on pourroit dire plus véhémentes les unes que les autres. Cette circonstance, dans laquelle les cours souveraines montrèrent tant d'union & tant de fermeté, est sans doute l'origine de la tentative qui fut faite l'année suivante contre la magistrature ; mais n'anticipons pas sur les événemens.

En retirant les édits du timbre & de la subvention territoriale , la cour leur avoit substitué un édit portant simplement que le second vingtième , dont la cessation devoit arriver en 1790 , seroit prorogé pendant les années 1791 & 1792. Il portoit aussi qu'il seroit perçu dans toute l'étendue du royaume , sans aucune distinction ni exception , même sur les domaines de la couronne. Le parlement de Paris enregistra cet édit ; mais beaucoup d'autres parlemens , tels que Toulouse, Rouen , Rennes , Dijon le rejetterent, nouveau grief contre les parlemens.

Le besoin d'alimenter le trésor royal venoit chaque jour plus instant ; on imagina d'avoir recours encore une fois aux emprunts ; ici une nouvelle série d'évé-

nemens se présente. Dans la vue sans doute , de ne plus s'exposer aux lenteurs & aux représentations des cours , on imagina l'expédient de faire paroître le roi au milieu de son parlement ; sa majesté y apporta elle-même un édit qui portoit ouverture de cinq emprunts graduels & successifs , qui auroient été effectués d'année en année , & qui auroient donné ensemble 400 millions ; ces emprunts avoient pour objet , suivant le préambule de l'édit , de pourvoir aux besoins de l'état durant ces cinq années à la fin desquelles , la convocation des états généraux devoit avoir lieu. Cette convocation étoit en effet promise pour l'année 1792.

Ce projet fut exécuté le 19 Novembre. Le roi vint au parlement , non point dans la pompe qui s'étale dans les lits de justice , mais dans cette simplicité de cortège qui n'annonçoit que la communication du souverain avec ses sujets ; aussi cette assemblée fut-elle désignée sous le nom de *séance royale*.

On lut l'édit d'emprunt ; le conseiller-rapporteur de la cour en fit le rapport , c'est-à-dire , qu'il en déduisit les avantages. Le garde des sceaux annonça , de la part du roi , que sa majesté desiroit entendre les opinions , qu'elle ordonnoit ,

en conséquence , que chacun donnât la sienne à voix haute , ce qui fut exécuté. Chaque magistrat fut admis à parler au roi & à proposer ses réflexions sur la chose publique , les opinions données , elles ne furent pas comptées , & l'enregistrement fut ordonné par le garde des sceaux , au nom du roi.

Cette maniere de procéder à l'enregistrement d'un édit , dont on n'avoit donné connoissance aux magistrats que par une lecture rapide , excita la réclamation de M. le duc d'Orléans. Ce prince fit observer au roi , que sa majesté ne s'étant pas mise à portée de connoître par un relevé des opinions , la pluralité de celles qui avoient été favorables ou contraires , ce seroit le cas d'articuler que *l'enregistrement avoit été fait du très-exprès commandement du roi*. Cette réclamation ne fit rien changer aux termes de l'enregistrement ordonné ; il en resulta , que le roi étant parti , le parlement fit des protestations contre l'enregistrement , & soit par l'effet de ces protestations , soit par celui du discrédit , le premier des emprunts fut ouvert ; mais il ne fut pas rempli.

La séance royale eut une autre suite ; elle donna lieu à l'exil de M. le duc

d'Orléans , & à la détention de deux magistrats accusés , sans doute , d'avoir commis des écarts dans leurs discours au roi. Les cours souveraines prirent occasion de ces actes de sévérité pour adresser au roi de nouvelles réclamations. Les arrêtés , les remontrances , les lettres au roi , furent multipliées & chaque cour s'exprima avec plus ou moins de force , contre ce qu'on appelloit l'abus des lettres de cachet. Elles s'efforcèrent aussi de démontrer que l'enregistrement avoit été *illégal*. Sa majesté répondit : *Tout est légal ou je suis*. Cette maxime fut encore vivement combattue.

Dans le même-temps , le gouvernement se trouva contrarié par les parlemens sur d'autres objets : celui du Dauphiné défendit la tenue des assemblées provinciales dans son ressort , sur le motif que le règlement qui dispoisoit son organisation n'avoit pas été présenté à l'enregistrement.

Le parlement de Toulouse refusoit d'enregistrer l'édit portant prorogation des vingtièmes. Il défendoit même l'exécution d'une ordonnance de la commission intermédiaire des états du Languedoc , qui portoit injonction de percevoir l'impôt au désir de l'édit. La cour des

aides & finances de Montpellier imitoit le parlement de Toulouse ; elle défendoit aussi l'exécution de la même ordonnance ; ces deux cours avoient multiplié leurs représentations. Le roi fit procéder militairement , c'est-à-dire , par des porteurs d'ordres à l'enregistrement de l'édit ; c'est à ce sujet que M. *Catelan* , avocat-général au parlement de Toulouse , fut enlevé & détenu au château de Lourdes , pour avoir envoyé aux tribunaux inférieurs les protestations du parlement contre l'enregistrement forcé. Cette circonstance fit éclore une nouvelle nuée de réclamations , dont l'abus des lettres de cachet & le droit des citoyens de ne pouvoir pas être détenus sans procédure formoient la matière.

Le parlement de Metz , pour avoir enregistré le même édit des vingtièmes à la charge de modifications nombreuses , encourut aussi la disgrâce du roi ; son arrêt d'enregistrement fut cassé , & un de ses présidens fut mandé à Versailles & ensuite exilé.

Le parlement de Dijon & le conseil souverain du Roussillon , la cour des aides de Montauban en Quercy , refusoient d'enregistrer le même édit , & faisoient des remontrances ; le parlement de Rennes en

avoit fait sur différens objets. L'énergie de ses expressions déplut , sans doute ; son premier président & deux autres présidens furent mandés à Versailles , & admis à l'audience du roi , ils y reçurent des injonctions. Ce nouvel événement produisit de nouvelles représentations.

Le parlement de Navarre se vit renvoyer par le garde des sceaux des remontrances qu'il avoit adressées au roi sur toutes ces affaires ; & au lieu d'observer le silence qu'on lui prescrivait , il reitéra ses réclamations , & les rendit plus pressantes encore.

Toutes ces choses se passèrent dans le même temps , c'est-à-dire , dans l'intervalle de quelques mois. L'attention des peuples étoit reveillée ; chaque jour quelque nouvel incident excitoit la curiosité , chacun raisonnoit à sa guise , & la fermentation se préparoit au moins dans les esprits. L'effet de ce concours d'événemens pour le trésor royal fut , que n'ayant point été alimenté par de nouvelles ressources , il éprouva quelque pénurie. Tels ont été les préliminaires de la fameuse opération du 8 Mai , époque à laquelle on vit en un même jour & en une même heure , toutes les cours souveraines du royaume contraintes à être



spectatrices d'un enrégistrement militaire. Le parlement de Paris fut mandé à Versailles ; il y entendit le roi articuler ses propres volontés , & pour les autres cours souveraines des porteurs d'ordre remplirent cet office. Les nouvelles loix établissoient un nouvel ordre dans la hiérarchie magistrale , & quant à la constitution on pouvoit dire qu'elles y apportoient un changement par la création d'une cour nouvelle à laquelle on donnoit un nom antique , sans que sa composition , ses pouvoirs , ses fonctions , eussent aucun exemple dans l'antiquité & comme ce grand changement n'avoit pas pu être préparé d'avance ; on crut ne pouvoir parvenir à l'opérer qu'en mettant les cours en vacances , on ferma les palais , on y établit une garde militaire. Cet expédient n'eut pas tout l'effet qu'on s'en étoit promis. La plupart des parlemens s'assemblerent chez un de leurs présidens , & y prirent les arrêtés les plus violens , il en arriva qu'ils furent envoyés en exil. Ces arrêtés des cours qui reçurent autant de publication que les nouvelles loix , excitèrent un choc impétueux & universel d'opinions & de démarches. C'est alors qu'on vit dans les provinces & dans les villes les citoyens

opposés aux citoyens , les militaires employés par le gouvernement pour appuyer son système , & ces militaires donner les uns l'exemple d'une obéissance passive , & les autres celui d'une obéissance raisonnée.

La magistrature dans cette occasion se montra d'un sentiment uniforme ; il est vrai qu'elle se trouvoit uniformement frappée. Ses protestations portèrent , pour la plupart , le caractère d'une saine logique assaisonnée de toutes les ressources de l'éloquence , le premier ouvrage qui parut sur cette matière , fut les représentations du parlement , arrêtées dans la séance du 30 Avril , attribuées à M. d'Épremeville , le second fut le célèbre arrêté du parlement de Paris du 3 Mai , dont le même magistrat fut aussi le moteur. Cette circonstance suffiroit seule pour tracer son nom dans nos annales en caractère d'airain ; c'est à son zèle ardent , c'est à sa dextérité , que la magistrature dût d'avoir été informée des projets ministériels avant leur explosion ; c'est par ses soins qu'un serment prononcé à haute voix , enchaîna tous les membres de la grand'chambre , pour qu'ils n'acceptassent point de place dans la cour plénière ; l'enlèvement de sa personne exécuté au milieu d'un appareil militaire déployé dans

dans le temple de la justice , ce qui étoit sans exemple , lia son sort à la cause publique , dont on le regarda comme la victime : au milieu des agitations qui re-ignoient dans le royaume entier , trois provinces se distinguèrent dans l'une ; la noblesse , dans l'autre , les trois ordres , & dans la troisieme , la magistrature & les trois ordres furent offrir le spectacle d'un courage mâle & réfléchi , elles formerent des assemblées sans le concours de l'autorité & quelquefois même contre son gré ; elles posèrent des bases du retour à l'ordre naturel.

Cependant les finances de l'état se trouvoient chaque jour plus voisines de l'épuisement ; les effets publics , thermometre du crédit national , éprouverent un baïsse considérable ; les bourses se resserrèrent. On chercha un adoucissement à ce mal , en annonçant la tenue des états-généraux pour le mois de Mai 1789. Cet expédient n'eut point de succès , c'est-à-dire qu'il ne changea rien à l'opinion publique , & les choses en vinrent au point qu'il fallut recourir à une suspension de paiement. On l'ordonna , non point générale , mais partielle. Cette opération annonçant l'insuffisance des ressources du ministère , rendit le mal en-

core plus grand ; il étoit à son comble , lorsque le souverain se déterminà à appeler auprès de lui un ex-administrateur , en qui la nation avoit mis sa confiance , & qu'elle regardoit comme le seul homme d'état dont elle put espérer une régénération , parce que seul , il avoit prouvé une connoissance parfaite dans toutes les parties des finances , & que cette connoissance , il l'avoit acquise non point par un travail superficiel , qui ne conduit qu'à l'apparence de l'instruction , mais par une suite d'étude non interrompue , pendant son ministère & pendant sa retraite.

Cette révolution dans le ministère en opéra une bien sensible dans les affaires. Le crédit reparut , la magistrature fut rappelée , la convocation des états généraux fut de nouveau promise ; mais pour une époque plus rapprochée , & comme il s'élevoit des discussions (\*) sur

---

(\*) Le parlement de Paris , par son arrêt du 24 Octobre , avoit demandé que les états généraux fussent convoqués suivant la forme de ceux de 1614. On opposoit à cette demande , que le tiers-état qui est de beaucoup supérieur en population aux deux premiers ordres , & qui est le plus grevé de contributions , n'avoit pas eu dans ces états un nombre de représentans suffisant pour défendre ses intérêts contre ces deux ordres ; que les bailliages avoient fourni un nom-

la forme de la convocation , & sur le nombre proportionnel des députés respectifs de chaque ordre , le roi voulut s'environner de nouveau des lumieres que rassembloient les personnes les plus considérables du royaume , par leur naissance ou par leurs charges. Le roi n'eut pas plutôt annoncé son désir d'être éclairé , que les gens de lettres , les corporations , les villes , les provinces entieres exprimerent leurs vœux ; de-là nâquit une foule de demandes , dans lesquelles on découvre ce que peut la fermentation des esprits. Ces écrits ont établi une sorte de lice entre les ordres. On y a vu poser en principes que la raison étoit préférable aux usages ; que les privileges pécuniaires de la noblesse & du clergé devoient céder à l'intérêt général. On a vu ces deux premiers ordres annoncer leur renonciation à ces mêmes privileges , mais refuser de donner au tiers-état , dans les assemblées nationales , la parité de nombre que ce troisieme ordre demandoit avec tant d'instance. Ce

---

bre uniforme de députés sans égard à leur étendue , &c. Le parlement a expliqué postérieurement , par son arrêté du 5 Décembre 1788 sa demande d'une maniere bien satisfaisante.

débat national attiroit l'attention de l'Europe entière , il a été enfin décidé en faveur du tiers-état , au rapport de ce même ministre des finances à qui la France a tant d'autres obligations.

Il ne faut pas oublier ici , que la province de Dauphiné s'est acquis des droits à la reconnoissance du royaume entier , en lui offrant un modele de concorde, d'activité, d'énergie, de sagesse, enfin en offrant l'exemple d'une nouvelle administration établie dans son sein , & combinée de maniere qu'on ne peut pas se refuser à croire qu'elle tend souverainement au bien public; sur-tout par cette correspondance intime entre le souverain qui expose ses besoins & ses vues & le peuple qui s'y conforme , d'après ses propres lumieres , & par l'organe des représentans nombreux qu'il s'est choisi lui-même. Si la sagacité des habitans de cette province, leur amour pour leur roi , n'avoient pas été connus, leur conduite en cette occasion suffiroit pour en donner l'idée la plus honorable.

Telle est l'esquisse rapide des événemens de nos jours leur enchaînement est si compliqué , qu'on ne pourra fixer ses idées sur la vérité des faits, que lorsqu'on en aura pris connoissance dans les écrits authentiques

produits de part & d'autre , & qui sont les véritables pieces du procès.

Toutes les provinces , toutes les villes , tous les ordres , conjointement ou séparément , tous les tribunaux supérieurs ou inférieurs ont stipulé leurs propres intérêts dans cette grande occasion. Chacun s'est présenté dans l'arène avec des armes & des devises diversifiées suivant la situation & l'antiquité de son origine. Chacun a élevé la voix & s'est appliqué à moduler ses sons , suivant ses forces & les convenances.

C'est de la réunion de tous les écrits qui ont été produits dans cette grande cause que doit naturellement dériver pour les contemporains une idée permanente de tout ce qui vient de se passer : il faut trouver rassemblé tout ce qui a été fait sur le même objet par les cours souveraines , & même par les tribunaux inférieurs , pour connoître les véritables causes des opérations. On remplit en même temps le grand but de s'instruire des titres & des privileges qui appartiennent à chaque province , à chaque ville , à chaque corps , même à chaque tribunal , parce que chacun a fait usage dans cette circonstance de ses titres. Chacun les a rappelés & défendus avec force & énergie. Il est un autre point de vue , qui

rend cette réunion de pieces bien précieuse ; c'est qu'elle contiendra précisément le véritable fil de ce qui a produit le nouvel ordre de choses que nous voyons s'établir. C'est dans la vue de remplir ces différens objets , qu'on s'est occupé de cet ouvrage ; un soin continu ; & une correspondance très-étendue , soutenue des dépenses nécessaires, ont conduit à réunir l'universalité de toutes les pieces & renseignemens relatifs aux circonstances. On a élagué d'abord tous ces ouvrages éphémères ou anonymes, échappés à la plume d'une multitude d'écrivains , mus en différens sens ; plusieurs ont sans doute donné des productions estimables , mais on ne peut pas s'empêcher de convenir que des ouvrages particuliers n'offriront point dans l'histoire le même degré d'intérêt que des écrits émanés du gouvernement , des cours souveraines , des tribunaux inférieurs , des municipalités , des assemblées des provinces ; enfin des corporations. Telles sont les pieces qu'on a rassemblées : comme elles ont toutes une authenticité reconnue , & que c'est de leur effet que peuvent résulter les avantages nationaux , dont les François se flattent aujourd'hui , elles sont nécessairement une partie intégrante de l'histoire ; comme elles en sont les monumens.



On a divisé ces pieces par ordre de ressorts pour celles qui concernent la magistrature , par ordre de provinces pour celles qui concernent les citoyens ; enfin par ordre de matiere , pour celles qui ne sont applicables ni aux corps , ni aux provinces : elles sont liées par un précis de fait, dont la vérité est le seul mérite ; elles sont nécessairement placées à leurs dates.

Ce journal remonte à l'époque de la présentation à l'enregistrement de l'édit du timbre & de la subvention territoriale. On y lit ces édits : on y voit comment le parlement de Paris refusa de les enregistrer , ses arrêtés, ses remontrances , les réponses du roi , la translation du parlement à Troyes , comment les cours supérieures & les cours inférieures lui témoignèrent la part qu'elles y prenoient ; ses réponses , l'édit portant prorogation du second vingtieme , comment il fut enregistré ; comment le parlement fut rappelé de Troyes à Paris ; l'accueil qu'il reçut, &c. C'est là la matiere du premier volume.

Le second contiendra la *séance royale* du 19 Novembre 1787 , l'édit de cinq emprunts graduels & successifs qui fut présenté , les discours du roi , du garde des sceaux , le rapport du conseiller - rap-

porteur de la cour, les suites de cette séance, l'exil du duc d'*Orléans*, l'enlèvement de deux magistrats, les démarches & réclamations du parlement de Paris, celles des autres cours, les réponses du roi, l'enlèvement de *M. Duval d'Eprenesnil* & de *M. Goeflard de Monsabert*, au milieu des chambres assemblées, &c. Il contient encore tout ce qui s'est passé, relativement à la *translation du parlement de Bordeaux à Libourne*; savoir, refus d'enrégistrer l'édit portant établissement des assemblées provinciales, les remontrances, les réponses du roi, ou du garde des sceaux, les procès verbaux des enrégistremens militaires, les protestations, &c.

Le troisième volume contiendra la discussion entre le ministère & le parlement de Dauphiné, au sujet de la prohibition que ce dernier avoit prononcée d'une assemblée provinciale dans son ressort avant qu'il en eut enrégistré les réglemens, les réclamations qui se sont élevées de toutes parts, contre l'édit portant prorogation du second vingtième, les actes de rigueur qui en sont résultés pour des magistrats à Toulouse & à Metz, l'universalité des remontrances contre l'usage des lettres de cachet; enfin, toute cette corres-

pondance vive qui a eu lieu entre le ministère & les cours souveraines depuis l'assemblée des notables 1787 jusqu'au 8 Mai 1788.

Le quatrième volume & les suivans contiendront tout ce qui est relatif à la révolution du 8 Mai, loix, séance du lit de justice ou d'enrégistremens militaires, protestations des cours souveraines & des cours inférieures, installation de quelques grands bailliages ou de quelques présidiaux qui avoient accepté la nouvelle attribution; les matieres divisées par parlemens & par ressorts, avec subdivision de tout ce qui s'est passé dans les chambres des comptes, les cours des aides, les bureaux des finances, les sénéchaussées, les baillages, les justices royales, élections, maîtrises des eaux & forêts, greniers à sel, &c.

Lorsque les matieres parlementaires seront épuisées, on recueillira les mémoires, requêtes, arrêtés, délibérations, pétitions des provinces, des ordres, des villes, des corporations sur la formation des états généraux & provinciaux, les avis des notables & les décisions du roi, on suivra ainsi toutes les périodes qui ont préparé l'assemblée nationale & qui lui ont imprimé cette légalité

sans laquelle ses travaux pourroient être infructueux.

Afin que cette collection, dont ce qui a rapport à la magistrature forme la plus grande partie, soit parfaitement complete, on donnera pour les souscripteurs *qui en formeront la demande particuliere*, deux volumes détachés qui contiendront le recueil de toutes les pieces qui parurent lors de la révolution de 1771 jusques & inclus, le rétablissement des parlemens en 1774.

La lecture des pieces de ce recueil est préparée par un historique succinct qui rend compte des événemens, des séances, des cours, des démarches du gouvernement. On fait que la plupart de ces pieces sont des modeles d'éloquence & de raisonnement, les plans du ministere y sont débattus, avec plus ou moins de vigueur; enfin elles ont fixé l'opinion publique qui a été l'arbitre dans cette cause, parce qu'elle a décidé du crédit national & que c'est l'absence seule du crédit qui a jetté la France dans ce tourbillon inoui d'événemens.

Cette collection faite avec methode donnera un ouvrage précieux pour quiconque voudra étudier ou écrire l'histoire; elle convient à toutes les biblio-

thèques , & en matiere de droit public François , elle peut elle-même tenir lieu d'une bibliotheque , puisqu'il est vrai que les écrivains nombreux & éclairés qui ont tenu la plume , avoient mis à contribution tous les auteurs qui traitent des mêmes matieres , tels que *Bodin*, *Philippe de Commines*, le recueil des états - généraux , l'immortel *Montesquieu* , & tant d'autres publicistes , dont le nom seul forme autorité.

L'Éditeur de cet ouvrage se flatte qu'il en est peu de plus utile il n'oublie rien pour qu'il n'en soit , en ce genre , aucun de plus-complet.





# T A B L E

## DES PIÈCES CONTENUES EN CE VOLUME.

---

### S É A N C E R O Y A L E

Du 19 Novembre 1787.

---

<b>D</b> iscours du roi au parlement, prononcé le 19 Novembre.	Page 3
Discours de M. le garde des sceaux dans la même séance.	5
Edict de Novembre 1787, portant création d'emprunts graduels & successifs pendant 5 ans.	22
Rapport de M. l'abbé Tandeau, conseiller au parle- ment, rapporteur de la cour.	45
Réclamation de M. le duc d'Orléans, contre les ex- pressions de l'enrégistrement.	69
Réponse du roi.	idem
Arrêté du parlement du même jour 19 Novembre pour déclarer qu'il n'entend prendre aucune part à la transcription de l'édit, ordonnée être faite sur les registres.	70
Avis de M. d'Épremeville dans la séance.	73

# TABLE.

xliv

*Discours du premier président au roi , du 21 Novembre pour demander la liberté du duc d'Orléans , exilé & de deux magistrats enlevés.* 74

*Réponse du roi contenant les motifs qui le portent à supprimer des registres du parlement l'arrêté du 19 & la promesse de convoquer les états-généraux en 1791.* idem

*Extrait de la lettre du baron de Breteuil , ministre , aux pairs , pour qu'ils n'assistassent pas à la séance du parlement du 22 Novembre.* 76

*Arrêté du parlement au sujet de l'absence des pairs.* idem

*Divers autres arrêtés pris dans la même séance.* idem.

*Arrêté du parlement du 23 Novembre portant commission au greffier d'aller complimenter Mme. la duchesse d'Orléans.* 77

*Arrêté du même jour tendant à ne recevoir aucun compliment sur le retour du parlement , rappelé de Troyes , jusqu'au rétablissement de ses membres dans leurs fonctions.* 78

*Supplications au sujet des exilés du 26 Novembre.* idem.

*Réponse du roi du même jour.* 82

*Autre réponse du roi aux instances particulières du premier président.* 83

*Arrêté du 27 du même mois tendant à faire de nouvelles remontrances au roi & à complimenter Mme. Freteau , épouse d'un des deux magistrats détenus.* idem.

*Arrêté du parlement du 28 qui remet au 7 Décembre*

<i>bre la délibération sur l'édit des Protestans attendu l'absence des pairs.</i>	84
<i>Lettre de M. Freteau au sieur Guidor, inspecteur de police, au sujet de la conduite qui fut tenue lors de son enlèvement.</i>	idem.
<i>Mémoire des pairs au roi du 24 Novembre pour réclamer leurs droits à siéger au parlement.</i>	85
<i>Réponse du roi.</i>	92
<i>Supplications du parlement sur la réponse du roi du 26 Novembre, dans lesquelles sa majesté est suppliée de rendre la liberté au duc d'Orléans, &amp; aux deux magistrats, ou de les faire juger.</i>	93
<i>Réponse du roi du 9 Décembre.</i>	96
<i>Autre réponse du roi sur les instances du premier président.</i>	97
<i>Arrêté du parlement du 4 Janvier 1788, tendant à faire des représentations sur les lettres de cachet.</i>	98
<i>Discours du premier président au roi du 17 Janvier, pour réclamer la liberté des exilés.</i>	103
<i>Reponse du roi.</i>	105
<i>Arrêté du parlement du 18 Janvier tendant encore à faire des remontrances au roi sur les lettres de cachet.</i>	106
<i>Remontrances du parlement sur l'usage des lettres de cachet, l'exil de M. le duc d'Orléans, &amp; l'enlèvement de MM. Freteau &amp; Sabatier, du 11 Mars.</i>	107
<i>Reponse du roi du 16 du même mois.</i>	118
<i>Autres remontrances du parlement sur les trois objets</i>	



<i>compris dans la réponse du roi du 21 Novembre ; savoir , la suppression de l'arrêté pris après la séance du 19 du même mois , la séance &amp; l'improbation de l'usage des arrêtés sur les registres du 11 Avril 1788.</i>	121
<i>Réponse du roi du 17 Avril.</i>	141
<i>Arrêté du parlement du 18 du même mois , qui remet au 22 à délibérer sur la réponse du roi &amp; qui charge le greffier en chef d'aller complimenter le duc d'Orléans , sur son retour.</i>	143
<i>Remontrances du 30 Avril sur la réponse du roi du 17 du même mois.</i>	145
<i>Historique de l'enlèvement de MM. d'Epremesnil &amp; Goessard de Montfabert.</i>	156
<i>Arrêté du 5 Mai qui met ces deux magistrats sous la protection de la cour &amp; nomme , des commissaires pour aller réclamer en leur faveur auprès du roi.</i>	159
<i>Ordre donné au marquis d'Agoult , capitaine des gardes , d'enlever MM. d'Epremesnil &amp; de Montfabert , du 5 Mai.</i>	163
<i>Différentes demandes &amp; réponses entre M. d'Agoult &amp; les membres du parlement.</i>	idem
<i>Recit par M. le premier président à son retour de Versailles , du résultat de la députation.</i>	164
<i>Arrêté du parlement pour renvoyer la députation.</i>	165
<i>Discours de M. d'Epremesnil , pour témoigner son dévouement.</i>	167
<i>Dialogue entre M. d'Epremesnil &amp; M. d'Agoût.</i>	172

<i>Discours d'adieu de M. d'Epremesnil aux magistrats ses, confreres.</i>	173
<i>Dialogue entre M. Goellard de Montfabert, &amp; M. d'Agoult.</i>	175
<i>Discours d'adieu du même à ses confreres.</i>	idem.
<i>Arrêté du parlement du 6 Mai en faveur des deux magistrats enlevés.</i>	177
<i>Lettre de Mme. d'Epremesnil au principal ministre, du 12 Mai.</i>	179
<i>Extrait d'une lettre d'Aix qui rend compte de l'accueil fait à M. d'Epremesnil à son passage en Provence.</i>	181
<i>Extrait d'une lettre de Lyon sur l'accueil fait au même magistrat à son passage dans cette ville.</i>	185
<i>Récit de son arrivée à Paris.</i>	186

---

<i>Supplications du parlement de Toulouse au roi, du 5 Janvier 1788, au sujet de l'exil de M. le duc d'Orléans &amp; de la détention des deux magistrats du parlement de Paris.</i>	190
<i>Arrêté du parlement de Bretagne au même sujet du 6 Décembre 1787.</i>	196
<i>Lettre du même parlement au roi dudit jour.</i>	197

## TRANSLATION DU PARLEMENT DE BORDEAUX A LIBOURNE.

<i>Edit de Juin 1787, portant création d'assemblées provinciales.</i>	202
<i>Arrêt de registres au parlement de Paris.</i>	206
<i>Arrêté du parlement de Bordeaux du 25 Juillet portant refus d'enregistrer l'édit.</i>	208
<i>Lettre du même parlement au roi du 25 Juillet.</i>	209
<i>Réponse du garde des sceaux.</i>	210
<i>Règlement sur la formation des assemblées provinciales dans le Limosin du 12 Juillet 1788.</i>	446
<i>Arrêt du parlement qui défend la tenue de l'assemblée provinciale du 8 Août.</i>	211
<i>Arrêt du conseil du 12 Août qui casse l'arrêt du parlement du 8.</i>	213
<i>Lettre de cachet qui enjoint aux magistrats de se rendre à Libourne, du 12 Août.</i>	217
<i>Arrêté du parlement du 18 Août, qui persiste dans son arrêt du 8.</i>	218
<i>Lettres-patentes portant translation du parlement de Bordeaux à Libourne, du 12 Août.</i>	222
<i>Arrêté du parlement du 3 Septembre, portant refus d'enregistrer les lettres-patentes.</i>	225
<i>Arrêté du lendemain 4 contenant des protestations contre l'enregistrement des lettres-patentes.</i>	231

<i>Arrêté du 6 du même mois qui déclare illégal cet enrégistrement.</i>	232
<i>Lettres de jussion pour l'enrégistrement de l'édit du 27 Août.</i>	235
<i>Arrêté du parlement du 7 Septembre portant refus d'obtempérer aux lettres de jussion.</i>	238
<i>Lettres-patentes qui diffèrent les vacations du parlement du 4 Septembre.</i>	243
<i>Arrêt de régifres de ces lettres-patentes.</i>	244
<i>Lettre au roi de la cour des aides de Bordeaux du 7 Septembre.</i>	245
<i>Arrêté du parlement de Paris du 24 Septembre pour réclamer en faveur du parlement de Bordeaux.</i>	251
<i>Autre du 17 du même mois.</i>	idem.
<i>Autre du 23.</i>	252
<i>Autre du 24.</i>	idem
<i>Remontrances du parlement de Bordeaux du 31 Octobre au sujet de sa translation.</i>	253
<i>Arrêté de la cour des aides du 14 Novembre.</i>	278
<i>Réponse du garde des sceaux aux remontrances du parlement de Bordeaux du 29 Novembre.</i>	285
<i>Arrêté du parlement de Bordeaux du 21 Décembre, portant refus d'obtempérer aux lettres de jussion du 30 Novembre.</i>	295
<i>Remontrances du même parlement du 21 Décembre.</i>	298
<i>Lettre d'envoi de ces remontrances au parlement de Paris du même jour.</i>	331
<i>Remontrances de la cour des aides de Bordeaux du 22 Décembre.</i>	334

# T A B L E.

Ij

<i>Supplications du bureau des finances de Bordeaux</i> <i>du 23 Janvier 1788.</i>	343
<i>Réponse du garde des sceaux à ces supplications du</i> <i>2 Février 1788.</i>	346
<i>Réplique du bureau des finances au garde des sceaux</i>	347
<i>Réquision des avocats de Bordeaux aux jurats, pour</i> <i>obtenir la convocation de l'assemblée des cent-trente</i> <i>du 19 Janvier.</i>	350
<i>Délibération du chapitre de St. André de Bordeaux,</i> <i>pour demander la même convocation du même jour.</i>	361
<i>Députation du présidial à la cour des aides au même</i> <i>sujet, du 17 Janvier.</i>	362
<i>Délibération du tribunal des monnoies.</i>	363
<i>Délibération de l'hôtel-de-ville de Bordeaux du 24</i> <i>Janvier.</i>	366
<i>Lettre du roi aux jurats, du 25 Janvier, portant</i> <i>défenses d'assembler les cent-trente, ni même les</i> <i>notables.</i>	369
<i>Représentations de la cour des aides, suivies des</i> <i>pieces justificatives, du 30 Janvier.</i>	370
<i>Supplications au roi, de l'ordre des avocats, du 24</i> <i>Janvier.</i>	384
<i>Réponse du garde des sceaux à ces supplications.</i>	359
Nota. Cette réponse a été par erreur placée à cette page tandis qu'elle devrait se trouver page 395.	
<i>Remontrances du parlement du 4 Mars.</i>	396
<i>Remontrances de la cour des aides au sujet d'une let-</i> <i>tre du garde des sceaux.</i>	410

<i>Arrêté du parlement de Bordeaux du 15 Mars portant refus d'enregistrer différens édits , déclarations &amp; lettres-patentes.</i>	424
<i>Arrêté du parlement de Provence en faveur du parlement de Bordeaux du 3 Octobre 1787.</i>	427
<i>Supplications du parlement de Toulouse du 5 Janvier 1788.</i>	430
<i>Arrêté du parlement de Besançon du 9 Janvier.</i>	435
<i>Liste des autres parlemens qui ont réclamé en faveur de celui de Bordeaux &amp; qui ont mêlé d'autres matieres dans leurs réclamations.</i>	436
<i>Précis de ce qui s'est passé à Bordeaux à l'arrivée de M. le premier président du parlement , les 10 , 11 , 12 &amp; 13 Juin 1788.</i>	437
<i>Discours des députés de l'ordre des avocats à M. le premier président du 10 Juin 1788.</i>	442
<i>Vers joints à la couronne présentée à M. le premier président.</i>	436



# JOURNAL

## POUR SERVIR A L'HISTOIRE

### DU DIX-HUITIEME SIECLE.



SEANCE ROYALE du 19 Novembre 1787.



Les impôts du timbre & de la subvention territoriale, qui avoient souffert tant de difficultés à l'enregistrement, furent retirés, comme on fait, par édit de Septembre 1787, qui portoit prorogation du deuxieme vingtieme pour les années 1791, 1792, tandis que suivant les précédens édits, cet impôt devoit finir en 1790.

On lisoit dans l'édit : » Voulons que lesdits  
 » vingtiemes & quatre sous pour livre du premier  
 » vingtieme soient perçus dans toute l'étendue de  
 » notre royaume, pays, terres & seigneuries de  
 » notre obéissance, sur l'universalité du revenu des  
 » biens qui y sont soumis par lesdits édits &

» déclarations précédemment intervenus sans au-  
 » cune distinction, ni exception telle qu'elle puisse  
 » être, même sur les fonds de notre domaine,  
 » soit qu'ils soient possédés à titre d'apanage ou  
 » d'engagement, ou même qu'ils soient entre  
 » nos mains & régis par les administrateurs de  
 » nos domaines, & ce dans la juste proportion  
 » des revenus effectifs qui doivent supporter les-  
 » dites impositions. » Le parlement enrégistra cet  
 édit, sans modifications, le 19 Septembre, & le  
 même jour il prit un arrêté, dans lequel il déclara  
 que *ses principes contenus dans ses différens arrêtés*  
*ne lui auroient pas permis d'enregistrer même une*  
*seule prorogation d'impôt provisoire & momentanée, si*  
*la nécessité des circonstances & le désir de ramener*  
*la tranquillité publique ne lui en avoient fait impé-*  
*rieusement la loi, &c. & que dans le cas où de*  
*nouveaux impôts seroient proposés, il ne cesseroit de*  
*représenter qu'il est hors de son pouvoir d'enregistrer*  
*aucun impôt dont la nature n'ait été préalablement*  
*communiquée à l'assemblée des états généraux & dont*  
*lesdits états n'auroient pas reconnu & fixé invariable-*  
*ment la quotité & la durée.*

Dès que le roi fut instruit de cet enrégistrement, il rétablit, par déclaration du 20 Septembre, le siége du parlement à Paris, & comme le terme des vacances ordinaires du parlement étoit arrivé, la même déclaration annonça que la chambre ordinaire des vacations tiendrait ses séances depuis le 1<sup>er</sup>. Octobre jusqu'au dix Novembre suivant, veille de la St. Martin.

Le parlement fit en conséquence sa rentrée le



du 19 Novembre 1787.

3

jour de la St. Martin , par la messe rouge : ce jour-là M. le premier président donna à dîner à tous les membres du parlement ; après le repas il leur lut une lettre du roi , portant *injonction à chacun d'eux de ne pas s'absenter de Paris.*

On s'attendit dès-lors à la présence prochaine de sa majesté au parlement ; en effet le 18 au soir le premier président reçut ordre du garde des sceaux, *de convoquer les chambres, les princes & les pairs pour le lendemain.*

Le lendemain 19, à huit heures du matin, les chambres étoient assemblées ; à neuf heures on vit arriver le roi avec *Monsieur*, Mgr. comte d'Artois, M. de Lamoignon, garde des sceaux, M. de Fontettes, conseiller d'état, chancelier de Monsieur, M. de Montyon, autre conseiller d'état, chancelier de Mgr. comte d'Artois ; le roi étoit accompagné de son capitaine des gardes seulement. M. de Malesherbes, ministre d'état, & M. Lambert, contrôleur-général des finances, assistèrent aussi à cette séance, mais seulement en leur qualité de conseillers honoraires du parlement. Sa majesté étoit venue dans une voiture de chasse, & elle n'étoit point environnée de l'appareil qui est déployé dans les lits de justice ; aussi n'étoit-ce qu'une *séance royale* qu'elle venoit tenir.

Sa majesté se plaça sur un fauteuil, dans l'angle ; le fauteuil n'étoit pas même surmonté d'un dais ; elle prononça le discours suivant ;

Messieurs, je viens tenir cette séance, pour rappeler à mon parlement des principes dont il ne doit pas s'écarter ; pour vous entendre sur deux grands

actes d'administration & de législation, qui m'ont paru nécessaires; enfin, pour vous répondre sur les représentations que m'a faites la chambre des vacations, en faveur de mon parlement de Bordeaux.

Les principes auxquels je veux vous rappeler; tiennent à l'essence de la monarchie, & je ne permettrai pas qu'ils soient méconnus ou altérés.

Je n'ai pas eu besoin d'être sollicité pour assembler des notables de mon royaume. Je ne craindrai jamais de me trouver au milieu de mes sujets. Un roi de France n'est jamais mieux que quand il est entouré de leur amour & de leur fidélité; mais c'est à moi seul à juger de l'utilité & de la nécessité de ces assemblées, & je ne souffrirai jamais qu'on me demande avec indifférence, ce qu'on doit attendre de ma sagesse & de mon amour pour mes peuples, dont les intérêts sont indissolublement liés avec les miens.

L'acte d'administration que je me propose, est un édit portant création d'emprunts successifs pendant cinq années. J'aurois voulu n'avoir plus recours à cette ressource des emprunts; mais l'ordre & l'économie ne peuvent suffire qu'avec le temps. Des emprunts bornés & bien combinés reculeront un peu la libération, mais ne l'empêcheront pas. De nouveaux impôts ne seront pas établis, & mes engagements seront remplis.

J'ai voulu que le même jour qui doit être pour mes peuples le présage de la restauration prochaine de mes finances, fût marqué dans la législation de

du 19 Novembre 1787.

5

*mon royaume, par l'exécution d'un projet auquel je suis déterminé depuis long-temps.*

*Je maintiendrai toujours par la protection la plus constante & sans partage, la religion sainte dans laquelle Dieu m'a fait le bonheur de naître, & je ne permettrai pas qu'elle souffre le plus léger affoiblissement dans mon royaume. Mais je crois qu'elle me commande elle-même de ne pas laisser une partie de mes sujets privés de leurs droits naturels, & de ce que l'état de société leur promet.*

*Vous verrez dans ma réponse au sujet du parlement de Bordeaux, combien sa conduite est r'préhensible. Mes parlements doivent compter sur ma confiance & mon affection; mais ils doivent les mériter, en se renfermant dans les fonctions qui leur ont été confiées par les rois mes prédécesseurs, en ayant attention de ne s'en pas écarter, & de ne s'y refuser jamais, & sur-tout en donnant à mes sujets l'exemple de la fidélité & de la soumission.*

*Mon garde des sceaux vous fera connoître plus amplement mes intentions.*

Le discours du roi fini, M. le garde des sceaux parla ainsi :

M E S S I E U R S ,

Le roi apporte lui-même aujourd'hui à son parlement un édit qui ordonne l'ouverture des emprunts successifs, destinés pendant la durée de cinq ans, à correspondre à ses engagements & à ramener l'ordre dans ses finances.

En assistant à votre délibération, sa majesté vient

s'environner avec confiance de vos lumières & de votre amour.

Elle veut écouter vos avis pour le bien de son état, & avant de les avoir entendus, assez rassurée par ses intentions pour ne pas croire avoir besoin d'employer son autorité, elle vous permet d'opiner à haute voix en sa présence.

Vous venez, messieurs, de donner au roi un témoignage récent & solennel de l'obéissance que vous devez à ses ordres suprêmes.

Sa majesté a reconnu avec satisfaction, dans l'enregistrement de la prorogation & de l'exacte perception d'un impôt que son cœur est impatient de remettre à ses peuples, le zèle & la fidélité des magistrats qu'elle réintégra dans leurs fonctions, au commencement de son regne.

Avant de vous instruire du résultat de ses économies & de vous expliquer l'objet de l'édit dont vous allez attendre la lecture, le roi m'ordonne de répondre d'abord explicitement au vœu que vous lui avez porté, d'assembler les états-généraux de son royaume.

Sa majesté, justement mécontente d'une demande que vous fondiez sur le prétendu défaut des pouvoirs que vous tenez d'elle, & qui sembloit avoir le caractère d'une réquisition, que les droits sacrés de son autorité repoussent & réprouvent, n'a pas voulu jusqu'à présent s'arrêter à cette question, pour ne se point distraire du but qu'elle se proposoit & qu'elle veut atteindre.

Mais la dignité du trône ne permet pas à sa majesté de garder sur cet objet un plus long silen-

ce, & le moment est enfin arrivé de confronter les demandes des cours avec les principes de la monarchie.

Sa majesté doit à la nation, à ses descendans, elle se doit à elle-même, de ne souffrir jamais que l'autorité que Dieu a mise dans ses mains, éprouve la plus légère altération, & qu'elle soit méconnue par ses propres officiers, qui en ont toujours été les premiers défenseurs.

D'abord, messieurs, il vous étoit facile de prévoir que la juste considération dont jouit le premier parlement du royaume, propageroit la doctrine nouvelle & irréfléchie que vous adoptiez, & établiroit un concert dangereux entre vos principes & les réclamations des autres cours de justice du royaume.

Cette commotion générale pouvoit vous préparer les regrets les plus amers, en excitant dans les esprits une fermentation très-contraire à vos vues.

En blâmant l'exemple que vous donniez à ses tribunaux, sa majesté n'a point douté de votre retour aux vrais principes; ils sont gravés dans le cœur de tous ses sujets, & s'ils pouvoient jamais s'y altérer, ce seroit dans son parlement de Paris que le roi devoit être sûr de les retrouver dans toute leur pureté primitive.

Ces principes universellement admis par la nation, attestent qu'*au roi seul appartient la puissance souveraine dans son royaume.*

*Qu'il n'est comptable qu'à Dieu seul de l'exercice du pouvoir suprême.*

*Que le lien qui unit le roi & la nation est indissoluble par sa nature ;*

*Que des intérêts & des devoirs réciproques entre le roi & ses sujets , ne font qu'assurer la perpétuité de cette union ;*

*Que la nation a intérêt que les droits de son chef ne souffrent aucune altération ;*

*Que le roi est chef souverain de la nation & ne fait qu'un avec elle ;*

*Enfin , que le pouvoir législatif réside dans la personne du souverain , sans dépendance & sans partage.*

Tels sont , messieurs , les principes invariables de la monarchie française. Le roi ne les a point puisés dans une source qui puisse être suspecte à son parlement. Sa majesté les a trouvés littéralement consacrés dans votre arrêté du 20 Mars 1766 , dont je ne fais que vous répéter ici les paroles.

Il résulte de ces anciennes maximes nationales , attestées à chaque page de notre histoire , qu'au roi seul appartient le droit de convoquer les états-généraux ;

Que lui seul doit juger si cette convocation est utile ou nécessaire ;

Qu'il n'a besoin d'aucun pouvoir extraordinaire pour l'administration de son royaume ; qu'un roi de France ne pourroit trouver dans les représentans des trois ordres de l'état , qu'un conseil plus étendu , composé des membres choisis d'une famille dont il est le chef , & qu'il seroit toujours

l'arbitre suprême de leurs représentations ou de leurs *doléances*.

Cette prérogative de la couronne que vous avez tous fait, messieurs, le serment de défendre, suffira toujours au roi pour n'envisager les états-généraux de son royaume, que comme *les grands jours* de l'amour des français pour leur souverain.

Sa majesté ne redoutera donc jamais de se voir à la tête d'une nation qu'elle aime, dont elle est aimée, & sur laquelle son auguste famille regne depuis huit cents ans.

Eh! n'est-ce pas, messieurs, la bonté paternelle avec laquelle le roi a voulu se rapprocher de sa nation, qui vous a suggéré à vous-mêmes la pensée de solliciter les états-généraux?

C'est sans aucune réclamation antérieure, que sa majesté a appelé, de son propre mouvement, les notables de son royaume autour du trône, pour les consulter sur ses projets d'administration & sur les besoins de l'état.

Depuis plus d'un siècle & demi, cet usage national étoit tombé en désuétude, sous les deux plus longs regnes de la monarchie; & quoiqu'on eût vu sous deux minorités des orages très-alarmanants; quoiqu'on eût vu sous ces deux regnes de grands changemens & de grandes révolutions, des impositions auparavant inconnues, des factions, des batailles perdues, l'ennemi dans l'intérieur du royaume, des désastres publics de tout genre, aucune voix ne s'étoit élevée durant un si long intervalle, pour réclamer les conseils d'une partie

de la nation dans ces momens de crise ; & cette grande pensée attendoit pour éclore , que le zèle du bien public dont le roi est animé , vînt dévancer le vœu de ses peuples.

A peine le roi a-t-il réuni les notables de son royaume , qu'il leur a proposé , par la seule inspiration de sa bonté , d'établir dans toute la France , des assemblées provinciales , qui lui seront plus utiles sans doute que n'ont jamais pu l'être les états-généraux.

Ce nouveau lien d'intérêt , toujours subsistant entre le monarque & les peuples , a été béni dans tout le royaume , comme un grand bienfait national , qui suffiroit pour immortaliser le regne de sa majesté.

Des faits si récents attestent assez combien le roi aime à communiquer avec sa nation.

Mais plus le roi se montre bon , quand il se livre aux seuls mouvemens de son cœur , plus il saura se montrer ferme quand il pourra entrevoir que l'on abuse de sa bonté pour contester ses droits , ou pour exercer sur ses résolutions quelque apparence de contrainte.

Après cette réponse que le roi devoit à vos rémontrances & à vos arrêtés , messieurs , sa majesté veut faire connoître à son parlement quelques détails sur les économies & les bouifications qu'elle vient d'opérer , & le convaincre de la certitude qu'elle a de subvenir à toutes les dépenses nécessaires , sans manquer à ses engagements.

Toute la nation est témoin des retranchemens & des sacrifices qu'a fait le roi pour rétablir l'or-



dre dans ses finances , ainsi que des mesures qu'il prend pour le perpétuer.

La rigueur des économies est telle , messieurs , que vous n'eussiez pas osé la demander vous-mêmes.

Le compte des finances , que sa majesté a promis de faire publier tous les ans , va paroître dans les commencemens de l'année prochaine ; & chaque année il sera perfectionné par les précautions que sa majesté a ordonnées , pour fixer & réduire les dépenses de tous les départemens.

Le roi a arrêté que le compte particulier du département de la guerre , le plus dispendieux de tous , & le plus susceptible de réformes , seroit publié à part chaque année , par le conseil de la guerre , qui va porter la lumière & l'économie sur tous les détails.

Sa majesté n'a encore que des apperçus généraux sur les départemens si importans de la guerre & de la marine.

Mais déjà le roi est assuré d'y trouver environ vingt-cinq millions d'économie , sans diminuer ses forces pour le double service de terre & de mer.

La retenue à laquelle le roi s'est déterminé à regret , pendant cinq années , sur les pensions , & qui est un impôt qu'il se voit obligé d'établir sur ses propres bienfaits , excédera cinq millions.

Les retranchemens sur les écuries du roi montent au-delà de trois millions.

Les dépenses de la maison du roi & de la famille royale ont déjà subi un retranchement de

plus de deux millions ; & celles de la maison de la reine ont été diminuées de neuf cent mille livres , par un travail personnel de cette auguste princesse , qui , en ordonnant cette réduction prompte & volontaire , s'est empressée de marquer son zèle pour le bien public.

Les bureaux du conseil , ou les bureaux particuliers des finances , ont fourni au roi une économie annuelle de sept cent mille livres.

La dépense des bâtimens sera diminuée , au moins d'un million , dès l'année prochaine , & ramenée , comme toutes les autres , au niveau des besoins réels.

Les arrangemens arrêtés avec la recette générale , les fermiers & les régies , ont produit une bonification de trois millions.

Les conventions stipulées avec les administrateurs de la poste aux lettres , & de la poste aux chevaux , indépendamment des dédommagemens passagers qu'elles nécessitent , augmentent le revenu du roi , au moins d'un million.

Si l'on ajoute à ces bonifications & à ces réformes , les économies qui frappent sur des parties moins importantes , mais qui font masse par leur réunion ;

Si l'on y ajoute une réduction de neuf millions qu'on a retranchés de l'article des dépenses imprévues.

Si l'on y ajoute enfin les réformes qui vont être faites sur tous les détails qui en seront susceptibles , il sera évident qu'en suivant le même système d'ordre & d'économie , dont les effets sont incalcula-

bles , le roi surpassera , d'une manière fort supérieure aux espérances de la nation , les ressources qu'il comptoit trouver dans l'économie.

Il est vrai , messieurs , que tous les bénéfices en ce genre , ne sont pas effectifs pour le premier moment.

Il est vrai encore que certains retranchemens exigent des remboursemens , qui les rendent d'abord plus onéreux que profitables au trésor public.

Mais il n'en est pas moins démontré que ce bénéfice fera , dès l'année prochaine , assuré pour plus de cinquante millions , & qu'il doit s'élever encore au-dessus de cette somme , dans les années suivantes.

Je m'arrête ici , messieurs , je ne peux plus me défendre d'une réflexion qui m'attendrit. Je m'estime heureux dans ce moment d'être l'organe de cette promesse du roi ; & je regarde comme le plus beau jour de ma vie , celui où je peux annoncer à la nation , avec la plus ferme assurance , un si grand bienfait de son souverain.

Pour donner à ses peuples une nouvelle preuve de son amour , sa majesté veut que l'on procède à la perception plus exacte des vingtièmes , avec une modération qui rendra l'augmentation de cet impôt plus lente & moins productive.

Mais le roi ne regrettera jamais les tempéramens que lui suggérera sa bonté , pourvu qu'il puisse remplir ses engagemens envers les créanciers de l'état.

L'accroissement du revenu public ne peut donc être que progressif.

L'augmentation de l'impôt ne sera effective pour le trésor public , qu'à la fin de l'année mil sept quatre-vingt-huit.

Les préparatifs de guerre , auxquels le roi s'est vu récemment obligé , pour assurer la conservation de la paix , ont encore augmenté les besoins & les dépenses de l'année courante , & ils nécessiteront un équivalent de fonds pour le remplacement.

Toutes ces considérations & ces causes réunies , ont obligé sa majesté d'élever le premier emprunt qui va s'ouvrir , au-dessus de ceux qui le suivront.

Ces emprunts ont été annoncés durant les délibérations de l'assemblée des notables ; & le roi déclare aujourd'hui qu'ils se renouvelleront chaque année pendant cinq ans.

Au défaut d'emprunts , il eût fallu nécessairement recourir à des impôts , ou à des suspensions , à des diminutions , dont la nécessité la plus absolue , est toujours une source amère & féconde de regrets , d'injustices & de malheurs , sous quelques noms qu'on les déguise.

Le seul inconvénient seroit que ces emprunts ne répondissent pas aux besoins réels ; mais tous les calculs certifient que leur quotité les surpassera ; & pour lors , l'excédent sera employé à diminuer les services particuliers qui alimentent le trésor royal , & à éteindre les anticipations qui l'épuisent.

L'emploi de ces excédens , s'ils ont lieu , sera connu par le compte publié annuellement , qui en énoncera l'application.

Par la nature & l'étendue des engagements de l'état , il est prouvé à sa majesté , que , sans sacrifier l'avenir au présent , des emprunts successifs employés à la libération du royaume , sous l'inspection immédiate de la chambre des comptes , & combinés de manière à s'éteindre graduellement les uns par les autres , ne seront point une nouvelle charge pour la nation.

Le roi fixera chaque année le taux de ces emprunts , & il en déterminera la forme de la manière la plus satisfaisante pour les prêteurs.

Le plan adopté par le roi , pour rétablir l'ordre & commencer la liquidation de l'état , exige pour son parfait développement , un période de cinq années.

Toutes les opérations de finances sont réglées conformément à ce calcul.

C'est dans cinq ans que doivent expirer les baux & les régies.

C'est pour la durée de cinq ans que le roi a prorogé le second vingtième , qui étoit déjà établi jusqu'en mil sept cent quatre-vingt-dix.

C'est pour cinq ans qu'il a ordonné une retenue relative sur les pensions.

Ces divers plans de sa majesté , qui se rapportent tous à une véritable unité de principes & de vues , sont développés dans le préambule de son édit , avec une clarté & une loyauté qui doivent inspirer une confiance universelle.

Ainsi la fortune publique sera évidemment assurée pendant ces cinq années ; & dans cet intervalle , les économies se perfectionneront , & produiront tous les bénéfices qu'il est possible d'espérer sans illusion.

La répartition égale des vingtièmes aura été établie par les assemblées provinciales.

Des améliorations utiles auront été exécutées , sans surcharger les peuples , dans toutes les branches des revenus publics.

Et avant que ce période de la régénération des finances soit révolu , messieurs , le roi se propose de communiquer à la nation assemblée , tout ce qu'il aura fait pour son bonheur , & les mesures qu'il aura prises pour le rendre durable.

Ce sera au milieu des états-généraux de son royaume , que sa majesté , entourée de ses fideles sujets , pourra leur présenter avec confiance le consolant tableau de l'ordre établi dans ses finances , de l'agriculture & du commerce réciproquement encouragés sous les auspices de la liberté , d'une marine redoutable , de l'armée régénérée par une constitution plus économique & plus militaire , des abus détruits , d'un nouveau port formé dans la Manche pour assurer la gloire du pavillon françois , des loix réformées , de l'éducation publique perfectionnée & florissante , du soulagement des peuples préparé par les nobles sacrifices du souverain , enfin de tous les établissemens destinés à rendre indépendans des hommes , & stables comme la loi , les divers genres de bien qui doivent perpétuer dans cet empire la félicité publique.

Le

Le grand acte de législation que le roi vient de vous annoncer , messieurs , pour accorder un état civil à ceux de ses sujets qui ne professent pas la religion catholique , va concourir avec ses plans d'administration , dont vous venez d'entendre le développement , à la splendeur de la France , & au bonheur des peuples.

Le législateur en observant les abus qui invoquent le remède des loix , a vu qu'il falloit nécessairement , ou proscrire de ses états la portion nombreuse de ses sujets qui ne professent pas la religion catholique , ou lui assurer une existence légale.

Dans une pareille alternative , l'option du roi n'étoit pas difficile à prévoir ; & sa sagesse ne pouvoit hésiter que sur le choix des moyens.

Le roi a concilié , dans la nouvelle loi , les droits de la nature avec les intérêts de son autorité & de la tranquillité publique.

Sa majesté ne veut point d'autre culte public dans son royaume , que celui de la religion catholique , apostolique & romaine Cette religion sainte dans laquelle le roi est né , sous laquelle le royaume a été florissant , sera toujours la seule religion publique & autorisée dans ses états.

Sa majesté prescrit les formes légales qui doivent constater la naissance , les mariages & la mort de ses sujets non catholiques ; & elle borne sa justice à leur égard à ces facultés primitives , qui sont un droit sacré de la nature , plutôt qu'un bienfait arbitraire de la loi.

Toute la partie éclairée de la nation sollicitoit depuis long-temps cette loi, que sa majesté n'a sousscrité qu'après les plus mûres délibérations.

Aux grands avantages qui doivent en résulter pour la population, pour l'agriculture, pour le commerce & pour les arts, se joindra encore celui de ne plus voir de contradiction entre les loix & la nature, entre les loix & les mœurs, entre les loix & les jugemens<sup>7</sup> des tribunaux, & enfin entre les suppositions des ordonnances & l'évidence invisible des faits.

Les sujets non catholiques du roi seront protégés par des loix qui assureront leur état, sans les rendre dangereux; & la sage tolérance de leur religion, ainsi restreinte aux droits les plus incontestables de la nature humaine, ne fera point confondue avec une coupable indifférence pour tous les cultes.

Mais pour ne pas laisser aujourd'hui, messieurs, aucune de vos réclamations sans réponse, sa majesté veut vous communiquer avec bonté les motifs qui l'empêchent d'acquiescer aux vœux que vous avez portés aux pieds de son trône, en faveur du parlement de Bordeaux.

Les principes généraux sur lesquels sont fondées vos respectueuses représentations, ne sauroient s'appliquer aux circonstances actuelles.

D'abord, messieurs, une translation ne présente aucune irrégularité. Le roi n'a point interrompu l'exercice de la justice, en transférant son parlement de Bordeaux, en corps de cour, dans l'une



des villes de son ressort , avec toute la plénitude de ses fonctions.

Nos souverains ont souvent assigné diverses résidences à cette même cour ; & elle n'a vu jusqu'à présent aucune infraction à la capitulation de la Guienne, dans les ordres du roi qui l'ont éloignée pendant plusieurs années de la capitale de cette province.

Mais cette compagnie qui semble vouloir ainsi disputer à son souverain , le droit de la transférer quand le bien de son service l'exige , se croit-elle donc autorisée à exercer ses fonctions , sans la participation du roi , & à se transférer elle-même hors de la ville de Bordeaux ?

Il est difficile de ne pas lui attribuer cette étrange inconséquence , quand on lit les divers arrêtés qu'elle a publiés.

Une pareille prétention n'a besoin que de se manifester pour être confondue.

Puisque vous n'avez vu d'abord , messieurs , dans cette translation également sage & légale , qu'un acte *purement arbitraire* , des réflexions plus approfondies vous convaincront que l'autorité se devoit à elle-même un tel exercice de ses droits , & qu'elle a dû donner au parlement de Bordeaux cette marque publique de son mécontentement.

Ce parlement n'a pas osé s'élever ouvertement contre le vœu unanime du royaume qui demande les assemblées provinciales ; mais il a prétendu qu'il ne pouvoit pas vérifier l'édit de leur établissement , jusqu'à ce que le roi eût fait présenter à l'enregistrement le règlement définitif qui doit en déter-

miner la forme , & en régler les facultés.

Le roi a déjà publié un règlement provisoire pour les assemblées provinciales , & il a déclaré qu'il le consacrerait irrévocablement par l'enregistrement dans ses cours , lorsque l'expérience de quelques années en auroit garanti les dispositions.

Une circonspection si paternelle ne sembloit devoir exciter dans la magistrature que des applaudissemens & des hommages de reconnoissance.

Sa majesté a considéré en effet , que ces assemblées naissantes & soumises à des essais incertains , n'étoient pas encore susceptibles d'une constitution invariable ;

Que formées d'abord par le choix du roi , elles avoient besoin de se renouveler par des élections , pour recevoir leur forme morale & représenter le vœu des peuples ;

Qu'il ne falloit pas se priver des lumières de l'expérience , en adoptant avec précipitation un règlement exposé à toutes les représentations des assemblées provinciales ;

Que déjà les observations & les demandes des provinces & des parlemens , n'étoient pas uniformes ;

Enfin que dans trois ans , les assemblées provinciales auroient leur organisation , & que le législateur devoit s'être assuré des bons effets d'un règlement public , avant de lui donner sans nécessité la sanction des loix.

Vous avez senti , messieurs , la sagesse & l'évidence de ces considérations. Les mêmes observa-

tions ont suffi pour rassurer le parlement de Rouen. Vous n'avez vu aucun piège caché dans la prudence du gouvernement, & vous n'avez point montré à votre roi cette méfiance offensante, qui calomnie ses intentions, en méconnoissant ses bienfaits.

Loin d'imiter l'exemple de soumission & de confiance, que vous lui avez donné, le parlement de Bordeaux a répondu à l'édit & aux ordres réitérés du roi, par un arrêt de défense, qu'il a fait signifier aux assemblées provinciales, de se former dans son ressort.

C'est un attentat également contraire à la raison, au bien public, au respect dû à sa majesté, & à l'obéissance qu'elle a droit d'attendre de ses tribunaux.

Quand nos rois ont établi les parlemens, messieurs, ils ont voulu instituer des officiers chargés de la distribution de la justice & du maintien des ordonnances du royaume, & non pas élever dans leurs états une puissance rivale de l'autorité royale.

Sa majesté examinera avec l'amour de la vérité qui la caractérise, les remontrances que son parlement de Bordeaux vient de lui adresser; mais c'est de la seule soumission aux ordres qui lui ont été notifiés, que cette compagnie doit attendre le retour des bontés du roi.



Le discours de M. le garde des sceaux terminé, on lut l'édit portant création d'emprunts graduels & successifs, pendant cinq ans: le voici :

LOUIS , PAR LA GRACE DE DIEU , ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous présens & à venir ; SALUT. Du moment où la situation des nos finances nous a été véritablement connue , nous n'avons cessé de nous occuper de la recherche & de l'emploi de tous les moyens qui pouvoient rétablir l'ordre & l'équilibre entre la recette & la dépense ; & nos peuples ont eu lieu de reconnoître qu'aucun sacrifice ne nous a coûté pour y parvenir.

Mais les économies les plus multipliées ne peuvent procurer sur le champ tout le produit qu'elles promettent : plusieurs ne sont qu'éventuelles ou successives , & quelques-unes nécessitent des remboursemens , qui dans le moment , les rendent plus coûteuses que profitables.

D'un autre côté , notre amour pour nos peuples , nous éloigne de toute proposition de nouveaux impôts , tant que nous pouvons espérer d'autres ressources ; & toute opération qui pourroit altérer la fidélité de nos engagemens , nous est encore plus sévèrement interdite , non-seulement parce que nous comptons toujours l'obligation de les remplir religieusement , comme un de nos devoirs les plus sacrés , mais encore parce que la fortune des particuliers se trouvant liée à la fortune publique , il est impossible que celle-ci éprouve la plus légère secousse , sans que le contre-coup se fasse sentir jusqu'aux extrémités de notre royaume , & attire sur toutes les classes de nos sujets une foule de maux , dont avec l'aide de la protection divine , & les efforts infatigables de

notre tendresse pour eux , nous espérons les préserver.

Il est donc indispensable de recourir encore à quelques emprunts ; mais si ces emprunts ne pourvoient qu'au besoin du moment , s'ils n'embrassent pas le présent & l'avenir ; s'ils n'annoncent aucun système de libération, ni aucun terme pour l'opérer ; s'ils ne présentent qu'un soulagement momentané pour nos finances, on ne verra en eux qu'une nouvelle dette , dont l'accroissement prévu nécessaire ne sera pas déterminé , & le trésor royal continuera à éprouver cette gêne habituelle , avec laquelle les meilleures entreprises sont difficiles à exécuter & toutes les réformes impossibles.

Nous avons jugé en conséquence qu'il étoit de notre sagesse d'étendre tout-à-la-fois notre prévoyance à toutes les années pendant lesquelles les emprunts seroient nécessaires. Il est utile au crédit public & à la tranquillité des créanciers de l'état que le terme & le montant des emprunts qui peuvent encore avoir lieu soient connus ; il est intéressant pour tous nos sujets , qu'il ne reste aucune incertitude sur l'exactitude de tous les paiemens , & il est possible de trouver un principe de libération dans des emprunts graduels & successifs bien combinés , qui après avoir commencé par éteindre les anciens, finissent par s'éteindre eux-mêmes, sans être comme les emprunts passés, le principe d'une nouvelle imposition.

En considérant en effet que cent millions de nos revenus vont être engagés au service de pareilles

sommes de rentes viagères ; que ces revenus sont bonifiés successivement de plus de cinquante millions d'économies ; que par le dernier règlement que nous venons de publier sur les pensions , le fonds total qui s'étoit élevé de vingt-sept à vingt-huit millions , a été invariablement fixé à quinze ; qu'enfin parmi les dépenses dont est chargé notre trésor royal , il y en a pour trente millions qui ont un terme , & plusieurs même un terme très-peu éloigné , il nous a paru démontré qu'en comptant les augmentations de recette que peut produire la réforme de nos finances , notre trésor royal devoit profiter , soit par augmentation de recette , soit par diminution de ses charges , d'ici à un certain nombre d'années , de plus de cent millions , & un jour même de plus de deux cents.

D'après cet aperçu , nous avons jugé que tous nos efforts devoient , en maintenant les mêmes principes de sévérité & d'économie , tendre à atteindre , s'il étoit possible , sans convulsion & sans secousse cette époque qui ne peut être très-reculée & qui doit remettre infailliblement le niveau entre la recette & la dépense.

Nous n'avons point été arrêtés dans ce système de libération , par la considération que nos revenus se trouvant presque tous engagés , nous semblions ne présenter aucune sûreté , aucun gage à de nouveaux créanciers ; une très-grande partie des emprunts que nous nous proposons , devant être employés à éteindre les emprunts remboursables , il n'en résultera pour cette partie aucune surcharge pour nos finances ; & à l'égard de la portion qui excé-

dera ces remboursemens , l'hypothèque n'en est pas plus incertaine , puisque suivant tous les calculs de la probabilité , la masse des extinctions , sur près des deux cents millions de dépenses qui ont un terme , doit couvrir les arrérages des emprunts de deux premières années , les surpasser dans la troisième , & enfin leur devenir tellement supérieure , que les emprunts eux-mêmes puissent être diminués & leur dégradation devenir un signe non équivoque de la diminution progressive de la dette.

Un avantage non moins précieux que nous espérons retirer de cette combinaison , c'est que les emprunts ainsi annoncés d'avance , se feront nécessairement à des conditions plus avantageuses , & notre crédit s'affermissant de jour en jour , il nous sera possible d'espérer que par l'accroissement de la circulation , le taux actuel de l'intérêt de l'argent baissera , en sorte que des emprunts moins défavorables , succédant à des emprunts plus onéreux , se réuniront encore à toutes les autres causes de libération pour en assurer les progrès. Une seule crainte a dû nous occuper en nous proposant de suivre ce régime salutaire , c'est qu'une guerre ne vînt en interrompre le cours ; mais indépendamment de ce que nous avons la douce satisfaction d'annoncer à nos peuples que nous sommes aujourd'hui rassurés à cet égard ; indépendamment de ce qu'un des préservatifs des plus certains contre la guerre , est de faire voir qu'un système suivi va faire évanouir l'embarras que nos finances ont éprouvé , nous nous sommes

proposés encore dans notre sagesse d'y pourvoir d'une manière plus spéciale.

Nous avons résolu en conséquence, en cas de guerre, d'en séparer les dépenses de nos dépenses ordinaires, de manière que l'excédent de dépense qu'elle pourroit entraîner, alimenté, soit par des emprunts particuliers soutenus par des impôts qui s'éteindroient avec eux, soit par d'autres secours extraordinaires, ne pussent jamais, sous aucun prétexte, & dans aucun cas, être confondus avec nos dépenses ordinaires; & c'est pour arriver à cet ordre que nous nous appliquerons sans cesse à accélérer le jour heureux où nous pourrons remettre à nos peuples le second vingtième ou quelque impôt équivalent, afin que, destiné à servir à ces besoins extraordinaires, & tenu, en quelque sorte, en réserve, il devienne une ressource toujours subsistante pour un temps de calamité.

Nous n'avons pas craint davantage que nos peuples doutassent de la sincérité & de la stabilité de nos intentions; la précaution que nous venons de prendre par la publicité que nous entendons donner tous les ans à notre administration & à nos dons, nous a paru devoir être, pour eux, un garant assuré de la fermeté de nos résolutions & des mesures que nous prenons contre toutes les surprises que l'on pourroit faire à notre religion & à notre bienfaisance.

Enfin, pour affermir encore davantage la confiance, nous avons voulu que la partie qui est destinée à des remboursements, fournisse dès le mo-



ment à l'inspection des magistrats de notre chambre des comptes , ne laissât aucun doute sur l'emploi auquel elle est destinée , en même temps que le compte qui sera publié tous les ans de nos recettes & de nos dépenses , fera connoître à nos peuples qu'aucune charge n'est restée sans être acquittée , & aucun engagement sans être rempli.

Après avoir pris toutes ces précautions , il ne restoit à notre sagesse que de régler , de la maniere la plus convenable , la proportion , la durée & la forme de ces emprunts.

Quant à la proportion , nous l'avons calculée sur les besoins que présente la situation actuelle de nos finances , & si les produits incalculables de l'ordre & de l'économie rendent encore , comme nous l'espérons , une partie de ces emprunts inutile , nous ne regretterons pas de les avoir portés au-delà de l'absolue nécessité , puisqu'indépendamment de l'avantage de ne laisser aucune incertitude sur la suffisance des moyens auxquels nous avons recours , nous employerons l'excédent à éteindre , au moins en partie , ces anticipations ruineuses dont il a été impossible de se passer jusqu'à présent , & qui , absorbant tous les capitaux & les rendant plus rares , ont par conséquent aussi rendu les emprunts publics plus difficiles & plus chers.

La proportion de ces emprunts a dû être plus forte cette année , tant parce que les extinctions & bénéfices sont moins sensibles , que parce que les préparatifs de guerre , auxquels nous avons été contraints , ont exigé des dépenses auxquelles nos revenus ordinaires ne pouvoient satisfaire ; elle sera

moindre les années suivantes , & diminuera d'année en année , de maniere que les emprunts nécessaires seront réduits au plus à soixante millions en l'année 1792 , après laquelle nous espérons , qu'au moyen des extinctions successives dont nos finances auront profité , & de certaines réformes importantes qui ne pourront avoir lieu qu'à cette époque , ils deviendront entièrement inutiles.

Quant à la forme de ces emprunts, nous aurions désiré ne plus recourir , dès cette année , à celle des rentes viagères ; mais forcés de céder , pour le premier de ces emprunts , à la circonstance , nous nous sommes attachés cependant à prévenir, autant qu'il étoit en nous, les dangereux effets de ce genre d'emprunt, en offrant aux prêteurs la faculté de prêter avec remboursement , ou de constituer à rentes viagères , de maniere que le pere de famille qui veut conserver & revoir ses capitaux , & l'homme isolé qui veut augmenter ses jouissances , puissent également être admis dans l'emprunt.

Telles sont les vues que nous nous sommes proposés & que nous voulions faire connoître à nos sujets.

Nous les avons adoptées d'autant plus volontiers , que sans nouveaux impôts, sans nécessité d'en établir , sans que les intérêts à payer soient une nouvelle surcharge , nous aurons par une administration économique & combinée de nos revenus , pourvu pendant les années qui paroissent les plus difficiles , aux dépenses indispensables & à l'acquit de nos engagements. Nous nous ferons

aussi mis en état de préparer & d'opérer l'heureuse révolution que nous nous proposons dans nos finances ; & quelle satisfaction n'éprouverons-nous pas , lorsqu'avant l'année 1792 , nous pourrons montrer à la nation assemblée , comme nous nous le proposons , que l'ordre est rétabli , que les emprunts ne sont plus nécessaires , que la libération de l'état peut marcher avec assurance , & qu'enfin il n'est ni sacrifices , ni soins qui aient pu nous coûter , pour assurer la prospérité intérieure & extérieure de notre empire. A CES CAUSES , & autres à ce nous mouvans , de l'avis de notre conseil , & de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale : Nous avons par notre présent édit perpétuel & irrévocable , dit , statué & ordonné ; disons , statuons & ordonnons , voulons & nous plaît ce qui suit :

#### ARTICLE PREMIER.

Des emprunts graduels & successifs seront ouverts pour les années 1788 , 1789 , 1790 , 1791 & 1792 ; savoir , de cent vingt millions pour l'année 1788 , dans la forme prescrite par le présent édit ; de quatre-vingt-dix millions pour l'année 1789 ; de quatre-vingt millions pour l'année 1790 ; de soixante-dix pour l'année 1791 ; & de soixante pour l'année 1792. Nous réservant de faire connoître successivement nos intentions sur les époques , la forme & les conditions de ces quatre derniers emprunts.

## I I.

Les sommes nécessaires pour opérer les remboursemens à époques fixes, auxquels nous sommes tenus pendant lesdites cinq années, seront prélevées sur lesdits emprunts & employées auxdits remboursemens. Voulons qu'à la fin de chacune desdites années, le compte desdits remboursemens soit présenté à notre chambre des comptes, & clos & arrêté par elle, pour être joint ensuite au compte général desdites années.

## I I I.

Les intérêts desdits emprunts ou arrérages de rentes créées en conséquence, seront à prendre par privilege & préférence à la partie de notre trésor royal, sur tous nos revenus que nous avons déclaré & déclarons spécialement affectés, obligés & hypothéqués, tant au payement desdits arrérages qu'au remboursement des capitaux de celles qui seront constituées en perpétuel; & spécialement seront lesdits intérêts ou arrérages, & successivement lesdits remboursemens affectés, 1<sup>o</sup>. sur le produit des quatre millions huit cents mille livres, déjà acquis à la charge de nos revenus par les extinctions des rentes viagères qui avoient été réservées pour servir au remboursement des dettes non exigibles, aux termes de notre édit du mois d'Août 1784, auquel nous avons dérogé & dérogeons à cet effet; 2<sup>o</sup>. sur le produit des ren-

tes viagères qui viendront encore à s'éteindre pendant le cours desdites cinq années ; 3°. sur le produit des intérêts des capitaux , au remboursement desquels une portion desdits emprunts aura été employée ; 4°. sur le produit des pensions éteintes qui ne seront pas remplacées pendant ladite époque ; 5°. sur la partie de nos revenus destinée à acquitter celles des dépenses à terme qui viendront à cesser pendant lesdites cinq années , & ce proportionnellement au taux & au montant de chacun desdits emprunts.

#### I V.

Il sera ouvert le jour de la publication de notre présent édit , chez le sieur la Borde de Me-reville , garde de notre trésor royal , un emprunt de cent vingt millions , en deniers comptans , pour le capital desquels , nous avons créé & créons jusqu'à concurrence de trois millions de rentes perpétuelles , à cinq pour cent non remboursables , & de deux millions quatre cents mille livres de rentes à quatre pour cent , remboursables sur le pied de leurs capitaux dans le courant de vingt années ; lesquelles rentes seront exemptes de toutes retenues.

#### V.

Nous avons en outre créé & créons , au profit des acquéreurs desdites rentes , à quatre & à cinq pour cent , trois millions six cents mille livres de rentes viagères , qui seront distribués en-

tr'eux par la voie du fort en vingt mille lots ; conformément à la table annexée sous le contre-fiel de notre présent édit ; & feront lefdits lots de rentes viagères , constitués sans retenue sur une tête , ou avec la retenue du dixieme sur deux têtes.

## V I.

Il fera délivré par le garde de notre trésor royal , à tous ceux qui leveront lefdites rentes , à raison de chaque somme de mille livres de fonds , qu'ils auront fournie pour l'acquisition d'icelles , des reconnoissances au porteur , portant numéros depuis *un* jusques & compris *cent vingt mille* ; & il sera joint à chaque reconnoissance de mille livres , un billet de chance portant le même N°. pour avoir part au tirage des trois millions six cents mille livres de lots viagers.

## V I I.

Pour déterminer auxquels desdits billets appartiendront les rentes à cinq & celles à quatre pour cent , il sera fait un tirage particulier le dernier Juin 1788 ; à l'effet de quoi , lefdits cent vingt mille billets seront partagés en douze séries , chacune de dix mille numéros pris de suite. Les séries seront représentées par des bulletins numérotés depuis 1 jusques & compris 12. Lefdits bulletins seront tirés au fort. Celui qui sortira le premier attribuera des rentes à cinq pour cent ; celui qui sortira le second , des rentes à quatre pour cent ; celui

du 19 Novembre 1787.

33

celui qui sortira le troisieme , des rentes à cinq pour cent , & ainsi alternativement , jusques & compris le douzieme & dernier bulletin.

### V I I I.

Les cent vingt mille reconnoissances participeront au tirage des vingt mille lots de rentes viageres créées par l'article V de notre présent édit , qui sera fait dans la forme ordinaire , dans la grande salle de l'hôtel de notre bonne ville de Paris , en présence des sieurs prévôt des marchands & échevins , le 1er. Juillet 1788 & jours suivans.

### I X.

Les constitutions de rentes viageres provenant des lots ci-dessus , devront toutes être faites avant le dernier Décembre 1788.

### X.

Les porteurs des cent vingt mille reconnoissances , pourront , au lieu des rentes à quatre & à cinq pour cent qui leur seront échues , les convertir , dans le délai fixé par l'article ci-dessus , en contrats de rente viagere , à raison de huit pour cent sur une tête , ou de sept pour cent sur deux têtes , à leur choix ; à l'effet desquelles constitutions , nous créons par notre présent édit , les rentes viageres à ce nécessaires.

## X I.

Il fera délivré par le garde de notre trésor royal, les quittances de finances nécessaires pour l'expédition des contrats desdites rentes viagères dans la forme usitée.

## X I I.

Chaque constitution de rentes, provenant de la conversion desdites reconnoissances, ne pourra être moindre de mille livres en principal, pour produire quatre-vingts livres de rente viagère sur une tête, ou soixante-dix livres sur deux têtes.

## X I I I.

Les reconnoissances dont le sort aura réglé l'intérêt à cinq pour cent, & que les propriétaires auront préféré de conserver dans la même nature, seront converties dans le courant de 1788, en quittances de finances du garde de notre trésor royal, sur lesquelles il fera expédié des contrats passés pardevant tels notaires au châtelet de Paris, que lesdits propriétaires voudront choisir, lesquels notaires seront tenus de leur délivrer lesdits contrats, sans frais, nous réservant de pourvoir auxdits notaires le salaire convenable, tant pour lesdits contrats que pour ceux des constitutions viagères.

## X I V.

Tous les contrats de constitution de rentes, tant



perpétuelles que viagères , qui pourront résulter de notre présent édit , seront passés par les prévôt des marchands & échevins de notre bonne ville de Paris , auxquels lesdites rentes seront vendues & aliénées par les commissaires de notre conseil qui feront par nous nommés à cet effet.

## X V.

Les reconnoissances des capitaux remboursables , & portant intérêt à quatre pour cent , que les propriétaires n'auront pas voulu faire constituer en rentes viagères , seront échangées en notre trésor royal , contre des billets au porteur , garnis de vingt coupons d'intérêts , payables d'année en année , dont le modèle fera annexé sous le contre-scel de notre présent édit.

## X V I.

Les arrérages des rentes créées par notre présent édit , courront à compter du premier jour du quartier dans lequel les fonds auront été remis au trésor royal , à l'exception des trois millions six cents mille livres de lots viagers , dont les intérêts ne courront qu'à compter du 1<sup>er</sup>. Juillet 1788.

## X V I I.

Les arrérages desdites rentes , soit perpétuelles , soit viagères , seront payés de six mois , en six mois , par les payeurs des rentes de l'hô-

tel de notre bonne ville de Paris , en la même forme & maniere que les autres rentes précédemment créées , & conformément aux différens réglemens qui ont été faits pour la police des rentes ; la dépense du paiement desquelles rentes fera passée & allouée sans difficulté , dans les comptes des payeurs , conformément aux contrats qui auront été passés.

### X V I I I.

Les rentes viageres qui auront été constituées sur une seule tête , seront payées jusqu'au jour du décès de ceux sur la tête desquels elles auront été constituées ; & celles qui auront été constituées sur deux têtes , seront payées jusqu'au jour du décès du survivant , le tout à ceux qui se trouveront en avoir droit , en rapportant , avec l'extrait mortuaire en bonne forme , & autres pieces justificatives , la grosse du contrat de constitution ; à compter du jour desquels décès seulement lesdites rentes viageres demeureront éteintes & amorties à notre profit.

### X I X.

Quant aux intérêts des effets au porteur dans lesquels auront été converties les reconnoissances conservées sur le pied de quatre pour cent , le paiement en sera fait annuellement par le sieur Savalette de Langes , garde de notre trésor royal , sur les coupons desdits billets au porteur , les-

quels coupons seront signés par telles personnes que nous commettrons, à cet effet, & porteront les mêmes numéros que lesdits billets.

X X.

Les capitaux des billets au porteur, portant intérêt à quatre pour cent, qui n'auront point été constitués en rentes viagères, seront remboursés en deniers comptans dans l'espace de vingt années, à raison du vingtième desdits capitaux, à commencer au 1<sup>er</sup>. Février 1789, des fonds qui seront à ce destinés, sans que dans aucun cas, pour quelque cause que ce soit, ni en aucun temps, même celui de guerre, la destination de ces fonds & la quotité du remboursement puissent être changées, suspendues, différées & réduites.

X X I.

Les remboursemens mentionnés dans l'article ci-dessus, seront faits annuellement, à commencer dudit jour premier Février 1789; à l'effet de quoi les numéros des billets au porteur seront mis publiquement, dans le mois de Janvier de chaque année, à commencer du mois de Janvier 1789, dans une roue qui sera préparée à cet effet dans la salle de l'hôtel de notre bonne ville de Paris, pour, en présence desdits prévôt des marchands & échevins de notredite ville, être tirés les numéros des billets au porteur, jusqu'à concurrence de la somme à laquelle devra se monter le remboursement; & de chaque tirage sera

dressé procès-verbal par lesdits sieurs prévôt des marchands & échevins : au moyen de quoi les arrérages desdites rentes dont le remboursement sera échu à chaque tirage , n'auront plus cours à compter du premier du mois de Janvier de chaque année.

## X X I I.

Les remboursemens desdits billets seront faits par ledit sieur Savalette de Langes , immédiatement après chaque tirage , aux porteurs d'iceux , en remettant lesdits billets avec les coupons qui ne seront pas alors échus.

## X X I I I.

Les corps & communautés ecclésiastiques & laïques , les étrangers non naturalisés , même ceux demeurant hors de notre royaume , pays , terres & seigneuries de notre obéissance , pourront acquérir lesdites rentes , même disposer en principaux & arrérages , entre-vifs & par testament , des rentes perpétuelles & effets au porteur , & en cas qu'ils n'en aient disposé , leurs héritiers leur succéderont , encore que leurs donataires , légataires & héritiers soient étrangers & non régnicoles ; renonçant à cet effet au droit d'aubaine & autres droits , même à celui de confiscation en cas qu'ils fussent sujets des princes & états avec lesquels nous pourrions être en guerre , dont nous les avons dispensés ; comme aussi lesdites rentes acquises par

lesdits étrangers seroient exemptes de toutes lettres de marque & de repréfailles.

## X X I V.

Les acquéreurs de celles desdites rentes qui auront été constituées à titre de perpétuelles , à raison de cinq pour cent , & qui voudront s'en défaire , pourront en transmettre la propriété par voie de reconstitution , suivant la forme ordinaire ; à l'effet de quoi le garde de notre trésor royal en exercice , recevra de tous ceux qui voudront employer leurs deniers à l'acquisition desdites rentes , au lieu & place des premiers ou autres subséquens acquéreurs , les sommes qui seront à cette fin offertes , & lesdites sommes seront employées au remboursement des anciens propriétaires qui en passeront leur quittance de remboursement , à la décharge dudit garde de notre trésor royal , auquel ils remettront leurs quittances avec les contrats & pieces justificatives de leur propriété , ainsi que le certificat du conservateur des hypothèques & des payeurs , comme il n'y a aucune saisie ni opposition subsistante sur lesdites rentes ; au moyen de quoi elles seront rejetées de nos états , à compter du premier jour du semestre dans lequel lesdites quittances de remboursement auront été passées ; & les nouveaux acquéreurs jouiront aussi desdites rentes à compter du premier jour du semestre dans lequel les quittances de finances , qui auront été expédiées , seront datées.

## X X V.

Les recettes & dépenses résultantes desdites reconstitutions & changemens de quittances de finance, seront admises & passées sans difficulté dans les états au vrai & comptes dudit garde de notre trésor royal, en rapportant sur la recette les ampliations des quittances, & sur la dépense les grosses des contrats, titres de propriété, quittances de remboursemens, certificats & autres décharges en pareil cas usités.

## X X V I.

S'il survient quelques contestations sur le paiement des arrérages de rentes résultantes de notre présent édit, comme aussi sur la forme ou validité des acquits fournis par les rentiers, nous en attribuons la connoissance aux prévôt des marchands & échevins de notre bonne ville de Paris, pour être jugées sommairement & sans frais, sauf l'appel en notre cour de parlement, sans préjudice duquel les jugemens rendus par lesdits prévôt des marchands & échevins seront exécutés par provision.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que notre présent édit ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelui garder, observer & exécuter selon sa forme & teneur : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR ;

& afin que ce soit chose ferme & stable à tous jours , nous y avons fait mettre notre scel. DONNÉ à Versailles au mois de Novembre , l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-sept , & de notre regne le quatorzieme. *Signé* , LOUIS. *Et plus bas* , par le roi. *Signé* , LE BARON DE BRETEUIL. *Visa* , DE LAMOIGNON. Vu au conseil , LAMBERT. Et scellé du grand sceau de cire verte , en lacs de soie rouge & verte.

*Réglé en la cour , LE ROI y séant , toutes les chambres assemblées , ce requérant le procureur général du roi , pour être exécuté suivant sa forme & teneur ; & copies collationnées du présent édit , envoyées aux bailliages & sénéchaussées du ressort , pour y être lu , publié & enregistré. Enjoint au substitut du procureur général du roi esdits sieges , d'y tenir la main , & d'en certifier la cour dans le mois , suivant l'arrêt de ce jour. A Paris , en parlement , toutes les chambres assemblées , le dix-neuf Novembre mil sept cent quatre - vingt - sept. Signé ,*  
Ysabeau.



42  
Modelé des Reconnoissances à fournir par le garde du trésor royal.

EMPRUNT DE CENT VINGT MILLIONS.

Edit de Novembre 1787.

N<sup>o</sup>.

J O U I S S A N C E d

*Le* PORTEUR est propriétaire d'une Reconnoissance de l'emprunt de CENT VINGT MILLIONS, sous le Numéro

pour laquelle il a payé la somme de MILLE LIVRES en espece, au trésor royal.

A Paris, le

---

Registré en la cour, LE ROI y séant, ce requérant le procureur général du roi pour être exécuté selon sa forme & teneur, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en parlement, toutes les chambres assemblées, le dix-neuf Novembre mil sept cent quatre-vingt-sept. Signé YSABEAU.



*BILLET de Change de l'emprunt de Cent vingt Millions.*

Edition de Novembre 1787.

N<sup>o</sup>.

**L**E PORTEUR, sous le Numéro

aura part au tirage des *Vingt mille Lots* de rentes viagères, attribués aux Reconnoissances de l'emprunt de *CENT VINGT MILLIONS*, créé par édit de Novembre 1787.

A Paris, le

*Registré en la cour, LE ROI y séant, ce requérant le procureur général du roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en parlement, toutes les chambres assemblées, le dix-neuf Novembre mil sept cent quatre-vingt-sept.*

Signé YSABEAU.

## DISTRIBUTION

## DES LOTS DE RENTES VIAGERES.

1 lot. . de . . . . .	40,000l.
1 . . . de . . . . .	30,000
1 . . . de . . . . .	20,000
2 . . . de . . . 10, 000 . . . . .	20,000
5 . . . de . . . 8, 000 . . . . .	40,000
10 . . . de . . . 5, 000 . . . . .	50,000
30 . . . de . . . 4, 000 . . . . .	120,000
50 . . . de . . . 3, 000 . . . . .	150,000
80 . . . de . . . 2, 000 . . . . .	160,000
220 . . . de . . . 1, 000 . . . . .	220,000
300 . . . de . . . 500 . . . . .	150,000
500 . . . de . . . 400 . . . . .	200,000
800 . . . de . . . 300 . . . . .	240,000
18000 . . . de . . . 120 . . . . .	2,160,000

---

20000 lots. . . . . 3,600,000l.

de rentes viageres.

*Régistré en la cour, LE ROI y séant, ce requérant le procureur général du roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en parlement, toutes les chambres assemblées, le dix-neuf Noyembre mil sept cent quatre-vingt-sept.*

Ysabeau.

Après la lecture de cet édit , le roi ordonna à M. l'abbé *Tandeau* , l'un des conseillers de la grand'-chambre , & rapporteur de la cour , d'en faire son rapport ; ce conseiller parla en ces termes :

SIRE ,

Puisque votre majesté m'ordonne de m'expliquer sur l'édit dont il vient d'être fait lecture , qu'il me soit permis , avant d'entrer dans l'examen de ses dispositions , de m'arrêter un moment sur cette séance auguste que votre majesté vient tenir au milieu de nous.

Si cette année a été marquée par des événemens qui ont dû affliger le cœur de votre majesté , & celui de tous les français véritablement attachés à la patrie & à leur prince , elle sera mémorable aussi à jamais par les grands spectacles qu'elle a donnés à la nation.

Elle a vu se reproduire ces temps antiques où les souverains , environnés de leurs sujets , délibéroient au milieu d'eux sur les grands intérêts de leur empire. Elle a vu renaître cette communication intime du souverain avec ses sujets , qui est le signe le plus assuré d'une constitution monarchique , qui , en France sur-tout , a produit les effets les plus salutaires ; qui a été , dans le temps de crise , la ressource la plus puissante de vos augustes prédécesseurs , le centre de réunion de tous les ordres de l'état , dans les temps orageux de guerres civiles , & dont enfin le souvenir s'est perpétué jusqu'à nous par les réglemens utiles , par les loix salutaires qui en sont sorties.

Un vuide effrayant menaçoit vos finances d'une

déroute prochaine. Votre justice s'alarme sur le sort des créanciers de l'état ; votre tendresse sur celui de vos peuples.

Votre majesté ne balance pas. Elle assemble autour d'elle les personnages les plus distingués de son royaume ; elle leur ouvre les replis les plus secrets de son cœur ; elle les initie dans les mystères de son administration ; déchire à leurs yeux ce voile impénétrable qui depuis trop long-temps couvroit ses opérations ; elle leur montre enfin toute l'étendue du mal , & laisse à leur sagesse le choix des remèdes qu'il est convenable d'y apporter.

Ce n'est point assez pour elle d'avoir donné à ses peuples cette grande preuve de sa tendresse pour eux ; comme si c'étoit un besoin pour votre majesté d'étendre de plus en plus cette communication salutaire, de se rapprocher davantage de ses sujets , elle vient aujourd'hui se mêler aux délibérations de son parlement.

Elle n'y vient point avec cet appareil imposant qui écarte la vérité & réduit le zèle au silence ; elle y vient comme un père bienfaisant qui veut s'entretenir avec ses enfans.

Elle ne commande pas qu'on lui obéisse ; elle veut qu'on l'éclaire & qu'on l'instruise.

Que ce grand jour étoit bien digne d'être en même temps celui où votre majesté devoit annoncer la convocation prochaine des états-généraux , ce dernier bienfait que vos cours ont sollicité avec tant d'ardeur , & que vos peuples regardent si justement comme l'époque d'une régénération af-

surée dans les finances, dans les principes & dans les loix!

Que ne pouvons-nous hâter, sire, ce moment heureux, où entourée des différens ordres de son royaume, votre majesté recevra les justes bénédictions qui lui sont dues; où la nation convoquée autour d'elle, la paiera avec usure par les expressions de sa reconnoissance & de son zele, des sacrifices rigoureux qu'elle s'est imposée pour alléger le fardeau de ses charges!

Ne craignez pas qu'une effervescence inconsidérée égare ses délibérations: on diroit que la nature a fait un besoin pour les françois de la monarchie, & votre autorité sainte, fondée sur les bases inaltérables de la vénération & de l'amour, est au-dessus de toute atteinte.

Ne craignez pas qu'une parcimonie injuste préside aux offrandes volontaires que leur zele s'empressera d'apporter à vos pieds; votre majesté aura plutôt à se défendre des efforts de leur tendresse.

Mais ils vous indiqueront comment on peut doubler effectivement le produit des impôts, sans que la charge en soit plus pesante pour vos peuples; comment on peut les simplifier sans les détruire; comment enfin une administration sage & économique peut parvenir à préserver à jamais vos finances de la gêne qu'elles éprouvent aujourd'hui.

Ne craignez pas enfin qu'ils portent aucune atteinte à la fidélité de vos engagements. Ils sentiront combien le crédit, cette ressource im-

menſe , qui a fait une monnoie de l'opinion ; une ri-  
cheſſe effective de la parole & de la foi des  
hommes , eſt eſſentiel à ménager ; combien il im-  
porte ſur-tout à la proſpérité publique de le reſ-  
pecter , dans un temps où il ſemble être défor-  
mais la meſure de la puiffance des empires , & où  
les guerres ne ſe faiſant qu'à grands frais , l'argent  
eſt devenu en quelque ſorte l'arbitre de la durée  
& de l'événement des combats.

Oui , ſire , nous oſons le prédire , ce n'eſt qu'au  
milieu de ces états-généraux , que la France , af-  
fermie ſur ſes anciens fondemens , peut reprendre  
véritablement une nouvelle vie ; ce n'eſt que là que  
votre majeſté pourra apprécier avec juſteſſe l'éten-  
due de ſes reſſources ; ce n'eſt que là enfin qu'une  
gloire immortelle vous eſt réſervée , par la douce  
ſatisfaction que vous éprouverez , en vous enten-  
dant proclamer par tout votre peuple , ſon bien-  
faiteur & ſon pere , & par les loix ſalutaires que  
votre ſageſſe y promulguera.

Après avoir rendu à votre majeſté ce tribut de  
reconnoiſſance & de reſpect , qu'il eſt ſi honora-  
ble pour moi de vous offrir le premier , je paſſe à  
l'examen de l'édit.

L'édit doit être enviſagé ſous deux points de  
vue. 1°. Quant à l'économie de ſes diſpoſitions ;  
2°. quant au ſyſtème général qu'il préſente.

Ses diſpoſitions ſont très-ſimples. Le roi ouvre  
cinq emprunts ſucceſſifs , ſavoir , le premier de  
cent vingt millions , pour l'année 1788 , où nous  
allons entrer ; un ſecond de quatre-vingt dix mil-  
lions , pour l'année 1789 ; un troiſième de quatre-  
vingt

vingt millions , pour l'année 1790 ; un quatrieme de soixante-dix millions pour l'année 1791 ; un cinquieme enfin , de soixante millions , pour l'année 1792.

Sa majesté ne regle pas quant à présent le taux des emprunts futurs qu'elle annonce , parce qu'elle s'en réfere aux circonstances d'alors , pour juger de l'avantage plus ou moins étendu qu'il sera convenable de faire aux prêteurs , ce qui sera probablement chaque année la matiere d'une nouvelle loi.

Sa majesté pourroit par-là en même temps à ce que ces emprunts , qui déjà par leur nature , ne sont pas susceptibles d'extension , puisqu'ils sont resserrés dans les bornes d'une somme fixe par année , ne soient pas non plus anticipés.

De toutes les précautions en effet qu'elle pouvoit prendre pour prévenir ces anticipations , la meilleure & la plus sûre étoit de laisser ignorer le taux futur de ces emprunts , parce qu'il est impossible alors qu'aucun prêteur se présente pour constituer dans un emprunt , dont les conditions sont inconnues.

Pour régler ensuite la destination de ces emprunts , sa majesté en applique actuellement cinquante millions ou environ à pareille somme de remboursement à faire dans le cours de l'année prochaine ; & quant aux soixante-dix millions restans , elle les destine aux dépenses les plus pressées , & notamment aux dépenses que les dernieres inquiétudes ont occasionnées.

Pour les années suivantes , elle veut que la somme

quelconque à laquelle pourront s'élever les remboursements exigibles , soit prélevée sur l'emprunt ; ce qui embrasse à la fois , & les remboursements actuellement indiqués , & le remboursement de portion de l'emprunt de l'année précédente.

Après ces premières dispositions , sa majesté s'occupe de la nature & du taux de l'emprunt actuel.

Quant à sa nature , sa majesté paroît dans la disposition de recourir le moins qu'il sera possible à la constitution viagère , la plus favorable sans doute pour obtenir de l'argent , mais aussi la plus dangereuse pour les mœurs publiques , & par la charge épouvantable qui en résulte pour les finances.

En conséquence , en attendant que son crédit affermi de jour en jour , force le capitaliste qui a besoin de placer ses fonds , à recevoir plutôt la loi qu'à la donner , sa majesté modifie au moins l'inconvénient des constitutions viagères , en offrant aux prêteurs la faculté de constituer ou de cette manière , ou à perpétuité , ou avec faculté de remboursement.

Quant à la combinaison de l'emprunt de cette année , il est comme je le disois tout à l'heure , tout à la fois perpétuel , remboursable & viager.

Le roi crée , 1°. trois millions de rentes perpétuelles à cinq pour cent ; 2°. deux millions quatre cents mille livres de rentes remboursables à quatre pour cent ; 3°. enfin trois millions six cents mille livres de rentes viagères.



Les trois millions six cents mille livres de rentes viagères seront mis en loterie en faveur de tous les prêteurs, & distribués en vingt mille billets qui formeront autant de lots viagers.

C'est également par la voie du sort que les prêteurs connoîtront la nature des rentes, ou perpétuelles ou remboursables, qui leur seront échues.

Il leur sera libre cependant de les convertir après, s'ils le jugent à propos, en rentes viagères, à huit pour cent sur une tête, & à sept pour cent sur deux têtes.

Les prêteurs qui préféreront être remboursés, recevront tous les ans avec leurs intérêts à quatre pour cent, un vingtième de leur remboursement, d'où il résulte qu'il s'effectuera en vingt ans.

Le surplus des dispositions de l'édit, est semblable aux dispositions des autres édits de cette nature ; mais on peut regarder que, par cette combinaison, la majeure partie des constitutions se fera en viager, ou en rentes remboursables, par conséquent en rentes susceptibles d'extinction, parce que la constitution perpétuelle étant aujourd'hui la moins favorable de toutes, & le choix étant laissé aux prêteurs, il est à présumer que les rentes ou viagères ou remboursables auront la préférence.

Voilà toute l'économie des dispositions du présent édit : en voici actuellement le système qui semble au premier coup d'œil plus compliqué, mais qui est encore très-facile à saisir.

Pour le rendre sensible en deux mots, sa majesté

forme une caisse perpétuelle d'amortissement de la totalité des extinctions quelconques qui , d'ici à quelques années , doivent s'opérer en faveur de ses revenus ; & c'est pour cela qu'elle supprime dès à présent la caisse des amortissemens , qui étoit fondée sur une partie de ces extinctions , afin qu'elles restent désormais réunies.

Quant à la masse de ces extinctions , sa majesté a cru pouvoir , sans exagération , l'estimer à près de deux cents millions.

Elles sont en effet , composées , 1°. de cent millions de rentes viagères , actuellement existantes ; 2°. de cinquante millions d'économies , dont une partie engagée à des indemnités , à des retraites , ne peut être d'un bénéfice présent pour le trésor royal ; 3°. de treize millions dont sa majesté a décidé à l'avenir de faire bénéficier ses revenus , sur la masse des pensions , qui s'étoit élevée de vingt-sept à vingt-huit millions ; 4°. de près de vingt millions de dépenses , qui ont un terme plus ou moins éloigné ; 5°. enfin des justes augmentations qu'elle a lieu d'espérer des améliorations & bonifications qu'elle se propose.

Voilà donc quelle est la base des espérances de sa majesté , & elle a calculé d'après cela , que sans recourir à de nouveaux impôts , sans même détériorer l'avenir , elle pouvoit faire face à tous ses engagements.

Ce moyen , elle a cru le trouver dans des emprunts graduels & successifs , qui , après avoir servi à éteindre les anciens , s'éteindraient ensuite graduellement les uns les autres , de manière que la

masse des extinctions s'accroissant toujours dans une proportion supérieure au progrès de la dette , celle-ci fût d'abord insensible , & ensuite absolument nulle.

En effet , il suffit de prendre pour exemple les cinq années prochaines que sa majesté a cru devoir embrasser dans sa prévoyance.

La masse totale des emprunts ouverts pour ces cinq années , forme un capital de quatre cents vingt millions.

Mais ces quatre cents vingt millions devant être diminués de cinquante millions au moins de remboursemens annuels , qui doivent être pris sur ces emprunts , l'état ne se trouvera effectivement obéré à l'expiration des cinq années , que de cent soixante-dix millions.

En supposant que ces cent soixante-dix millions fussent constitués en viager , ( ce qui ne peut pas être , 1<sup>o</sup>. d'après la faculté alternative que le roi donne aux prêteurs dans l'édit actuel ; 2<sup>o</sup>. d'après la ferme résolution qu'il a prise de renoncer à cette forme d'emprunt , ) l'état ne se trouveroit donc obéré à cette époque , que de dix-sept millions de plus d'arrérages ; & la chose publique n'auroit souffert aucun échec , les engagements auroient été tous satisfaits , ce qui ne seroit pas peut-être un médiocre avantage.

Mais comme les constitutions viagères doivent former , d'après les plans de sa majesté , la partie la moins considérable de l'emprunt , on doit présumer que les arrérages de ces cent soixante-dix

millions ne formeront pas un objet de plus de huit, dix ou douze millions.

Toute la question est donc de savoir si, dans les calculs de la probabilité, ces huit, dix ou douze millions d'arrérages nouveaux, doivent être couverts par les extinctions présumables qui doivent se faire sur deux cents millions de dettes, susceptibles d'extinction.

C'est ce qui ne peut pas faire la matière d'un doute raisonnable.

Car dans l'état actuel, les extinctions des seules rentes viagères ont toujours été calculées sur le pied de deux millions à-peu-près par an, ce qui, dans le cours des cinq ans, couvrirait les arrérages des nouveaux emprunts; & dans l'état actuel, les extinctions par le fait des économies, des retranchemens sur les pensions, des cessations de nombre de dépenses, étant presque doublées, on peut, sans craindre de se tromper, présumer que ces extinctions surpasseront les arrérages des nouveaux emprunts, de plusieurs millions.

Le calcul deviendra bien plus favorable encore pour le roi, dans les années qui suivront ces cinq premières années : car en supposant ; ce que sa majesté ne croit pas, qu'elle fût obligée encore de recourir à des emprunts, les extinctions des rentes viagères, aujourd'hui existantes, devant toujours se multiplier davantage, à mesure que les années s'écoulent, le roi se trouvera en état, d'abord d'employer religieusement ses emprunts à effectuer ses remboursemens, sans en distraire la moindre partie pour ses dépenses habituelles ;

ensuite , de diminuer ses emprunts , sans diminuer ses remboursemens , parce que ses revenus y suffiront ; & enfin , de ne plus rembourser que sur ses revenus.

Telle est l'économie & le système de cet édit.

Il s'agit maintenant de s'expliquer sur son utilité & ses inconvéniens.

Il faut l'avouer , au nom d'emprunt tout bon françois doit être consterné.

Ils ont été la source de tous nos malheurs , le germe , de toutes les impositions qui écrasent vos peuples.

Ils l'ont été non-seulement par l'abus prodigieux qui en a été fait , par les conditions onéreuses auxquelles ils ont été constitués , mais encore par les dépenses inutiles & ruineuses qu'ils ont favorisées.

Oserois-je le dire même , sire ? Peut-être n'ont-ils jamais été plus funestes que depuis que votre majesté a pris les rênes du gouvernement , parce que la haute opinion que les étrangers & vos peuples ont conçue de votre sagesse , pourquoi ne le dirois-je pas ? de votre probité , a fait affluer avec abondance les capitaux de toute l'Europe vers votre trésor royal.

Les richesses premières de l'homme , les fonds de terre eux-mêmes , ont paru des biens moins solides que votre parole ; & c'est ainsi que votre propre vertu a tourné contre vous-même.

Cependant , en convenant de ces inconvéniens majeurs , attachés aux emprunts , il paroît bien difficile , abstraction faite même des circonstances

dans lesquelles nous nous trouvons , qu'un état quelconque aujourd'hui se passe de crédit.

La constitution actuelle de l'Europe y est un obstacle invincible.

L'Europe est en effet un composé de puissances toujours en guerre au milieu de la paix , toujours ennemis sous les dehors de la meilleure intelligence. De-là naissent des mouvemens brusques & imprévus , des menaces d'invasion ou de discorde , qui forcent habituellement les gouvernemens à des précautions dispendieuses , & inopinément leur suffisent des dépenses auxquelles leurs revenus ordinaires ne pourroient pas suffire.

Votre majesté y est exposée plus qu'aucun autre souverain , par la position de son royaume , qui ne lui permet pas de rester spectatrice indifférente de ce qui se passe sur le continent ou sur les mers.

Elle est donc plus intéressée aussi au maintien de son crédit. On peut dire en effet que c'est par les ressources secondaires qu'il lui procure , qu'elle soutient sans efforts cette double puissance ; que c'est par lui qu'elle conserve en Europe cette influence que l'importance & l'immensité de ses possessions lui déferent : influence glorieuse sans doute , qui vous rend en quelque sorte l'arbitre de ses destinées , mais qui semble en même temps vous imposer des obligations de plus , puisqu'il n'est point de nation qui ne se ressente de la sagesse ou des erreurs de votre administration.

Inutilement prétendrait-on combattre ce système de la nécessité du crédit , par l'exemple des

temps passés. Les temps passés aussi offrent à l'œil véritablement observateur une foule de maux , qu'un crédit bien ménagé eût prévenus ; dans des siècles plus reculés , une soldatesque effrénée , s'indemnifiant par ses brigandages , des suspensions ou des retards de sa solde , dans des temps plus voisins , des aliénations des revenus de votre couronne , des engagements à vil prix de vos domaines , des créations immodérées d'offices de toute espèce & de tout genre , les privilèges les plus précieux , échangés contre de l'argent , la noblesse mise à l'encan , & enfin une fiscalité détestable s'attachant sur toutes les branches de l'industrie , fatiguant le commerce dans tous ses détails , & déjà nuisible pour le moment , tarissant d'avance toutes les espérances de l'avenir.

Certainement des emprunts sagement combinés eussent prévenu en grande partie tous ces maux , & peut-être une dette nationale excessive seroit-elle moins funeste que l'existence de tant d'abus.

Les emprunts ne sont donc pas nécessairement nuisibles par eux-mêmes , mais ceux-ci sont-ils véritablement utiles ?

Pour résoudre cette question , il me semble qu'elle dépend de deux propositions , dont l'affirmative ou la négative la décident inévitablement. Ils sont utiles , s'ils sont nécessaires. Ils sont utiles , s'ils répondent aux espérances que votre majesté en conçoit.

Si l'on examine d'abord la nécessité de ces emprunts que sous le point de vue de la situation ac-

tuelle des finances , il est difficile de se refuser à la démonstration de cette nécessité.

Quelles que soient les opinions différentes qui se sont répandues sur l'étendue plus ou moins grande du déficit , le résultat des examens de plusieurs notables , les discussions contradictoires des derniers administrateurs , tout prouve que ce déficit trop funeste est de cent quinze à cent quarante millions.

Votre majesté renonçant à toute espèce d'impôt , il est évident que non seulement l'année prochaine , mais les années subséquentes se ressentiront de ce vuide effrayant ; qu'il est donc impossible d'y pourvoir autrement que par un secours extraordinaire.

Si l'on examine ensuite la nécessité d'un emprunt , sous le point de vue de l'impossibilité de recourir à aucun autre moyen , elle paroît encore plus démontrée.

Et en effet , par quel autre moyen combler ce déficit épouvantable ? Par un impôt : votre majesté a reconnu qu'il étoit impossible ; & il paroît même qu'elle ne se fût pas décidée aux emprunts actuels , si elle n'avoit été convaincue qu'ils ne pouvoient être , dans aucun cas , le germe de nouveaux impôts.

C'est donc , dira-t-on peut-être d'après cela , une succession d'emprunts qui n'auront aucune hypothèque.

Ce raisonnement pourroit être juste , si des espérances futures n'y répondoient d'avance.

Il est vrai que c'est aujourd'hui le système de



plusieurs puissances , de n'ouvrir aucun emprunt sans l'asséoir sur une imposition , proportionnée & faite pour s'éteindre avec lui. Votre majesté paroît même avoir été convaincue de la sagesse de ce système par les expressions de son préambule , lors de son dernier emprunt du mois de Mai dernier.

Mais (& cette observation n'est peut-être pas indifférente à mettre sous vos yeux) ce système, convenable peut-être à d'autres puissances , ne peut s'appliquer rigoureusement à la France , où , à raison de la somme prodigieuse de sa population , moitié moins d'impôts doit fatiguer davantage les dernières classes de vos sujets , que dans l'Angleterre , par exemple , qui , resserrée dans un étroit territoire , réduite à une population de huit à neuf millions d'hommes , embrassant dans son commerce les quatre parties du monde , doit offrir à ses habitans des ressources qui leur font supporter plus patiemment ces surcharges excessives. Il est donc douteux que les impôts en France eussent jamais pu suivre le progrès des emprunts.

La situation même de l'Angleterre , dans le moment actuel , prouve que ce système , plus sage sans doute , a néanmoins ses inconvéniens. S'il en est en effet résulté en faveur de cet empire , que ses emprunts ont été plus mesurés , ses engagements plus stables , qu'il ne s'est pas permis les constitutions viagères , qui ont fait marcher plus rapidement les progrès de notre dette , les impôts aussi y sont montés dans une proportion qui sur-

passé celle de toutes les puissances de l'Europe ; & aujourd'hui l'Angleterre en est venue au point de ne pouvoir presque plus emprunter , faute de pouvoir imposer ; tandis qu'au moins nos erreurs passées nous laissent entrevoir l'espoir certain d'une libération future , & d'un grand soulagement pour les peuples , & nous permettent par conséquent de recourir à de nouveaux emprunts , sans les asséoir sur des impôts.

A défaut d'impôts , à quel autre moyen fera-t-il donc possible de recourir ; aux économies ? Votre majesté les a effectuées ; mais sa justice lui permettoit-elle de ne pas laisser à d'anciens serviteurs des marques de sa bonté ? Lui fera-t-on un reproche d'avoir cherché à adoucir par des récompenses proportionnées à la difficulté du temps , des suppressions douloureuses & déchirantes pour son cœur ?

Les économies sont donc autant un bénéfice futur pour les finances , qu'un moyen utile pour le moment.

Les améliorations suffiront-elles ? Ne sont-elles pas fournies à de longues méditations , à des calculs profonds & au temps ?

Faut-il suspendre , réduire , diminuer cette dette épouvantable ? Ah ! sire , ce remède est inadmissible. Quand l'honneur de la nation , qui est solidaire avec le vôtre ; quand l'intérêt de toutes les nations & l'intérêt particulier de la France ne s'élèveroient pas contre un projet aussi honteux , de quel droit les créanciers de l'état ne seroient-ils pas traités au milieu d'une nation libre , & qui réclame

avec tant de justice ses privileges , comme les autres propriétaires ?

Ces capitaux qu'ils ont placés dans vos emprunts , ne sont-ils pas le fruit de leurs travaux , de leur industrie & de leurs veilles ? N'alimentent-ils pas par leur luxe nos manufactures & nos arts ? Ne sont-ils pas débiteurs eux-mêmes de créanciers , dont la sûreté , dont l'hypothèque n'est fondée que sur leurs contrats ? Leurs maisons ne sont-elles pas l'asyle d'une foule de citoyens , qu'une réforme subite pourroit porter aux derniers excès de la misere & du désespoir ? Non , sire , cette idée n'a jamais pu entrer dans le cœur paternel de votre majesté , ni dans le cœur bienfaisant des magistrats qui m'entendent.

Faudra-t-il , pour faire face à cette dette immense , recourir encore à la création d'un papier monnoie , qui , en doublant en apparence le numéraire , semble doubler effectivement vos revenus ? On fait quelle confusion ce systême meurtrier a déjà jetté dans les finances & dans toutes les fortunes particulieres.

Enfin , peut-on regarder les états - généraux , eux-mêmes , comme un remede effectif ? Leur convocation porteroit sans doute une grande consolation dans tous les cœurs : votre majesté y trouveroit des plans salutaires , des conseils sages , des mesures heureuses. A Dieu ne plaise , que je cherche à éloigner votre majesté de ce grand moyen , le seul , peut-être approprié aux circonstances. Mais le moment des calamités n'est pas toujours celui où ces grandes assemblées sont plus utiles. Il

est des crises dans les empires , où la multitude des conseils est plutôt un obstacle au bien , qu'un moyen pour y arriver ; & la diversité d'opinions , qu'une diversité nécessaire d'intérêts doit apporter dans cette grande assemblée , ne pourroit peut-être que prolonger le mal , au lieu de le guérir.

Enfin ils n'auroient d'autres moyens prompts à vous proposer qu'une diminution dans la masse des engagements , & jamais en France cette pensée honteuse ne trouvera de partisans dans une assemblée nationale , ou des impôts ; & votre majesté n'en demande point.

Peut-être donc est-il plus prudent que votre majesté conçoive dans sa sagesse un plan sage de libération & d'économie , afin que porté dans cette auguste assemblée , il y fixe les délibérations , il y soit en quelque sorte consacré par le vœu unanime de la nation , & ne laisse à son zèle que le choix des moyens pour le confirmer & en accélérer les effets.

Tout se réunit donc pour démontrer qu'une ressource extraordinaire quelconque est indispensable dans la circonstance actuelle. Il ne reste plus qu'à examiner si les emprunts que votre majesté propose , répondent à ses espérances.

Il faut avouer qu'au premier coup d'œil , il est difficile d'en douter. En effet , si les bases sur lesquelles ce système est établi , sont certaines , ses conséquences sont incontestables.

Si l'on accorde qu'il y a pour deux cents millions d'extinctions qui doivent s'opérer dans vos charges ; si l'on accorde seulement qu'elles peu-

vent monter à cent cinquante , à cent millions , il est manifeste que des emprunts remboursables les uns par les autres , ne peuvent jamais atteindre cette proportion ; que si ce n'est pas dans la première , dans la seconde , dans la troisième année que ces arrérages seront couverts , il viendra une époque enfin , où ces arrérages déjà amoindris par des remboursemens , seront totalement éclipsés par la masse toujours croissante des extinctions.

Parcourons cependant les objections qu'on peut y faire.

On ne fera pas étonné sans doute de ce que ces emprunts s'étendent sur cinq années , puisque c'est toute la base de ce système , qui consiste à présenter une chaîne d'emprunts destinés à s'éteindre mutuellement , & à se servir en quelque sorte de gage les uns aux autres.

On ne doit pas être étonné davantage du terme de cinq années , parce que si cette révolution n'est pas suffisante pour opérer une libération totale , elle l'est assez pour faire juger de ses progrès & de l'utilité du moyen.

Mais dans la thèse générale , abstraction faite des extinctions sur lesquelles votre majesté fonde ses espérances , un administrateur , qui par des bonifications égales à la dette qui doit en définitif résulter de ses emprunts , chercheroit à y pourvoir , seroit-il repréhensible de les étendre sur un certain nombre d'années ?

Et pourquoi ne pourvoiroit-on pas aux besoins des années futures , comme à ceux de l'an-

née présente , si ces besoins sont tout aussi démontrés ?

La prévoyance n'est-elle pas une des premières vertus d'un administrateur ?

Cette précaution ne sauve-t-elle pas évidemment l'inconvénient de n'emprunter jamais qu'au moment du besoin , ce qui rend les emprunts plus difficiles & plus chers.

N'a-t-elle pas un avantage de plus , de faire mesurer avec précision à la nation , ce que la surcharge des secours extraordinaires ; que le cours de cinq années nécessitera , peut ajouter à la dette nationale , & en lui montrant que cette surcharge sera ou couverte , ou même surpassée par la masse des extinctions à espérer ; de lui faire voir que ces emprunts ne sont point , comme on pourroit le prétendre , établis sans hypothèque , ce qu'il est impossible de lui faire sentir , en se bornant à un emprunt isolé ?

Ce plan sage n'auroit-il enfin que l'avantage de procurer cinq années d'aisance au trésor royal , cinq années de calme aux administrateurs , de combien de réformes , de plans sages & utiles , ce calme si nécessaire , ne peut-il pas être le principe & le germe ?

Depuis cinquante ans , l'art ingénieux , mais funeste des ressources , a été l'unique science de presque tous les administrateurs réduits à vivre au jour le jour , à parer à des besoins toujours renaissans , à atteindre à force d'art , le terme d'une année . Nulle opération vaste & salutaire n'a pu être , ni conçue ni tentée.

Placés

Placés dans les mêmes circonstances que leurs prédécesseurs, la plupart d'entr'eux se sont trainés fervilement sur leurs pas. Dans un temps, ils ont alimenté le trésor royal, par des créations démesurées d'offices ; dans d'autres, par des extensions de tous les impôts, & des sous pour livres additionnels ; dans d'autres, par des emprunts immodérés ; dans d'autres enfin, par le dernier & le plus funeste de tous les moyens, par les anticipations.

Leur génie s'est éteint dans ces combinaisons financières, & des opérations plus meurtrières les unes que les autres, se succédant sans interruption, ont porté à leur comble la confusion & le désordre qu'il s'agit de réparer aujourd'hui.

Mais, dira-t-on encore, qui nous garantira que ces emprunts ne feront, ni anticipés, ni excédés ? Votre majesté paroît y avoir pourvu par des précautions suffisantes.

Est-ce encore la proportion de ses emprunts qui effraie ? Qu'importe leur proportion, si effectivement la surcharge qui doit en résulter est insensible. Plus ils s'approcheront d'ailleurs de la proportion des besoins, plus ils tendront à faire cesser ces emprunts clandestins, ces services particuliers, qui ont été à la fois la source de fortunes immodérées & de banqueroutes scandaleuses qui détournent les capitaux des emprunts publics qui écrasent le trésor royal, parce qu'ils sont plus chers, & remboursables à des époques plus prochaines, & qui enfin, ont donné naissance aux anticipations.

Mais , ajoutera-t-on , en supposant que ce plan réponde à toutes les objections , comment croire à sa stabilité ? Il embrasse une longue suite d'années. Des administrateurs se succéderont , qui auront des principes absolument différens , des besoins viendront , qui renverseront tous ces plans d'économie & de libération.

Quant à la première partie de l'objection , nous ne pouvons y répondre , sire , qu'en suppliant votre majesté , de se précautionner d'avance contre sa propre bonté , ou les insinuations contraires , qui pourront lui être faites. C'est un plan qu'il faut qu'elle s'approprie , qu'il faut qu'elle rende indépendant, des changemens de son affection ou de sa confiance.

Quels que soient les choix de votre majesté , qu'elle ouvre une oreille favorable à toutes les propositions qui pourroient tendre à une amélioration , à une simplification dans les impôts ; mais qu'elle la ferme à tout ce qui pourroit déranger ce plan utile , qui peut seul , à la longue , soulager vos finances & vos peuples.

Qu'elle regarde ces extinctions futures , comme un patrimoine sacré , aliéné au profit des créanciers de l'état , & au maintien de ses engagements ; & qu'elle ne souffre point qu'il lui soit porté l'atteinte la plus légère.

Quant à la seconde partie de l'objection , qui se réfère aux besoins qui pourroient survenir , votre majesté annonce dans son préambule qu'elle compte pourvoir à ceux qu'une guerre imprévue pourroit engendrer , en séparant désormais les dé-



penſes extraordinaires de la guerre des dépenses ordinaires. Séparation ſage, qui eût dû exiſter de tous les temps, & qui eût épargné bien des crimes, & bien des maux.

Elle annonce même la perspective conſolante pour ſes peuples de leur remettre à ſon expiration le ſecond vingtieme, ou un impôt équivalent, afin que tenu en réſerve, il ſoit un ſecours toujours ſubſiſtant pour les temps de calamités.

Puiſſiez-vous, ſire, hâter ce jour, qui ſera moins heureux pour vos peuples que pour votre majeſté, à qui cette opération bienfaiſante aſſurera tout à la fois ſa tranquillité, ſa gloire, & l'influence légitime qui lui appartient en Europe !

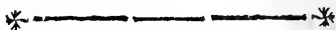
Quand aux dépenses indiscrettes ou immodérées, votre majeſté y a pourvu par la publicité qu'elle entend donner à ſes dépenses & à ſes bienfaits.

Enfin, n'eſt-il pas temps que la confiance ſuccede aux inquiétudes & aux ſouçons ? Le mal eſt extrême ; les remedes ſont indiſpenſables ; nul autre moyen ne ſe préſente ſous de couleurs plus favorables. Faut-il en éloigner encore les bons effets, par une méfiance exceſſive ? Et quel plan doit l'éloigner davantage de tous les eſprits qu'un plan appuyé ſur des eſpérances manifeſtes, fortifié par des économies effectuées, combiné avec des bonifications projetées, & pendant l'exécution duquel votre majeſté ſe propoſe de convoquer les états-généraux, qui, appelés en quelque ſorte par elle, pour être les témoins de ſa perſévérance & de ſes efforts, garantiffent néceſſairement à la

nation la pureté , la sagesse & la stabilité de ses intentions.

Malgré ces réflexions , l'importance de cet édit me détermineroit à en renvoyer l'examen à des commissaires , si la présence de votre majesté ne m'avertissoit , qu'elle est venue chercher au milieu de son parlement un avis définitif.

Je ne vois donc aucun inconvénient à conclure à l'enregistrement de l'édit.



M. l'abbé *Tandeau* , ayant terminé son rapport , le garde des sceaux annonça que la volonté du roi étoit que les opinions fussent données à voix haute. Plusieurs magistrats en prirent l'occasion d'adresser à sa majesté , des discours très-étendus & quelques-uns même parlèrent avec véhémence ; de ce nombre furent MM. *Duval d'Epremesnil* , *Robert de St. Vincent* , *le Coigneux* , *Freteau* & *Sabatier*. On prétend ( d'après les gazettes ) que M. *Robert de St. Vincent* , articula : » qu'il regardoit » l'évocation du procès de cet ancien ministre » comme une preuve de la protection dont sa » majesté continuoit à l'honorer. »

M. *d'Epremesnil* fit un discours extrêmement affectueux ; il parut même attendrir le roi. Comme la lecture de l'édit , le rapport & le discours occuperent un long espace de temps , M. le premier président fit apporter , avec la permission de sa majesté , un ambigu dans la grand'chambre ; les différens membres de l'assemblée prirent des rafraîchissemens ; mais sa majesté se privant de cette douceur , resta constamment assise jusqu'à la fin de

la séance ; toutes les opinions ayant été entendues, le garde des sceaux ayant pris les ordres du roi, dit : *le roi entend que son édit soit enregistré* : mais, comme les voix n'avoient pas été comptées, M. le duc d'Orléans en prit occasion d'adresser au roi ces paroles : *Sire, je demande à votre majesté la permission de déposer à ses pieds, & dans le sein de sa cour, la déclaration que je regarde cet enrégistrement comme ILLÉGAL, & que je pense qu'il seroit nécessaire d'ajouter, pour la décharge des personnes qui seroient censées avoir délibéré, que l'enrégistrement a été fait DU TRÈS-EXPRÉS COMMANDEMENT DE VOTRE MAJESTÉ.* Le roi se refusa à cette demande, en disant : *tout devient légal où je suis ; j'ai entendu vos opinions, & je persiste dans mon sentiment ; j'ordonne que l'édit soit enregistré.* L'enrégistrement eut lieu.

On lut ensuite un édit en 27 articles, tendant à accorder un état civil aux protestans.

La lecture achevée, sa majesté se leva, & le garde des sceaux déclara que le roi permettoit que la délibération sur cet édit fût remise au lendemain.

Le roi sortit avec les princes ses freres, M. le garde des sceaux, M. de Malesherbes, M. Lambert, en un mot toutes les personnes qui étoient entrées avec sa majesté, ou avec les princes : les ducs d'Orléans & de Bourbon, & les ducs & pairs rentrent, après avoir accompagné avec le parlement sa majesté, jusqu'à sa voiture, & après l'avoir vu partir. M. le prince de Conti qui avoit reçu une blessure à la jambe au moment de la sortie de sa majesté, se retira pour se faire panser.

La cour prit, sans déplacer, & à l'unanimité l'arrêté suivant.

» La cour considérant l'illégalité de ce qui vient  
 » de se passer à la séance du roi, où les voix  
 » n'ont pas été comptées & réduites en la ma-  
 » nière accoutumée prescrite par les ordonnan-  
 » ces, de sorte que la délibération n'a pas été  
 » complète, déclare qu'elle n'entend prendre au-  
 » cune part à la transcription ordonnée être faite sur  
 » les registres de l'édit portant établissement d'em-  
 » prunt graduel & successif pour les années 1788,  
 » 89, 90, 91 & 92 ; sur le surplus a continué  
 » la délibération au premier jour. » Cet arrêté a  
 donné lieu aux réflexions des journalistes. Voici  
 celle qu'on lut dans le courrier de l'Europe, N<sup>o</sup>.  
 43, du 27 Novembre 1787.

» Il est constant qu'il existe un *déficit*, mais il ne  
 l'est pas moins que ce *déficit* n'est que momentané,  
 & qu'il n'a été occasionné que par le mauvais régime  
 que l'on avoit adopté dans la forme des emprunts, en  
 fixant des remboursemens à époques, sans avoir fait des  
 arrangemens provisionnels pour rembourser. L'édit pré-  
 senté au parlement le 19 du courant, qui ordonnoit  
 l'emprunt de 120 millions pour l'année 1788, en ordon-  
 noit également un de 90 millions pour 1789, un de  
 80 millions pour 1790, un autre de 70 millions pour  
 1791, & enfin un de 60 millions pour l'année 1792,  
 qui auroient, à l'aide des réformes, comblé tous les  
 vuides qu'avoit occasionné l'ancien régime. La nation,  
 éclairée aujourd'hui par les comptes qui lui ont été  
 fournis, a pu voir que cette opération n'avoit pas d'au-  
 tre but que celui d'atteindre le niveau que l'on cherche,

& qu'il est indispensable de trouver. Les forces & le crédit de la nation dépendent , quand on l'aura fixé , de l'ordre , qui peut seul leur donner de l'énergie. »

» Il n'y a pas un François qui ne doive gémir de voir le désordre contrarier si mal à propos les plans que la bienfaisance de sa majesté , & son amour pour ses sujets lui ont fait adopter. Les personnes qui se sont distinguées par leur opposition aux mesures adoptées par le gouvernement , se sont-elles bien pénétrées du mal que cette opposition peut opérer ? L'objet du parlement est , sans doute , de faire le bien ; mais le moyen de parvenir à l'effectuer est-il bien celui qu'on adopte ? C'est par des disputes intérieures que l'Angleterre a perdu l'Amérique , & c'est par des disputes semblables que les Hollandois sont aujourd'hui esclaves. Quoique la loyauté des François ne permette pas d'avoir de pareilles craintes , comment est-il possible qu'ils perdent de vue que la France a des rivaux puissans qui sont jaloux de sa grandeur , & qu'elle ne peut la conserver que par l'harmonie. Voilà la véritable force d'une nation ! Jamais il n'y a eu d'époque dans l'histoire , depuis le regne d'Henri IV , où ses rois aient plus fait pour se concilier l'amour & l'obéissance de leurs sujets. Le moment où finira cette résistance inquiète , qui semble n'avoir aucun objet déterminé , par la manière dont elle se manifeste , & qui motive elle-même les refus de ce qu'elle demande , en formant des prétentions dont personne , peut-être , n'a fondé la profondeur ; le moment , disons-nous , où cette résistance cédera à un patriotisme plus éclairé , sera celui où la France commencera à devenir réellement ce qu'elle peut être. La révolution qui s'est faite dans le système de l'administration de ses finances , lui a indiqué ses ressources , en lui faisant voir ses embarras : seroit-il possible qu'à la veille d'obtenir ce qu'elle n'a pas encore

eu , un crédit public , fondé sur les constitutions & les bases les plus solides , l'effervescence du très-petit nombre de magistrats qu'entraîne un vain amour pour la gloire , empêchât que l'on ne mît à profit les fruits de l'expérience & ceux des connoissances précieuses que l'on a acquises ! »

La séance royale du 19 Novembre dura jusqu'à neuf heures du soir ; le roi s'étoit retiré à six.

Le lendemain 20 , les chambres s'assemblerent , les princes & les pairs y étant. On commença les délibérations sur l'édit des protestans & on s'ajourna au 28 , pour les continuer. Le 20 Novembre M. le duc d'Orléans reçut un ordre du roi pour se retirer à Villers-Cotterets & pour n'y recevoir que sa famille. S. A. R. reçut cet ordre à six heures du soir , & son sang froid n'en parut point altéré. Il se rendit sur le champ au couvent de Belle-Chasse pour y voir ses enfans & la comtesse de Genlis , leur gouvernante. Revenu au palais royal , ce prince vit Mme. la duchesse. Il partit le même soir pour aller coucher au Raincy & le lendemain il se rendit à Villers-Cotterets.

Dans la même nuit des inspecteurs de police , les sieurs Guidor & Sommeiller arrêterent , en vertu d'ordres du roi & en présence d'un commissaire du Châtelet , M. Freteau & M. l'abbé Sabatier , conseillers au parlement , & ils les conduisirent , M. Freteau au château fort de Dourlens en Picardie & M. l'abbé Sabatier au mont St. Michel en Normandie. Ce dernier ne partit que le 26 ,

parce qu'il fut trouvé malade avec fièvre. Il eut le temps de faire valoir cette raison, parce qu'il obligea le sieur *Sommeillier* qui étoit chargé de sa personne, de se procurer de nouveaux ordres, attendu que la suscription de la lettre de cachet n'énonçoit pas son titre de conseiller au parlement, & qu'il observa qu'elle pouvoit concerner des abbés du même nom qui habitoient Paris.

On croit que l'exil de M. le duc d'*Orléans* eut pour cause la protestation qu'il avoit prononcée dans la séance royale, & que l'enlèvement des deux conseillers fut motivé sur ce qu'ils s'étoient permis des écarts dans les discours qu'ils avoient prononcé le jour de la séance; du moins toutes les feuilles publiques rapportèrent dans le temps que M. *Freteau* en parlant devant le roi, du dernier traité de commerce, articula que *Louis XIV* auroit rougi de le conclure. Et que M. *Sabatier* comparant ce même jour, après le départ de sa majesté, un lit de justice à la séance royale, les distingua ainsi : *l'un a du moins la franchise du despotisme, l'autre n'en a que la duplicité.*

M. d'*Epremesnil* s'exprima aussi, dit-on, avec son énergie ordinaire : il conclut en proposant de faire des emprunts pour subvenir au service pendant deux ans, & de convoquer les états-généraux pour la fin de 1789, afin qu'ils déterminassent alors les secours nécessaires à la restauration des finances. Il avoit appuyé son avis de cette réflexion. » Dans » le désordre présent, qui peut répondre des » événemens? Une guerre désastreuse, une stagnation dans le commerce, les manufactures

» condamnées à l'oisiveté , quelques mauvaises  
 » récoltes , une épidémie enfin peuvent arriver.  
 » Comment alors tirer les tributs nécessaires pour  
 » remplir les engagements de l'état ? »

Dans la même nuit du 20 au 21 , un ordre du roi fut intimé au premier président , pour qu'il eût à envoyer le lendemain à Versailles , la grande députation du parlement , & pour que cette députation apportât les registres à sa majesté ; M. le premier président obéit , & dans l'audience que la grande députation eut du roi , il prononça le discours suivant.

SIRE ,

Votre parlement se rend à vos ordres : il a été instruit en ouvrant sa séance qu'un prince auguste de votre sang avoit encouru votre disgrâce , & que deux conseillers de votre cour sont sans liberté ; votre parlement consterné , sire , supplie très-humblement votre majesté , de rendre la liberté au prince de votre sang & aux magistrats qui ne l'ont perdue que pour avoir dit librement ce que leur avoit dicté leur devoir & leur conscience , dans une séance où votre majesté elle-même a annoncé qu'elle venoit chercher des **SUFFRAGES LIBRES.**

Le roi répondit :

» Je vous ai ordonné de m'apporter la minute de l'arrêté que vous avez pris Lundi , après ma séance à mon parlement ; je ne dois pas le laisser subsister dans vos registres , & je vous défends de le remplacer d'aucune manière.



» Comment mon parlement peut-il dire qu'il n'entend prendre aucune part à un enrégistrement que je n'ai prononcé qu'après avoir entendu pendant 7 heures ses avis & l'opinion de tous ceux de ses membres qui ont voulu les donner ; & lorsqu'il est constant pour tous , comme pour moi , que la pluralité des suffrages se réunissoit pour l'enrégistrement de mon édit , en y joignant les supplications pour hâter la tenue des états-généraux de mon royaume ; j'ai dit que je les convoquerai avant 1792 ; c'est-à-dire , au plus tard en 1791 ; ma parole est sacrée. Je me suis rapproché de vous avec confiance , & dans cette forme antique , si souvent réclamée par mon parlement auprès des rois mes prédécesseurs ; & dans le moment où j'ai bien voulu tenir mon conseil au milieu de vous , sur un objet de mon administration , vous essayez de le transformer en un tribunal ordinaire , & de présenter l'illégalité dans son résultat , en invoquant les ordonnances pour le soumettre & moi-même à des règles qui ne regardent que les tribunaux dans l'exercice habituel de leurs fonctions.

» Les réclamations de mes cours ne doivent me parvenir que par des représentations ou par des remontrances respectueuses. Je désapprouverai toujours les arrêtés sur leurs registres qui constatent leurs oppositions à ma volonté , sans m'en dire les raisons , ou leurs résolutions sans m'en donner les motifs.

» Lorsque j'éloigne de ma personne un prince de mon sang , mon parlement doit croire que j'ai de fortes raisons ; j'ai puni deux magistrats dont j'ai dû être mécontent. »

La députation du parlement étant de retour à

Paris, les princes, les pairs & les chambres furent convoqués pour le lendemain 22, à 9 heures du matin. L'assemblée eut lieu & les pairs ne s'y trouverent pas; ils avoient reçu, dès 7 heures, une lettre de M. le baron de Breteuil qui portoit :  
*» qu'il seroit agréable à sa majesté d'apprendre que  
 » les pairs n'auroient point assisté à la séance. »*

Cette circonstance fut sans doute dénoncée au parlement, car le premier des arrêtés qu'il prit dans cette séance fut, *que sans préjudicier en aucune maniere aux droits des pairs, la cour délibérera sans eux, attendu l'empêchement qu'ils avoient, & qu'il seroit ensuite délibéré pour savoir si l'empêchement étoit suffisant, & s'il y avoit droit de les empêcher de siéger.*

On délibéra ensuite sur la promesse que le roi avoit faite dans sa réponse de la veille de convoquer les états-généraux en 1791. Il fut arrêté que *sa majesté en seroit remerciée.* On revint sur l'illégalité des formes employées dans la séance royale du 19, & on arrêta de *faire des remontrances à sa majesté*; un de messieurs dénonça la conduite qu'avoit tenu à l'égard de M. & de Mme. Frereau, le sieur Chenon, pere, commissaire, & le sieur Guidor, inspecteur de police, lors de l'enlèvement de ce magistrat; il y eut jusqu'à 18 voix pour décréter le commissaire de prise de corps; mais l'avis qui prévalut fut *de présenter au roi des répétitives supplications pour obtenir le rappel de M. le duc d'Orléans, & le rappel des deux conseillers, & pour instruire sa majesté de toutes les circonstances de leur enlèvement, sans à statuer posé-*

rieurement sur cette affaire. Les chambres se séparèrent en s'ajournant au lendemain. Elles s'assemblerent en effet & elles arrêterent dans cette séance les itératives supplications à présenter au roi, au sujet de l'exil de M. le duc d'Orléans, & de l'enlèvement de M. Freteau de St. Just, & Sabatier de Cabre; elles arrêterent en même temps que le greffier de la cour se retireroit sur l'heure auprès de Mine. la duchesse d'Orléans, pour lui témoigner la sensibilité avec laquelle la cour a appris l'événement arrivé au duc son époux, & lui renouveler en même temps tout l'attachement que la cour & chacun de ses membres en particulier ont voué à L. A. R.

Comme l'édit d'emprunt enrégistré le 19 avoit été rendu public dès le 20, un de messieurs le mit sur le bureau en faisant remarquer qu'on lisoit au bas : *registré en la cour, le roi y séant, toutes les chambres assemblées, &c.* Sur quoi il fut observé, que l'arrêt d'enregistrement, annoncé par ces expressions n'existoit pas; mais la délibération sur cette affaire fut renvoyée au premier jour.

On dénonça aussi un imprimé de 22 pages in-quarto, qui venoit de sortir de l'imprimerie du premier imprimeur ordinaire du roi, ayant pour titre : *rapport de M. l'abbé TANDEAU de l'édit d'emprunt, enrégistré à la séance du roi au parlement du 19 Novembre 1787.* On demanda à ce conseiller, si c'étoit lui qui avoit fait imprimer son rapport, s'il l'avoit remis à quelqu'un, & à qui. M. l'abbé Tandeau répondit : que M. le garde des

*sceaux lui avoit dit que le roi vouloit avoir son rapport, qu'il le lui avoit remis en conséquence, mais qu'il n'avoit pas participé à l'impression.* La matiere mise en délibération fut continuée au premier jour.

La séance du 23 Novembre finit par l'arrêté suivant :

» Ce jour, sur ce qu'il a été dit par M. le  
 » premier président que le lieutenant-général du  
 » bailliage de Soissons étoit au parquet des huif-  
 » siers, & demandoit à entrer, pour complimenter  
 » la cour sur son retour de Troyes; & sur l'ob-  
 » servation faite que M. le premier président  
 » avoit fait part le matin à la grand'chambre de la  
 » demande que faisoient la chambre des comp-  
 » tes, la cour des aides, la chambre des monnoies,  
 » l'université, & autres compagnies, de faire leur  
 » compliment à la cour, au jour où il plairoit  
 » de les recevoir, la matiere mise en délibéra-  
 » tion : la cour, plongée dans le deuil & la  
 » consternation, a arrêté qu'elle ne recevra aucun  
 » compliment jusqu'à ce que tous & chacun des  
 » membres soient rétablis dans la plénitude de leurs  
 » fonctions.

Voici les supplications au sujet des exilés, que le parlement arrêta dans cette séance.

**SIRE,**

» La douleur publique a précédé votre parle-  
 ment au pied du trône. Le premier prince de

« votre sang est exilé, deux magistrats de votre parlement sont emprisonnés par vos ordres. »

« On cherche vainement quel est le tort de cet auguste prince, quel est le crime de ces deux magistrats. »

« En feroit-ce un d'avoir dit la vérité dans la séance de votre majesté; de l'avoir dite avec une franchise respectueuse, digne de vous plaire? »

« Votre majesté est venue chercher au milieu de nous les suffrages libres. Vous les donner en toutes occasions, est le droit & le devoir de votre parlement & l'intérêt de votre majesté. Elle est venue s'environner de nos lumières, de notre amour; c'est ainsi qu'elle s'est exprimée par la bouche de son garde des sceaux: mais les conseils qu'on s'est permis de donner à votre majesté, ne feront plus du sanctuaire de la justice, de l'asyle des loix & de la vérité, que le séjour de la terreur & du silence. »

« Si M. le duc d'Orléans est coupable, nous le sommes tous. Il étoit digne du premier prince de votre sang, de représenter à votre majesté qu'elle transformoit les séances en lit de justice. Sa déclaration n'a fait qu'énoncer nos sentimens. Sa conscience a deviné la nôtre, & par l'effet de cet accord que rien ne peut détruire, entre les vœux & le devoir de votre parlement, si M. le duc d'Orléans a montré un courage digne de sa naissance & de son rang, il n'a pas moins manifesté un zèle nécessaire à votre gloire. En effet, sire, les étrangers ne pourroient concevoir, la postérité refuseroit de croire qu'on se soit exposé en

disant la vérité à votre majesté , qui la demandoit en personne. Sa personne porte par-tout la grace : faudroit-il qu'elle entraînat désormais la crainte & la douleur ? Un lit de justice seroit moins redoutable qu'une séance. La loyauté de votre majesté lui prescrivoit d'enchaîner nos voix , si notre confiance , encouragée par elle-même , n'étoit plus que le signal d'un exil ou d'un enlèvement. »

» Eh ! quel enlèvement , sire ! L'honneur en frémit , & l'humanité en gémit comme la justice. Des mains viles se sont portées sur la personne d'un de vos magistrats. Sa maison étoit assiégée. Des suppôts de la police écartoient sa famille. Il a fallu descendre auprès d'eux à la prière , pour qu'il vît sa femme , ses enfans & ses sœurs dans les derniers momens. On l'a forcé de partir sans aucun serviteur ; & ce magistrat qui se croyoit lundi dernier sous la sauve-garde personnelle de votre majesté , est parti en effet pour une prison éloignée ; seul , au milieu de trois hommes dévoués au pouvoir arbitraire. »

Le second des magistrats , enlevé par vos ordres , quoique traité chez lui moins durement que le premier , n'en a pas été moins contraint de partir avec la fièvre , & menacé d'une maladie inflammatoire , pour un lieu où la vie est un supplice continu. Un rocher est sa demeure : les flots de la mer battent sa prison : l'air en est mal sain , les secours sont éloignés ; & votre majesté sans le vouloir , sans le savoir , en signant l'ordre de son enlèvement , a peut-être signé celui de sa mort. Ainsi se voyent traités deux magistrats ,  
sans

sans aucuns crimes connus , que d'avoir dit la vérité qu'ils vous devoient , sire , & que vous leur demandiez ; deux magistrats que leur conscience , leur honneur , leur serment , vos ordres , vos bontés , vos regards soutenoient , sollicitoient , & qui comptoient avec raison sur la générosité personnelle de votre majesté.

Si l'exil est le prix de la fidélité des princes de votre sang ; si les outrages & la captivité menacent la franchise des premiers magistrats du royaume , des premiers serviteurs de votre majesté ; nous pouvons nous demander à nous-mêmes avec effroi , avec douleur , ce que vont devenir les loix , la liberté publique étroitement liée à la nôtre , l'honneur national & les mœurs françoises , ces mœurs si douces , si nécessaires à conserver pour l'intérêt du trône & des peuples. De tels moyens , sire , ne sont pas dans votre cœur , de tels exemples ne sont point les principes de votre majesté : ils viennent d'une autre source.

Votre parlement , sire , supplie votre majesté très-humblement , très-instamment , pour l'intérêt de votre gloire , de *repousser ces conseils déplorables , d'écouter son propre cœur , de n'écouter que lui ; & la justice avec l'humanité consolées par le retour du premier prince de votre sang & par la liberté de vos deux magistrats , se hâteront d'effacer un exemple qui finiroit par opérer la destruction des loix , la dégradation de la magistrature , un découragement universel & le triomphe des ennemis du nom françois.*

Le roi reçut ces supplications le 26 Novembre ; il y fit la réponse suivante.

» *Le jour de ma séance au milieu de vous , mon garde des sceaux vous a dit par mes ordres , que plus je me montrois bon quand je pouvois me livrer au seul mouvement de mon cœur , plus j'étois ferme quand je pouvois entrevoir que l'on abuse de ma bonté.*

*Je pourrois finir là ma réponse à vos supplications , mais je veux bien y ajouter , que si je ne blâme pas l'intérêt que vous me témoignez sur la détention de deux magistrats de mon parlement , je désapprouve que vous en exagériez les circonstances & les suites , & que vous sembliez l'attribuer à des motifs que le libre cours que j'ai laissé aux opinions , ne vous permet pas même de présumer. Je ne dois compte à personne des motifs de mes résolutions. Ne cherchez pas plus long-temps à lier la cause particulière de ceux que j'ai punis , avec l'intérêt de mes sujets & des loix.*

*Mes sujets savent tous , que ma bonté veille perpétuellement sur leur bonheur ; ils en reconnoissent les effets jusques dans les actes de ma justice.*

*Chacun est intéressé à la conservation de l'ordre public , & l'ordre public tient essentiellement au maintien de mon autorité.*

*Si ceux qui ont été chargés de l'exécution de mes ordres , se sont conduits d'une façon contraire à mes intentions , je les punirai. Si le lieu de la détention des deux magistrats peut être nuisible à leur santé , je les ferai transférer ailleurs.*

*Le sentiment d'humanité est inséparable de mon cœur ; de l'exercice de ma justice. Quant à l'éloigne-*



ment de M. le duc d'Orléans , je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai déjà dit à mon parlement.

Après la séance, M. le premier président fut encore admis auprès du roi ; il fit à sa majesté de nouvelles instances en faveur des exilés ; il en reçut cette réponse :

*Il m'en coûte de punir un prince de mon sang ; il faut qu'il ait manqué essentiellement à son devoir , pour s'attirer ma disgrâce , & me forcer à l'éloigner de ma présence ; quant aux autres , ils n'ont que trop mérité mon ressentiment.*

M. le duc de Bourbon & M. le prince de Conti allèrent le lendemain ensemble chez le roi pour solliciter le rappel de M. le duc d'Orléans , ils n'obtinrent rien ; sa majesté se contenta de les rassurer en ces termes : *Je suis bon parent.*

Le même jour 27 les chambres s'assemblerent de nouveau ; elles arrêterent qu'il seroit fait de très-humbles & très-respectueuses remontrances au sujet de l'exil de M. le duc D'ORLÉANS & de la détention des deux magistrats ; qu'à cet effet des commissaires s'assembleront chez M. le premier président pour travailler à leur rédaction , que deux magistrats se transporteront à l'hôtel de Mme. FRÉTEAU , pour lui exprimer la part que la cour prend à la situation de son mari & pour recevoir sa déclaration sur ce qui se passa lors de l'enlèvement de ce magistrat.

Les chambres s'assemblerent encore le 28 , conformément à leur ajournement du 20 , pour s'occuper de l'édit concernant les non catholiques ; mais il ne fut pris dans cette séance que l'arrêté suivant.

La cour , avant de délibérer sur l'édit , attendu l'absence des princes & des pairs , avec lesquels la délibération avoit été commencée en présence du roi le 19 , reprise le lendemain & continuée avec eux au Mercredi 28 , *a remis la délibération au Vendredi 7 Décembre prochain* , espérant ladite cour , qu'à cette époque la levée des obstacles qui paroissent s'opposer à la venue des princes & des pairs , mettra la cour à portée de réunir les lumières des membres les plus distingués en icelle , pour délibérer sur un acte de législation aussi imposant , & qu'elle sollicitoit depuis long-temps de la bonté du souverain.

Les commissaires chargés de recevoir la déclaration de Mme. *Freteau* , sur le traitement que son époux avoit éprouvé de la part des commissaires & inspecteurs de police qui avoient mis à exécution la lettre de cachet , rapporteront dans cette séance à la cour , que Mme. *Freteau* leur avoit articulé seulement qu'il ne lui avoit pas été permis de parler en particulier à son mari , tandis qu'elle avoit à l'entretenir d'affaires personnelles très - intéressantes & qu'il avoit été enlevé sans qu'il lui eut été permis d'emmener un seul domestique ; ils rapporteront aussi une lettre de M. *Freteau* qui leur fut produite par le sieur *Guidor* , qui lui avoit écrit pour avoir sa déclaration ; elle étoit sous la date du 25 Novembre , & elle étoit ainsi conçue :

» C'est au reçu de votre lettre , monsieur , &  
» sans aucun délai , que je déclare , conformément à l'exacte vérité & dans les termes précis

» des questions que vous m'adressez , comme inté  
 » ressent votre honneur & votre état , que dan  
 » l'exécution de l'ordre du roi , ni vous , ni le com-  
 » missaire *Chenon* , ni les deux personnes qui sont  
 » montées avec vous ou après vous dans mon ap-  
 » partement pour me garder , ni celle que vous  
 » avez placée devant moi dans la voiture où vous  
 » m'aviez enlevé , n'avez point agi avec une du-  
 » reté barbare , ni poussé l'atrocité jusqu'à  
 » porter la main sur moi ; vous m'avez même  
 » tu , en m'arrêtant , que vous eussiez établi une  
 » garde chez mon portier , que vous eussiez des  
 » armes sur vous & que vous eussiez disposé de  
 » la garde au bout de ma rue : vous étiez par  
 » votre nombre seul , maître de ma personne ,  
 » avant que je fusse tous ces faits ; vous pouvez  
 » monsieur , montrer ma réponse & compter sur  
 » ma persévérance à l'attester , &c.

Pendant que ces choses se passaient au parlement,  
 les pairs qui s'étoient assemblés , dès le 22 No-  
 vembre chez M. le duc de *Luynes* , avoient ré-  
 digé & présenté au roi , dès le 24 , le mémoire  
 suivant.

S I R E ,

» Les pairs de votre royaume , jaloux de don-  
 » ner à des peuples l'exemple de l'obéissance qui  
 » vous est due , n'ont pas balancé à se conformer  
 » à vos désirs , en s'abstenant d'aller à l'assemblée  
 » des chambres du 22 de ce mois , conformé-

» ment à la lettre qui leur a été écrite la veille,  
» de la part de votre majesté.

» Mais en exécutant la volonté de votre majesté,  
» qu'ils ont regardé comme un ordre & qui ne  
» peut avoir d'autre caractère, ils ont espéré qu'elle  
» n'en feroit que mieux disposée à écouter favo-  
» rablement les représentations respectueuses qu'ils  
» ont à lui faire.

» Les pairs supplient votre majesté de considé-  
» rer que l'une des plus précieuses prérogatives de la  
» pairie est la faculté d'aller librement & sans obs-  
» tacle au parlement, pour y remplir les fonctions  
» attachées à leurs dignités, toutes les fois qu'ils  
» le veulent : tel est le droit des pairs.

» Ce droit leur est enlevé par la lettre que vo-  
» tre majesté leur a fait écrire. En effet, d'après  
» la connoissance qu'ils ont par cette lettre, que vo-  
» tre majesté désire qu'ils s'abstiennent d'aller au  
» parlement jusqu'à ce qu'elle leur ait fait connoi-  
» tre des intentions contraires, ils ne peuvent  
» point y aller prendre leurs places. Ils se croi-  
» roient dans l'impuissance de le faire, quand  
» même la lettre ne porteroit pas expressément  
» que votre majesté ne doute pas qu'ils ne s'y  
» conforment. Mais ces expressions leur en font  
» une loi.

» Cependant votre majesté déclare qu'elle n'en-  
» tend point porter préjudice aux prérogatives de  
» la pairie. Cette déclaration seroit bien précieuse  
» aux pairs, si elle n'étoit pas contredite, & même  
» détruite dans ses effets par le contenu même de  
» la lettre,

» Daignez observer , sire , que le droit  
» d'aller siéger au parlement , qui appartient aux  
» pairs , consiste spécialement dans une faculté per-  
» pétuelle dont ils doivent avoir toujours l'usage ,  
» & dont l'essence est de pouvoir être exercée à  
» chaque instant. Ce droit ne peut donc être ar-  
» rêté , suspendu ou retardé , soit par des ordres  
» formels , soit par la certitude de déplaire à vo-  
» tre majesté , qui est plus forte que tous les or-  
» dres , sans éprouver une véritable altération.  
» Toute gêne , dans son exercice , en attaqueroit  
» le fond même ; il n'existeroit plus , s'il n'étoit  
» parfaitement libre. Ainsi l'assurance donnée au  
» nom de votre majesté , qu'elle n'entend point  
» porter préjudice aux droits de la pairie , ne peut  
» être d'aucun secours aux pairs dans la circon-  
» stance actuelle. Il sera toujours vrai , si votre  
» majesté ne leve pas l'obstacle qu'elle a mis aux  
» fonctions des pairs , qu'ils auront été privés par  
» l'effet de votre volonté , de l'exercice actuel d'un  
» droit qui ne peut jamais être suspendu.

» Les pairs ne mettront pas , sire , sous les yeux  
» de votre majesté les preuves multipliées du droit  
» qu'ils réclament , & de son libre exercice dans  
» tous les temps ; il suffira , pour déterminer vo-  
» tre majesté à leur rendre cette liberté précieu-  
» se , de lui rappeler que dans une circonstance  
» semblable , le feu roi , votre auguste aïeul , après  
» avoir déclaré , comme votre majesté l'a fait au-  
» jourd'hui , qu'il n'avoit point entendu préjudi-  
» cier aux privileges attachés à la pairie , en dé-  
» fendant aux princes & pairs d'aller au parlement

» pour une affaire particuliere , se rendit aux ré-  
» clamations respectueuses des princes & pairs , &  
» aux remontrances de son parlement , & recon-  
» nut authentiquement la nécessité de laisser aux  
» princes & pairs l'usage perpétuel & non inter-  
» rompu de leurs séances. Voici les termes de  
» la réponse que sa majesté fit au parlement le 13  
» Juin 1758.

*Je vous charge de dire à mon parlement, que je  
n'ai jamais entendu donner aucune atteinte aux  
droits qu'ont les princes de mon sang & les pairs de  
mon royaume , d'y venir prendre leurs places toutes  
les fois qu'ils le voudront , ou qu'ils y seront invités  
par mon parlement ; je compte trop sur la fidélité de tous  
ceux qui le composent , pour n'être pas persuadé qu'on  
n'usera jamais de ce droit que pour le bien de mon service.*

» Il fut fait registre au parlement de cette ré-  
» ponse ; & le premier président fut chargé par  
» le parlement , les princes & les pairs y étant ,  
» d'en témoigner au roi sa reconnoissance ; le roi  
» eut la bonté de répondre qu'il étoit satisfait de  
» la reconnoissance de son parlement.

» Cette déclaration , sire , est précieuse sur l'é-  
» tendue du droit que les pairs réclament en ce  
» moment , d'aller au parlement *toutes les fois qu'ils*  
» *le voudront* , suivant les propres termes de votre  
» auguste aïeul ; aujourd'hui ce même droit dont  
» votre majesté reconnoît l'existence , est enchaîné  
» par une suspension indéfinie. D'après la lettre  
» écrite aux pairs au nom de votre majesté , ils  
» doivent , jusqu'à ce qu'elle leur ait fait connoître des  
» intentions contraires , s'abstenir de toutes les

» assemblées de chambre , qui sont ou qui pour-  
 » roient être indiquées par la suite. Cette suspen-  
 » sion est illimitée dans son objet ; elle emporte  
 » la privation , pour un temps , des plus importan-  
 » tes fonctions des pairs.

» Justement alarmés, sire , des conséquences de  
 » cette privation douloureuse , ils vous supplient  
 » de vouloir bien leur rendre l'intégrité de leurs  
 » droits , & la liberté d'en jouir en tout temps ,  
 » comme le feu roi les en a assurés par la ré-  
 » ponse du 13 Juin 1758 , & comme ils en ont  
 » toujours joui jusqu'à présent. Daignez , à l'exem-  
 » ple de votre auguste aïeul , compter assez sur  
 » la fidélité des pairs , pour être persuadé qu'ils  
 » n'useront jamais de ce droit que pour le bien  
 » de votre service : ne les privez pas de cette  
 » confiance glorieuse que le feu roi leur a témoi-  
 » gnée , & qu'ils n'ont pas mérité de perdre.

» Il est même très-important, sire , pour le bien  
 » de votre service , que votre majesté daigne ren-  
 » dre , sans délai , aux pairs , la justice qu'ils lui  
 » demandent , parce qu'ils se trouvent liés à une  
 » délibération ordonnée par votre majesté elle-  
 » même dans la séance du 19 de ce mois , &  
 » remise au Mercredi 28 : délibération dont l'ob-  
 » jet , si intéressant pour l'ordre public & pour  
 » les vues de bienfaisance dont votre majesté est  
 » animée pour tous ses sujets , mérite toute l'at-  
 » tention de la cour des pairs. Votre majesté ne  
 » voudra pas priver les pairs d'y concourir par  
 » leurs suffrages , après leur avoir ordonné d'y  
 » participer avec le reste du parlement.

» Mais, sire , il s'agit moins ici de l'intérêt  
» des pairs actuels, de leur gloire, de leur zèle  
» à vous servir en toute occasion dans votre par-  
» lement, que de l'essence de leur dignité, dont  
» ils ne peuvent disposer. La réclamation actuelle  
» est pour eux d'une nécessité absolue ; il s'agit ici  
» d'un droit essentiel, inhérent à la pairie, dont  
» ils sont comptables envers vous , sire , envers  
» l'état entier , & envers leurs successeurs, aux-  
» quels ils doivent transmettre leur pairie dans l'in-  
» tégrité de leurs droits, sans altération ni dimi-  
» nution. Leur séance les oblige à maintenir leurs  
» prérogatives ; le respect qu'ils doivent aux or-  
» dres de votre majesté, ne peut les dispenser de  
» ce devoir rigoureux, que leurs prédécesseurs  
» ont toujours rempli avec scrupule & avec cou-  
» rage. Les droits de la pairie sont inaltérables ;  
» ils appartiennent plus à la nation qu'aux pairs  
» mêmes. Les pairs seroient répréhensibles, s'ils  
» négligeoient de s'opposer aux moindres inno-  
» vations dans les droits & les fonctions d'une  
» dignité si essentielle, liée à la constitution de la  
» monarchie.

» Enfin, sire , qu'ils soit encore permis aux  
» pairs de porter aux pieds du trône le sensible  
» regret qu'ils éprouvent par la suspension de  
» leurs fonctions au parlement, de n'avoir pas pu  
» se joindre à cette compagnie pour implorer les  
» bontés de votre majesté en faveur du premier  
» prince de son sang , qui est tombé dans sa  
» disgrâce , & de deux magistrats qui viennent de  
» perdre leur liberté. La voix de la cour des



» pairs , dont ils font tous membres , aura fans  
 » doute plus de force sur le cœur paternel de  
 » votre majesté , que la réclamation isolée des  
 » pairs : c'est sur-tout ce qui les afflige dans la  
 » séparation que votre majesté a mise entr'eux  
 » & cette cour auguste , dont vous êtes le chef ,  
 » mais c'est un devoir pour eux de chercher à  
 » intéresser votre majesté pour un prince qui est  
 » un des pairs nés du royaume , & pour des ma-  
 » gistrats dont ils partagent les fonctions dans le  
 » parlement. On ne peut , dans les circonstances ac-  
 » tuelles , séparer leurs intérêts de ceux de la pairie.  
 » Souffrez donc , sire , qu'en vous suppliant de  
 » rendre à la pairie son activité entière , & de  
 » rompre les barrières qui privent les pairs de  
 » l'exercice actuel de leurs fonctions , ils osent  
 » encore demander seuls , comme ils auroient de-  
 » siré de le faire avec le parlement , le retour  
 » des bonnes grâces de votre majesté pour un  
 » prince digne de vos bontés , & la liberté de  
 » deux magistrats que leur compagnie réclame avec  
 » intérêt & attendrissement.

*Signés ,*

<i>Lévêque comte de Beauvais ,</i>	<i>Le duc de Saint-Cloud ,</i>
<i>Le duc de Sully ,</i>	<i>Le duc d'Harcourt ,</i>
<i>Le duc de Luynes ,</i>	<i>Lé duc de Fitz-James ,</i>
<i>Le duc de Brissac ,</i>	<i>Le duc de Villars-Brancas ,</i>
<i>Le duc de Fronzac ,</i>	<i>Le duc d'Aiguillon ,</i>
<i>Le duc de Mortmart ,</i>	<i>Le duc de Duras ,</i>
<i>Le duc de Noailles ,</i>	<i>Le duc de Praslin ,</i>
<i>Le duc d'Aumont ,</i>	<i>Le duc de la Rochefoucault ,</i>
<i>Le duc de Charost ,</i>	

Ce mémoire eut l'effet désiré. Le roi y répondit d'abord *qu'il ne pensoit pas à priver les pairs de leurs droits, & que s'il les avoit suspendu dans ce moment, c'étoit seulement pour leur avantage & pour empêcher qu'ils ne se trouvassent entraînés par la chaleur des débats parlementaires.* Sa majesté écrivit ensuite à chacun des pairs la lettre suivante.

*Monfieur le duc, les motifs qui ont exigé votre absence dans les chambres assemblées n'existant plus, vous êtes libre de vous y rendre toutes les fois que vous le voudrez ou que vous y ferez convoqué.*

Les pairs d'après cette lettre se rendirent au parlement le 7 Décembre, & ils arrêterent que dorénavant *quatre d'entr'eux assisteroient alternativement à toutes les séances de la grand'chambre du parlement,* & en effet depuis cette époque on les voit siéger tous les jours d'audience.

Deux princes seulement, le prince de *Conti* & le duc de *Bourbon* se trouverent à cette séance; on y arrêta des supplications à porter au roi par la grande députation sur sa réponse du 26 Novembre. Les voici :



S I R E ,

» Votre parlement , les princes & pairs y fécant , nous a chargé de porter aux pieds du trône ses respectueuses représentations sur la réponse de votre majesté à ses supplications.

Les magistrats & les bons citoyens sont également consternés des reproches qu'elle renferme, & des principes qu'elle manifeste.

Nous sommes loin d'attribuer ces reproches aux sentimens personnels de votre majesté. Il seroit bien affligeant qu'elle désapprouvât une exagération pardonnable dans ce premier moment de la douleur & de l'effroi.

La décence publique n'étoit sans doute que trop blessée dans le choix des exécuteurs de vos ordres : s'ils n'ont pas porté l'atrocité jusqu'à porter leurs mains sur la personne d'un de vos magistrats , l'exposition des autres faits , loin d'être exagérée , est incomplète , & votre parlement auroit dû ajouter que ce magistrat , dont la maison étoit investie par des hommes armés , livré lui-même à des supôts de police , comme un malfaiteur , s'est encore vu réduit à l'humiliation d'essuyer plusieurs fois les interpellations d'un commissaire sur sa soumission aux ordres de votre majesté.

Qu'il nous soit permis , sire , de vous représenter qu'en nous dévouant au service public , en promettant d'acquitter votre majesté de sa première dette envers la nation , celle de la justice , en lui

consacrant nos veilles , nos fortunes , notre existence , en élevant nos enfans pour les mêmes sacrifices , nous n'avons pas cru nous destiner , nous & nos enfans , à de pareils malheurs , moins encore à de pareils outrages.

Cependant nous venons moins réclamer les bienfécances que les loix. Ce n'est plus seulement à votre humanité que nous nous adressons ; ce n'est point une grace que votre parlement revient solliciter, il revient, sire , vous demander justice.

La justice a des regles indépendantes des volontés humaines , & les rois même y sont assujettis. *Henri IV* reconnoissoit qu'il avoit deux souverains , Dieu & la loi.

Une de ses regles est de ne condamner personne sans l'entendre ; elle est de tous les temps , de tous les lieux ; c'est le devoir de tous les hommes ; & votre majesté nous permettra de lui représenter que ce devoir l'obligeroit autant que ses sujets.

Mais votre majesté n'a pas même à le remplir ; & c'est ici que votre parlement aime à lui rappeler son plus beau droit , celui de faire grace aux criminels condamnés. Les condamner elle-même , n'est pas une des fonctions de votre majesté ; cette pénible & dangereuse fonction , le roi ne peut l'exercer que par ses juges ; & les personnes qui se plaisent à voir sortir de la bouche de votre majesté ce redoutable mot de punition , qui lui conseillent de punir sans entendre , de punir elle-même , d'ordonner des exils , des enlevemens , des

emprisonnemens, qui supposent que la bonté peut se mêler à ces actes effrayans, blessent également, & l'éternelle justice & les loix du royaume, & la plus douce prérogative de votre majesté.

Elle ne permet pas que les opinions de la séance soient même présentées comme les motifs de sa rigueur : & c'est en quelque sorte une consolation pour votre parlement ; mais si de fortes raisons motivent l'exil de M. le duc d'Orléans ; si c'est une bonté que de ne pas laisser deux magistrats exposés à périr dans des prisons étroites, ou dans des lieux mal sains ; s'il faut qu'à leur égard ce soit l'humanité qui tempère la justice, ils sont donc bien coupables ! C'est à votre parlement de les juger ; nous demandons seulement que leur crime soit connu.

Le dernier de vos sujets n'est pas moins intéressé au succès de nos réclamations que le premier prince de votre sang. Oui, sire, non-seulement un magistrat, non-seulement un prince de votre sang, mais tout François puni par votre majesté, & sur tout puni sans être entendu, devient nécessairement le sujet de l'alarme publique. La liaison de ces idées n'est pas l'ouvrage de votre parlement ; elle est celui de la nature, elle est le cri de la raison, elle est le principe des saintes loix ; de ces loix qui sont gravées dans toutes les consciences, qui s'élèvent dans la vôtre, & nous assurent l'approbation intime de votre majesté : de ces loix qui ne séparent point dans les vues d'ordre public la liberté des citoyens d'avec l'autorité du prince, & placent la sûreté personnelle à la tête

de toutes les propriétés : de ces loix enfin que de fidèles ministres n'oseroient pas combattre , parce qu'on ne peut les violer , suivant les magnifiques expressions de M. Bossuet , sans ébranler les fondemens de la terre , & préparer la chute des empires. La cause de M. le duc d'Orléans & des deux magistrats est donc sans nous , par la seule force de ses principes , la cause du trône & de la nation : du trône dont la justice est l'unique fondement : de la nation qui ne peut être heureuse que par la justice. C'est au nom de ces loix qui préservent les empires , au nom de cette liberté dont nous sommes les interpretes respectueux & les modérateurs légitimes , au nom de votre autorité dont nous sommes les premiers & les plus sûrs ministres , que nous osons réclamer le jugement ou la liberté de M. le duc d'Orléans & des deux magistrats éloignés , emprisonnés par des ordres surpris , aussi contraires aux sentimens qu'aux intérêts de votre majesté.

Le roi reçut ces supplications le 9 Décembre ; il y fit cette réponse :

*J'examinerai avec attention les supplications de mon parlement ; il doit se persuader de ma justice & de la bonté de mon cœur ; je lui ferai connoître mes intentions à ce sujet.*

Le lendemain 10 , il fut fait rapport de cette réponse aux chambres assemblées , les princes & les pairs y siégeant & il fut pris cet arrêté :

- » La cour a continué la délibération à Vendredi
- » 14 de ce mois , pendant lequel temps M. le premier président ne cessera d'employer ses bons offices
- » auprès du roi. »

M. le

M. le premier président ayant en effet continué de solliciter pour obtenir le rappel de M. le duc d'Orléans & la liberté des deux magistrats , le roi lui fit le 27 Décembre , cette réponse.

*J'ai examiné avec attention les représentations de mon parlement ; je n'ai rien de plus à dire que ce que j'ai répondu aux précédentes supplications ; vous ne devez point réclamer ma justice quand vous n'avez qu'à intéresser ma bonté.*

Dès le 20 Décembre M. le duc d'Orléans obtint la permission de voir toutes personnes , & même de quitter Villers-Coterets , distant de Paris de 22 lieues , pour venir au Raincy , à 4 lieues de Paris.

La réponse du roi au premier président du 27 , fut rapportée aux chambres assemblées le 28 ; il en fut fait procès-verbal ; les chambres s'ajournerent au 4 Janvier 1788.

L'assemblée eut lieu effectivement ce jour - là. La cour se fit représenter le procès-verbal de la réponse du roi faite à son parlement le 14 Mai 1777 ; on y lut ces mots : « *Je ne permettrai ja-* » *mais qu'on attente à la liberté de mes sujets , &* » *si je m'assure quelquefois de leurs personnes par* » *des lettres de cachet , c'est pour les livrer à la* » *justice.* » On délibéra ensuite : il s'ouvrit 13 avis , mais ils furent bientôt réduits à deux ; l'un avoit 54 voix : il tendoit à faire sur le champ d'itératives représentations & à renvoyer à la quinzaine à délibérer sur les lettres de cachet ; le second eut 60 voix , au nombre desquelles on comptoit celles de 9 pairs & de 3 présidens à mortier. Voici l'arrêté qu'il produisit.

» La cour considérant que les intentions du roi  
» exprimées dans sa réponse du 14 Mai 1777 ne  
» sont presque jamais remplies ; que les lettres de ca-  
» chet sont conformes aux moyens trop fréquem-  
» ment employés pour satisfaire les vengeances  
» privées ; qu'elle ne peut ni ne doit recourir à  
» la bonté du roi , pour obtenir la liberté de  
» M. le duc d'Orléans & des deux magistrats  
» Freteau & Sabatier ; qu'une pareille démarche  
» seroit aussi contraire aux principes essentiels &  
» à l'ordre public , qu'aux sentimens généreux de  
» cet auguste prince , & des deux magistrats.  
» Que les craintes de la cour manifestées par  
» l'arrêté du 27 Août , ne sont que trop réali-  
» fées.

» Que la monarchie dégénere en despotisme ,  
» puisqu'il est vrai que les ministres abusant de  
» l'autorité du roi , disposent des personnes par  
» des lettres de cachet ; que le même pouvoir  
» qui dispose arbitrairement de la liberté d'un  
» prince du sang & de deux magistrats , dispo-  
» seront à plus forte raison des autres citoyens ;  
» que faire dépendre la révocation de pareils or-  
» dres , de la bonté du roi , c'est établir en prin-  
» cipes les lettres de cachet.

» Que ces principes ne tendent à rien moins  
» qu'à la subversion des loix les plus sacrées  
» de la monarchie , qu'ils intéressent par consé-  
» quent tous les sujets du roi. Que la cour ne  
» peut , ni n'entend séparer la cause de M. le  
» duc d'Orléans & des deux autres magistrats ,  
» d'avec la cause des autres citoyens ; qu'ainsi en



» même temps qu'elle ne cessera pas de deman-  
 » der au roi le jugement ou la liberté du prince  
 » & des deux magistrats , elle seroit obligée d'em-  
 » ployer le même zele & la même persévérance  
 » pour supplier le roi d'accorder à tous les Fran-  
 » çois la sécurité qui leur est due par le gou-  
 » vernement , comme elle leur est promise par les  
 » loix , a arrêté qu'il sera fait de très-humbles &  
 » très-respectueuses représentations sur les lettres de  
 » cachet , & qu'à cet effet il sera nommé des com-  
 » missaires qui s'assembleront dans quinzaine. Fait  
 » en parlement , toutes les chambres assemblées ,  
 » le 4 Janvier 1788. »

Quelques papiers publics , & entr'autres le cour-  
 rier de l'Europe , après avoir rapporté cet ar-  
 rêté , ajouterent les réflexions suivantes ; il n'est  
 pas inutile de les consigner ici ; elles peuvent servir à  
 faire connoître le système de ceux qui censuroient  
 les opérations du parlement.

» Nous n'avons imprimé cet arrêté , ( lisoit-on dans  
 le courrier de l'Europe, n°. 5 du 15 Janvier 1788. ) que  
 pour faire voir jusqu'à quel point les esprits se sont  
 échauffés , sur une question absolument étrangère à celle  
 que l'on a traité originairement. Si les magistrats avoient  
 raison aujourd'hui , les torts de leurs prédécesseurs se-  
 roient impardonnables aux yeux de la nation. Tous les  
 argumens dont on fait usage , dans ce moment-ci , ne  
 peuvent point porter sur ce qui se fait de nos jours ,  
 mais sur ce qui s'est fait autrefois. Sans doute, il a été  
 un temps où l'on a abusé des lettres de cachet , où l'on  
 a vu l'intrigue assurée d'en obtenir toutes les fois qu'elle  
 étoit à portée de les demander ; on en a senti l'abus ,



& l'état des choses est changé ; les prisons qui étoient remplies de gens sacrifiés à leurs ennemis , ont non-seulement été vidées , mais on les a vu démolir , & le cœur paternel de sa majesté s'est constamment refusé à punir ses sujets par des coups d'autorité. Si l'on donne encore des lettres de cachet contre des particuliers , c'est que les préjugés rendent souvent cette ressource , indispensablement nécessaire au repos & à l'honneur des familles ; si le gouvernement y a quelquefois recours sur des objets d'administration , c'est que le bon ordre peut exiger , dans bien des circonstances , que l'on oppose ce remède prompt & efficace , aux irruptions soudaines d'un enthousiasme dangereux , qui sous le prétexte illusoire de défendre la chose publique , n'a souvent d'autre but que de servir des vues particulières. C'est une thèse délicate à soutenir ; mais il n'est pas difficile de convaincre tout homme qui connoît la constitution monarchique , & qui voit la manière discordante dont plusieurs parlemens traitent la grande question qui leur est soumise , que l'exercice du pouvoir est nécessaire pour les concilier ; & que quand l'esprit de corps se présente au peuple , emporté par la nouveauté , sous une forme qui peut le séduire , il peut devenir essentiel de faire cesser une résistance capable d'occasionner les plus grands désordres. »

» On ne peut pas croire que la cause secrète du trouble qui regne en France , provienne de la crainte que peuvent avoir quelques parlemens , que les assemblées provinciales , & encore moins les états-généraux *qui ont été demandés par eux* , en donnant aux François une constitution indépendante de ces cours de justice , inspirent aux magistrats des regrets qui se manifestent sous une autre forme. Ce seroit faire injure aux membres de la magistrature , de dire que ces craintes ont pu dicter leurs remontrances ; mais les magistrats sont hommes :

s'il en est qui ont reconnu qu'ils ont excédé les bornes de leurs pouvoirs , après que ces pouvoirs ont été défendus avec tant de force pendant plus d'un siècle , ne feroit-il pas possible qu'il s'en trouvât qui en regretassent la perte ! »

» Nous avons dit dernièrement que nous ne nous permettions pas de discuter la question qui s'est élevée sur les lettres de cachet , & nous n'en discuterons en effet ni le droit , ni la propriété : cependant nous osons hasarder l'opinion , que c'est l'abus seul qui peut être dangereux. Le salut du peuple , ainsi que l'honneur des familles , tient à ce que ce principe d'administration soit maintenu. Si l'on doit donner des modifications nouvelles aux formes , il ne doit pas s'ensuivre une subversion totale de l'ordre. La résistance à l'autorité ne peut jamais devenir la source du bien public. »

» Le renoncement au pouvoir ne peut , sans créer de la confusion , dériver que du pouvoir même ; & il est plus à souhaiter pour le peuple que la puissance souveraine modifie l'exercice de ses droits , que de voir l'anarchie , toujours incertaine dans sa marche , toujours violente , & toujours aveugle dans ses moyens , demander ici une chose , là une autre , qui ne s'accordent point entr'elles , & qu'il est impossible de concilier. On aura beau soutenir des sophismes , avancer des paradoxes politiques , on ne prouvera pas qu'il y ait une meilleure forme de gouvernement que la constitution monarchique. Jamais les peuples n'ont été plus heureux que quand ils ont été gouvernés par des souverains qui ont voulu le bien , & qui ont cherché à le faire. Il ne nous appartient pas de citer d'autres exemples que ceux que nous offre l'histoire des empires ; mais elle est sous les yeux de tout le monde , & c'est elle seule qui doit fixer les incertitudes du public sur ses véritables intérêts. »

Les commissaires s'occupèrent sans délai des représentations ordonnées par l'arrêté du 4 & dès le 9 ils les lurent au parlement qui les approuva. Les gens du roi furent députés le lendemain à Versailles, pour demander le jour & l'heure auxquels sa majesté voudroit bien les recevoir. Sa majesté leur répondit : *Je ferai savoir mes intentions à mon parlement.* Et le 15 il fut envoyé aux gens du roi une lettre de cachet adressée au parlement. Ils la remirent le lendemain 16, au parlement assemblé : on y vit qu'elle ordonnoit que la *grande députation lui portât le lendemain 17 les itératives représentations du parlement, au sujet des exilés qui avoient été arrêtés le 9 Décembre ;* (voyez ci-devant le fol. 93) & les registres contenant l'arrêté du 27 Août dernier. (Voyez le premier volume de cette collection fol. 168.) On se disposa sur le champ à obéir, & le lendemain la grande députation arriva au château de Versailles. Elle attendit dans la salle des ambassadeurs le moment où il plairoit à sa majesté de la recevoir. M. le baron de Breteuil vint lui annoncer ce moment & il l'introduisit dans la chambre du roi, qu'elle trouva assis & couvert, environné de tous ses ministres. M. l'archevêque de Toulonse seul étoit absent ; sa santé qui se trouvoit derangée l'avoit empêché de s'y trouver. Sa majesté dit : *Je vous ai mandés de venir ici & d'apporter vos arrêtés de 27 Août & 4 Janvier :* cet arrêtés lui furent présentés, & elle les biffa elle-même après les avoir lus. Elle ordonna ensuite au premier président de lire les itératives représentations que son parlement

avoit arrêtées ; le premier président les lut , elles étoient ainsi conçues.

SIRE ,

» La confiance respectueuse de votre parlement dans la justice de votre majesté ne connoît pas de bornes. Votre majesté a daigné nous promettre , par sa réponse du 14 Mai 1777 , *» qu'elle ne souffriroit jamais qu'il fût attenté à la liberté de ses sujets ; mais qu'il étoit des circonstances où son autorité devoit venir au secours de la justice , pour empêcher que les coupables ne lui échappent. »* Il est bien affligeant , Sire , que les intentions exprimées dans cette réponse ne soient presque jamais remplies. Des motifs étrangers déterminent au contraire la plupart des lettres de cachet. »

» Qu'il nous soit permis de représenter à votre majesté que la justice est la bienfaisance des rois. C'est à cette bienfaisance éclairée par la loi ; que votre parlement doit recourir en faveur de M. le duc d'Orléans & de MM. Freteau & Sabatier. Solliciter un autre sentiment , ne feroit pas l'hommage que nous devons à votre majesté , puisque notre démarche feroit aussi contraire aux principes essentiels de l'ordre public , qu'aux sentimens généreux de cet auguste prince & des deux magistrats. »

» Nous osons le rappeler à votre majesté ; le droit de faire grace n'est pas même un droit arbitraire. Il est de crimes que votre majesté ne peut ni éteindre ni pardonner. Quant aux autres , la

loi demande encore que les lettres de grace soient conformes aux charges , & que les accusés veuillent s'en servir. Ainsi la grace n'est arbitraire ni dans son principe , ni dans ses dispositions , ni dans son accomplissement. »

» La sagesse de votre majesté prévient l'application de ces vérités. Les délits de M. le duc d'Orléans & des deux magistrats, loin d'être jugés, ne sont pas encore connus ; & nous serions défavoués par eux , si nous demandions pour eux à votre majesté une autre grace que leur liberté ou leur jugement. Les maximes consacrées par la réponse de votre majesté du 14 Mai 1777 , ne laissent point un autre choix à votre parlement. On a porté une grande atteinte à la liberté de vos sujets, dans la personne d'un prince de votre sang , & de deux magistrats. L'autorité ne les rend point aux loix. Votre majesté ne permet pas qu'on les demande à sa justice. Mais la bonté qui la remplaceroit ne pourroit qu'alarmer leur délicatesse & la nôtre. »

» Il est, Sire , une bonté qui désarme la justice. Votre parlement ne peut l'implorer ; il en est une qui sert d'ornement , & donne à ses décisions un plus grand prix. Ce n'est pas cela que votre majesté daigne annoncer. La loi est donc le seul recours de votre parlement. Les personnes qui nous réduisent à cette nécessité , peuvent-elles ignorer combien elle est pénible pour des magistrats, quand votre parlement invoque la justice de votre majesté ? sa bonté n'a jamais de reproche à nous faire : nous sommes les organes d'un peuple géné-

reux & fidele , qui parle plus volontiers de ses devoirs que de ses droits. Le respect filial ne s'oppose point à des réclamations légitimes. La justice d'un pere produit toujours des effets de bonté ; & tels sont les sentimens de vos sujets , qu'ils aiment à s'y méprendre. Ces sentimens , qui rendent l'autorité si sure & sa liberté si éclairée ; ces sentimens qui n'appartiennent qu'à des Français , nous ramènent aux pieds du trône. Puissent-ils inspirer à votre majesté une réponse plus consolante pour notre nation !»

La lecture achevée , sa majesté dit à M. le premier président : je vais en délibérer dans mon conseil , & vous saurez mes intentions. Elle sortit à cet effet , & ses ministres la suivirent , S. M. rentra 20 minutes après , & parla ainsi :

*» J'ai bien voulu & je veux bien recevoir aujourd'hui les instances de mon parlement pour les deux magistrats que j'ai punis ; mais je ne juge pas à propos d'y déférer. D'ailleurs , la maniere dont elles sont conçues , n'est pas faite pour mériter mon indulgence. »*

*» Lorsqu'à l'occasion de quelques procès civils soumis au jugement de mes cours , comme en 1777 , il aura été donné des ordres sur lesquels j'aurai été trompé , je trouve bon que mon parlement m'en avertisse & me fasse connoître la vérité. »*

*La liberté légitime de mes sujets m'est aussi chere qu'à eux-mêmes ; mais je ne souffrirai pas que mon parlement s'élève contre l'exercice d'un pouvoir que l'intérêt des familles & la tranquillité publique réclament , que les magistrats eux-mêmes ne cessent*

d'invoquer, & dont j'ai la douce satisfaction d'avoir usé plus modérément qu'aucun de mes prédécesseurs.

» Les expressions de votre arrêté du 4 sont aussi indiscrettes que celle de votre arrêté du 27 Août; je les supprime de vos registres comme contraires aux sentimens de respect & de soumission dont mon parlement doit donner l'exemple; je vous défends d'y donner aucune suite & d'en faire à l'avenir de pareils. »

La grande députation revint ensuite à Paris, & le lendemain 18 il y eut assemblée des chambres, les princes & les pairs y étant; il y fut rendu compte de ce qui avoit été fait & ordonné par le roi, & il fut pris l'arrêté suivant.

» La cour délibérant sur le récit fait par M. le  
» premier président, & pénétrée toujours plus de la  
» nécessité de maintenir les principes qui seuls peu-  
» vent assurer l'ordre légal de la monarchie & la li-  
» berté individuelle des citoyens. »

» A arrêté de faire des remontrances sur la ré-  
» ponse du roi, auxquelles seront jointes celles  
» sur les lettres de cachet, arrêtées précédemment,  
» & qu'à cet effet il soit nommé des commissaires  
» qui s'assembleront dans la quinzaine. »

Les remontrances préparées par les commissaires furent présentées aux chambres assemblées le 11 Mars &, elles furent arrêtées; le lendemain elles furent présentées au roi. On dit que M. d'Epremesnil en est l'auteur; elles furent arrêtées à la pluralité de 55 voix contre 48.





# REMONTRANCES

## DU PARLEMENT DE PARIS,

*Sur l'usage des lettres de cachet, l'exil de M. le duc d'Orléans, & l'enlèvement de MM. Freteau & Sabatier.*

Arrêtées le 11 Mars 1788.

SIRE,

**L**E devoir de votre parlement est de veiller sans cesse sur le besoin des peuples & les droits du souverain : les peuples peuvent être égarés par des factieux ; les rois ne sont que trop exposés à des surprises : il parle aux rois de liberté , il parle aux peuples de soumission : il rend cette soumission honorable par ses exemples ; il rend l'autorité solide par ses principes. Rallier , en un mot , la puissance royale à la justice , la liberté publique à la fidélité ; telle est , sire , la fonction essentielle de votre parlement , tel fut toujours , dans les temps difficiles , le but & le prix de son zele.

Toujours pénétrés des mêmes sentimens , toujours jaloux de mériter la bienveillance de nos rois , & d'assurer la liberté de nos concitoyens , nous venons aux pieds du trône déférer à votre majesté l'erreur la plus funeste qui pût séduire des sou-

verains ; nous venons , sire , invoquer votre justice , votre sagesse & votre humanité contre l'usage des lettres de cachet.

A ce terrible mot, tous les cœurs se resserrent , toutes les idées se troublent : saisi d'effroi , on hésite , on se regarde , on craint de s'expliquer ; & le peuple en silence ose à peine élever sa pensée vers ce pouvoir inconcevable qui dispose des hommes sans les juger , sans les entendre : qui les plonge & les retient , à son gré , dans d'épaisses ténèbres , où , trop souvent , ne pénètre pas plus la lumière du jour que le regard des loix , le cri de la nature , & la voix de l'amitié ; vers ce pouvoir dont le mystère est l'ame , & dont la force est le seul titre ; vers ce pouvoir qu'exercent impunément des ministres , des commis , des agens de la police ; vers ce pouvoir enfin qui depuis les ministres jusqu'au dernier des instrumens de la police , établit sur nos têtes une longue chaîne d'opresseurs formidables , devant lesquels toutes les loix de la nature & de l'état doivent rester muettes.

Non , sire , les loix de la nature & les loix de l'état ne reprocheront pas à votre parlement , loi vivante aux pieds du trône , un coupable silence.

L'homme est né libre , & son bonheur dépend de la justice. La liberté est un droit imprescriptible. Elle consiste à pouvoir vivre suivant les loix. La justice est un devoir universel , & ce devoir est antérieur aux loix elles-mêmes , qui le supposent & doivent le diriger , mais ne peu-

vent jamais en dispenser ni les rois , ni les sujets.

Justice & liberté ! Voilà , sire , le principe & le but de toute société ; voilà les fondemens inébranlables de toute puissance ; & tel est , pour la félicité du genre humain , l'admirable rapport de ces deux biens , qu'il n'est point sans eux de raisonnable autorité , ni de solide obéissance.

L'usage des lettres de cachet renverse toutes ces idées. Par lui , la justice n'est plus qu'une chimere , par lui , la liberté n'est plus qu'un mot.

Il blesse la raison , il est contraire aux ordonnances , & les motifs , dont on voudroit l'autoriser , ne sont que des prétextes démentis par les exemples.

Il blesse la raison , s'il répugne évidemment à la nature de l'homme , à celle de la royauté , aux premières notions de la morale.

Or tels sont les caractères essentiels des lettres de cachet.

La nature de l'homme n'est pas d'être indépendant. Pour lui , l'indépendance est un état de guerre , la ruse ou la force y dominant tour-à-tour ; & la justice , dénouée de sanction , y manque de pouvoir. La nature de l'homme est donc de s'unir à ses semblables , & de vivre en société , assujetti à des conventions générales , c'est-à-dire à des loix. Mais des conventions qui l'assujettiroient , sans le protéger , ne seroient plus des loix , ce seroient des fers. La force peut les imposer , la

foiblesse ou la folie peuvent les porter ; mais la force n'oblige pas , & la foiblesse ou la folie ne peuvent s'engager. Toute soumission légitime est volontaire dans son principe ; un citoyen coupable a consenti d'avance à l'arrêt qui le condamne. Des hommes qui diroient à d'autres hommes : *exercez sur nous un pouvoir arbitraire ; nous consentons que les tribunaux soient impuissans , & que les loix soient inutiles ; sur un mot de votre bouche , sur un écrit de votre main , nous consentons à perdre nos biens , la liberté , nos femmes , nos enfans ; jusqu'au droit de nous défendre . . . . .* des hommes, disons-nous, qui tiendroient ce langage, feroient sans doute des insensés. Le consentement du peuple à l'usage des lettres de cachet seroit donc incompatible avec l'usage de la raison ; mais la raison est l'état naturel de l'homme , comme la société. L'usage des lettres de cachet répugne donc à la nature de l'homme , & comme raisonnable , & comme sociable.

Dira-t-on que cet usage est fondé sur la nature du pouvoir monarchique ? La réponse ne seroit pas bien difficile. Les rois regnent par l'effet de la conquête ou par la loi. Si le vainqueur abuse de la conquête, s'il attente aux droits de l'homme , si la conquête n'est pas changée en capitulation , la force , qui dispose des fruits de la victoire , ne retient pas aux pieds du conquérant des sujets , mais des esclaves. Si les rois régneront par la loi , il faut revenir aux principes. Ce que la raison ne permettroit pas aux peuples de consentir , elle ne permet pas aux rois de l'ordonner.

Et comment souffriroit-elle un pareil renversement de la morale !

Heureusement, sire, les maximes tutélaires du genre humain n'ont pas besoin de preuves. Elles se défendent par leur propre évidence.

Il est évident que la justice doit protéger la foiblesse contre la force.

Il est évident que sa balance doit être égale entre les pauvres & les riches :

Il est évident que la honte & la peine sont dues au crime jugé, & ne sont dues qu'à lui.

S'il existoit un pouvoir qui pût arrêter à son gré les recherches de la loi, choisir sur les coupables, préserver les uns, abandonner les autres, il est évident que ce pouvoir, compromettant la justice des peines prononcées, mêleroit à l'idée de l'exemple celle de l'acception.

Et si les préférences de ce pouvoir étoient constamment réservées pour une certaine classe de citoyens, & refusées à toutes les autres, il est évident que la loi n'étant plus destinée à punir tel ou tel crime, mais à punir telle ou telle classe de la société, retiendrait à jamais ces classes prosrites, sans égard pour la justice, sans égard pour l'innocence, dans la terreur & l'avilissement.

L'application de ces vérités incontestables est directe à l'usage des lettres de cachet.

Deux hommes se rencontrent : l'un est foible, l'autre est puissant, l'un est pauvre, & l'autre est riche : le pauvre peut se dire, *si cet homme m'offense, s'il attaque mon honneur, ma liberté, ma vie, les loix m'assurent qu'elles viendront à mon secours : les*

*loix me trompent : l'autorité peut vouloir le contraire : ce sera l'autorité qui prévaudra : & moi ! si je l'offense , je serai recherché , emprisonné , abandonné , déshonoré , puni : cette même autorité sera muette , ces mêmes loix seront inexorables , où donc est la justice ? La misère est-elle un crime ? La simple humanité n'est-elle plus un titre : un homme sans crédit , un pauvre n'est-il plus un citoyen ?*

Les ordonnances ne sont pas moins contraires aux lettres de cachet que les principes. Dans tous les temps , l'ambition , la vengeance , la flatterie & la cupidité , en un mot , les passions les plus violentes , les passions les plus abjectes ont assiégé le trône ; mais aussi dans tous les temps , les loix ont averti les souverains , & défendu les peuples , sinon avec un égal succès , du moins avec une égale énergie : & cette lutte continuelle du pouvoir arbitraire contre la liberté , n'a pas empêché la liberté de prévaloir dans l'esprit des peuples , & dans celui des rois. Les derniers états de Blois ont supplié le roi de borner l'usage des lettres de cachet à ses commensaux , non pour les éloigner de leurs affaires , de leurs foyers , de leurs familles , mais seulement pour les écarter du seuil de son palais , & les priver de sa présence , sans les priver de sa justice. C'est une maxime de notre monarchie , que nul citoyen ne peut être constitué prisonnier sans un décret du juge. Tous les rois des deux premières races l'ont reconnue. *Hugues-Capet* l'a trouvée en montant sur le trône. Toutes les ordonnances du royaume sous la troisième race l'ont confirmée ; elle a fondé la seule distinction

qui se trouve dans nos loix entre les prisonniers, les uns pour *crimes*, & les autres pour *dettes*; enfin l'ordonnance de 1670, conforme sur ce point à toutes les précédentes, a mis le sceau à cette maxime en exigeant *que les prisonniers pour crimes soient interrogés dans les vingt-quatre heures après l'emprisonnement*; disposition impuissante, précaution dérisoire, tant que l'usage des lettres de cachet subsistera.

Ainsi, les droits du genre humain, les principes fondamentaux de la société, les plus vives lumières de la raison, les plus chers intérêts du pouvoir légitime, les maximes élémentaires de la morale, & les loix du royaume, s'élèvent de concert contre l'usage des lettres de cachet.

Par quelle fatalité s'est-il introduit & conservé dans vos états? Que des hommes jaloux d'un pouvoir passager, mais personnel; que d'avidés courtisans, fermant les yeux sur l'avenir, colorent cet usage des spécieux motifs de la sûreté publique ou de l'honneur des familles, votre parlement, sire, n'en est point étonné; l'esprit de servitude marche à la suite de l'ambition & de la cupidité. Mais qu'il se trouve quelques citoyens assez aveugles pour ne pas voir dans chaque lettre de cachet qu'ils demandent ou qu'ils excusent, l'effroyable danger qui les menace eux-mêmes, voilà ce qui nous étonne, voilà ce qui nous afflige. Il est temps de combattre une erreur parée des dehors du désintéressement; elle pourroit faire impression sur l'esprit & le cœur de votre majesté.

Peu de mots suffisent toujours à l'évidence.

L'intérêt de la paresse , de l'humeur , ou du ressentiment des personnes en place , ne fait pas la sûreté publique. La sûreté publique a deux bases certaines : la terreur des méchans , & le repos de l'innocence ; la terreur des méchans , plus ils ont de crédit ; le repos de l'innocence , plus elle a de foiblesse.

Or nous avons prouvé à votre majesté , que l'usage des lettres de cachet a précisément pour but & pour effet de rassurer le crime puissant , & d'intimider la foible innocence.

Où ne regne pas la sécurité individuelle , la sûreté publique est un bien imaginaire : où subsiste l'usage des lettres de cachet , la sécurité individuelle ne regne pas. La sûreté publique est donc un bien imaginaire , là où subsiste l'usage des lettres de cachet.

- S'il est des circonstances qui rendent nécessaire l'exercice subit de votre autorité , il n'en est point qui puissent autoriser la détention secrète d'un prisonnier qui demande des juges ; il n'en est point qui doivent arrêter son renvoi à la justice , non pas même son silence , pas même son consentement formel à sa détention.

La réponse de votre majesté , du 14 Mai 1777 , a consacré ces maximes nationales. Elle y déclare ne vouloir jamais souffrir qu'on attente à la liberté de ses sujets ; mais qu'il est des circonstances où la sûreté publique exige que son autorité vienne au secours de la justice , pour empêcher l'évasion des coupables : paroles mémorables , consolantes en effet pour la justice ! elles conci-



tient la liberté avec la puissance ! c'est ainsi que votre majesté a fixé sur ce point , & de sa propre bouche , le principe , l'objet & le terme de son pouvoir.

Mais l'honneur des familles ! c'est la dernière objection ; & l'on ne pense pas que cette objection , dans laquelle se retranchent les partisans du pouvoir arbitraire , doit elle-même sa force prétendue aux lettres de cachet , dont l'usage une fois admis , trompe l'honneur & l'arme contre la liberté.

Votre parlement , sire , conviendra de l'existence du préjugé ; mais il ne conviendra pas qu'un préjugé du faux honneur doive l'emporter pour l'intérêt de quelques citoyens , sur l'intérêt public , sur la raison , la morale & la loi.

Et s'il plaisoit à votre majesté , après avoir abandonné aux loix tous les coupables , sans distinction de rang ni de naissance , d'appeller leurs parens auprès d'elle , dans ses cours , ses conseils & ses armées , oseroit-on lui dire qu'un préjugé nourri par ses seuls succès résisteroit à cet exemple auguste ?

Plusieurs faits assez connus prouvent que la nation , plus éclairée sur ses vrais intérêts , dans les classes même les plus élevées , est disposée à recevoir des mains de votre majesté le plus grand bien qu'un Roi puisse rendre à ses sujets ; la liberté.

C'est ce bien qui rend l'autorité plus sûre & les loix plus cheres ; ce bien qui donne un prix à la vertu , des moyens au génie , un frein à la

licence , que votre parlement vient vous redemander , sire , au nom d'un peuple généreux & fidele.

Il vous supplie très-respectueusement d'abolir à jamais l'usage des lettres de cachet.

Il vous supplie de rejeter pour toujours ces conseils ambitieux , ces frivoles motifs , ces perfides rapports également désavoués par la raison , & démentis par les faits.

Que n'est-il possible à votre majesté d'entrer dans les détails de ces rapports fabriqués par des commis, sur des mémoires toujours secrets , sur des informations toujours clandestines ? que ne peut-elle interroger toutes ces victimes du pouvoir arbitraire , confinées , oubliées dans ces prisons impénétrables, où regnent l'injustice & le silence ? Combien n'en verroit-elle pas de ces victimes infortunées , qui jamais n'ont menacé ni la paix de l'état , ni l'honneur de leurs familles ! Bientôt , sire , vous seriez convaincu que l'intrigue , l'avidité , la jalousie du pouvoir , la soif de la vengeance , la crainte ou la haine de la justice , l'humeur , la simple convenance d'un homme en crédit , président tour-à-tour à la distribution des lettres de cachet. Vous sçauriez à quels tourmens sont condamnés des malheureux pour qui le jour se leve sans espérance , pour qui la nuit revient sans le repos. Horrible incertitude ! abandon pire que la mort ! & c'est au nom du roi ! vous le sçauriez , sire ; vous seriez effrayé du sort de vos sujets ; vous gémiriez sur la condition des meilleurs princes , & votre majesté se hâteroit d'éteindre ces foudres invisibles qui frappent la justice , en tombant

sur l'innocence , & la frappent encore en tombant sur des coupables.

Animé de cet espoir , fondé sur ces principes , après avoir demandé à votre majesté la liberté de la nation , votre parlement , sire , ne peut se dispenser de lui redemander celle de trois citoyens.

Nous sommes autorisés à croire que M. le duc d'Orléans , MM. *Freteau* & *Sabatier* ne sont point coupables.

S'ils étoient coupables , le droit de les juger est réservé à votre parlement. Celui de faire grace est l'heureuse prérogative de votre majesté.

La liberté n'est point un privilege ; c'est un droit , & respecter ce droit est le devoir de tous les gouvernemens.

La même force qui prive de ses membres un corps délibérant , pèse sur le corps tout entier ; les uns sont arrêtés , tous les autres sont menacés , aucun n'est libre. Un corps délibérant qui n'est pas libre , que la force menace , s'il délibère encore , s'il s'élève au-dessus de la crainte , son courage n'est soutenu que par sa fidélité.

Cette vertu , sire , n'a point abandonné votre parlement : il ne cessera point de demander très-respectueusement à votre majesté , par l'abolition des lettres de cachet , la liberté publique ; & par une conséquence digne du prince & des deux magistrats dont nous sommes privés , la liberté personnelle de cet auguste prince & des deux magistrats. Ce n'est plus un prince de votre sang , ce ne sont plus deux magistrats que votre parle-

118      *Remontrances du parlement de Paris,*  
ment redemande au nom des loix & de la rai-  
son : ce sont trois François , ce sont trois hom-  
mes.

Ce sont-là ,

S I R E ,

Les très-humbles & très-respectueuses remon-  
trances qu'ont cru devoir présenter à votre ma-  
jesté ,

Vos très-humbles , très-obéissans , très-fideles , &  
très-affectionnés serviteurs & sujets , les gens  
tenans votre cour de parlement.

*A Paris , le 11 Mars 1788.*

Le roi reçut ces représentations le 16 Mars ;  
il y fit la réponse suivante :

*Je vous avois défendu de donner aucune suite à  
vos représentations du 9 Janvier ; ce n'est pas en  
contrevenant à mes ordres que vous obtiendrez le  
retour des magistrats que j'ai cru devoir punir.*

*D'ailleurs je n'ai rien à ajouter à ma dernière ré-  
ponse ; je vous ai dit que la liberté de mes sujets  
m'est aussi chère qu'à eux mêmes ; mais je ne souf-  
frirai pas que mon parlement s'élève contre l'exercice  
d'un pouvoir auquel les familles ont souvent dû la  
conservation de leur honneur , & l'état sa tranqui-  
lité.*

*Mon parlement doit se reposer avec respect & dans le silence sur ma sagesse.*

*Je vous défends de nouveau de donner aucune suite à vos délibérations sur cet objet.*

M. le duc d'Orléans parut le 23 Mars, jour de Pâques, à Paris pendant quelques momens; il fit au duc de Penthièvre son beau-père, une visite de trois quarts-d'heure; il vit ensuite ses filles au couvent de Bellechasse; de-là il se rendit chez M. l'archevêque de Sens, (\*) hôtel de Brienne, rue St. Dominique, d'où il se fit conduire à son jardin de Monceau, faubourg St. Honoré, & il retourna dîner au Raincy, où le lieu de son exil avoit été fixé depuis qu'il lui avoit été permis de quitter le séjour de Villers-Cotterêts. On observa ainsi la marche de ce prince, parce qu'on ne savoit rien de ce qui avoit été statué sur la durée de son exil. On remarqua même que dès la veille il avoit reçu au Raincy la visite de M. le comte de Brienne, ministre de la guerre, qui étoit venu faire, relativement à la promotion militaire qui étoit lors prochaine, le travail concernant les régimens dont ce prince est propriétaire.

Le 11 Avril le parlement agréa les nouvelles remontrances préparées par les commissaires; elles

---

(\*) M. de Brienne, qui étoit ci-devant archevêque de Toulouse, avoit été nommé le 30 Janvier à l'archevêché de Sens, devenu vacant par la mort de M. le Cardinal de Luynes.

Furent présentées au roi le 17 du même mois, jour indiqué par sa majesté pour les recevoir ; sa majesté avoit mandé même à ce sujet le parlement en corps de cour ; & elle parut entourée des princcs de son sang , & notamment de M. le duc d'Orléans , dont ce moment fut le terme de l'exil. Les ministres s'y trouverent aussi.

Voici les remontrances ; elles sont encore attribuées à M. d'Epremesnil.





# REMONTRANCES DU PARLEMENT,

*Sur les trois objets compris dans la réponse du roi du 21 Novembre dernier ; savoir , la suppression de l'arrêté pris après la séance du 19 du même mois , la séance , & l'improbation de l'usage des arrêtés sur les registres.*

*Du 11 Avril 1788.*

**SIRE,**

La liberté publique attaquée dans son principe ; le despotisme substitué à la loi de l'état, la magistrature enfin réduite à n'être plus que l'instrument du pouvoir arbitraire ; tels sont les grands & douloureux objets qui ramènent votre parlement au pied du trône.

Sujets fideles , magistrats prévoyans, ce n'est pas sans regret que nous traitons ouvertement des questions si délicates. Tranquilles dans l'enceinte où des loix fondamentales , consacrées par le serment du roi , nous garantissent la liberté de nos suffrages & celle de nos personnes, nous tâchons d'accorder le zele de la justice avec l'amour de la

paix. Mais au dehors veille l'intrigue , au dehors l'ambition a besoin d'alimens. L'autorité des loix , la sagesse des magistrats sont des obstacles à leurs desseins ; il faut les renverser , il faut briser les portes du sanctuaire , dénaturer les plus pures intentions , & corrompre les plus saintes maximes. C'est en vain que les peuples , c'est en vain que les rois ont le même intérêt , les peuples à respecter l'autorité , les rois à maintenir la liberté ; c'est en vain que la magistrature tire elle-même toute sa force de cet heureux concert ; on trompe le peuple , on égare les rois , on décrie les magistrats. Que ne peut-on aussi les réduire au silence ! Il faut du moins rendre , s'il est possible , leur suffrage illusoire & leur voix impuissante.

Ainsi raisonnent , sire , l'intrigue & l'ambition. Les sophismes les plus captieux , les conseils les plus violens ne coûtent rien à qui fonde sa gloire & sa sûreté sur la destruction des loix. Dans cette extrémité , la force paroît un droit , l'artifice est un besoin , le prestige tient lieu de vérité , & le respect apparent des formes nationales n'est plus qu'un moyen d'en imposer à la nation.

La séance tenue par votre majesté en son parlement le 19 Novembre dernier , cette auguste séance , qui devoit , en rapprochant la vérité du trône , préparer les moyens de raffermir à jamais dans le royaume la liberté par la raison , & le crédit par la liberté , ne feroit au contraire qu'y produire la défiance avec la servitude , s'il suffisoit d'un acte du pouvoir absolu pour effacer les principes essentiels , les preuves historiques & les loix



positives sur lesquelles reposent , depuis treize cents ans , les droits de vos sujets.

Il n'étoit pas permis à votre parlement de garder le silence sur une atteinte aussi formelle aux principes de la monarchie. Le respect & la prudence dictèrent l'arrêté qui suivit la séance. Votre majesté en a supprimé la minute. Elle a paru en même temps confirmer , par sa réponse du 21 Novembre , les maximes établies & les formes pratiquées à la séance ; enfin , elle a désapprouvé l'usage des arrêtés sur les registres. La suppression de l'arrêté , la séance & l'usage des arrêtés sur les registres , formeront , sire , la division naturelle de nos très-humbles & très-respectueuses remontrances.

Le greffe de votre parlement , sire , est un dépôt inviolable. C'est là que se conservent les titres de vos sujets , & ceux même de votre majesté. Si l'autorité absolue pouvoit en disposer , que deviendroient , dans un moment de crise ou d'erreur , ces monumens antiques qui d'âge en âge nous ont transmis les droits du trône & ceux des peuples ? Où retrouveroit-on ces vérités nationales qui doivent régler le zèle des magistrats ? Arrachés de nos registres , elles se réfugioient dans nos cœurs ; sans doute , & la force ne pourroit les atteindre dans ce dernier asyle. Mais les archives de la magistrature offrent l'exemple à côté du principe. On aime à retrouver dans ces vastes recueils , au-dessus de tout soupçon , les actes généreux qui consacrent la puissance des loix & la fidélité de leurs ministres. Nous y conservons avec soin les arrêts

mémorables, qui plus d'une fois ont affermi ou rétabli sur le trône votre auguste race ; les actes conservatoires des droits de la nation ne méritent pas moins , & notre vigilance & l'immortalité. D'ailleurs , il est des regles positives , il est des droits particuliers , dont les seuls titres sont les actes qui les renferment. Le pouvoir d'anéantir ces actes ne peut être avoué ni par la raison ni par la loi. La fortune publique , l'intérêt des familles en souffriroient également. Tout doit être inaltérable dans les registres d'un tribunal , jusqu'à ses erreurs. La loi permet qu'on les répare ; mais les moyens n'en sont pas indifférens ; & l'on ne peut s'empêcher de reconnoître que la suppression arbitraire de minutes d'un greffe ressembleroit moins à la réparation d'une erreur , qu'à la violation d'un dépôt.

Au surplus , l'arrêté du 19 Novembre offroit-il du moins une erreur à réparer ? La question est naturelle ; mais aussi le reproche ne peut frapper que la substance ou les expressions de l'arrêté. Votre parlement , sire , laissera parler les faits pour toute réponse.

Votre majesté vient en son parlement & tient une séance , elle y fait présenter un édit portant établissement d'emprunts graduels & successifs pour cinq années : on en fait la lecture ; le premier président demande les avis ; chacun opine. L'opinion finie , au moment de recueillir & de compter les voix , votre garde des sceaux prend vos ordres , prononce l'enregistrement , & votre majesté se retire : mais votre parlement reste assen-

blé ; il délibère , il prend un arrêté : cet arrêté contient une déclaration & des motifs : qu'il nous soit permis de les distinguer.

„ La cour , considérant l'illégalité de ce qui vient  
 „ de se passer à la séance, du roi où les voix n'ont  
 „ pas été comptées & réduites en la manière pres-  
 „ crite par les ordonnances , de sorte que la dé-  
 „ libération n'a pas été complète „ . . . . .

Tels sont les motifs : . . . . .

„ Déclare qu'elle n'entend prendre aucune part  
 „ à la transcription ordonnée être faite sur les  
 „ registres de l'édit , portant établissement d'em-  
 „ prunts graduels & successifs pour les années  
 „ 1787, 1788, 1789 , 1790, 1791 & 1792 , & sur le  
 „ surplus a continué la délibération au premier  
 „ jour „ . . . . Telle est la déclaration. En moins  
 de mots, *la délibération n'a pas été complète , & la cour n'entend prendre aucune part à la transcrip-  
 tion ordonnée sur ses registres* : voilà le fondement &  
 l'objet de la déclaration.

Ainsi la déclaration est fondée sur un fait. Le fait est-il exact ? A-t-il dû conduire à la déclaration ? La déclaration est-elle enfin irréprochable dans ses expressions ? & n'est-elle pas aussi respectueuse que nécessaire ? Telles sont en dernière analyse les trois questions que l'arrêté présente.

Le fait est-il exact ? la délibération a-t-elle été complète ? Nous devons croire que cette question ne fera pas la matière même d'un doute dans le conseil de votre majesté. Une délibération n'est complète qu'au moment où son résultat est fixé ; le résultat d'une délibération n'est fixé que par une plu-

ralité irrévocablement déterminée ; la pluralité n'est irrévocablement déterminée qu'au moment où les voix , après avoir été réduites , sont comptées sans retour. A la séance les voix n'ont pas été comptées , elles n'ont pas même été réduites. Cependant chacun étoit le maître de quitter son avis , d'en embrasser un autre. Les premiers opinans , peut-être ramenés intérieurement par ceux qui les suivoient , n'ont pas eu la faculté de l'exprimer : ils en avoient pourtant le droit ; jusques-là , sire , leur véritable avis n'a pas été connu ; c'est une vérité d'ordre public & d'un usage familier. Comment donc s'est-on flatté de persuader à votre majesté que la pluralité des suffrages se réunissoit pour l'enregistrement ? Non , sire , point de réduction , point de calcul des voix , point de pluralité , point de délibération , point de résultat , point d'enregistrement. Car , incomplète ou nulle pour une délibération , c'est la même chose. Tous ces faits sont liés ; de toutes ces vérités , l'une produit l'autre ; c'est une chaîne indestructible.

Les motifs de l'arrêté sont donc incontestables ; les voix n'ont pas été comptées ; la délibération n'a pas été complète ; le fait est exact. A-t-il dû conduire à la déclaration ? cette question est la seconde qui naît de l'arrêté.

Mais , sire , est-il besoin d'y réfléchir pour la résoudre ? On présente à vos peuples comme l'ouvrage de votre parlement , ce qui n'est pas l'ouvrage de votre parlement. Peut-il y consentir , peut-il y prendre part ? Son silence n'eût-il pas tenu lieu de consentement , & même de coopéra-

tion? Que votre majesté n'écoutant qu'elle-même, sa justice personnelle, sa loyauté connue, daigne prononcer.

Un édit est publié portant établissement d'emprunts graduels & successifs. Au bas de cet édit imprimé on lit ces mots.... *registré en la cour... pour être exécuté.... enjoint aux substituts du procureur général du roi d'y tenir la main.... suivant l'arrêt de ce jour....* Et cependant la cour n'a point ordonné d'enregistrement, la cour n'a rien enjoint aux substituts, la cour n'a point rendu d'arrêt; ainsi la mention imprimée au bas de l'édit est une fausse allégation. L'arrêt allégué n'est pas même transcrit sur nos registres. Quelle est l'autorité qui peut le suppléer, quelle est l'obéissance qui peut le supposer, dans ces registres, où l'existence & la vérité de chaque ligne sont garanties sous la foi de nos sermens? Les partisans les plus zélés du pouvoir arbitraire iront-ils jusqu'à prétendre que votre majesté ait le droit d'attribuer à son parlement un vœu qu'il n'a point exprimé, un arrêt qu'il n'a point rendu.

Cependant, sire, votre parlement n'ignore pas que des capitalistes de bonne foi, rassurés par les caractères extérieurs de l'édit imprimé, ont porté leurs fonds à l'emprunt de 120 millions, ouvert pour cette année. Leur confiance seroit-elle trompée? Ce n'est pas l'intention de votre parlement. Il est possible d'assurer leur créance. A la vérité, le moyen n'en est plus dans les mains de votre parlement. Mais il reste aux prêteurs une ressource dans l'assemblée des états-généraux. Les états-gé-

néraux peseront , dans leur sagesse , les circonstances publiques ; ils sentiront tout ce qu'exige la dignité de la nation , & leur zele éclairé , confondra sans doute l'emprunt déjà rempli avec les dettes consacrées par la loi.

La déclaration étoit donc nécessaire ; ce point ne fut jamais douteux ; & s'il est vrai que la prudence & le respect en aient dicté les expressions , l'arrêté retenu par votre majesté demeure à tous égards irréprochable. Mais auroit-on dissimulé à votre majesté qu'un usage constant & solennel a consacré ces expressions ? elles sont employées par votre parlement la veille , le jour & le lendemain des lits de justice. Le jour même , après la lecture des édits , elles sont adressées à la personne du roi par l'organe du premier président. Les loix permettent , quelquefois même elles prescrivent à votre parlement d'aller plus loin. Ces loix , dont nous sommes les ministres , prononcent la nullité d'une délibération incomplète. Si notre zele s'est contenu dans cette occasion , ce n'est pas assurément un sujet de reproche. Il est donc indubitable que votre parlement , lorsqu'il a pris l'arrêté du 19 Novembre , n'a fait que ce qu'il a du faire , n'a dit que ce qu'il a dû dire. Cet arrêté n'est que le monument fidele & nécessaire d'un fait certain. A la vérité , il n'est plus dans nos registres ; mais il est dans les mains de votre majesté ; & c'est-là , sire , c'est dans ces mains sacrées que votre parlement ose du moins le consigner comme un dépôt qui réponde à jamais , & du fait en lui-

même ,

même , & de ses sentimens , à votre majesté comme à la nation.

Ainsi triomphera des efforts de l'intrigue un acte respectueux que l'honneur , la vérité , l'ordre public exigeoient de votre parlement.

Mais il est , sire , une autre dette que votre parlement vient acquitter aux pieds du trône. Nos droits ne sont point à nous , ils appartiennent à l'état ; le devoir nous oblige à les défendre ; c'est à ce titre que votre parlement se croit tenu de ne pas abandonner son droit de suffrage en présence du roi , droit essentiel , droit national compromis à la séance de votre majesté , mais réclamé par l'intérêt public & par la constitution.

Les rois , sire , sont exposés à des surprises , & sujets à l'erreur. Votre majesté ne craindra pas de juger sur le principe la nature de son pouvoir. S'il étoit arbitraire , voudroit-elle en user ?

La seule volonté du roi n'est pas une loi complète ; la simple expression de cette volonté n'est pas une forme nationale. Il faut que cette volonté , pour être obligatoire , soit publiée légalement ; il faut , pour qu'elle soit publiée légalement , qu'elle ait été librement vérifiée : telle est , sire , la constitution françoise ; elle est née avec la monarchie.

Sous la première race , le roi avoit , comme à présent , sa cour , le peuple *ses champs de Mars*. Le peuple consentoit ou demandoit la loi , le roi la présentoit ou l'accordoit , & cette loi obtenue ou consentie par le peuple , la cour du roi la confirmoit.

Les suffrages du peuple , les suffrages de la cour

étoient pleinement libres. Il faudroit ne connoître ni l'esprit des Francs , ni leurs loix , ni leur histoire , pour en douter.

La même liberté a subsisté sous la seconde race. *La loi*, dit un capitulaire , *se fait par le consentement du peuple & la constitution du roi*. La constitution du roi , reportée dans sa cour , au placité général , y recevoit sa dernière forme , pour être inférée parmi les capitulaires. Celui de Vorms , daté de 803 , monument précieux échappé au ravage des temps , définit clairement les droits du roi , du peuple & du placité général ; du roi , pour accorder ou composer la loi ; du peuple , pour la demander ou la consentir ; du placité général , pour l'approuver & la maintenir.

La cour du roi étoit composée de grands , d'évêques , de sénateurs. Toutes les loix des deux premières races en font la preuve. *Hincmar* les distingue dans sa fameuse lettre sur l'ordre du palais. Les membres de cette cour étoient appelés par les rois *leurs féaux* , *leurs adjudans* , *leurs coopérateurs* , *les administrateurs de la chose publique*. Leur propre titre , les mœurs nationales , les loix , l'histoire , les déclarations des rois eux-mêmes déposent de leur droit de suffrage en présence du roi.

Ce droit n'a point changé sous la troisième race. La cour du roi entouroit le trône , quand *Hugues-Capet* y fut placé. Il étoit difficile que ce monarque songeât à la priver de son droit de suffrage avec le roi. L'histoire nous apprend au contraire que *Hugues-Capet* & ses successeurs ont profité avec sa-



gesse de ce droit respecté, pour recouvrer eux-mêmes les plus beaux droits & les plus grands domaines de la couronne, affoiblis, démembrés par des guerres, des usurpations ou des concessions.

La cour du roi étoit alors indifféremment qualifiée, *cour du roi, cour de France, cour royale; conseil, commun conseil, grand conseil, parlement; plein parlement*, suivant la nature des matieres ou l'appareil des séances. Ainsi le prouvent les ordonnances, les plus solennelles, & les arrêts les plus mémorables. Quelques historiens y joignent le nom de baronnage; *Saint-Louis* s'en servoit.

Depuis *Hugues-Capet* jusqu'à *Philippe de Valois*; l'usage commun pour la confection des loix étoit que le roi vint en son parlement, où la loi se rédigeoit en sa présence; quelquefois cependant le Parlement rédigeoit la loi en l'absence du roi, & le roi y consentoit; quelquefois encore le roi l'adressoit au parlement, pour y délibérer: *missa per regem, rege présente, rege consentiente*. Au temps de *Philippe de Valois*, l'usage a prévalu que les loix fussent adressées au parlement.

Or, il suffit de jeter un coup d'œil sur les anciens registres, pour se convaincre que le parlement, avant & durant le regne de *Philippe de Valois*, délibéroit librement sur les loix comme sur les procès, en la présence du roi aussi-bien qu'en son absence.

S'agissoit-il de régler les privileges des églises, l'état des serfs, les principes de la régale, les maximes des fiefs, le sort des juifs, la preuve

par témoins, les paiemens des rentes & des fermages ; le roi veut-il réprimer les duels , les blasphêmes, les exactions, tempérer les prétentions de la cour de Rome, établir des principes sur les élections , les promotions, les collations des prélatures, les dîmes, les amortissemens, les retraits lignagers, les bourgeoisies, les appels des pairies, les aubaines, les bâtardises, & sur le service des nobles durant la guerre ; veut-il fixer le prix & le cours des monnoies, les gages des officiers, confirmer les coutumes, abrégér les procès, rentrer dans ses domaines, révoquer des dons indiscrets & irréguliers, créer des capitaines dans les villes du royaume, affranchir les serfs de la couronne, accorder des privileges aux villes, aux églises, aux monastères, aux particuliers, défendre le transport à l'étranger des vins, des bleds, des autres marchandises ; veut-il, portant ses vues plus haut, réformer son royaume, promettre à la nation des tenues régulières de parlement, défendre les guerres privées, & redescendre ensuite dans les détails de la procédure & du commerce ; ces réglemens, ces établissemens, ces confirmations, ces privileges, ces révocations, ces défenses, ces réformes, ces promesses légales, toutes ces loix, enfin, sur toutes les matieres, depuis l'intérêt général du royaume jusqu'à celui du moindre citoyen, étoient, avant, le regne de *Philippe de Valois*, formées ou confirmées au parlement, le roi absent, le roi présent, par le commun consentement, la volonté, l'ordonnance, la délibération, la pleine, la diligente, la mûre délibération du parlement,

comme le porte le texte des loix elles-mêmes , ou celui des mandemens donnés par le roi pour leur exécution. La présence du roi étoit une présidence. Le roi *Jean* le déclare dans l'ordonnance rendue à Paris le 17 Décembre 1352, *pour défendre les guerres privées durant la guerre avec le roi d'Angleterre*. Nous les avons déjà défendues , dit ce prince , dans notre parlement , y présidant personnellement , *in parlamento nostro personaliter præfidentes* . . . & la nouvelle défense est elle-même donnée en parlement . . . *Datum Parisiis in parlamento nostro* . . . sans autre explication : preuve sensible que les mêmes termes indiquent , dans les anciennes loix , la présidence du roi , & non pas l'asservissement des suffrages , comme on voudroit aujourd'hui le persuader.

Sous *Philippe de Valois* , le roi se renfermant dans son conseil privé , & les loix n'étant plus données en parlement , mais adressées au parlement , le moment est venu d'en reconnoître les véritables droits. Si les anciennes délibérations n'étoient pas libres , si le parlement n'a pas eu droit de suffrage avec le roi , si le texte des loix n'offroit aux peuples que l'image trompeuse , & non la preuve , & non l'effet de ce droit précieux , le souverain , sans doute , prendra des précautions , afin que son absence ne nuise pas à son autorité ; il prévendra les conséquences naturelles des anciennes formules : ces formules décisives ne seront pas remplacées par de nouvelles expressions non moins précises , & les preuves qui cesseront de se trouver dans le corps de la loi ne reparoîtront

pas dans l'enrégistrement. Cet enrégistrement ne fera pas une confirmation raisonnée de la loi, mais une opération purement mécanique. Cependant que voit-on à la suite des loix envoyées par *Philippe de Valois* au parlement ? On y lit tantôt les mots suivans : *lues par la chambre, publiées par son ordre : . . . .* tantôt ceux-ci : *vues, lues & corrigées en parlement*. Il nous semble inutile d'en dire davantage. *Vues, lues & corrigées en parlement*. Votre parlement, sire, soumet ces termes à la justice de votre majesté.

C'est ainsi que les délibérations libres du parlement, le roi présent, ont fait place aux vérifications libres du parlement, le roi absent. Cette liberté des vérifications est devenue le droit public du royaume.

Elle a déplu dans tous les temps aux ambitieux ; mais aussi dans tous les temps elle a tiré une force nouvelle, un éclat plus vif des efforts employés pour l'affoiblir.

Les personnes dépravées qui dispoient de *Charles VI*, ont les premiers imaginé la transformation des séances royales en lits de justice, pour faire enrégistrer leurs volontés au lieu de celles du roi. Mais bientôt *Charles VI*, rendu à lui-même, venoit présider son parlement, les défavouer, & faire déchirer en sa présence, après une délibération régulière, des édits *bâtivement publiés* :

*Isabeau de Bavière* reconnoissoit les droits du parlement jusques dans les actes que sa haine pour

*Charles VII* lui disoit contre une compagnie fidele à son roi légitime :

Que seroit devenu *Charles VII* dauphin , si la liberté du parlement n'avoit pas fait partie de la constitution ?

Le fameux trait du premier président de la *Vaquerie* , à la tête du parlement , la réponse de *Louis XI* , la qualification donnée par ce prince aux membres du parlement , d'*officiers essentiels de la couronne* , sont assez connus :

*François Ier.* qui desiroit si ardemment l'enregistrement du concordat , ne vouloit pas que l'enregistrement portât les caracteres de la contrainte :

Le chancelier *Olivier* reconnoissoit , en présence du roi , au parlement , que le parlement étoit institué à l'image du sénat de Sparte , pour réfréner , ce furent les propres termes du chancelier , la puissance trop absolue des rois , & la licence populaire :

*Charles IX* faisoit dire au pape par son ambassadeur , que le concordat n'étoit pas une loi , parce qu'il n'avoit pas été librement vérifié :

Le chancelier de *l'Hospital* , au lit de la mort , a témoigné au premier président son repentir de n'avoir pas assez respecté le droit sacré de l'enregistrement :

Sous *Henri III* , les états-généraux ont réclamé la liberté de nos suffrages , & demandé que les modifications fussent publiées avec les édits , comme faisant partie intégrante de la loi :

Sous *Henri IV* , elle a sauvé la loi Salique des fureurs de la ligue :

Le cardinal *de Richelieu* , en avouant qu'il craignoit les épines des compagnies , rendoit hommage à leurs droits sans le vouloir :

*Louis XIV* , si jaloux de son pouvoir , sentit pourtant que le dixieme ne feroit pas perçu sans une vérification libre :

Votre auguste prédécesseur a reconnu lui-même , malgré tant de surprises , ce droit inviolable :

Et votre majesté ne croira pas pouvoir , au mépris de ces preuves , sans égard pour ces exemples , détruire d'un seul coup la constitution , en concentrant le parlement dans sa personne.

Ce qu'elle a fait , un régent voudroit le faire ; les conseillers de *Charles VI* l'ont essayé : on ne peut y penser sans frémir.

Il est vrai , sire , que votre parlement est le conseil de votre majesté ; mais il en est le conseil public , le conseil légal , non celui du cabinet.

Au conseil du cabinet , le roi admet , le roi éloigne qui bon lui semble :

Au conseil légal , le roi ne peut appeller ni exclure personne :

Au conseil du cabinet , le choix du prince n'est suivi ni d'examen , ni de serment , ni de réception délibérée ; au conseil légal , le caractère indélébile d'officier du souverain n'est imprimé que par une réception libre , précédée de l'examen & du serment :

Le conseil du cabinet a la confiance du roi ; le conseil public a la confiance du roi & de la loi :

Enfin , au conseil du cabinet , le roi rend l'arrêt.

Telles en font les formules. . . . *le roi étant en son conseil. . . . le roi en son conseil. . . . vu par sa majesté, le roi en son conseil. . . .* Au conseil public, le roi annonce l'arrêt. . . . *Louis, par la grace de Dieu. . . . Vu par la cour. . . . Notre-dite cour a ordonné & ordonne. . . .* Si votre majesté daigne réfléchir sur la différence de ces formules, aussi anciennes que les arrêts eux-mêmes, elle reconnoîtra que les unes font des signes certains de consultation, & les autres des preuves évidentes de délibération.

A Dieu ne plaise que ces principes portent jamais atteinte au pouvoir législatif de votre majesté. Le droit de vérifier les loix n'est pas celui de les faire ; mais si l'autorité qui fait la loi pouvoit encore suppléer ou gêner la vérification, celle-ci n'étant plus qu'une précaution dérisoire, ou qu'une vaine formalité, la volonté de l'homme pourroit remplacer la volonté publique, & l'état tomberoit sous la main du despotisme.

L'arrêté du 20 Mars 1766 a consacré d'avance toutes ces maximes, loin d'être en opposition avec elles. Cet arrêté maintiendra dans tous les temps l'autorité royale & la liberté publique, parce qu'il n'a point séparé les droits du trône de ceux des peuples, les devoirs des sujets du serment des rois, l'intérêt de la nation aux droits de son chef, de l'intérêt du chef aux droits de la nation, & l'exercice du pouvoir législatif dans la seule personne de votre majesté, du droit de vérification libre dans les mains du parlement, *vrai*

Puisqu'il existe des devoirs réciproques entre les rois & les sujets, que deviendrait cette vérité dans la pratique, si les rois, d'un seul mot, avoient le droit de resserrer les uns, & d'étendre les autres, au gré des circonstances ?

Votre garde des sceaux n'a cité qu'à demi l'arrêté du 20 Mars 1766, dénaturant ou supprimant les phrases décisives. Qu'il nous soit permis, sire, d'en porter nos plaintes aux pieds du trône. Nous devons également nous plaindre des reproches rassemblés à la séance, dans les discours du même magistrat. Il a trouvé *le caractère de requisition* dans la demande des états-généraux, tandis qu'elle est conçue dans les termes les plus respectueux ; il nous a reproché le *doute sur nos pouvoirs* en matière d'impôts, tandis que *Louis XIV* lui-même doutoit des siens, & que l'exercice de ces pouvoirs est un fait récent, qui n'est consacré par aucune loi donnée sur le consentement libre de la nation ; il a traité nos principes sur le droit des états-généraux, de *doctrine nouvelle, irréfléchie*, tandis qu'une foule de loix & des faits sans nombre attestent hautement, d'un siècle à l'autre, ce droit imprescriptible ; il a qualifié de concert dangereux la concorde indélibérée de toutes les cours qui, pénétrées des mêmes sentimens, ou frappées des mêmes coups, ont dû montrer une égale prévoyance ou le même courage ; enfin, il a présenté comme un effet possible de nos réclamations respectueuses, une fermentation que les loix seules pourroient cal-



mer, s'il arrivoit que l'exercice du pouvoir arbitraire la produisît.

Prévenue par ces inculpations, il n'est pas étonnant que votre majesté ait refusé à nos prières le retour du parlement de Bordeaux au lieu de ses séances. Mais à présent nous osons espérer que votre majesté, convaincue de nos vrais sentimens, exaucera nos vœux, & rendra cette compagnie aux peuples désolés de son ressort. La retenir à Libourne, c'est en priver toutes les provinces confiées à ses soins, & c'est enfreindre, à l'égard de la ville de Bordeaux, un article précis de ses capitulations. En opposant avec éloges notre enrégistrement des assemblées provinciales à l'arrêt du parlement de Bordeaux, contre la formation des mêmes assemblées dans son ressort avant l'envoi des réglemens, votre garde des sceaux se seroit-il flatté qu'un sentiment personnel nous fermeroit les yeux sur l'illégalité de cette formation, sur la clarté, sur la sagesse des remontrances envoyées par cette cour aux pieds du trône, & nous rendroit insensibles à la patience héroïque avec laquelle les magistrats confinés à Libourne, supportent leur disgrâce, s'en remettent aux loix, & s'enveloppent de leur vertu.

Après avoir montré à votre majesté les dangers qu'entraîneroit pour le roi & la nation l'enlèvement de nos minutes; après avoir prouvé le droit de suffrage du parlement avec le roi; repoussé les inculpations de votre garde des sceaux; rappelé à votre justice l'état du parlement de Bordeaux, il nous sera facile de justifier en peu de mots

l'usage des arrêtés sur les registres. Nous étendre sur cet article, ce seroit abuser des momens de votre majesté. Qu'elle nous permette, au moins, de lui représenter que cet usage immémorial est souvent le seul moyen de conserver, pour l'intérêt du roi lui-même, les vrais principes, & de concilier le zèle & le respect.

Il nous reste à supplier votre majesté de porter un regard attentif sur l'état de son royaume. Nous ignorons si les ennemis de la magistrature & du repos public auront pour quelque temps la triste gloire de triompher des loix ; mais nous osons répondre à votre majesté du courage & de la fidélité de leurs ministres.

Ce font là,

SIRE,

Les très-humbles & très-respectueuses remontrances qu'ont cru devoir présenter à votre majesté,

Vos très-humbles, très-obéissans, très-fideles & très-affectionnés serviteurs & sujets,

LES GENS TENANT VOTRE COUR DE PARLEMENT.

*A Paris, le 11 Avril 1788.*

Le parlement fut mandé le 17 à Versailles en corps de cour à l'occasion de ces remontrances, il trouva le roi entouré des princes de son sang & notamment de M. le duc d'Orléans & de ses ministres. Sa majesté après avoir entendu la lecture des remontrances répondit ainsi :



# RÉPONSE

D U R O I ,

Du 17 Avril 1788.

*Aux REMONTRANCES du parlement , sur la séance  
du 19 Novembre 1787.*

J'AI lu vos remontrances , & j'ai voulu y répondre avec une telle authenticité , que vous ne puissiez pas douter de mes intentions , ni vous permettre de vous en écarter.

Il étoit superflu de me parler de la loi de l'enregistrement & de la liberté des suffrages.

Lorsque je viens tenir mon parlement , c'est pour entendre la discussion de la loi que j'y apporte , & me déterminer sur l'enregistrement avec plus de connoissance de cause.

C'est ce que j'ai fait le 19 Novembre dernier : j'ai entendu tous les avis.

Il n'est nécessaire de les résumer , que lorsque je n'assiste pas à vos délibérations.

La pluralité peut seule alors me faire connoître le résultat de vos opinions.

Lorsque je suis présent , j'en juge par moi-même.

Si la pluralité , dans mes cours , forçoit ma vo-

lonté, la monarchie ne seroit plus qu'une aristocratie de magistrats, aussi contraire aux droits & aux intérêts de la nation qu'à ceux de la souveraineté.

Ce seroit en effet une étrange constitution, que celle qui réduiroit la volonté du roi à la valeur de l'opinion d'un de ses officiers.

Et qui assujettiroit le législateur à avoir autant de volontés qu'il y auroit de délibérations, différentes dans les diverses cours de justice de son royaume.

Je dois garantir la nation d'un pareil malheur.

Tout a été légal dans la séance du 19 Novembre.

La délibération a été complète, parce que toutes les opinions ont été entendues.

Les avis n'ont pas été recomptés, parce que j'étois présent.

La pluralité ne doit pas être formée, lorsqu'elle ne doit pas prévaloir.

Il y a eu arrêt, parce que toutes les fois que je tiens mon parlement pour un objet d'administration ou de législation, il n'y a d'arrêt que celui que j'ordonne de prononcer.

J'ai donc dû réprouver votre arrêté, & je vous défends d'en prendre de pareils à l'avenir.

C'est épurer, & non pas altérer vos registres, que d'en retrancher une erreur, que je veux bien n'attribuer qu'à un moment de surprise & d'illusion.

De combien de loix utiles, qui font journellement la regle de vos jugemens, la France n'est-elle pas redevable à l'autorité de ses rois qui les

ont fait enrégistrer , non-seulement sans égard à la pluralité des suffrages , mais contre cette pluralité même & malgré la résistance des parlemens !

Ces principes doivent être la regle de votre conduite.

Je ne souffrirai jamais qu'il y soit donné la plus légère atteinte.



Le parlement s'assembla le lendemain 18 , au sujet de cette réponse ; il prit l'arrêté suivant , sur la proposition , & conformément à l'avis de M. le duc de Praslin.

» La cour , toutes les chambres assemblées ,  
 » délibérant sur différens motifs énoncés dans la  
 » réponse du roi du jour d'hier , a remis l'assem-  
 » blée au Mardi 22 de ce mois , avec invita-  
 » tion des messieurs les princes & pairs de France.  
 » A arrêté en outre que le greffier en chef du  
 » parlement se transportera auprès de M. le duc  
 » d'Orléans pour le féliciter sur son heureux  
 » retour. »

Le duc d'Orléans étoit en effet de retour à Paris dès la veille ; il avoit été reçu avec acclamation , la joie du public s'étoit manifestée par un grand concours au palais royal ; & une quantité innombrable de fusées avoit été tirée dans le jardin durant toute la nuit.

On répandit que ce prince étoit entré avant l'audience donnée au parlement en corps & que le roi lui avoit dit : *mon cousin , oublions le passé , qu'il n'en soit plus question entre nous ; vous connoissez ma sollicitude pour mes peuples , & com-*

*bien leur intérêt m'est cher ; j'espère que vous êtes animé des mêmes sentimens & que vous chercherez à me le prouver dans toutes les occasions.*

On débata en même temps que la détention des deux magistrats du parlement avoit cessé , que M. *Freteau* avoit été exilé dans une de ses terres en Picardie , & que M. *Sabatier* avoit été exilé à Arles en Provence.

Le Mardi 22 , l'assemblée des chambres eut lieu ; il ne s'y trouva aucun prince du sang , les pairs n'y furent qu'au nombre de 11. On y arrêta de nouvelles remontrances fut la réponse du 17 Avril ; des commissaires furent nommés pour les rédiger , & il fut dit qu'ils rendroient compte de leur travail à la cour le 27.



*Nota.* Nous sommes à l'époque où la révolution dans la magistrature alloit éclater ; les commandans des provinces & des villes avoient eu ordre de se trouver le 3 Mai au siege de leurs commandemens ; un bruit se répandoit que les cours souveraines alloient éprouver de grands changemens dans leur existence ; l'imprimerie royale à Versailles travailloit avec une hâte extraordinaire , & toutes les précautions étoient prises pour que ce qui s'imprimoit ne transpirât point. On prétend que M. *d'Epremesnil* , l'un des commissaires pour la rédaction des remontrances , eut l'art de se procurer la connoissance de tous les projets ; on ne s'accorde pas

pas sur le moyen dont il usa, on a débité dans le public qu'il étoit parvenu à corrompre à prix d'argent un des ouvriers de l'imprimerie royale, & que celui-ci lui avoit fait passer dans une boule de terre glaise des épreuves des loix projetées. Cette explication étoit nécessaire pour faire connoître la raison qui a porté à insérer dans les remontrances qu'on va lire plusieurs passages qui semblent répondre à quelques parties des discours que M. le garde des sceaux prononça au lit de justice du 8 Mai suivant.

Les chambres au lieu de s'assembler le 27, pour entendre le résultat du travail des commissaires, ne s'assemblerent pour cet objet que le 30, & elles arrêterent les remontrances suivantes, qui furent présentées au roi le 4 Mai, & auxquelles sa majesté ne donna point de réponse.



## REMONTRANCES

### DU PARLEMENT,

*Sur la réponse du Roi du 17 Avril.*

SIRE,

» La réponse de votre majesté, du 17 Avril ;  
est affligeante ; mais le courage de votre parlement  
n'en est point abattu. L'excès du despotisme étoit

l'unique ressource des ennemis de la nation & de la vérité : ils n'ont point craint de l'employer. Leurs succès sont le présage des plus grands maux ; les prévenir, s'il est possible, sera , jusqu'au dernier moment, l'objet du zèle de votre parlement : par son silence il trahiroit les plus chers intérêts de votre majesté , en livrant le royaume à toutes les invasions du pouvoir arbitraire. Telle en effet seroit la conséquence des maximes surprises à votre majesté , si vos ministres les faisoient prévaloir : nos rois ne seroient plus des monarques , mais des despotes ; ils ne regneroient plus par la loi , mais par la force , sur des esclaves substitués à des sujets. »

» La marche des ministres ambitieux est toujours la même : étendre leur pouvoir sous le nom du roi , voilà leur but : calomnier la magistrature , voilà leurs moyens. Fidéles à cette ancienne & funeste méthode , ils nous imputent le projet insensé d'établir dans le royaume une aristocratie de magistrats. Mais quels momens ont-ils choisi pour cette imputation ? Celui où votre parlement, éclairé par les faits , & revenant sur ses pas , prouve qu'il est plus attaché aux droits de la nation qu'à ses propres exemples. »

» La constitution françoise paroissoit oubliée : on traitoit de chimere l'assemblée des états-généraux. *Richelieu* & ses cruautés , *Louis XIV* & sa gloire , la régence & ses désordres , les ministres du feu roi & leur insensibilité , sembloient avoir pour jamais effacé des esprits & des cœurs jusqu'au nom de la nation. Tous les états par où



passent les peuples pour arriver à l'abandon d'eux-mêmes, terreur, enthousiasme, corruption, indifférence, les ministres n'avoient rien négligé pour y faire tomber la nation Française. Mais il restoit le parlement; on le croyoit frappé d'une léthargie en apparence universelle, on se trompoit. Averti tout-à-coup de l'état des finances, forcé de s'expliquer sur deux édits désastreux, il s'inquiète, il cesse de se faire illusion, il juge de l'avenir par le passé; il ne voit pour la nation qu'une ressource, la nation elle-même. Bientôt après de mûres & sages réflexions, il se décide, il donne à l'univers l'exemple inoui d'un corps antique, d'un corps accrédité, tenant aux racines de l'état, qui remet de lui-même à ses concitoyens un grand pouvoir dont il usoit pour eux depuis un siècle, mais sans leur consentement exprès. Un prompt succès répond à son courage; le 16 Juillet 1787, il exprime son vœu pour les états-généraux; le 19 Septembre, il déclare lui-même sa propre incompetence; le 19 Novembre, votre majesté annonce elle-même les états-généraux; le surlendemain elle les promet, & en fixe la tenue; sa parole est sacrée. »

» Qu'on trouve sur la terre, qu'on cherche dans l'histoire un seul empire où le roi & la nation aient fait paisiblement d'aussi grands pas en aussi peu de temps, le roi vers la justice, & la nation vers la liberté. Les états-généraux seront donc assemblés! Les états-généraux rentreront dans leurs droits! »

» Nous pouvons, sire, le demander à vos ministres : à qui le roi doit-il ce grand dessein? À qui la nation doit-elle ce grand bienfait? Et vos

ministres osent nous accuser auprès des peuples , auprès de votre majesté , d'aspirer au pouvoir aristocratique ! On n'avoit pas songé à nous faire ce reproche en 1697 , quand votre parlement enrégistroit la capitation ; en 1710 , quand il enrégistroit le dixieme ; depuis 1710 jusqu'en 1782 , quand il en consentoit la prorogation , ou même l'accroissement , par le moyen d'un troisieme vingtieme. Quel est donc ce nouveau zele ? Les ministres ne doutent pas de nos pouvoirs ; les ministres rendent justice à nos bonnes intentions , tant qu'ils espèrent abuser de nos suffrages pour accabler la nation d'emprunts ou d'impôts ; & ils ne voient plus en nous que d'ambitieux aristocrates , quand nous refusons de favoriser ou de partager leur despotisme. »

» Non , sire , point d'aristocratie en France ; mais aussi point de despotisme. Telle est la constitution , tel est le vœu de votre parlement , & l'intérêt de votre majesté. »

» Qu'on admette un moment les maximes surprises à votre majesté , que sa seule volonté fasse l'arrêt en matiere d'administration ou de législation , & que les conséquences éclairent enfin sur le principe. »

» L'héritier de la couronne est nommé par la loi ; la nation a ses droits ; la pairie a les siens ; la magistrature est inamovible ; chaque province a ses coutumes , ses capitulations ; chaque sujet a ses juges naturels ; tout citoyen a ses propriétés ; s'il est pauvre , il a du moins sa liberté. »

» Or , nous osons demander quels sont les droits , quelles sont les loix qui pourroient résister à la

prétention annoncée par vos ministres sous le nom de votre majesté ? »

» Sa seule volonté *fera l'arrêt en matière de législation* ; elle pourra donc , par une loi , disposer de la couronne , choisir son héritier , céder ses provinces , priver les états-généraux du droit d'accorder les subsides , dénaturer la pairie , rendre la magistrature amovible , changer les coutumes , intervertir l'ordre des tribunaux , s'investir elle-même du droit de juger seule , ou de choisir les juges en matière civile ou criminelle , se déclarer enfin copropriétaire du bien de ses sujets , & maîtresse de leur liberté. »

» L'administration embrasse les emprunts & les impôts , *la volonté du roi fera l'arrêt*. Le roi pourra donc augmenter à son gré les emprunts & les impôts. »

» S'il plaisoit au roi trompé de supprimer , & sur le champ de récréer les cours souveraines de son royaume , pour les borner à rendre la justice ; s'il lui plaisoit de transplanter , d'une province à l'autre , des citoyens , des magistrats , des familles , des compagnies entières ; s'il lui plaisoit d'élever sur les ruines de l'ancienne magistrature un corps unique , qui fût un simulacre de liberté , mais en effet un instrument de servitude ; s'il lui plaisoit , par l'effet d'une surprise encore plus funeste , de laisser les ministres semer la division parmi les magistrats , les opposer les uns aux autres , les placer entre l'opprobre & la disgrâce ; choisir dans le parlement ceux qui perdroient , ceux qui conserveroient le droit de vérification , il faudroit donc

quitter son domicile , renoncer à son pays , se dépouiller de ses affections , s'arracher à ses confreres , violer son serment , trahir l'état , & s'exposer au déshonneur , ou se livrer au despotisme ? & tout cela sur un seul mot de la bouche du roi. »

» Dira-t-on que le roi n'abusera jamais du droit qu'on lui suppose ? qu'il sera toujours juste ? que ses loix & ses arrêts respecteront toujours les droits de tous , depuis son fils aîné jusqu'au dernier de ses sujets. »

» Votre parlement , sire , sera forcé de répondre que la supposition est impossible , que les rois sont hommes ; qu'il n'est point d'hommes infailibles ; & c'est précisément parce qu'il n'est pas donné aux rois d'être toujours en garde contre l'erreur ou la séduction ; c'est pour ne pas abandonner la nation aux malheureux effets des volontés surprises , que la constitution exige , en matière des loix , la vérification des cours ; en matière de subsides , l'octroi préalable des états-généraux , pour être sûr que la volonté du roi sera conforme à la justice , & ses demandes , aux besoins de l'état. »

» Le droit d'accorder librement les subsides ne fait pas des états-généraux une aristocratie de citoyens ; le droit de vérifier librement les loix ne fait pas des parlemens une aristocratie de magistrats. On est gouverné par des aristocrates ; mais votre parlement n'aspire point à gouverner. Dans ses jugemens il est soumis aux loix ; sa volonté n'est rien ; il prononce , mais la loi a dé-

cidé. Nous faisons gloire d'en convenir , & nous aimons à retrouver dans les mémoires de nos concitoyens cette phrase usitée : *la cour ne peut se dispenser de rendre tel arrêt.* Ils ont raison ; cette phrase , qui rend hommage à la justice de votre parlement , lui rappelle ses devoirs : *la cour ne peut se dispenser de juger selon la loi.* La cour ne peut se dispenser suivant la loi, la cour ne peut se dispenser de résister avec respect suivant la loi : s'ensuit-il cependant que votre parlement prétende réduire la volonté du roi à la valeur de l'opinion d'un de ses officiers ? »

» Non, sire, il est aux pieds du trône pour l'appuyer & l'éclairer ; cette place suffit à son ambition : ses droits , même les plus certains , il ne fait que les exprimer en termes très-respectueux ; mais le respect n'est pas incompatible avec la liberté. »

» Sagit-il d'un procès ? le roi n'a point de volonté , la loi est faite , elle doit décider , elle est le premier juge. Votre auguste prédécesseur l'a reconnu dans l'affaire de Bretagne : la plupart des témoins de son avis siegent encore au parlement & dans vos conseils. . . . On affecte , il est vrai , de répandre la maxime contraire : on prétend que les biens , la vie , la liberté , l'honneur des citoyens , sont dans la main du roi. *Présent* , dit-on , *il fait l'arrêt : absent , il peut le changer.* . . . La servitude elle-même ne tiendrait pas un langage plus vil. Mais du moins vos ministres n'ont pas encore poussé les choses jusques-là. »

» S'agit-il d'un subside ? c'est à la nation de l'ac-

corder. La liberté des états-généraux n'a pas encore fait la matiere d'un doute. »

» S'agit-il d'une loi ? c'est aux cours à la vérifier : mais le droit de vérifier les loix n'étant pas celui de les faire les cours ne peuvent ni forcer, ni suppléer la volonté du roi. Votre parlement, sire , l'a déjà protesté , & le répétera aussi souvent que vos ministres tâcheront d'obscurcir cette vérité. »

» Au reste , dans leur propre systême , la pluralité n'a pas même été connue à votre majesté , le jour de sa séance. Il est inconcevable que les ministres distinguent le résultat des opinions , de la pluralité ; comme si la pluralité n'étoit pas ce résultat , & qu'ils veuillent persuader à votre majesté que pour avoir entendu des opinions isolées , elle a pu juger par elle-même du résultat qu'auroient donné les opinions recueillies ; comme s'ils ignoroient que les premiers opinans sont quelquefois ramenés par les derniers. »

» S'il étoit arrivé que votre parlement eût refusé des loix utiles , il faudroit plaindre l'humanité , sans rendre le roi despote , sans détruire la constitution , sans établir la servitude , *par le systême de la seule volonté.* »

» Mais est-il vrai que votre parlement ait à se reprocher des refus de cette espece ? Il ose le demander quelles sont les loix utiles qui font la règle de ses jugemens , & dont la France est redevable à l'autorité absolue de ses rois. »

» Ce n'est pas le concordat. Le parlement en a différé , il est vrai , la publication ; mais toute la France pensoit comme lui. Votre majesté n'ignore

pas que cette loi faisoit gémir également l'église & l'état. »

» Ce n'est pas l'ordonnance de Moulins. Le parlement a combattu non pas la loi, mais l'article deuxième de cette loi, lequel portoit atteinte au droit sacré de l'enrégistrement. Article déplorable, le premier de son genre, & le sujet du repentir de *L'hôpital* mourant. »

» Ce n'est pas l'ordonnance de 1629, vulgairement appelée le *code Michault*. L'article 153<sup>e</sup>. offroit le même vice que le 2<sup>e</sup>. article de celle de Moulins. Le *code Michault*, enrégistré en lit de justice, n'a pas eu d'exécution. »

» Ce n'est pas l'ordonnance de 1667. On peut dire au contraire qu'elle fut en partie l'ouvrage du parlement. Ses députés l'ont concertée avec les commissaires du conseil. Ceux-ci soumettoient les articles au roi, les députés en rendoient compte à leurs chambres respectives. On rapportoit aux conférences les intentions du roi & les réflexions des chambres. »

» L'ordonnance fut ainsi rédigée. Cette loi étoit utile ; mais le titre premier, qui détruisoit le droit de vérification, étoit inadmissible. *Louis XIV* crut avoir besoin d'un lit de justice ; c'étoit sans doute le moyen de compromettre l'exécution de l'ordonnance : voici l'événement. Le parlement eut le courage de ne pas reconnoître le premier titre, & la sagesse de consacrer par ses arrêts le surplus de l'ordonnance. »

» Lui seroit-il permis d'opposer à son tour aux ennemis du droit de vérification la foule de loix

fâcheuses dues aux lits de justice ? Sans remonter plus haut que la régence , si depuis cette époque nos loix , nos mœurs , la fortune publique , tous les états , toutes les compagnies , la plupart des familles , ont éprouvé tant de secousses , ne sont-ce pas les tristes fruits du pouvoir arbitraire , manifesté par des lits de justice ? Si les rois n'ont fait qu'augmenter les dépenses , n'est-ce pas par un effet de la sécurité que les lits de justice inspirent aux ministres ? Si l'économie a pris sérieusement la place de la prodigalité , n'est-ce pas au moment où les ministres ont cessé de compter sur la même facilité ? Le regne du feu roi ( pourquoi le tairions-nous ? au défaut du parlement l'histoire l'observeroit , ) ce regne marqué par tant de lits de justice , l'est aussi par l'excès des impôts des emprunts & des profusions. »

» En vain pour justifier le despotisme on affecte de craindre pour le législateur : *il y aura donc autant de volontés que de cours dans son royaume. . . .* Telle est l'objection de vos ministres. »

» La réponse est dans l'histoire , la réponse est dans les loix. Un serment général , celui du sacre , lie à toute la France son souverain : mais le roi ne regne pas sur toutes les provinces au même titre. En Normandie , en Bretagne , en Guienne , en Languedoc , en Provence , en Dauphiné , en Alsace , en Bourgogne , en Franche-Comté , dans les Pays conquis , dans les Pays unis , différentes conditions reglent l'obéissance. En Béarn , le premier article de la coutume est un serment du roi d'en respecter les privilèges. Ce serment est re-



renouvelé à chaque regne par le roi en personne , aux députés des états de cette province ; après quoi la province prête le sien. »

» Vous l'avez , sire , renouvelé vous-même ; la volonté du roi , pour être juste , doit donc varier suivant les provinces. Ce ne sont point les cours qui l'enchaînent , mais les principes : chaînes heureuses , qui rendent plus solide le pouvoir légitime ! »

» Chaque province a demandé un parlement pour la défense de ses droits particuliers : ces droits ne sont pas des chimères ; ces parlemens ne sont pas de vaines institutions : autrement , le roi pourroit dire à la Bretagne , je vous ôte vos états ; à la Guienne , j'abroge vos capitulations ; aux peuples du Béarn , je n'entends plus vous prêter de serment ; à la nation entière , je veux changer celui du sacre ; à toutes les provinces , vos libertés sont des chaînes pour le législateur : vos parlemens l'obligent à varier ses volontés , j'abolis vos libertés , je détruis vos parlemens. . . . Il est certain qu'alors la volonté du roi pourroit être uniforme. »

» Mais , sire , ah ! qu'il soit permis à votre parlement d'en concevoir quelques alarmes ! Seroit-il juste , seroit-il prudent , seroit-il enfin possible que vos ministres eussent formé de tels projets ? Ce n'est ni l'intention , ni l'intérêt de votre majesté. »

» Pour votre parlement , ses principes , ou plutôt , sire , ceux de l'état , qui lui sont confiés , sont immuables ; il n'est pas en son pouvoir de changer de conduite. Quelquefois les magistrats sont appelés à s'immoler pour les loix : mais telle

est leur honorable & périlleuse condition, qu'ils doivent cesser d'être, avant que la nation cesse d'être libre. »

Ce sont là les très-humbles & très-respectueuses remontrances qu'ont cru devoir présenter à votre majesté.

S I R E,

Vos très-humbles, très-obéissans & très-fideles, très-affectionnés serviteurs & sujets.

LES GENS TENANT VOTRE COUR DE  
PARLEMENT DE PARIS.

La veille du jour où sa majesté reçut ces remontrances, c'est-à-dire, le 3 Mai, le parlement de Paris avoit pris un arrêté tendant à protester contre les innovations qu'il prévoyoit. Cet arrêté ayant plus directement rapport à la révolution du 8 Mai, ne sera rapporté qu'à l'article de cette révolution. Il vint à la connoissance des ministres en même temps que les remontrances qu'on vient de lire, & ils se persuaderent que M. d'Epremeville avoit été l'instigateur de ces démarches.

D'un autre côté M. *Goëflard de Monsabert*, conseiller de la troisième chambre des enquêtes, avoit dénoncé, le 29 Avril, au parlement des vérifications opérées par des contrôleurs des vingtièmes dans le Poitou, lesquels tendoient à accroître la masse des vingtièmes, en se fondant sur les expressions de l'édit du mois de Septembre. Ce récit se trouve à l'article de la prorogation du 2e. vingtième pendant les années 1791 & 1792.

Le ministère se détermina à lancer des lettres de

cachet contre ces deux magistrats , & soit qu'ils eussent été prévenus ou non , ils furent d'abord en éluder l'effet.

Des officiers de la prévôté de l'hôtel se présentèrent dans la nuit du 4 au 5 , à leurs hôtels respectifs pour les arrêter. Tandis que les gardes frapportoient à la porte de la rue , chez M. d'*Epremesnil* , il escalada le mur mitoyen , & se jeta dans la maison voisine , à l'aide de M. le Blanc de *Varennes* , procureur au parlement , qui l'habite. L'évasion étant opérée , la porte de l'hôtel qu'on avoit tenue fermée jusqu'alors , s'ouvre brusquement , la voiture part avec vivacité. Les gardes croyent qu'elle renferme M. d'*Epremesnil* , ils l'entourent , ils l'arrêtent , ils n'y trouvent que M. d'*Epremesnil* le fils & son précepteur. Ils se replient à faire dans l'hôtel les plus exactes perquisitions , mais inutilement.

M. *Goislard de Monsabert* ne fut pas moins heureux : averti par M. d'*Epremesnil* le fils , il saute par une fenêtre basse sur le derrière de sa maison. M. d'*Epremesnil* le fils le suit ; ils rencontrent la voiture d'un médecin nommé *Thierry* ; ils demandent à y prendre place , & ils se rendent au palais où M. d'*Epremesnil* étoit déjà arrivé ; ces deux magistrats firent prévenir de l'événement M. le premier président , qui convoqua sur le champ les chambres & les pairs.

Les magistrats & les pairs même s'empressèrent de se rendre au palais à 5 heures du matin ; l'assemblée étoit complète , elle étoit garnie de 14 pairs , savoir , le duc de *Rheims* , comte de

Châlons, duc d'Uzès, de Luynes, de Piney, de Gèvres, de Noailles, d'Aumont, de St. Cloud, de Fitz-James, de Brancas, de Praslin, de Choiseul, de la Rochefoucault, de Coigny.

M. le duc de Luynes fut le seul qui arriva tardivement, il étoit tourmenté d'un accès de goutte & il ne put se rendre à la grand'chambre que le soir MM. Dépremesnil & de Monsabert, ayant rendu compte de la manière dont ils s'étoient soustraits à la violence qu'on vouloit exercer sur eux, il fut pris sur le champ l'arrêté suivant.





# ARRÊTÉ

DU 5 MAI.

**L**A cour délibérant sur le récit fait par MM. *Duval & Goëflard*, des mesures prises la nuit dernière, pour les enlever de leurs maisons.

Considérant que les ministres loin d'être ramenés aux principes de la monarchie par les démarches de la cour, toujours légales & toujours respectueuses envers le roi, ne s'occupent au contraire qu'à déployer toutes les ressources du despotisme, qu'ils s'efforcent de substituer aux loix.

Que les ministres viennent encore d'attenter à la liberté de deux magistrats de la cour, dont tout le crime est d'avoir uni leur zèle à celui de la compagnie, pour défendre les droits les plus sacrés de la nation.

Considérant, en outre, que les ordres particuliers qui violent l'asyle des citoyens, & les mettent dans l'impuissance de recourir aux loix, en ne tendant pas à remettre sans délai les personnes arrêtées entre les mains des juges compétens, n'obligent pas légalement les citoyens.

*A mis & met MM. Duval & Goëflard, & tous autres magistrats & citoyens, sous la sauve-garde du roi & de la loi.*

*Et cependant a arrêté que M. le premier président se transportera sur le champ à Versailles avec MM. les présidens Lefevre & Bochart, MM. d'Amécourt, Robert, Amelot & Barbier, à l'effet de représenter au roi l'effet des malheurs qui menacent la nation, & le supplier d'écouter dans sa sagesse d'autres conseils que ceux qui sont prêts d'entraîner l'autorité légitime & la liberté publique dans un abyme, dont il deviendrait peut-être impossible au zèle des magistrats de les retirer.*

*A arrêté en outre que la cour attendra, sans déplacer, le retour de M. le premier président. & de MM. les députés de la cour, & qu'expédition du présent arrêté sera délivrée à MM. Duval, d'Epremesnil & Goëflard de Monsabert.*

Les députés partirent à l'instant pour Versailles.

Vers les onze heures du soir, des gardes françaises au nombre d'environ 900, s'emparèrent des avenues du palais & même des portes intérieures ; & dès-lors il ne fut permis à personne de sortir. Nombre de curieux qui se trouvoient répandus dans la grand'salle & dans les chambres du palais, se virent investis sans pouvoir se retirer, ni même sortir d'un lieu pour aller dans un autre, ce qui en jeta beaucoup dans l'embarras ; la plupart n'avoient pas soupé, & avoient pris peu de nourriture dans la journée à cause de l'agitation. On vit un chevalier de St. Louis, pressé par la faim, arrêter un maçon qui avoit un morceau de pain dans son sac & le lui demander. Celui-ci déconcerté de la demande, & ne répondant pas assez

assez vite, se vit enlever son sac de force ; il ne put revenir de son étonnement lorsqu'il vit le militaire décoré en retirer le pain, le porter avec précipitation à la bouche, & lui rendre le sac avec 24 sous.

Une femme d'un autre côté remplissoit l'air de ses cris ; elle avoit laissé chez elle trois enfans dont elle allaitoit le plus jeune, & ils étoient sans nourriture.

Les consignes étoient si rigoureuses, que la porte qui conduit du parquet à la grand'chambre étoit gardée, & conséquemment la communication étoit interdite entre la cour & les gens du roi ; cet état des choses ne dura pas long-temps à leur égard, la communication ayant été bientôt rétablie, sur les représentations des gens du roi, la cour voulut délibérer sur cet événement ; mais la grand'chambre se trouvant remplie d'étrangers qui s'étoient introduits au moment où la députation étoit sortie, on agita la question de savoir si la cour pouvoit délibérer en leur présence ; on observa que la règle s'y opposoit, & on conclut que malgré le péril imminent, il étoit impossible de ne pas s'y conformer. Quelqu'un s'étant aperçu que la petite porte de la grand'chambre qui conduit à la buvette n'étoit pas gardée, on invita les étrangers, qui étoient pour la plupart des parens ou amis des ducs & pairs, ou des magistrats, de sortir par cette porte, ce qu'ils firent, & ils se réfugièrent à la chambre St. Louis, où ils furent obligés de passer la nuit. Un instant après les gardes s'emparent encore de cette petite porte & dès

ce moment les pairs , présidens ou autres membres de la cour ne furent plus libres de se rendre de la chambre à la buvette , même pour les besoins les plus pressans , sans être escortés par deux fusiliers.

On se préparoit à délibérer , lorsque le marquis d'*Agoult* , capitaine des gardes françoises , & qui commandoit le détachement , frappa à la porte du côté du greffe ; la cour ordonna à un des huissiers d'ouvrir.

Le marquis d'*Agoult* demanda à parler en particulier & de la part du roi au président de *Gourgues* qui présidoit en l'absence de M. le premier président qui n'étoit pas encore revenu de Versailles.

Le président de *Gourgues* s'étant rendu à la porte , le marquis d'*Agoult* lui dit qu'il étoit chargé d'ordres du roi & qu'il demandoit à entrer. Le président retourna à sa place & rendit compte de cette demande à la cour , qui fit dire au marquis d'*Agoult* , » que l'usage étoit que les porteurs d'ordres du roi se retirassent au parquet » des gens du roi , pour se faire annoncer par eux , » & il s'y conforma.

M. le procureur-général vint annoncer à la cour , qu'un officier porteur d'ordres du roi demandoit à entrer. Le président répondit : *faites entrer.*

Le marquis d'*Agoult* fut introduit , & comme on ignoroit la nature des ordres dont il étoit porteur & qu'on les présuinoit adressés à la cour & non à lui-même , le président le fit asseoir , suivant l'u-



sage , entre les deux derniers conseillers , à la place où se met le grand maître des cérémonies ; le marquis d'Agout fit alors la lecture de l'ordre ; il étoit ainsi conçu :

» J'ordonne au sieur d'Agout , capitaine de mes  
 » gardes françoises , de se rendre au palais à la  
 » tête de six compagnies , & d'arrêter dans la  
 » grand'chambre de mon parlement , ou par tout  
 » ailleurs , M. Duval d'Epremesnil & M. Goeflard  
 » de Monsabert ; sur ce je prie Dieu qu'il vous ait  
 » en sa sainte & digne garde. » Signé LOUIS.

Plus bas par le roi , le baron de Breteuil. Vers  
 failles , ce 5 Mai 1788.

La lecture faite , M. le président dit qu'on alloit délibérer suivant l'usage ; M. d'Agout répliqua :  
 » MM. je ne connois point vos formes ; il m'est  
 » ordonné d'arrêter dans la grand'chambre MM. d'E-  
 » premesnil & de Monsabert ; ainsi vous voudrez  
 » bien me les indiquer , car je ne les con-  
 » nois pas. »

M. le duc de Luynes lui adressa la parole ; M. l'officier , lui dit-il , j'observe que vous n'êtes pas dans un état décent pour exécuter les ordres du roi , vous n'êtes pas revêtu de votre hausse-col ; M. d'Agout s'excusa sur ce qu'ayant mis son grand uniforme avec précipitation , il l'avoit oublié ; il le trouva dans sa poche , & le mit. Il pria ensuite que les deux conseillers se fissent connoître , sinon il alloit faire entrer sa troupe. On lui répliqua , faites entrer. Il continua à insister sur ce qu'on lui fit connoître les deux magistrats. M. le duc de Praslin lui dit alors. Monsieur , lorsqu'on se charge

d'ordres, il faut les prendre assez clairs pour n'être pas embarrassé dans leur exécution. Vous n'avez pas sans doute imaginé que nous livrerions deux membres de la cour. Si vous ne les connoissez pas, ce ne sera pas nous qui vous les ferons connoître. M. d'Agoult proposa à M. le président de signer le refus de lui remettre les magistrats : le président ne lui répondit rien, mais le duc de Luxembourg lui dit : » La cour ne s'oppose point à l'exécution des ordres du roi, mais dites que vous n'êtes pas en état de les exécuter. » M. d'Agoult déclara alors qu'il alloit se retirer pour en rendre compte à son chef.

Il étoit deux heures & demi du matin lorsque le marquis d'Agoult se retira. Demie heure après, c'est-à-dire, vers les trois heures, M. le premier président arriva de Versailles avec les députés; il rendit compte à la cour du résultat de la députation, en ces termes : » Nous nous sommes rendus chez M. le garde des sceaux, où on nous a dit qu'il étoit avec le roi; alors nous sommes allés chez l'archevêque de Sens, qui étoit aussi avec le roi, mais ayant été averti de notre arrivée, il nous a fait dire qu'il ne tarderoit pas à revenir. Il est revenu effectivement quelque temps après; il nous a dit que M. le garde des sceaux nous apporteroit vers les onze heures la réponse du roi. Après une demie-heure d'entretien, nous nous sommes rendus, à dix heures & demi, chez M. le garde des sceaux, qui a dit qu'il attendoit la réponse du roi, laquelle n'est arrivée qu'à minuit. Elle portoit : que le roi ne recevrait point la députation, attendu qu'on ne l'a-

voit pas prévenu , par le ministère des gens du roi , en la forme ordinaire. *M. le garde des sceaux s'est contenté de lire cette réponse , & n'a pas voulu la donner par écrit.* » M. le premier président ajouta , » que l'heure » n'avoit pas permis de faire d'autres démarches.

M. le président de *Gourgues* de son côté rendit compte à M. le premier président de ce qui s'étoit passé pendant son absence.

On mit en délibération ce qu'il convenoit de faire sur le récit de M. le premier président : il fut arrêté que les gens du roi se retireroient sur les *champs* vers le seigneur roi , à l'effet de savoir les jour & heure auxquels il plairoit à sa majesté de recevoir les supplications de son parlement, & que la cour attendroit en silence & sans déplacer , le retour & les événemens.

Les gens du roi mandés , ayant reçu les ordres de la cour, de la bouche de M. le premier président, se disposèrent à partir ; mais ils se trouverent consignés dans le parquet & ne purent en sortir. M. le procureur-général fut obligé d'écrire à M. le maréchal de *Biron*, colonel des gardes françoises, & lui manda : qu'il avoit ordre de se rendre à *Versailles*, & qu'il étoit nécessaire que la liberté de sortir du parquet ne lui fût pas refusée. Le maréchal de *Biron* envoya la lettre du procureur-général, au baron de *Breteuil*, ministre & secrétaire d'état au département de Paris , qui répondit qu'il alloit la mettre sous les yeux du roi , pour savoir ses intentions. Ces délais empêcherent les gens du roi de remplir leur mission. La consigne de ne laisser sortir personne étoit toujours si

rigoureusement observée , que M. l'archevêque de Paris s'étant retiré dans un lieu écarté pour dire son breviaire , se vit toujours escorté par des fusiliers. M. le duc de *Luynes* , dont la goutte fut irritée parce qu'il avoit passé la nuit , ne put sortir qu'après avoir exposé sa situation à M. d'*Agoult*.

Vers les neuf heures du matin , il fut remis à chacun des pairs des lettres de cachet , datées de la veille , portant défenses de se rendre au parlement quand même ils y auroient été invités. Ils se concerterent d'abord , & ils observerent entr'eux , qu'il y avoit impossibilité d'obéir aux ordres du roi , qui leur avoient été signifiés aussi tard , puisqu'il y avoit consigne de ne laisser sortir personne. Ce prétexte leur fut bientôt ôté ; on vint leur dire quelques momens après qu'ils étoient libres de sortir. Ils se concerterent encore , & ils arrêterent de rester & de ne point séparer leurs intérêts de ceux de la cour , dont ils étoient membres. On prévint alors que la violence seroit bientôt mise en usage pour enlever les deux magistrats & qu'on avoit voulu éviter que les pairs en fussent témoins.

M. d'*Epremesnil* adressa à l'assemblée le discours suivant.





# DISCOURS

DE M. D'EPREMESNIL.

» *M*essieurs, quand les Gaulois , victorieux entrèrent dans Rome , qu'ils avoient emportées d'assaut , les sénateurs Romains , revêtus de la pourpre , & assis dans leurs chaises curules , attendoient avec une contenance tranquille & fière, l'esclavage ou la mort : tel est aussi le grand spectacle que vous donnez en ce moment à l'Univers.»

» Après avoir généreusement combattu pour la défense des loix constitutives de la monarchie ; après avoir opposé aux efforts du despotisme une résistance efficace & persévérante ; après avoir , dans cette lutte trop inégale de la justice contre le pouvoir , allié la respectueuse soumission des sujets fidèles à la sagesse courageuse des magistrats zélés ; après avoir essuyé un exil , qui pourtant n'en étoit pas un , vu son rapprochement , sa brièveté , son universalité , & les honneurs qui en ont été les compagnons ou la suite ; après avoir revendiqué , mais inutilement , deux de vos membres , que l'autorité avoit frappés & punis , avant qu'ils eussent été jugés , sans qu'ils fussent coupables ; après avoir soutenu comme vous le deviez , autant qu'il étoit en vous , la cause du peuple , & les vrais intérêts du roi ; enfin après avoir déposé vos

droits, vos dernières protestations, vos dispositions testamentaires entre les mains de la nation attentive & gémissante; vous vous étiez retranchés dans ce sanctuaire, comme dans une citadelle inexpugnable. »

» Mais au milieu & dans le séjour de la paix, quel bruit de guerre s'est fait entendre? Tout est hérissé de bayonnettes; 800 hommes, cavaliers & fantassins, soit étrangers soit nationaux, tous étonnés, honteux de cette expédition clandestine & nouvelle qui leur promet beaucoup de fatigues, quelques périls, & point de gloire, 800 soldats se sont emparés de toutes les avenues, de toutes les portes: déjà elles sont occupées, le blocus est formé; les haches, les massues sont levées, & n'attendent plus qu'un dernier signal. Eh! quelle est donc cette place que l'on va assiéger? Où sont les ennemis qu'il faut forcer jusques dans leurs retranchemens? c'est le palais, c'est vous-même, messieurs. La sainte indignation qui transportoit l'orateur de Rome à la vue des cohortes dont le sénat étoit investi, je ne puis, ni ne dois la faire passer dans vos ames: je ne m'écrierai pas avec le défenseur de *Milon*: Sommes nous à la ville, ou parmi les barbares, dans le barreau, ou dans le camp, revêtus de la toge, ou de la cuirasse? les armes doivent protéger la justice, mais non pas lui faire violence; & *Mars* fait taire ses foudres pour entendre les oracles de *Themis*. »

» N'ayant d'autre égide que celle des loix, d'autre glaive que la vérité, vous leviez vos mains pacifiques vers le trône; vous défériez les

ordres rigoureux d'un monarque trompé , au tribunal d'un roi bienfaisant ; & voilà que le fer au loin étincelle ! voilà que des bataillons nombreux ont formé autour de vous une formidable enceinte ! »

» Qu'ils entrent , les instrumens passifs ou forcés des vexations qu'ils ignorent , ou dont ils gémissent ; qu'ils viennent souiller de carnage ce temple , & égorger sous les yeux , sur l'autel de la justice , ses ministres , ses glorieux martyrs !

» Vous qui n'avez pas osé refuser une commission aussi délicate que pénible , craignez que le souvenir de cette nuit désastreuse n'imprime à votre nom un tache ineffaçable , & que tout vos titres militaires & civils ne soient ternis par celui d'oppresseur de la magistrature : »

» Mais que fais-je , Messieurs ? Je parle de la liberté publique , moi qui ne puis ni ne veux la réclamer pour moi-même. Quand sous les livrées de la servitude , je me suis réfugié dans cet asyle , (\*) mon déguisement , ma fuite , n'avoient pas pour motif la pusillanimité & la crainte ; l'inutilité des médiations que vous avez bien voulu tenter , je vous l'avois prédite , elle n'a rien qui m'étonne. »

» Que les rois sont à plaindre ! prompts à punir , lents à pardonner , l'imposture les trouve moins inaccessibles que la vérité ; & leur puissance

---

(\*) M. d'Epremesnil s'étoit évadé sous l'habit d'un des gens.

ce, dont on abuse pour faire le mal, on l'enchaîne, lorsqu'il s'agit de le réparer. »

» Non, ce n'est point à notre souverain, qu'on doit imputer ces coups multipliés, qui coûtent à son cœur paternel; & certainement, toutes les fois qu'il lui faut signer quelque acte de proscription, à l'exemple de cet empereur, les délices du genre humain, il désireroit ne pas savoir écrire.

» Je ne doute pas que les calomniateurs de la magistrature ne m'aient peint sous les couleurs les plus noires; qu'ils ne m'aient représenté attisant le feu de la sédition, & exerçant sur vos opinions un tyrannique empire. »

» Cependant, qui fut jamais animé pour ses maîtres d'un respect plus profond, d'un plus entier dévouement? vous le savez aussi, messieurs; plus jaloux de votre estime que de vos suffrages, & m'efforçant de suppléer par mon zèle à la médiocrité de mes talens, je n'ai rien dit, rien écrit, qui n'ait été corrigé, approuvé par vous. »

» Mais il falloit à nos ennemis encore deux victimes, & j'ai, le dirai-je le bonheur ou le malheur, d'avoir été choisi, pour devenir le quatrième *Decius* du parlement. »

» Adieu, magistrats, en qui j'ai toujours vu mes modèles plutôt que mes confrères, & dont le courage, loin d'être ralenti, sera ranimé par ma disgrâce. »

» O ma femme! ô mes enfans! vous que je ne puis pas même embrasser, vous que je ne reverrai peut-être jamais, votre époux, votre père vous dit adieu. »



» En quelque lieu que je sois rélégué, je prierai le ciel pour ma patrie, pour mon roi, pour ma famille & pour vous, messieurs. »



A onze heures & demie du matin, le marquis d'Agoult se fit de nouveau annoncer par les gens du roi. Ce fut M. Joly de Fleuri, procureur-général, qui venoit de succéder depuis peu à feu son oncle dans cette charge, qui remplit cet office. Il s'exprima ainsi en s'adressant au premier président.

*Monsieur, faut-il que je commence mon ministère, par annoncer à la cour un porteur d'ordres ! & comme succombant à sa douleur, il tomba évanoui.*

Le marquis d'Agoult introduit se plaça au bureau du greffe, & lut de nouveau l'ordre du roi, qui lui enjoignoit d'arrêter MM. Duval d'Épremesnil & Goeflard de Monsabert, & il somma ces deux magistrats de le suivre.

Chacun garda un profond silence, il réitéra trois fois cette sommation. Le silence continua. Il annonça qu'il alloit faire entrer le sieur Archier, exempt de la robe courte, ce qu'il fit en effet ; & il lui remit une lettre de cachet à lui adressée, par laquelle il lui étoit ordonné de désigner les deux conseillers sous peine de désobéissance. M. Archier, placé à côté de M. d'Agoult, lut tout haut l'ordre qui lui étoit remis : la lecture faite, il jeta les regards sur tous les bancs, & s'adressant à M. d'Agoult, il lui dit : je n'appar-

çois pas ces deux Messieurs. M. d'Agoult se retira alors en disant » qu'il alloit rendre compte à Ver- » failles de ce qu'on ne pouvoit pas exécuter les » ordres du roi. » Lorsqu'il fut sorti, le silence le plus profond regna encore quelques minutes. MM. d'Epremesnil & de Monsabert le rompirent enfin en annonçant que frappés du généreux procédé du Sr. Archier & dans la vue de ne pas compromettre la cour, ils étoient déterminés à se faire connoître, & qu'on pouvoit faire rentrer le porteur d'ordres, ce qui fut fait.

M. d'Agoult rentré, M. Duval d'Epremesnil assis sur les hauts sieges vers le milieu du banc à gauche & couvert, lui adressa la parole en ces termes.

» Je suis un des magistrats que vous cherchez ;  
 » la loi me défend à ce titre d'obéir aux lettres  
 » closes , aux ordres surpris au souverain , & c'est  
 » pour obéir à la loi que je ne me suis point  
 » fait connoître jusqu'à ce moment ; je sens qu'il  
 » est temps enfin de consommer le sacrifice de  
 » ma personne , que j'ai juré de lui faire aux  
 » pieds des saints autels ; je vous somme de dé-  
 » clarer , dans le cas où je ne vous suivrois pas  
 » volontairement , que vous avez ordre , comme  
 » vous m'en avez menacé , de m'arracher par la  
 » force à la place que j'occupe en ce moment. —  
 » Oui , monsieur , répondit M. d'Agoult , vous  
 » avez l'alternative. — Lorsque vous en aurez tenté  
 » le moyen , je verrai ce que j'aurai à faire. —  
 » Je vais faire entrer ma troupe. — » C'en est  
 » assez , s'écria alors M. d'Epremesnil , pour ne pas

» exposer la cour des pairs , le temple de la justice , le sanctuaire des loix à une plus grande profanation , je cede à la force. » S'étant ensuite levé de son siège & s'étant découvert , il adressa la parole à M. le premier président en ces termes :

» Monsieur , je vous prie de permettre que je dépose dans le sein de la cour la protestation que je fais contre les violences qu'on exerce sur ma personne & dont je supplie la cour de me donner acte , lui déclarant que je les regarde comme attentatoires aux loix protectrices de la liberté des citoyens en général , & de celle des magistrats en particulier , qu'elles sont la suite d'ordres évidemment surpris au roi juste , qui a déclaré ne vouloir regner que par les loix ; que je cède à la force qui contraint mon corps sans enchaîner ma conscience. J'ose aussi vous conjurer de ne pas vous abattre par d'aussi grands malheurs. Oubliez-moi , & ne vous occupez que de la chose publique. Je vous recommande tout ce qui m'est cher , ma femme , mes enfans. Pour moi , je puis vous protester que quel que soit le sort qui m'est réservé , jamais les promesses , les menaces , les tourmens , la mort même ne pourroient me faire abandonner un seul instant les principes de cette compagnie , & que je mettrai ma gloire à les professer jusqu'au dernier soupir , & qu'enfin je ne me permettrai jamais aucune démarche qui ne soit digne d'un magistrat & d'un membre de la cour des pairs. »

L'assemblée fondeoit en larmes ; c'étoit une vé-

ritable scene de douleur. Monsieur d'Epremesnil parut dans ce moment supérieur à son infortune ; sa sérénité ne fut point altérée ; plusieurs de ses confreres quitterent leurs places pour lui dire un dernier adieu. Il se sentit baigné de leur larmes , sans en verser une seule. Il sortit de la grand'chambre avec M. d'Agoult , & il marcha au milieu d'une haie de bayonnettes , pour arriver à une voiture qui l'attendoit dans la cour du Mai.

Il manquoit une dernière épreuve à son courage. Arrivé sur les marches du palais , son fils se précipita dans ses bras , M. d'Epremesnil le console , l'exhorte à se comporter avec modération , à supporter ses malheurs avec force , & à consoler sa mere désolée. Ce fils âgé de 20 ans écoute les conseils de son pere sans les entendre , sans lui répondre ; il ne fait que le presser dans ses bras ; lorsqu'il voit que son pere se dérobe à ses embrassemens , l'excès de la douleur s'empare de son ame ; il trépigne , il s'arrache les cheveux , il se livre à tous les mouvemens du désespoir , il veut suivre son pere ; mais la nature succombant enfin , il tombe évanoui. Les mouvemens convulsifs sont les seuls qui annoncent qu'il n'a pas cessé d'exister ; on le secourt , on l'étend sur un matelas , on l'emporte.

La cour , toujours investie de soldats , attendoit dans la consternation & dans le silence qu'on vint enlever M. Goeflard de Monsabert. Cette situation pénible fut prolongée pendant une heure & demie. A une heure après midi M. d'Agoult entra dans la grand'chambre , & s'avançant à la barre

de la cour , il annonça qu'il venoit pour arrêter le second des magistrats , désigné dans l'ordre du roi. M. *Goeslard de Monsabert* , assis à la même place que venoit de quitter M. d'*Epremesnil* , s'étant couvert , dit à M. d'*Agoult* : » Je suis cet autre magistrat que vous cherchez ; il me tarde » de subir le sort de mon confrere , & l'attente » dans laquelle vous m'avez laissé depuis son en- » levement a été le plus cruel de mes maux ; » comme lui , je vous demenderai si dans le cas » où je ne vous suivrois pas volontairement , » vous avez des ordres pour m'enlever de la place » que j'occupe. » — Oui , monsieur , répliqua M. d'*Agoult*. — « Comme lui je cède à la force , » continua le magistrat ; puis s'étant levé & découvert , Monsieur , dit-il , en s'adressant à M. le premier président.

» J'ai l'honneur de déposer dans le sein de la » cour , la même protestation que mon confrere contre les violences qu'on exerce contre ma personne ; » je déclare que j'adhère à son contenu , & je supplie » la cour de m'en donner acte ; je la prie de » croire que ni les promesses , ni les menaces » n'ébranleront mon courage , que je verrois le » billot devant moi , & la hâche levée sur ma » tête , sans oublier les exemples que m'ont donné » mes peres , & sans abandonner les principes » que j'ai puisé dans le sein de cette cour. »

M. *Goeslard de Monsabert* descendit ensuite de sa place ; entré dans le banc des gens du roi ; il salua la cour , & il reçut comme M. d'*Epremesnil* les adieux attendrissans de ses confreres. M. d'*A-*

*goult* annonça , avant de sortir , à la cour qu'elle étoit libre & qu'il alloit faire retirer ses gardes , mais que l'intention du roi étoit que les portes extérieures fussent fermées & gardées. M. de *Monfabert* fut conduit , comme l'avoit été son confrere , au milieu des bayonnettes jusqu'à la cour du Mai où il monta en voiture.

Les chambres assemblées depuis la veille , à 5 heures du matin , ne se séparèrent pas sans avoir exprimé leurs sentimens dans un nouvel arrêté ; le voici.





# A R R E T É

## DU PARLEMENT DE PARIS,

*Du 6 Mai 1788, les pairs y séant :*

**L**A cour, vivement affectée du spectacle accablant de l'enlèvement de deux magistrats, arrachés avec violence du sanctuaire de la justice & des loix, au milieu de gens armés qui ont violé l'asyle public.

A arrêté que les députés de la cour, chargés de porter au roi les remontrances, arrêtées le 5 du présent mois, auront l'honneur de représenter audit seigneur roi, qu'il auroit été attendri, s'il avoit pu être témoin du morne & triste silence qui a précédé, accompagné & suivi l'exécution des ordres rigoureux, faite au milieu de l'assemblée la plus respectable ; de la noble fermeté avec laquelle les deux magistrats enlevés ont soutenu le coup qui les a frappés, dont les pairs de France & les magistrats ont partagé la sensibilité, comme si cette même disgrâce leur étoit personnelle ; que ces sentimens sont l'expression de l'attachement & du respect qu'inspirent à tous les membres du parlement les vertus & les talens de l'un de ces magistrats, cher à son corps, précieux à la nation par des talens supérieurs, par un zèle infatigable pour le service du roi, & par sa passion vive & active pour la gloire du monarque, le maintien des loix & de la liberté

publique ; que le second de ces magistrats , jeune encore , a déjà fait concevoir les espérances les plus flatteuses ; qu'il sembleroit que les talens soient craints par ceux qui ne sont point attachés au service du roi , ni à l'honneur du parlement ; qu'il semble qu'on ait voulu humilier les magistrats en formant autour de la cour des pairs un siège militaire , qui ne se prépare que contre des places rebelles , & non contre des magistrats qui n'opposent jamais aux ennemis les loix que par la force de la raison & des principes ; que le seigneur roi est supplié de rendre à leurs fonctions des magistrats qui lui sont aussi utiles par leur m'rite que par leur attachement inviolable à la défense des maximes fondamentales du royaume.

Cet arrêté pris , la séance fut levée. Il étoit alors deux heures & demie de l'après midi : la séance duroit depuis la veille à 5 heures du matin ; les deux magistrats furent conduits chez le lieutenant de police , où des voitures étoient préparées ; ils dînerent , & ils partirent ensuite , accompagnés par les officiers de la prévôté de l'hôtel , M. *Goeslard de Monsabert* pour Pierre-Encise , & M. *Duval d'Epremesnil* pour les isles sainte Marguerite.

Le fils de M. d'*Espremesnil* écrivit peu de jours après à M. de *Brienne* , archevêque de Sens , pour obtenir la permission d'aller partager la captivité de son pere , afin de l'adoucir. Le prélat lui répondit qu'il alloit mettre sous les yeux du roi sa piété filiale , & quelques jours après il lui écri-



vit que le roi ne jugeoit pas encore à propos d'accorder cette grace.

Pour ne rien omettre de tout ce qui a été connu dans cette affaire , on rapporte la lettre que Madame d'Epremesnil écrivit au principal ministre quelques jours après l'enlèvement de son mari , dans la vue sans doute de détruire les inculpations & les faux rapports dont elle avoit été instruite.

---

*LETTRE de Madame d'EPREMESNIL , à M. le principal Ministre , du 12 Mai 1788.*

MONSEIGNEUR ,

U Ne marche franche & découverte est la seule qui puisse convenir à celle que les nœuds les plus saints lient à M. d'Epremesnil , & la mienne fera toujours telle.

Je vais vous confier , Monseigneur , une de mes peines les plus vives ; j'ai tout lieu de croire que l'on a osé dire au roi que je me permettois chez moi des propos qui ne doivent point sortir de la bouche d'une sujette fidelle ; c'est une calomnie insigne. Je fais , & je me plais à savoir ce que l'on doit de respect à ses maîtres , & si je l'avois ignoré , celui dont je fais gloire d'être la femme , me l'auroit appris mieux que personne. Dans la circonstance présente , la plus importante de ma vie , je ne me suis point fait un scrupule de recevoir les marques d'intérêt des personnes

qu'une estime profonde tient à M. d'Epremesnil ; & qu'elles font réfléchir sur moi.

Le roi est assurément trop juste pour m'en faire jamais un crime ; jamais le calme qu'elles ont cherché à apporter à la douleur qui me pénètre , n'a point altéré mon respect , ni pour sa personne sacrée , ni pour son auguste famille , sentiment que je ne pourrois perdre de vue , sans blesser mortellement le cœur de l'époux le plus respectable.

Je vais partir pour les eaux de Forges , où la santé de ma fille m'appelle ; je laisse ici mes ennemis & ceux de M. d'Epremesnil ; ils peuvent m'envelopper avec lui dans la haine qu'ils lui conservent ; mais j'ai la noble opinion qu'en vous confiant ma défense , la profession de foi que je viens de faire , ne peut que m'honorer à vos yeux , & que ma confiance doit vous plaire. Je fais plus , je me flatte encore que vous n'attribuerez ma lettre à aucun sentiment de foiblesse ; que je n'en adopterai jamais qui soit indigne de mon mari ; mais il m'importe que le roi sache que de fidèles sujets comme nous savent être respectueux , alors que sa main les frappe.



*Nota.* On a su depuis que la détention de M. d'Epremesnil n'étoit pas excessivement rigoureuse ; il a eu l'isle sainte Marguerite pour prison ; mais avec la liberté de recevoir , de lire & d'écrire ; M. de Caraman , gouverneur de Provence , étant

allé visiter cette île , le magistrat lui donna un déjeuner splendide.

Vers le milieu du mois d'Août , Madame d'*Epremesnil* obtint la permission d'aller adoucir par sa présence la captivité du magistrat son époux ; elle partit une heure après que l'ordre lui fut parvenu avec deux de ses filles , quoiqu'elle fût dans un état de grossesse avancée. M. d'*Epremesnil* a été rendu à la liberté après la rentrée du parlement de Paris , qui eut lieu le 24 Septembre. ( \* )

Pour achever le rapport de ce qui concerne M. d'*Epremesnil* , on consigne ici l'extrait de deux lettres écrites de Lyon & d'Aix à son sujet , & qui ont été inférées dans plusieurs papiers publics.

*Extrait d'une lettre d'Aix , du 19 Octobre.*

» M. d'*Epremesnil* , devenu libre , est dans cette ville depuis deux jours. A son arrivée il reçut la visite du parlement en corps , & celle de tout ce que la ville contient de personnes distinguées. Il

---

( \* ) On verra dans la suite de cet ouvrage que les parlemens , cours souveraines , & les juridictions inférieures furent rétablis sur l'ancien pied , par déclaration du roi du 23 Septembre , enregistrée au parlement de Paris le lendemain 24 , & dont l'enregistrement fut suivi d'un arrêté pour réclamer auprès du roi les magistrats & les citoyens exilés au sujet des affaires présentes : sa majesté y répondit le 26 Septembre qu'elle avoit donné des ordres pour le rappel des exilés. *Note de l'éditeur.*

parut hier au spectacle avec madame son épouse & ses deux filles. Le public lui témoigna sa joie par ses transports. Une couronne lui fut présentée ; il ne la reçut que pour la mettre sur la tête de madame d'*Epremesnil*, qui modele de l'amour conjugal, avoit volé avec deux de ses filles auprès de lui, au moment où ses instances lui en avoient procuré la permission.

Le 15 de ce mois, ce magistrat avoit passé à Marseille ; il y avoit reçu le même accueil de la part des habitans, & les mêmes acclamations s'étoient fait entendre au spectacle, auquel il assista. C'est ici l'occasion de rapporter comment ce magistrat a occupé ses loisirs pendant sa captivité. L'isle sainte Marguerite ne contenoit que des sentiers incommodés pour les prisonniers qui cherchoient dans l'exercice la santé du corps ou la dissipation de l'esprit ; M. d'*Epremesnil* a fait transformer ces sentiers en chemins de 24 pieds de largeur : aux broussailles qui les obstruoient, il a fait substituer des bosquets & des labyrinthes plantés en myrthes & en autres arbrisseaux odoriférans ; les soldats de la garnison étoient occupés à ces ouvrages, & ils étoient salariés avec largesse. Il en est résulté qu'on peut aujourd'hui parcourir l'isle, & en faire le tour en voiture. M. d'*Epremesnil* a exercé des actes de bienfaisance d'un autre genre. Une fille étoit rejetée à cause de sa pauvreté, par la famille de l'époux qu'elle s'étoit choisi ; il l'a dotée, & elle s'est mariée. Une autre fille étoit affectée d'une maladie, dont la guérison exigeoit des dépenses qui excédoient

ses facultés ; M. d'*Epremesnil* lui a assuré une pension qui fournira à sa subsistance , & aux frais des médicamens. Ceux qui partageoient la captivité de ce magistrat recevoient de lui des consolations , & la plupart étoient admis journellement à sa table , de même que les officiers de la garnison , & les étrangers que la curiosité attiroit dans l'isle. Cette conduite lui a gagné tous les cœurs. Le jour de son rappel l'isle retentissoit des cris de joie. Lorsqu'il passa de l'isle sainte Marguerite à la ville de Cannes , il fut reçu sur le rivage par 25 jeunes gens en uniforme , au bruit des boîtes & des fanfares , & il fut accompagné par eux jusques chez M. d'*Hibert* , avocat , où il descendit. Le lendemain il dîna chez M. de *Prayre* , capitaine - commandant la compagnie franche de *Castellanne* de l'isle sainte Marguerite , qui le reçut à sa campagne. La table dressée sous une tente , étoit composée de 30 couverts. On y porta au bruit de l'artillerie & au son des instrumens , la santé du roi & des parlemens. La fête se termina par des danses , dans lesquelles les demoiselles d'*Epremesnil* se firent distinguer par leurs graces , tandis que leur vertueuse mere faisoit distribuer de l'argent à tous les pauvres qui se présentoient. »

» M. d'*Epremesnil* , à son départ de Cannes , fut accompagné par les mêmes jeunes gens qui l'avoient reçu sur le rivage , & qui formoient une cavalcade ; les musiciens précédoient sa voiture , qui étoit suivie d'un grand nombre d'autres où étoient toutes les dames du pays. Arrivé aux limites du

terroir de Cannes, M. d'Epremesnil fut salué par une décharge de 15 boîtes, & il fut complimenté par les jeunes gens. C'étoit un spectacle attendrissant que de voir ce cortège nombreux, composé de gens que le sentiment seul avoit rassemblés, entourant la voiture du magistrat, qui sensible à ces démonstrations, saluoit de tous côtés avec un air qui exprimoit à la fois la modestie & la reconnaissance ; il voulut dans ce dernier moment contribuer à la dépense que la jeunesse de Cannes avoit faite à son occasion ; & sa générosité fut telle, que la somme donnée excéda beaucoup les frais. Il s'éloigna ensuite, & le peuple le suivoit des yeux en le comblant de bénédictions ; mais beaucoup d'habitans de Cannes & de Grasse qui étoient en voiture ou à cheval, & plusieurs officiers de la garnison d'Antibes & de l'isle sainte Marguerite le suivirent jusqu'à Fréjus, où il alla coucher, & où le chapitre de la cathédrale vint en corps le complimenter : ce magistrat répéta encore aux personnes, qui l'avoient accompagné aussi loin, les expressions de sa sensibilité, & les adieux produisirent un attendrissement réciproque. — La ville d'Aix, capitale de la province, ne devoit pas moins témoigner d'empressement à un magistrat que les acclamations suivent par-tout, & elle desira de le voir témoin de la rentrée du parlement, qui doit avoir lieu demain. »

*Extrait d'une lettre de LYON, du 24 Octobre 1788.*

» **M.** d'*Epremesnil*, à son passage dans notre ville, a reçu un accueil non moins empressé qu'en Provence. Les principaux corps de la ville lui ont rendu visite. Il parut hier au spectacle ; sa présence produisit une vive sensation ; elle fut manifestée par des battemens de mains redoublés. Une couronne de laurier lui fut présentée ; il la refusa ; mais le public s'obstina à exiger qu'il la reçût, & ne permit pas aux acteurs de jouer qu'il ne l'eût acceptée. Il céda alors, & il agréa la couronne à laquelle étoit joint un billet d'envoi dont on fit lecture. Il se trouva contenir les expressions d'éloges les plus délicates & les plus flatteuses pour lui. »

» *M. Barou du Soleil*, procureur du roi en la sénéchaussée, qui avoit refusé d'entrer dans le grand bailliage formé à Lyon, dont les protestations très-connues avoient été des plus vigoureuses & qui avoit subi à ce sujet une assez longue détention au fort Brescou, parut à la seconde piece. Madame d'*Epremesnil* s'empressa de lui placer la couronne de lauriers sur la tête. Cet hommage excita les plus vifs applaudissemens ; *M. Barou du Soleil* y parut très sensible, c'est en effet pour la seconde fois qu'il se montre inviolablement attaché à la magistrature. Sa conduite lors de la révolution de 1771 fut la même ; il fut sacrifier sa fortune au maintien de son propre sentiment ; cette fermeté noble auroit suffi pour lui donner des titres à la

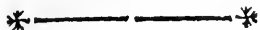
186 *Extrait d'une lettre de Lyon du 24 Octobre:*  
reconnoissance de ses concitoyens, comme sa vie  
privée & publique lui en a donné à leur es-  
time. »



*Nota.* M. d'*Epremesnil* continua sa route pour Paris ; mais à Roanne son épouse ressentit les douleurs de l'enfantement ; elle poussa cependant jusqu'à Moulins , où elle accoucha ; cette circonstance fit que M. d'*Epremesnil* ne jouit pas de l'accueil qui lui avoit été préparé à Paris par la Bazoche , pour le 29 Octobre époque qu'on avoit annoncée pour son arrivée à Paris. Elle avoit formé une cavalcade de 30 jeunes gens en uniforme , qui escorteient quatre carrosses , dont un à six chevaux , où se trouvoit le chancelier ( de la Bazoche ; ) elle alla ainsi jusqu'à Villejuif , & l'y attendit inutilement ; il n'arriva à Paris que le 9 Novembre , au moment où on l'attendoit le moins : il assista le 11 à la messe rouge , où lorsqu'il parut dans la grand'salle il reçut beaucoup d'applaudissemens , & lorsqu'il alla à l'offrande , les musiciens jouèrent un air de fanfare ; & le 12 il retourna à Moulins auprès de son épouse.

M. *Goëflard de Montfabert* qui étoit à Pierre-Encise obtint la liberté dans le même temps ; il assista à la séance du parlement du 24 Septembre , & il partagea avec M. d'*Epremesnil* les applaudissemens du public à la messe rouge.





L'exil du duc d'Orléans , & l'enlèvement des deux magistrats à la suite de la séance royale , du 19. Novembre, ne furent pas les seuls événemens concernant la magistrature , qui eurent lieu dans le même temps.

Le parlement de Bordeaux étoit transféré à Libourne pour avoir refusé d'enregistrer l'édit portant établissement des assemblées provinciales , avant de connoître les réglemens qui y étoient annoncés.

Le parlement de Dauphiné avoit enregistré l'édit des assemblées provinciales ; mais les réglemens ne lui avoient pas été présentés , & il s'opposoit à la formation de l'assemblée dans son ressort. Deux de ses magistrats , ( M. d'Ornacieux , président , & M. de Meyrieu , conseiller , avoient été mandés à Versailles. )

Le parlement de Metz avoit enregistré avec des modifications l'édit d'Octobre , portant prorogation du second vingtième ; son arrêt de registre avoit été cassé par un arrêt du conseil , un de ses présidens ( M. de Gouffaud ) avoit été exilé.

Le parlement de Rennes avoit présenté des remontrances sur ces différentes affaires , & trois de ses membres , M. de Catuelan , premier président , M. de la Houffaye & M. de Boisheran , présidens à mortier , avoient été mandés à la cour.

Le parlement de Navarre avoit fait des représentations, qui jugées trop véhémentes lui avoient été renvoyées.

Le parlement de Toulouse refusoit l'enregistrement de l'édit des vingtièmes, & défendoit l'exécution d'une ordonnance rendue à ce sujet par les commissaires des états de la province : l'édit fut enregistré militairement en présence du comte de *Perigord*. Le parlement protesta contre cet enregistrement, & M. le comte de *Perigord* remit au procureur général des lettres de cachet, qui lui défendoient l'envoi aux sénéchaussées de toute protestation. M. de *Catelan*, avocat-général, ne se crut pas inhibé, parce que les ordres ne lui étoient pas adressés ; il fit l'envoi aux sénéchaussées ; il en résulta qu'il fut enlevé & conduit au fort Brescou.

Plusieurs des parlemens éleverent la voix à l'occasion de ces événemens, & les mêmes remontrances continrent divers objets de réclamations. Cette circonstance empêche de placer ici tout ce qui fut dit au sujet de M. le duc d'*Orléans* & des deux magistrats détenus.

Ces remontrances, où cette matière a été traitée avec d'autres, seront placées à la suite de cette collection ; en voici la notice :

Parlement de Nanci, (*remontrances du 12 Janvier 1788.*).

Dijon, *remontrances du*

Rouen, *lettre au roi du 17 Janvier.*

Besançon, *arrêté du 9 Janvier.*

Rennes, *remontrances du 16 Fevrier.*

Grenoble , rémontrances du 20 Décembre. (\*)

Le parlement de Toulouse , seul dans ses supplications du 5 Janvier , ne fit entrer que ce qui étoit relatif à M. le duc d'Orléans & aux deux magistrats détenus , & par cette raison on les transcrit ici , de même que la lettre du parlement de Rennes , au roi du 6 Décembre.

---

(\*) Celles-ci , se trouveront dans le recueil concernant le parlement de Dauphiné , au sujet de l'assemblée provinciale.





# SUPPLICATIONS

## DU PARLEMENT

### DE TOULOUSE,

### AU ROI,

Du 5 Janvier 1788.

*Au sujet de l'exil de M. le duc d'Orléans , & de  
la détention de deux magistrats du parlement de  
Paris.*

**S**IRE,

Votre parlement de Toulouse vient déposer au pied du trône l'expression de sa douleur ; il vient joindre sa voix à celle de toute la magistrature.

Le premier prince de votre sang a été éloigné de votre personne ; deux magistrats de votre parlement de Paris ont été enlevés & conduits dans des prisons.

La nation consternée ignore encore quel est leur crime ; elle n'ose les croire innocents , puisqu'ils ont encouru la disgrâce de votre majesté : pour-

roit-elle les croire coupables ? Ils ne sont pas accusés.

Les loix de cet empire , les souveraines des rois , suivant l'expression sublime d'un de vos augustes aïeux , sont l'appui le plus sûr du trône & la sauve-garde des sujets : elles défendent qu'un citoyen soit privé de sa liberté au-delà du court délai qu'elles ont fixé , si l'on n'a pas porté contre lui une accusation , & commencé une procédure.

Elles veillent encore plus particulièrement à la sûreté des magistrats , & à leur liberté dans l'exercice de leurs fonctions.

» Voulons , dit l'une d'elles , (\*) que l'ordon-  
 » nance du roi *Louis XI* , du mois d'Octobre  
 » 1467 , soit gardée selon sa forme & teneur ; &  
 » icelle interprétant & exécutant , qu'aucun de  
 » nos officiers de cour souveraine & autres ne  
 » puisse être troublé & inquiété en exercice des  
 » fonctions de sa charge. »

Votre gloire , sire , votre justice , le bonheur & la tranquillité de vos peuples , exigent que vous en mainteniez l'exécution. Ne souffrez pas que la nation , que l'Europe entière , puissent croire que la réclamation faite en votre présence par M. le duc d'Orléans , & la noble assurance avec laquelle il vous a dit la vérité , aient causé sa disgrâce.

Lorsque votre majesté a bien voulu se rapprocher de son parlement de Paris , & lui dire qu'elle venoit s'environner de ses lumières & de son amour , cha-

---

(\*) Ordonnance du 22 Octobre 1648.

cun des membres a dû lui dire la vérité , qu'elle étoit venue chercher au milieu d'eux , & que des magistrats lui doivent- toujours.

Si vous n'aviez voulu , sire , en tenant votre séance royale , que laisser discuter devant vous le projet d'une loi , le résultat des opinions & leur nombre étoient inutiles à connoître ; ce n'étoit que de simples conseils que vous daigniez écouter.

Mais si votre majesté a voulu tenir son parlement , & soumettre un édit à la loi sacrée de l'enregistrement ; si c'étoit une délibération libre qu'elle demandoit , tout devoit être décidé par la pluralité des suffrages , conformément aux ordonnances de votre royaume , & cette pluralité ne peut être connue qu'après que les voix ont été comptées & réduites ; l'avis qui , dans le premier moment , paroît le plus nombreux , devenant quelquefois le plus foible , lorsque le choc des opinions a développé de nouvelles lumières.

Quand le feu roi , votre auguste aïeul , vint tenir son parlement de Paris en séance royale , (\*\*) il daigna , dans le nombre des avis qui furent discutés en sa présence , choisir celui d'un des magistrats ; (\*\*\*) & les observations qu'il y joignit , entraînent tous les suffrages , par l'ascendant seul de la vérité.

Un exemple aussi récent , cher aux loix & à leurs ministres , devoit faire espérer à votre par-

---

( \*\* ) 14 Avril 1769.

( \*\*\* ) M. Michau de Montblin.

lement que la même liberté régneroit dans votre séance. Quel a dû être son étonnement, quand il a vu qu'elle étoit terminée par un acte de pouvoir absolu, que c'étoit un véritable lit de justice ?

Alors, sire, il étoit digne du premier prince de votre sang d'oser, le dire il étoit de son devoir de vous représenter que, puisque vous faisiez usage de la plénitude de votre puissance, l'arrêt d'enregistrement devoit énoncer que la transcription de la loi avoit été faite de *l'exrès commandement de votre majesté*

S'il étoit possible que cette réclamation fût le motif de la disgrâce de M. le duc d'Orléans, quel est celui de vos sujets qui oseroit vous dire la vérité, sur-tout si la parole sacrée de votre majesté, en autorisant la liberté de son opinion, ne le mettoit pas à l'abri de pareils, ou même de plus grands malheurs ?

Dans l'instant que le prince auguste essuyoit les effets de votre disgrâce, deux magistrats éprouvoient les traitemens réservés aux seuls criminels; les suppôts de la police s'emparoiént de leurs personnes; elles étoient commises à la garde d'hommes armés: enfin, ils étoient conduits dans des prisons.

La connoissance qu'ont les François de la justice exacte de votre majesté, a suspendu un moment la consternation publique. Ils espéroient bien que des magistrats n'auroient pas été traités avec cette rigueur effrayante, s'ils n'avoient eu que l'imprudence, sans doute bien répréhensible, de se per-

mettre , dans le feu de leurs opinions , quelques expressions qui eussent déplu à votre majesté : vous les auriez livrés , sire , à la justice sévère de leur compagnie , ou plutôt , à l'exemple d'un grand empereur , ( \* ) votre bonté n'eût pas permis qu'ils fussent punis.

La réponse que vous avez daigné faire aux supplications de votre parlement de Paris , a fait voir à tous vos sujets qu'ils connoissoient bien le cœur de votre majesté. Cependant , sire , ces magistrats ont perdu la liberté : des ordres donnés en votre nom ont été exécutés avec la rigueur & l'appareil destinés aux malfaiteurs : votre majesté est juste : ils sont donc bien coupables. Daignez faire connoître leur crime ; dissipez l'effroi qu'ont répandu sur toute la nation des traitemens rigoureux dont elle ignore la cause. Livrez les magistrats à leurs juges naturels qui les réclament : ce sont des François , & les lois du royaume prononcent leur supplice , ou assurent leur liberté.

Mais , sire , si de pareils ordres avoient été surpris à votre majesté , si ces magistrats ne sont pas coupables , renvoyez-les à leurs fonctions ; rapprochez de votre personne le premier prince de votre sang ; daignez , s'il se peut , effacer jusqu'à la mémoire de ces actes de pouvoir absolu , de ces lettres closes qui , disposant arbitrairement de la liberté de vos sujets , jettent la terreur & le

---

(\*) Théodore , L. civil. *cod. si quis imperatori maledixerit.*



*de Toulouse , du 5 Janvier 1788. 195*

découragement dans tous les ordres de l'état : assurez à vos magistrats le libre exercice de leurs fonctions ; que les lois dont ils sont dépositaires , veillent à leur sûreté personnelle ; & qu'ils ne craignent plus que lorsqu'obéissant à la voix impérieuse de leur devoir & de leur conscience , ils vous diront la vérité , elle puisse leur attirer votre disgrâce.

Telles sont les très-humbles supplications qu'ont l'honneur de présenter à votre majesté ,

SIRE ,

De Votre Majesté ,

Les très-humbles, très-obéissants ,  
très-fideles & très-affectionnés  
serviteurs & sujets ,

LES GENS TÈNANT VOTRE PARLEMENT  
DE TOULOUSE.

Le parlement de Bretagne écrivit aussi au roi sur la même matiere. Dès le 4 Décembre , il chargea par un arrêté des commissaires de rédiger la lettre.

Les commissaires présenterent leur projet de lettre aux chambres assemblées le 6 , & il fut pris l'arrêté suivant.



# ARRÊTÉ

DU JEUDI 6 DÉCEMBRE 1787.

CE jour , les commissaires ont donné lecture d'un projet de lettre à sa majesté , ordonné par l'arrêt du 4 de ce mois sur quoi délibéré. La cour a approuvé ladite lettre & ordonné qu'elle *partira par le courrier de demain ; quelle sera adressée au ministre & secrétaire d'état ayant le département de la province , & qu'il lui sera écrit pour le prier de la mettre sous les yeux du roi , & qu'une copie de ladite lettre sera envoyée à M. le garde des sceaux ; & qu'il lui sera pareillement écrit pour le prier de l'appuyer de ses bons offices.*





# LETTRE

DU PARLEMENT DE BRETAGNE,

A U R O I ,

du 6 Décembre 1787.

SIRE,

Un prince du sang auguste de votre majesté est exilé avec défense de recevoir aucune personne étrangere à sa maison ou à sa famille. Deux magistrats de votre parlement de Paris sont détenus dans des châteaux par vos ordres ; & le sujet de cet exil , la cause de ces détentions est *d'avoir dit trop librement ce que leur ont dicté en votre présence, leur devoir & leur conscience, dans une séance où votre majesté a annoncé qu'elle venoit recueillir des suffrages libres.* La liberté des suffrages est une loi naturelle, positive & inviolable ; la punition d'un prince & de deux magistrats pour avoir rempli ce devoir sacré seroit la punition de la vertu même.

Votre caractère personnel, sire, votre amour pour vos sujets, votre desir de les rendre heureux, les précautions prises par votre majesté à

son avènement au trône , pour que les cachots ne fussent plus ouverts qu'au crime légalement jugé ; tout sembloit promettre à la France , que sous votre regne , on ne verroit pas renaître ces temps malheureux , où la faculté d'avoir une opinion , le courage de la dire , l'attachement à ses devoirs , aux loix de son honneur & de sa conscience étoient travestis en délits punissables.

Le cœur de votre majesté , sire , a sans doute été déchiré par l'acte de rigueur , exercé contre un prince de son sang ; c'est à regret que vous avez prononcé l'ordre d'une détention rigoureuse contre des magistrats obligés par état de dire librement leur avis & placés en quelque sorte sous la sauve-garde de votre parole sacrée , qui leur a fait un devoir de dire leur opinion , en leur annonçant que votre majesté *venoit les entendre* ; qu'elle venoit s'environner avec confiance de leurs lumieres & de leur amour.

La vérité est l'hommage le plus digne d'un souverain , & le magistrat qui s'acquitte de ce devoir , acquiert des droits à la reconnoissance publique.

Le vrai crime , sire , le crime qui eut mérité toute votre disgrâce , eut été de douter de votre confiance , de la trahir en substituant le langage de la foiblesse ou de la dissimulation à celui de la vérité , que votre majesté cherche & qu'elle ne sauroit punir.

Quel malheur pour un bon roi , quel malheur pour ses peuples , s'il arrivoit que la voix de la vérité n'osât plus se faire entendre dans le

*du 6 Décembre 1787.*

199

sanctuaire de la justice , sans exposer ceux qui en sont les organes , à gémir sous le poids de votre disgrâce ,

Non , sire , votre majesté ne prolongera pas plus long-temps nos alarmes ; ce sera bien plus à la bonté de votre cœur , à l'esprit de justice qui vous caractérise , qu'à nos vœux ardents , à nos vives & respectueuses supplications , que la France devra le retour de vos bonnes grâces en faveur d'un prince qui vous est cher à tant de titres , & en faveur de deux magistrats fideles , dont les jours sont consacrés au service de votre majesté & à celui de vos peuples.

Nous sommes avec le respect & la soumission la plus profonde ,

S I R E ,

De Votre Majesté ,

Les très-humbles , très-obéissants ,  
très-fideles , très-soumis & très-affec-  
tionnés serviteurs & sujets ,  
Les gens tenant votre cour de par-  
ment de Bretagne.

*Signé* BURET.

*Rennes , le 6 Décembre 1787.*





# TRANSLATION

## DU PARLEMENT DE BORDEAUX

### A LIBOURNE.

---

**L**A translation du parlement de Bordeaux à Libourne, qui a duré neuf mois, est un de ces événemens nationaux, dont il est important de connoître toutes les circonstances.

L'édit portant création d'assemblées provinciales avoit été présenté à l'enregistrement du parlement de Paris, dès le mois de Juin 1787. Il sera utile de rapporter ici cet édit & l'arrêt d'enregistrement au premier parlement du royaume, afin de fixer les idées sur les bases de la discussion.





# É D I T

## D U R O I ,

*Portant Création d'Assemblées Provinciales.*

Donné à Versailles au mois de Juin 1787.

*Registré en Parlement le 22 desdits mois & an.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU , ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous présens & à venir ; SALUT. Les heureux effets qu'ont produit les administrations provinciales établies par forme d'essai dans les provinces de haute Guyenne & de Berry, ayant rempli les espérances que nous en avons conçues , nous avons jugé qu'il étoit temps d'étendre le même bienfait aux autres provinces de notre royaume. Nous avons été confirmés dans cette résolution , par les délibérations unanimes des notables que nous avons appelés auprès de nous , & qui en nous faisant d'utiles observations sur la forme de cet établissement , nous ont supplié avec instance de ne pas différer à faire jouir tous nos sujets -des avantages sans nombre qu'il doit produire. Nous déférons à leur vœu avec satisfaction ; & tandis que par un meilleur ordre dans les finances, & par la plus grande économie



dans les dépenses, nous travaillerons à diminuer la masse des impôts, nous espérons qu'une institution bien combinée en allégera le poids par une plus exacte répartition, & rendra facile l'exécution des plans que nous avons formé pour la félicité publique. A CES CAUSES, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons, par notre présent édit perpétuel & irrévocable, dit, statué & ordonné; disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Il fera, dans toutes les provinces de notre royaume où il n'y a point d'états provinciaux, & suivant la division qui sera par nous déterminée, incessamment établi une ou plusieurs assemblées provinciales, & suivant que les circonstances locales l'exigeront, des assemblées particulières de districts & de communautés; & pendant les intervalles de la tenue desdites assemblées, des commissions intermédiaires, les unes & les autres composées d'aucuns de nos sujets des trois ordres, payant les impositions foncières ou personnelles dans lesdites provinces, districts & communautés, & ce dans le nombre qui sera par nous fixé proportionnellement à la force & à l'étendue desdites provinces, districts & communautés; sans néanmoins que le nombre des personnes choisies dans les deux premiers ordres, puisse surpasser le nom-

bre des personnes choisies pour le tiers-état , & les voix seront recueillies par tête alternativement entre les membres des différens ordres.

## I I.

Lesdites assemblées provinciales seront par elles-mêmes , ou par les assemblées ou commissions qui leur seront subordonnées , chargées sous notre autorité & celle de notre conseil , de la répartition & assiette de toutes les impositions foncières & personnelles , tant de celles dont le produit doit être porté en notre trésor royal , que de celles qui ont ou auront lieu pour chemins , ouvrages publics , indemnités , encouragement , réparations d'églises & de presbyteres , & autres dépenses quelconques propres auxdites provinces , ou aux districts & communautés qui en dépendent : Voulons que lesdites dépenses , soit qu'elles soient communes auxdites provinces , soit qu'elles soient particulieres à quelques districts ou communautés , soient suivant leur nature , délibérées ou suivies , approuvées ou surveillées par lesdites assemblées provinciales , ou par les assemblées ou commissions qui leur seront subordonnées ; leur attribuant , sous notre autorité & surveillance , ainsi qu'il sera par nous déterminé , tous les pouvoirs & facultés à ce nécessaires.

## I I I.

Les procureurs-syndics qui seront établis près de chacune desdites assemblées provinciales & de

districts , pourront en leurs noms , & comme leurs représentans , présenter toutes requêtes , former toutes demandes , & introduire toutes instances par-devant les juges qui en doivent connoître , & même intervenir dans toutes les affaires générales ou particulières qui pourront intéresser lesdites provinces ou districts , & les poursuivre au nombre desdites assemblées , après toutefois qu'ils y auront été autorisés par elles , ou par les commissions intermédiaires.

#### I V.

La présidence desdites assemblées & commissions intermédiaires sera toujours confiée à un membre du clergé ou de la noblesse , & elle ne pourra jamais être perpétuelle.

#### V.

Il sera loisible auxdites assemblées provinciales de nous faire toutes représentations , & de nous adresser tels projets qu'elles jugeront utiles au bien de nos peuples , sans cependant que , sous prétexte desdites représentations ou projets , l'assiette & le recouvrement des impositions établies , ou qui pourront l'être , puissent , à raison desdites représentations ou projets , éprouver aucun obstacle ni délai. Voulons , dès-à-présent , qu'il y soit , audit cas , procédé dans la forme actuellement existante.

## V I.

Nous nous réservons de déterminer par des réglemens particuliers, ce qui regarde la première convocation desdites assemblées, leur composition & celles des commissions intermédiaires, ainsi que leur police & tout ce qui peut concerner leur organisation & leurs fonctions, & ce, conformément à ce qui est prescrit par ces présentes, & à ce que pourront exiger les besoins particuliers, coutumes & usages desdites provinces. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement à Paris, que notre présent édit ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelui garder, observer & exécuter selon sa forme & teneur : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR ; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel. DONNÉ à Versailles au mois de Juin, l'an de grace mil sept cent quatre-sept, & de notre regne le quatorzième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas, par le roi. Signé* le baron de BRETEUIL. *Visa* de LAMOIGNON. Vu au conseil, LAURENT DE VILLEDEUIL. Et scellé du grand sceau de cire verte en lacs de soie rouge & verte.

Arrêt de registre au parlement de Paris.

*Registré, ouï & ce requérant le procureur-général du roi, pour être exécuté selon sa forme & teneur ; & copies collationnées dudit édit envoyées aux bail-*

sièges & sénéchaussées du ressort , pour y être lu ,  
publié & enregistré : Enjoint aux substituts du procureur-  
général du roi, esdits sièges d'y tenir la main , & d'en  
certifier la cour dans le mois ; Et sera le seigneur roi  
très-humblement supplié de vouloir bien compléter son  
bienfait & en assurer la stabilité, en adressant à ses  
cours les réglemens particuliers que ledit seigneur roi  
se réserve de faire par l'art. VI du présent édit ;  
pour y être vérifiés en la forme ordinaire , suivant  
l'arrêt de ce jour. A Paris, en parlement, toutes les  
chambres assemblées, les princes & les pairs y étant,  
le vingt-deux Juin mil sept cent quatre-vingt-sept,  
Signé LEBRET.

L'enregistrement au parlement de Paris , ayant  
été effectué , l'édit fut adressé à tous les parle-  
mens, & tous l'enregistrèrent avec des modifica-  
tions plus ou moins étendues ; le parlement de  
Bordeaux seul refusa absolument d'enregistrer avant  
d'avoir connoissance des réglemens particuliers qui  
devoient fixer l'organisation des assemblées. Le  
parlement prit à ce sujet l'arrêté suivant.





# A R R E T É

## D U P A R L E M E N T

### D E B O R D E A U X .

*Du 25 Juillet 1787.*

**C**E jour la cour, toutes les chambres assemblées, ayant pris lecture de l'édit portant création des assemblées provinciales dans la basse Guienne, & ayant reconnu que les réglemens particuliers, annoncés dans l'art. VI, relativement à leur organisation, à leurs fonctions, à leurs pouvoirs, n'étoient pas annexés audit édit, dont ils ne pouvoient être séparés, tous les objets qu'ils doivent contenir étant intimement liés, & également susceptibles d'un examen réfléchi :

A arrêté qu'il seroit écrit une lettre au roi, pour le supplier d'envoyer & de faire connoître à son parlement les réglemens indiqués dans l'art. VI; moyennant ce, ladite cour déclare n'y avoir lieu de délibérer, quant à présent, sur l'enrégistrement.

Fait à Bordeaux, en parlement, toutes les chambres assemblées, le vingt-cinq Juillet mil sept cent quatre-vingt-sept.

*Monsieur LEBERTHON, premier président.*

**LETTRE**



# L E T T R E

## A U R O I.

*Du 25 Juillet 1787.*

S I R E,

Votre parlement répondroit mal à la confiance dont votre majesté l'honore ; il manqueroit à ses devoirs, s'il enrégistroit vos loix sans en prévoir toutes les influences. L'édit portant création des assemblées provinciales , donne un grand espoir à la nation. Votre majesté n'a conçu cet établissement que pour le bonheur de ses sujets ; mais le bien qui peut en résulter dépend des fonctions , des pouvoirs de ces corps & de leur organisation. Ces objets ont une telle connexité avec l'établissement même , que l'on ne peut être fixé sur ses avantages qu'en les considérant ensemble. Votre majesté veut être éclairée ; elle a droit d'attendre de nous la vérité , & nous désirons de la connoître pour la lui présenter. Ces considérations , sire , engagent votre parlement à supplier votre majesté de lui adresser les réglemens annoncés dans l'article VI de l'édit. Nous espérons qu'elle ne verra dans notre demande qu'une nouvelle preuve de

210      *Lettre au roi du 25 Juillet 1788.*  
notre dévouement pour son service , & de notre  
zele à seconder ses vues bienfaisantes.

Nous sommes , sire , &c.

M. le garde des sceaux répondit en substance à  
cette lettre , » que le parlement n'étoit pas fondé  
» à retarder l'enrégistrement de l'édit , sous le  
» prétexte qu'il ne connoissoit pas les réglemens  
» pour l'organisation des assemblées provinciales ;  
» que le roi étoit le maître de faire administrer  
» les provinces de son royaume , quant aux im-  
» positions , par des assemblées provinciales , par  
» des intendans , ou par tel autre régime que sa  
» sagesse lui suggérerait. »

Le parlement ne se rendit point à ces raisons ,  
& ayant appris que nonobstant l'enrégistrement  
de l'édit , l'assemblée provinciale du Limosin ,  
qui est dans son ressort , se proposoit de commencer  
ses séances , & qu'il avoit été pris jour pour que  
la première eût lieu le 11 Août , à Limoges , il se  
hâta de rendre l'arrêt prohibitif suivant.







# A R R E T

## D E L A C O U R

### DU PARLEMENT DE BORDEAUX,

*Qui fait inhibitions & défenses à toutes personnes , de quelqu'ordre que ce soit , de se réunir en corps d'assemblées provinciales dans son ressort , avant que l'édit portant création de ces assemblées soit enregistré en la cour.*

Du 8 Août 1787.

**L**A cour , toutes les chambres assemblées , le procureur-général du roi mandé , ouï & retiré : Considérant que le roi , par son édit portant création des assemblées provinciales , a eu en vue le bonheur de ses peuples , & que sa majesté a voulu maintenir les loix constitutives de l'état , en envoyant cet édit à son parlement pour y être enregistré ; que la cour n'a pu encore délibérer sur cet enrégistrement , ne connoissant pas les réglemens annoncés dans l'article VI , relatifs à l'organisation de ces assemblées , & faisant partie intégrante de leur établissement.

Que la cour a supplié le roi , de vouloir bien

lui en donner connoissance , & qu'elle a lieu d'espérer que sa majesté ne désapprouvera pas cette sage circonspection ;

Que dans ces circonstances la cour est instruite que plusieurs personnes de différens ordres se réunissent à Limoges pour y tenir une de ces assemblées , qui ne peuvent avoir lieu légalement qu'après que le parlement aura enrégistré l'édit de leur création ;

Qu'ainsi il est instant de prévenir les effets d'une précipitation contraire à la volonté que le roi a manifestée , volonté conforme à la constitution de l'état , qui exige que l'enregistrement de la loi précède son exécution :

Par ces considérations , la cour *fait inhibitions & défenses à toutes personnes , de quelque ordre que ce soit , de se réunir en corps d'assemblées provinciales dans son ressort , avant que l'édit portant création de ces assemblées soit enrégistré en la cour. Enjoint aux officiers des sénéchaux , présidiaux , & notamment aux substituts du procureur-général du roi , & aux officiers municipaux , de tenir la main , chacun en droit soi , à l'exécution du présent arrêt , qui sera imprimé , publié & affiché par-tout où besoin sera.*

Fait à Bordeaux , en parlement , toutes les chambres assemblées , le huit Août mil sept cent quatre-vingt-sept.

*Monseigneur LEBERTHON , premier président.*

Collationné. Signé DELPECH.

Le même jour le parlement expédia un courrier, avec ordre de faire signifier l'arrêt à M. le duc d'*Ayen*, nommé président de l'assemblée du Limosin.

A peine cet arrêt fut il connu à Versailles, qu'il fut rendu l'arrêt suivant du conseil qui le casse.



# EXTRAIT

## DES REGISTRES

### DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

*Du 12 Août 1787.*

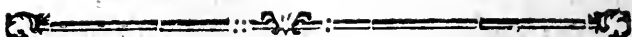
**L**E roi étant informé que le 8 de ce mois, le parlement de Bordeaux avoit rendu, toutes les chambres assemblées, un arrêt par lequel à l'occasion d'une assemblée qui se formoit à Limoges, en exécution des ordres du roi contenus en l'arrêt de son conseil du 12 Juillet dernier, il auroit fait défenses à toutes personnes, de quel ordre que ce soit, de se réunir en corps d'assemblée provinciale dans son ressort, avant que l'édit de création de ces assemblées fût enrégistré en la cour; sa majesté auroit eu lieu d'être d'autant plus surprise que les officiers de ce parlement se feroient

permis de rendre un pareil arrêt, qu'ils ne peuvent ignorer que de quelque manière qu'il plaise à sa majesté d'ordonner ou de permettre à ses sujets de s'assembler; il suffit que sa volonté soit connue, pour que les assemblées qui en sont l'effet, ne puissent en aucun cas être regardées comme illicites, & qu'il n'y a cependant que les assemblées illicites que les cours ou juges ayant le droit de défendre; que, dans les circonstances particulières où cet arrêt a été rendu, les officiers de son parlement n'ont pas pu se dissimuler que leur opposition aux assemblées qui se formoient en vertu des ordres de sa majesté, ne tendît à retarder l'exécution d'un bienfait qu'elle a cru devoir accorder à ses peuples; qu'en conséquence la prohibition portée audit arrêt, ne pouvant être regardée que comme une atteinte manifeste à la volonté & aux ordres de sa majesté, elle ne peut se hâter trop tôt d'en arrêter les suites; de rappeler les officiers dudit parlement à leur devoir, & de rendre aux opérations qu'elle a ordonnées dans sa sagesse, & pour le bien de ses peuples, un cours qu'ils n'auroient pas dû se permettre d'interrompre: A quoi voulant pourvoir; le roi étant en son conseil, a cassé & annullé, cassé & annulle ledit arrêt du parlement de Bordeaux du 8 de ce mois, comme attentatoire à son autorité, & contraire au bien de ses peuples; fait sa majesté très-expresses inhibitions & défenses aux officiers dudit parlement, sous peine de désobéissance, de donner suite audit arrêt, de quel ue manière que ce soit: ordonne que nonobstant ledit arrêt, & tous autres qui pourroient intervenir,

celui de son conseil du 12 Juillet dernier , & tous autres concernant lesdites assemblées , seront exécutés selon leur forme & teneur. Ordonne sa majesté aux sieurs intendans & commissaires départis dans les généralités dudit parlement de Bordeaux , de tenir la main à l'exécution , tant dudit arrêt de son conseil du 12 Juillet dernier & de tous autres concernant lesdites assemblées , que du présent arrêt , lequel sera imprimé , publié & affiché , par-tout où besoin sera , & signifié , du très-express commandement du roi , aux officiers dudit parlement de Bordeaux , en la personne de son greffier en chef , & à tous autres qu'il appartiendra. Fait au conseil d'état du roi , sa majesté y étant , tenu à Versailles , le 12 Août 1787. Signé , le baron de BRETEUIL.

Voici la commission jointe à cet arrêt.

Louis , par la grace de Dieu , roi de France & de Navarre , au premier notre huissier ou sergent sur ce requis , nous te mandons & ordonnons par ces présentes , signées de notre main , que l'arrêt ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie , cejourd'hui rendu en notre conseil d'état , nous y étant , pour les causes y contenues , tu signifies à tous qu'il appartiendra , à ce que personne n'en ignore , & fasse , pour son entière exécution , tous actes & exploits nécessaires , sans autre permission : Car tel est notre plaisir. Donné à Versailles , le douzieme jour d'Août , l'an de grace 1787 , & de notre regne le quatorzieme. Signé , LOUIS : Et plus bas : Par le roi , le baron de BRETEUIL.



## EXPLOIT DE SIGNIFICATION.

**L'**An mil sept cent quatre-vingt-sept, le dix-septieme jour d'Août, nous huissier ordinaire du roi en ses conseils, soussigné, avons signifié du très-exprès commandement du roi, le présent arrêt du conseil, rendu du propre mouvement de sa majesté, le 12 du présent mois, ensemble de la commission du grand sceau jointe audit arrêt à messieurs les officiers du parlement de Bordeaux, en la personne du sieur Delpech, greffier en chef du parlement de Bordeaux, trouvé en son greffe, au palais, en parlant à sa personne.

Et à M. le procureur-général du parlement de Bordeaux, y demeurant en son hôtel, rue des trois conils, en parlant à sa personne, à ce que du tout, messieurs les officiers du parlement de Bordeaux, & M. le procureur-général n'en ignorent, & nous avons à messieurs les officiers du parlement de Bordeaux & à M. le procureur-général dudit parlement, laissé copie du présent arrêt du conseil & de la commission y jointe. *Signé* ROUSSEL.

Je soussigné, huissier des conseils de roi, certifie que la copie de l'arrêt du conseil du 12 Août, présent mois, ensemble la commission & l'exploit de signification, étant ci-dessus & des autres parts, sont conformes aux originaux qui sont dans mes mains; en foi de quoi j'ai signé le présent. A Bordeaux le 17 Août 1787. *Signé* ROUSSEL.



# ORDONNANCE

## DE L'INTENDANT.

**V**U les ordres à nous adressés.

Nous, intendant en Guyenne, ordonnons que l'arrêt du conseil ci-dessus, ensemble la commission du grand sceau expédié, sur icelui, & les significations y relatives, seront imprimés, publiés & affichés par-tout où besoin sera. Fait à Bordeaux le 18 Août 1787. *Signé* NEVILLE. *Plus bas.* Par monseigneur. HENRIOT.



La signification de cet arrêt avoit été précédée à Bordeaux d'une lettre de cachet, qui fut remise à chacun des membres du parlement, par des officiers du régiment de Champagne, en garnison au château-Trompette, & qui leur ordonnoit de se rendre à Libourne, petite ville distante de Bordeaux de six lieues. Ces lettres de cachet étoient ainsi conçues.

*Mons. Je vous fais cette lettre pour vous dire que vous ayez à vous rendre dans deux jours au plus tard, à la ville de Libourne, pour y attendre mes ordres ; sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, Mons. en sa sainte & digne garde. Ecrite à Versailles, le 12 Août 1787.*

*Signé* LOUIS.

Et plus bas, le baron de BRETEUIL.

Les membres du parlement reçurent ces lettres dans la nuit du 17 au 18. Les chambres s'assemblerent le 18 au palais, depuis 9 heures jusqu'à midi. L'après-dîné il y eut bureau chez le premier président; le soir les chambres s'assemblerent de nouveau, depuis 7 heures jusqu'à minuit. Elles prirent l'arrêté suivant.



# A R R E T É

## D E L A C O U R

### D E P A R L E M E N T.

*Qui sous le bon plaisir du roi, persiste dans son arrêt du 8 du présent mois; portant défenses de se réunir en corps d'assemblées provinciales dans son ressort, avant l'enregistrement de l'édit.*

Du 18 Août 1787.

**L**A cour, toutes les chambres assemblées, considérant que les ennemis de l'état chercheroient en vain à calomnier les vues du parlement; que sa justification est dans sa conduite;

Que les peuples de ce ressort, accablés sous le poids des impôts, ne se méprendront pas sur les



vrais motifs qui attirent au parlement sa disgrâce ; qu'il n'auroit pas eu la douleur de voir son zele noirci aux yeux de la nation , si un administrateur infidele n'eût épuisé le trésor de l'état ; & si pour opérer la ruine du peuple , il ne se fût efforcé d'enlever au parlement la confiance publique & l'estime du seigneur roi :

Considérant que le parlement est accusé de s'être opposé au vœu national, au bonheur de ses concitoyens & aux vues bienfaisantes de sa majesté dans l'établissement des administrations provinciales ;

Que pour faire évanouir cette accusation injuste, le parlement n'a besoin que de rapprocher les faits ;

Qu'en 1779 , le parlement portant aux pieds du trône les réclamations des peuples de son ressort s'exprimoit ainsi ;

» En changeant tous les pays d'élection en  
 » pays d'état , votre majesté étend en quelque sorte  
 » l'existence & les biens de chaque individu ,  
 » puisque vous étendez ses motifs d'affection , &  
 » vous le liez par cela même plus étroitement à  
 » l'état. Cette administration intérieure , à laquelle  
 » il participe , ou croit participer , débarrasse le  
 » gouvernement des objets de détail , & devient  
 » un gage assuré de sa fidélité , de son zele &  
 » de son amour : sa liberté même est un lien de  
 » plus qui l'enchaîne à sa patrie , & qui la lui  
 » rend encore plus sacrée ;

Que les mêmes idées & les mêmes principes ont animé le parlement , lorsqu'il a rendu l'arrêt

du 25 Juillet dernier ; que ses motifs ne fauroient être équivoques ; que la lettre du 27, adressée au seigneur roi , les exprime de la maniere la plus forte :

Que loin de repousser l'établissement des assemblées provinciales , le parlement dit au contraire que  
*» l'édit portant création des assemblées provinciales ;  
 » donne un grand espoir à la nation , que sa ma-  
 » jesté n'a conçu cet établissement que pour le bon-  
 » heur de ses sujets. »*

Qu'enfin dans l'arrêt du 8 de ce mois , le parlement commence son arrêté par ces mots : *Con-  
 sidérant que le roi , par son édit portant création des  
 assemblées provinciales , a eu en vue le bonheur pu-  
 blic* , qu'ainsi l'on voit par ces rapprochemens que les vues du parlement ont , dans toutes les circonstances , été les mêmes que celles de sa majesté , que le parlement les a même prévenues , & que les inculpations qu'on lui fait dans l'arrêt du conseil , dont on a ordonné l'impression & la publication au nom de sa majesté , font l'effet de la surprise faite à la religion du seigneur roi.

Considérant que dans l'état déplorable où se trouvent les finances , tous les projets des ministres , même ceux qui paroissent les plus avantageux aux peuples , semblent n'avoir pour but que la fiscalité & l'augmentation de l'impôt ; qu'il est donc de la sagesse du parlement de n'enregistrer les édits qu'avec la plus grande circonspection , & que s'il doit aux peuples l'exemple de la soumission & du respect , il lui doit aussi l'exemple de la prudence & de l'attachement aux vrais principes.

Considérant qu'à l'aspect des malheurs qui menacent la propriété, malheurs que l'assemblée des états-généraux peut seule prévenir, chaque citoyen porte des regards inquiets sur le parlement, & semblent lui rappeler que dans une circonstance très-récente, mais bien moins allarmante pour la propriété, le parlement porta la vérité aux pieds du trône, renversa les projets dangereux qu'une main criminelle avoit tracés, couvrit de confusion l'auteur d'un projet d'invasion, & mérita par sa fidélité l'estime de son roi & les éloges de la nation.

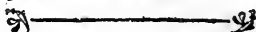
Considérant enfin, que dès que l'édit portant création des assemblées provinciales dans le ressort, avoit été adressé au parlement, il ne pouvoit avoir d'exécution légale qu'après l'enregistrement; que le silence même de sa majesté étoit une preuve tacite qu'elle approuvoit l'arrêt de son parlement; qu'ainsi l'arrêt du 8 de ce mois, portant *défenses de se réunir en corps d'assemblées provinciales, dans le ressort du parlement, avant l'enregistrement dudit édit*, n'étoit qu'une conséquence nécessaire & forcée de son arrêt du 25 du mois dernier & de la confiance que sa majesté avoit témoigné à son parlement en lui envoyant ledit édit.

Par toutes ces considérations, la cour ne voyant dans l'arrêt du conseil, qui casse l'arrêt du parlement, aucun caractère légal, puisqu'il n'est pas revêtu de lettres-patentes, *a persisté & persiste sous le bon plaisir du roi, dans sondit arrêt du 8 du présent mois*; ordonne que ledit arrêté sera publié,

affiché & envoyé aux bailliages & sénéchaussées du ressort de la cour.

*Fait à Bordeaux , en parlement , toutes les chambres assemblées , le 18 Août 1787.*

Monfieur LEBERTHON , premier président.  
Collationné, *signé*, DELPECH.



Le 19 & le 20 les magistrats se rendirent à Libourne , où ils trouverent les appartemens disposés pour les recevoir ; M. l'intendant les y avoit précédés , & le 24 M. le comte de *Brienne* , commandant de la province , leur présenta des lettres-patentes du 12 , qui transféroient le siege du parlement de Bordeaux à Libourne : les voici.



# LETTRES-PATENTES

DU ROI

PORTANT TRANSLATION

DU PARLEMENT DE BORDEAUX

A LIBOURNE.

*Du 12 AOUST 1787.*

**L**OUIS , PAR LA GRACE DE DIEU , ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux que les présentes lettres verront, SALUT : de grandes & importantes considérations , nous ayant déterminé

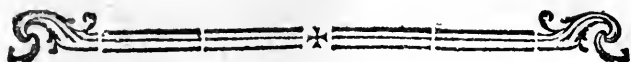
à transférer notre parlement de Bordeaux en une autre ville où il ne puisse être distrahit de ses fonctions ; nous avons résolu de faire connoître nos intentions à cet égard ; A CES CAUSES & autres, à ce nous mouvant, de l'avis de notre conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons transféré, & par ces présentes signées de notre main, nous transférons notredite cour de parlement en la ville de Libourne, voulons que tous les officiers d'icelle s'étant rendus en ladite ville, suivant les ordres que nous leur en avons donnés, ils y rendent la justice à nos sujets & y remplissent les fonctions de leurs charges, tant & si longuement qu'il nous plaira, en temps de vacations comme en temps ordinaire, leur enjoignons d'y commencer leurs séances dans huitaine, au plus tard, du jour des présentes, leur défendons l'exercice & fonctions de leurs charges dans notre ville de Bordeaux, défendons aussi très-expressément à tous nos sujets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de se pourvoir après la publication des présentes, ailleurs que pardevant notredit parlement séant à Libourne; faisons pareillement défense à tous huissiers ou sergens de donner aucuns exploits soit en première instance ou sur apppel audit parlement, sans y insérer la résidence à Libourne, à peine de nullité desdits exploits & des jugemens qui interviendront sur iceux, & de deux cent livres d'amende contre l'huissier, comme aussi à tout contrôleur desdits exploits de les contrôler, si ladite résidence n'y est exprimée sous les mêmes peines, leur enjoignons de les retenir ; & en nous les dénonçant & représentant, déclarons

la moitié de l'amende encourue contre l'huiſſier leur appartenir. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux conſeillers les gens tenant notre cour de parlement à Libourne , qu'incontinent après que ces lettres leur auront été représentées, ils aient à les faire lire , publier & régiſtrer , pour être gardées & obſervées ſelon leur forme & tenneur ; mandons à cet effet à notre procureur-général de faire pour l'exécution , toutes les pourſuites , perquiſitions & diligences néceſſaires , & de nous en certifier dans huitaine ; CAR TEL EST NOTRE PLAISIR ; en témoins de quoi nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites préſentes.

DONNÉ à Verſailles , le 12e. jour du mois d'Août , l'an de grace 1787 , & de notre regne le quatorzieme. *Signé* LOUIS. *Et plus bas.* Par le roi ; le baron de BRETEUIL.



Ces lettres-patentes furent tranſcrites d'autorité ſur les régiſtres du parlement , qui prit à leur occaſion l'arrêté ſuivant ſous la date du 3 Septembre.



# ARRÊTÉ

DU 3 SEPTEMBRE 1787.

**L**A cour, toutes les chambres assemblées, vu les lettres-patentes portant translation du parlement de Bordeaux dans la ville de Libourne, ensemble les conclusions du procureur-général du roi, datées du premier de ce mois.

Considérant que toute lettre close qui interrompt le cours de la justice, qui enlève le magistrat à son tribunal, & le tribunal à la cité, est un acte illégal, que l'on cherche en vain à autoriser au nom du souverain;

Que dans les siècles les plus reculés de la monarchie, comme dans les temps les plus récents, nos rois ont été attentifs à prémunir les juges contre les rescrits qu'on pourroit leur arracher par importunité; que tel est le vœu des anciennes & des nouvelles ordonnances, monumens précieux de la sagesse de nos rois;

Que les unes font *très-expressément inhibitions & défenses aux juges d'avoir aucun égard aux lettres closes*; que les autres défendent *aux cours, & à tous autres juges, d'obéir ni d'obtempérer à de pareilles lettres*; que toutes enfin autorisent *à les déclarer obreptices & subreptices, & veulent qu'elles soient de nul effet & valeur*:

Considérant que le parlement auroit dû peut-être, dans l'intérêt des peuples de ce ressort, & dans celui de la nation, donner un exemple de plus de fermeté & de dévouement, n'écouter que la loi, & ne voir dans les ordres qui lui ont été signifiés qu'une surprise faite au seigneur roi.

Considérant que le motif des lettres-patentes portant translation du parlement de Bordeaux à Li-bourne, ne sauroit faire illusion, dans ce moment sur-tout où loin de suivre la voie indiquée par l'assemblée des notables, loin de remédier aux besoins de l'état par des moyens sages & économiques, on emploie, pour réparer les finances épuisées, les coups réitérés de l'autorité, & l'on menace d'accabler la nation sous de nouveaux impôts ;

Que le gouvernement a marqué lui-même l'objet sur lequel le public doit fixer ses regards ; qu'il a fait répandre avec profusion dans toute la France, la déclaration du *timbre*, & l'édit de la *subvention territoriale* ; que le parlement de Paris s'est opposé avec courage à l'enregistrement & à l'exécution de ces édits, & qu'il est exilé ;

Que l'on prévoit la même opposition du parlement de Bordeaux ; que l'on voudroit étouffer sa voix, mais que les efforts du pouvoir le plus absolu ne sauroient jamais lui faire abandonner les intérêts du seigneur roi, & ceux de la nation, toujours inséparables.

Considérant que le parlement a sans doute le droit d'exercer ses fonctions dans toutes les parties de son ressort, lorsque des circonstances indif-



penfables ou forcées , y réuniffent les officiers qui le compofent ;

Qu'il auroit déjà fait ufage de ce droit, indépendamment des lettres-patentes qui lui font adreffées , fi l'intérêt du feigneur roi , celui de la province de Guienne & le bien de la juftice l'euffent exigé ; & qu'il fe fera toujours un devoir , en quelque endroit de fon reffort qu'il fe trouve raf-  
femblé , de défendre les privilèges , les propriétés & la liberté des peuples confiés à fa vigilance ; mais que les termes de l'article XX. de la capitulation de la province de Guienne s'oppofent à ce que le parlement puiffe rendre la juftice aux peuples de ce reffort , ailleurs qu'en ladite cité.

Confidérant que l'adminiftration efpéreroit en vain de voir le parlement fléchir fous le poids d'un exil rigoureux ; que ce moyen eft toujours impuiffant , quand les magiftrats font animés par l'amour du roi & de la patrie ;

Que dans les circonftances où fe trouvent le royaume , il eft du plus grand intérêt pour le gouvernement , que les peuples foient fixés d'avance fur la conduite que le parlement doit tenir , & qu'il tiendra invariablement ;

Que commandé par le devoir , la confcience & l'honneur , il n'enrégiftrera aucun nouvel impôt , que l'afsemblée des états-généraux n'en ait réglé la nature & fixé la durée ;

Que cette détermination eft fondée fur la profondeur des plaies de l'état , autorifée par les vertus du fouverain , néceffitée par la constitution de la monarchie ;

Que les lumieres, le zele & le patriotisme de l'assemblée des notables n'ayant eu d'autre utilité que de découvrir le gouffre effrayant où les richesses de l'état vont se perdre, il est indispensable de convoquer la nation, pour qu'elle porte un prompt remede à des maux qu'elle seule peut réparer ;

Que le voile mystérieux qui dérobe aux yeux du public les canaux détournés par où les finances de la nation passent & disparaissent ; la réclamation des cours méprisées ; la liberté des enrégistremens violée ; la fidélité des parlemens punie de l'exil ; l'autorité royale elle-même affoiblie par l'extension d'un pouvoir sans borne ; le vœu de tous les ordres de l'état ; le cri général de la nation ; la misere des peuples, tout enfin prouve la nécessité du retour à l'ancienne constitution, trop long-temps oubliée ;

Que les rois ne sont jamais plus grands, plus redoutables à leurs ennemis, plus chers à leurs sujets, qu'au milieu de l'assemblée auguste des états-généraux ; qu'il n'est que des personnes de  
*» petite condition & de petite vertu, pour se fer-*  
*» vir des termes de Philippe de Commines, qui*  
*» puissent estimer que ces assemblées soient dange-*  
*» reuses, & qui disent que c'est un crime de lèze-*  
*» majesté, que de parler d'assembler les états, & que*  
*» c'est pour diminuer l'autorité du roi. . . . Mais*  
*» servent ces paroles à ceux qui sont en autorité &*  
*» crédit & craignent les grandes assemblées, de peur*  
*» qu'ils ne soient connus ou que leurs œuvres ne*  
*» soient blâmées. »*

Considérant que le parlement pourroit se plaindre de ces déplacemens toujours pénibles pour le cœur , & quelquefois gênant pour la fortune ; qu'il est préparé à ces sacrifices ; que la patrie est la véritable famille du magistrat , & que son vrai bien est la félicité publique , mais qu'il ne sauroit voir , sans une douleur profonde, la justice arrêtée dans son cours, la police d'une ville immense privée du ressort le plus actif & le plus imposant , une foule de malheureux chargés de fers , languissans dans les cachots , faisant des vœux inutiles pour leur jugement , & réduits au désespoir ; le commerce enfin contrarié dans ses opérations par des retardemens toujours préjudiciables & souvent funestes.

○ Considérant encore que le parlement doit fixer principalement ses regards sur l'atteinte portée à la capitulation qui réunit la province de Guienne à la couronne :

○ Qu'un des articles de cette capitulation , si chère aux habitans de ce ressort , porte : » *Et*  
 » *sera le roi content qu'en ladite cité de Bordeaux*  
 » *y ait justice souveraine , pour connoître , discuter*  
 » *& déterminer définitivement de toutes les causes*  
 » *d'appel qui se feront en icelui pays , sans qu'iceux*  
 » *appeaux par simple querelle ou autrement , soient*  
 » *traités hors de ladite cité.* »

Que les conventions faites alors entre Charles VII & la province de Guienne , sont aussi obligatoires pour le monarque , que sacrées pour les habitans de cette province ; que le parlement doit avec d'autant plus de confiance en réclamer l'exé-

cution en leur faveur , qu'il n'est point de province qui , par sa soumission à ses rois , & par son zele pour la gloire de l'état , mérite mieux de conserver ses privileges.

Par ces considérations , la cour , a unanimement déclaré & déclare lesdites lettres-patentes évidemment surprises à la religion du roi , contraires à l'intérêt des peuples de ce ressort & à l'article XX de la capitulation de la province de Guienne ; en conséquence déclare , ladite cour , ne pouvoir procéder à l'enrégistrement desdites lettres-patentes , que le roi sera très-humblement supplié de retirer ; & néanmoins la cour a déclaré qu'attendu que tous les membres qui la composent sont réunis dans la ville de Libourne , elle ne cessera de s'occuper de tout ce qui intéresse le service du roi , le bien de la province & le maintien de l'ordre public ; ordonne que le présent arrêté sera imprimé , publié & affiché & envoyé dans tous les bailliages & sénéchaussées du ressort , pour y être pareillement lu , publié & affiché.

Fait en parlement , toutes les chambres assemblées , à Libourne , le 3 Septembre , mil sept cent quatre-vingt-sept.

Monsieur LEBERTHON , premier président.

Collationné , Signé , DELPECH.



Le lendemain 4, le parlement ayant eu connoissance des ordres qui portoient injonction au comte de Brienne , de faire enrégistrer d'autorité les lettres-patentes portant translation , prit un nouvel arrêté.

# ARRÊTÉ

Du 4 SEPTEMBRE 1787.

**L**A cour, toutes les chambres assemblées, vu l'arrêté par elle pris le Lundi 3 de ce mois, portant que le roi sera très-humblement supplié de retirer les lettres-patentes du 12 du mois dernier, portant translation de son parlement dans la présente ville:

Considérant que la transcription desdites lettres-patentes pourroit être faite d'autorité sur ses registres, & en vertu d'ordres évidemment surpris, a protesté & proteste d'avance contre ladite transcription, qu'elle déclare nulle, illégale, &, comme telle, ne pouvant produire aucun effet; proteste pareillement, ladite cour, contre toutes autres transcriptions qui pourroient être faites sur ses registres dans une forme contraire aux loix constitutives du royaume:

En conséquence déclare, ladit cour, *persister dans ses arrêts & arrêtés précédens*; ordonne que le présent arrêté sera imprimé & envoyé aux bailliages & sénéchaussées du ressort, pour y être enregistré; & qu'au surplus, il en sera fait lecture en présence du porteur des ordres du roi, par celui de messieurs, qui présidera la cour.

Fait en parlement , à Libourne , le 4 Septembre mil sept cent quatre-vingt-sept.

*Monfieur* LEBERTHON , *premier président.*

Collationné. *Signé* DELPECH.

En effet le lendemain 5 Septembre M. le comte de *Brienne* se rendit à Libourne ; il fit convoquer le parlement par ordre du roi , & il fit enregistrer d'autorité les lettres-patentes. Le lendemain 6, le parlement fit encore l'arrêté suivant au sujet de cette transcription :



# ARRÊTÉ

*Du 6 SEPTEMBRE 1787.*

**C**E jour la cour , toutes les chambres assemblées , considérant que la transcription des lettres-patentes portant translation du parlement de Bordeaux à Libourne , faite d'autorité , le jour d'hier , par le sieur comte de *Brienne* , est l'effet d'une surprise évidente , faite à la religion du seigneur roi ; que toutes les fois que l'intérêt public commande le magistrat , le refus d'exécuter un ordre contraire au bien de la justice n'est point *désobéissance* , c'est *devoir* ;

Que le parlement ne rappellera aucune des raisons puissantes qui ressortent de l'intérêt du sou-

verain, de l'avantage des peuples de ce ressort, & du droit de la province de Guienne; qu'il relevera uniquement l'abus excessif que l'on fait des lettres de cachet; qu'il dénoncera au seigneur roi la légèreté & la précipitation avec lesquelles on emploie lesdites lettres, de manière qu'on ne cherche seulement pas à conserver à ses ordres une apparence de régularité;

Que quelques-unes de ces lettres n'ont absolument aucune date; que d'autres en ont d'apposées par interligne; que celle-ci dans la suscription est adressée à un des membres du parlement, & ne contient aucun nom dans le corps de la lettre; que celle-là s'adresse à deux personnes à la fois; de sorte que l'ordre est donné à l'un, & la formule par laquelle la lettre de cachet est terminée, s'adresse à l'autre;

Que les lettres de cachet sont non-seulement irrégulières dans leur forme, mais encore que leur exécution littérale étoit impossible; qu'elles ordonnent de se rendre le cinq à l'hôtel-de-ville de Libourne, & qu'elles sont datées de Versailles du quatorze, ce qui ne peut se concilier, puisque des ordres donnés le quatorze ne sauroient être exécutés le cinq du même mois;

Qu'enfin les ordres relatifs à la transcription militaire sont datés du quatorze Août, & ceux relatifs à l'enregistrement libre, le sont du vingt-huit du même mois; que cependant la transcription militaire, déterminée sur le refus du parlement, n'a pu être ordonnée avant d'avoir présenté les lettres-patentes à l'enregistrement libre, ce qui décele

une surprise plus manifeste encore que la précédente ;

Que toutes ces erreurs dans les dates & les noms , toutes ces ratures & interlignes , toutes les contrariétés enfin qui se trouvent dans les lettres de cachet signifiées au parlement ou à ses membres , annoncent l'inattention avec laquelle on emploie des ordres portés au nom du souverain ; que cela démontre évidemment la nécessité de la vérification de la loi , le danger des lettres de cachet , la facilité avec laquelle les gens en place peuvent en abuser , la force des raisons que présentent constamment les cours pour s'opposer à leur exécution , la sagesse enfin des ordonnances du royaume , qui déclarent *les lettres closes* obreptices & subreptices , & défendent d'y obtempérer :

Que le parlement ne sauroit voir dans les lettres-patentes qui ont été transcrites sur ses registres l'expression de la volonté du seigneur roi ; que c'est profaner un nom aussi cher que sacré , que de le faire servir à priver les tribunaux de leur liberté , la justice de ses ministres , les loix de leurs dépositaires , & que le parlement ose espérer que le seigneur roi ne verra dans sa conduite qu'une nouvelle preuve de sa fidélité à ses devoirs ; & de son zèle pour son service :

Par ces considérations , la cour *a persisté dans l'arrêté par elle pris le trois du présent mois ; en conséquence , déclare la transcription faite sur ses registres par le sieur comte de Brienne , nulle & illégale , & , comme telle , ne pouvant produire aucun effet ; ordonne que le présent arrêté sera imprimé &*



du 6 Septembre 1787.

235

envoyé aux bailliages & sénéchaussées du ressort de la cour, pour y être enrégistré à la diligence des substituts du procureur-général du roi.

Fait en parlement, à Libourne, le 6 Septembre mil sept cent quatre-vingt-sept.

*Monsieur LEBERTHON, premier président.*

Collationé. Signé, DELPECH.

Le lendemain, le parlement s'assembla de nouveau, & il délibéra sur les lettres de jussion qui lui avoient été adressées; & qu'on transcrit ici.



## LET T R E S DE JUSSION

*Pour l'enregistrement de l'édit portant établissement  
d'une administration Provinciale.*

Du 27 Août 1787.

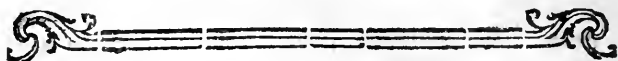
**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE : A nos amés & féaux conseiller, les gens tenant notre cour de parlement séant à Libourne ; SALUT. Nous nous sommes fait représenter en notre conseil l'arrêt que vous avez rendu le 25 Juillet dernier, ainsi que la lettre que vous nous avez adressée pour nous demander, avant d'enregistrer notre édit du mois de Juin précédent, portant établissement d'une administration

*provinciale dans votre ressort*, la connoissance des pouvoirs que nous entendons attribuer à ladite administration provinciale, ainsi que les réglemens & organisations que nous nous proposons de lui donner ; vous avez dû reconnoître, par l'examen dudit édit, qu'il n'a pour objet que de confier aux soins des propriétaires choisis dans les différens ordres, plusieurs objets ci-devant réservés à la direction du commissaire départi dans la province ; qu'il n'y est question que de la répartition des impôts établis ou à établir dans les formes ordinaires, & que notre intention n'avoit jamais été de soustraire l'établissement des nouveaux impôts à la vérification dans nos cours, & à la forme de l'enregistrement ; cependant vous avez rendu le 6 Août présent mois, un second arrêt par lequel, à l'occasion de l'assemblée qui se formoit à Limoges, en exécution de nos ordres contenus en l'arrêt de notre conseil du 12 Juillet, vous avez fait défense à toute personne, de quelque ordre que ce soit, de se réunir en corps d'assemblée provinciale dans votre ressort, de sorte que par arrêt rendu en notre conseil le 12 du présent mois, nous avons crû devoir casser & annuler votredit arrêt du 8 Août, comme attentatoire à notre autorité, & contraire au bien de nos peuples, & ordonner l'exécution de celui de notre conseil du 12 Juillet, & de tous autres concernant lesdites assemblées ; malgré cet acte si triste de notre autorité, vous vous êtes encore permis de prendre le 18 du présent mois un arrêté, par lequel vous avez persisté dans votre arrêt du 8 ;

vous n'avez jamais dû douter que quant à l'organisation qu'il convient de donner à ladite assemblée provinciale, & quant à la forme de son renouvellement, notre intention est d'adopter provisoirement des vues générales sur lesquelles nous attendrons les lumières de l'expérience, & les observations de l'assemblée provinciale elle-même avant de vous les adresser, & de leur donner une sanction définitive; notre objet, en vous adressant l'édit du mois de Juin, a été de donner encore plus de stabilité au bienfait que sollicitoient de nous, le vœu général de la nation, le suffrage unanime des notables de notre royaume, & que vous aviez vous-même réclamé, il y a quelques années, pour les peuples de votre ressort. Nous devons donc nous promettre de votre zèle pour notre service, & pour l'intérêt public, que vous n'apporterez plus de délai à l'enregistrement de notre édit; A CES CAUSES, &c. avons ordonné, voulons & nous plaît, & vous enjoignons très-expressément, que *sans attendre de nous plus exprès & plus absolu commandement, & que ces présentes que nous voulons vous servir de première & finale jussion, vous ayez incontinent & sans délai; toutes affaires cessantes & postposées, à procéder à l'enregistrement pur & simple de notre dit édit du mois de Juin dernier, & des présentes levant & ôtant, comme nous levons & ôtons par cesdites présentes tout prétexte & considérations qui pourroient vous en empêcher: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR, &c.* Donné à Versailles le 27 Août, l'an de grace

1787. Signé LOUIS. Et plus bas, le baron de BRETEUIL.

Voici l'arrêté qui fut fait après la délibération prise sur ces lettres de jussion.



# ARRÊTÉ

## DU PARLEMENT

### DE BORDEAUX.

*Du 7 Septembre 1787.*

**V**U les lettres de jussion du 27 Août dernier ; la cour , toutes les chambres assemblées , considérant que l'*édit portant établissement des assemblées provinciales* , est moins une loi , que le projet d'une loi ; qu'on y voit à la vérité le vœu d'un roi bienfaisant , qui désire le bonheur de ses peuples ; mais que ce n'est que par la connoissance approfondie de l'organisation des assemblées provinciales , que le parlement peut juger de l'utilité ou du désavantage de ces établissemens inconnus jusqu'à nos jours ;

Que la bonne ou mauvaise organisation de ces assemblées dépend des réglemens que le gouvernement leur donnera ;

Que ces réglemens sont de l'essence des assem-

blées provinciales , puisque sans eux elles ne sauroient exister ;

Que l'édit envoyé à l'enregistrement , & les réglemens que le parlement demande , ne doivent former que la même loi , sont les parties intégrantes & individuelles du même corps , & que si le gouvernement reconnoît la nécessité de l'enregistrement pour une partie , il doit nécessairement la reconnoître pour le tout :

Considérant que les difficultés que fait l'administration d'envoyer à l'enregistrement le régime des assemblées provinciales , seroient seules capables de jeter des doutes dans l'esprit des magistrats ; que le parlement , rassuré par le cœur paternel du seigneur roi , doit néanmoins prévoir les abus que le génie fiscal pourroit faire d'un établissement , dont aucune loi n'auroit réglé la forme & circonscrit les pouvoirs ;

Que le parlement doit être d'autant plus circonspect dans ses démarches , que les assemblées provinciales sont entrées dans les projets d'un ministre déprédateur , qui cherchoit les moyens de rétablir les finances de l'état que ses dissipations avoient épuisées ;

Que ce même ministre , abusant de la confiance de son roi , lui faisoit annoncer , dans l'édit de Décembre mil sept cent quatre-vingt-cinq , *l'ordre & l'apurement total des finances , avec les secours d'un nouvel emprunt* ; & que cependant en mil sept cent quatre-vingt-sept , l'assemblée des notables a cru pouvoir fixer le déficit annuel à plus de cent trente-huit millions ;

Qu'on peut bien soupçonner ce ministre d'avoir , par l'établissement des assemblées provinciales, caché un mal réel sous des apparences séduisantes , & , après avoir trompé son roi , d'avoir cherché à en imposer à la nation :

Considérant que l'enrégistrement des réglemens demandés ne sauroit être un obstacle aux changemens que le seigneur roi voudroit y apporter dans la suite , & dont l'expérience pourroit démontrer l'avantage ou la nécessité ; que le législateur peut toujours dans sa sagesse changer ou modifier la loi , quand le bien de l'état l'exige ; & que les déclarations du roi , interprétatives des ordonnances , en fournissent un grand nombre d'exemples ; que le gouvernement ne sauroit donc être arrêté par ces considérations , les seules qui soient énoncées dans les lettres de jussion adressées au parlement ;

Qu'on opposeroit en vain l'exemple de quelques parlemens qui ont enrégistré cet édit ; que ces exemples , quelque graves , quelque imposans qu'ils soient , ne doivent pas déterminer les suffrages du parlement de Bordeaux , puisque les parlemens qui ont enrégistré cet édit , y ont tous apporté des modifications , & que les modifications apposées à la loi prouvent toujours son insuffisance & sa défectuosité ; que notamment le parlement de Paris avoit demandé dans son enrégistrement l'explication de l'article VI & les réglemens y énoncés ; que le peu de succès de sa demande avertit le parlement de Bordeaux qu'il doit user de la plus grande circonspection , & qu'il est nécessaire

cessaire que la connoissance des réglemens précède l'enregistrement , puisqu'il ne peut pas espérer qu'il la suive ;

Qu'en un mot , si quelques parlemens ont enregistré l'édit des assemblées provinciales , plusieurs autres ont demandé au seigneur roi le retour à leur ancienne constitution ; tels sont ceux de Grenoble , Besançon. . . . la province de Hainault. . . . que craignant le vice du régime qu'on pouvoit donner à ces assemblées , ils ont sollicité le rétablissement des anciens états de leurs provinces ;

Que le parlement reconnoît combien les assemblées provinciales , bien réglées , feroient préférables à l'administration souvent arbitraire d'un commissaire départi ; mais que cependant en 1779 , en désirant cette forme d'administration , il développoit des vues bien différentes de celles que le gouvernement propose ; que le plan qu'il traçoit alors , concilioit le soulagement des peuples , la gloire & la puissance du souverain ; mais qu'il étoit bien éloigné de demander pour son ressort plusieurs petites assemblées provinciales , amorcées , incohérentes , étrangères les unes aux autres , qui sous un ministre impérieux , n'auroit d'autre volonté que celle de quelques commissaires choisis par l'administration & qui pourroient servir à favoriser l'oppression , loin d'en garantir les peuples ;

Que le projet proposé par le parlement à cette époque , avoit pour objet de faire de la Guienne un pays d'état , de laisser à la commune seule le

choix de ses représentans , d'élever l'ame par le sentiment intérieur de la liberté , de mettre dans les impositions une répartition juste & proportionnelle , & , par des moyens sages & économiques dans les temps heureux , de doubler les ressources de la France dans les temps de guerre ou de calamité ; mais que le public pourra soupçonner que le but des assemblées provinciales est de procurer une connoissance exacte des revenus de chaque particulier , & non de diminuer la masse de l'impôt , & que l'on se propose plutôt d'imposer les fonds qui paient moins , que de soulager la partie indigente du peuple qui paie trop :

Considérant enfin que les lettres de jussion adressées au parlement ne donnent pas de la loi la connoissance nécessaire pour rassurer la conscience du magistrat & éclairer sa religion ; & que s'il est essentiel que l'impôt reçoive la sanction de l'enregistrement avant la répartition , il est également indispensable de connoître avant l'enregistrement l'organisation des corps dont l'établissement changera toute l'administration des impôts , & réglera sous ce rapport le sort des peuples :

Par ces considérations , la cour déclare ne pouvoir obtempérer aux lettres de jussion du vingt-sept Août , à elle adressées ; en conséquence , a arrêté que le seigneur roi sera de nouveau supplié de donner connoissance à son parlement , des réglemens relatifs à l'organisation , aux fonctions & au pouvoir des assemblées provinciales ; ordonne que le présent arrêté sera imprimé , publié & envoyé aux bailliages & sénéchaussées du ressort , pour y être enregistré à la dili-



gence des substituts du procureur - général du roi.

Fait en parlement, toutes les chambres assemblées, à Libourne, le 7 Septembre mil sept cent quatre-vingt sept.

*Monsieur* LEBERTHON, *premier president.*

Collationné, *Signé*, DELPECH.

Trois jours après, M. le comte de *Brienne*, convoqua de nouveau le parlement, & il fit enrégistrer les lettres-patentes suivantes, qui avoient pour but de retenir les magistrats à Libourne.



# LETTRES - PATENTES

D U R O I,

*Données à Versailles le 4 Septembre 1787, qui différent les vacations du parlement séant à Libourne.*

**L**OUIS, PAR LA GRACE DE DIEU ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A nos amés & féaux conseillers, les gens tenant notre cour de parlement séant à Libourne: SALUT. Les circonstances qui ont interrompu votre service, pourroient porter préjudice à vos justiciables, si nous ne nous déterminions pas à différer vos vacations ordinaires: A CES CAUSES, nous vous mandons & par ces présentes, signées de notre main, très-expres-

*fément vous enjoignons de continuer vos séances ordinaires , tant pour les audiences que pour les rapports des procès , jusqu'à nouvel ordre de notre part , & ce nonobstant tous réglemens , usages & autres choses à ce contraires , auxquels nous avons dérogé & dérogeons par ces présentes : ordonnons à tous présidens , conseillers & autres officiers de notredite cour , de se rendre assidus à l'exercice de leurs fonctions , chacun en ce qui les concerne ; si vous mandons que ces présentes vous ayez à faire registrer , & icelles exécuter selon leur forme & teneur : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR :*

Données à Versailles le 4e. jour du mois de Septembre , l'an de grace 1787 , & de notre regne le le quatorzieme. *Signé LOUIS. Et plus bas , par le roi. Signé le baron de BRETEUIL.*

## *A R R E T D E R E G I S T R E .*

**L**ues, publiées & enrégistrées du très-exprès commandement du roi , portées par M. le comte de Brienne , lieutenant-général des armées du roi , commandant en chef pour sa majesté dans le gouvernement général de Guienne & dans celui de Béarn & de la Navarre. Oui le procureur-général du roi , pour être exécutées selon leur forme & teneur , & copies collationnées d'icelles envoyées aux sieges du ressort , pour y être pareillement lues , publiées & régistrées , à la dili-

gence des substituts dudit procureur-général du roi.  
Fait à Libourne en parlement , le 10 Septembre  
1787.

*Signé,* DELPECH.

La cour des aides de Bordeaux s'employa dans  
le même temps pour obtenir le rappel du parle-  
ment. Voici la lettre qu'elle écrivit au roi.



LETTRE  
DE LA COUR DES AIDES  
DE BORDEAUX  
AU ROI.

Du 7 Septembre 1787.

SIRE,

La gloire de l'état & le bonheur de vos peuples formerent l'objet des premières opérations de votre regne ; vous aviez ramené les beaux jours de la monarchie ; la France voyoit avec enthousiasme son maître devenu le médiateur des rois , le protecteur des nations , & l'espoir de l'Europe contre un ennemi commun.

L'élévation subite d'une marine formidable ; les puissans secours accordés aux colonies , un plan d'administration sage & profond , l'ordre rétabli dans les revenus de l'état , les abus de la finance corrigés , ces profits excessifs resserrés dans de justes bornes , le crédit national porté à son plus haut point , tous ces avantages affu- roient à la nation une prospérité qui répandoit un enchantement universel. Au milieu de la gloire qui vous environnoit , votre tendresse pour le peuple ne put être distraite ; la déclaration des tailles , les réglemens des prisons & des hôpitaux , sont des monumens précieux qui prouvoient que , parmi les soins & les troubles de la guerre , votre majesté fut plus touchée du desir de soulager les maux de l'état , que sensible à l'ambition d'en étendre les limites.

Une si belle aurore s'est convertie en un jour ténébreux : votre majesté abusée éloigna du manèment des affaires un homme sage , amoureux du bien public , & lui substitua un ministre connu par sa profonde corruption ; dès lors une influence fatale dirigea toutes les opérations : des emprunts exorbitans , des altérations désastreuses dans les monnoies , les domaines de la couronne aliénés par des conventions frauduleuses , les propriétés particulières , attaquées & sauvées par la généreuse fermeté de vos magistrats , devinrent des ressources familières : pour comble de malheur , des traités de commerce ruineux , des infidélités dans l'administration des finances , également étranges & par leur nature & par la

qualité des coupables , livroient à l'étranger la richesse nationale.

Ces abus inouis perpétueront le souvenir de cet administrateur , & prouveront à jamais que le bonheur des peuples tient au choix des ministres , puisque sans eux les rois ne conserveroient que le vain désir de rendre leurs sujets heureux.

Nous rappelons tout notre courage , sire , pour vous présenter un tableau aussi déplorable ; mais les rois attendent de leurs magistrats la vérité dégagée de ces ménagemens dont on se sert pour la leur rendre méconnoissable , sous prétexte de l'adoucir ; les fonctions les plus délicates de notre ministère sont celles qui tiennent au devoir qu'ils nous ont imposé de les préserver des surprises où les engage l'erreur qui , sous le voile du bien public , trouve sans cesse accès auprès du trône.

Pénétrée de ces grands principes , sire , votre cour des aides doit vous peindre sans déguisement la consternation que produiroit , dans tous les esprits , le spectacle de l'état penchant vers sa ruine. Un espoir flattoit encore la douleur des bons citoyens ; le zèle de vos cours souveraines leur offroit une ressource contre la catastrophe qu'ils redoutoient. Au moment où elles faisoient éclater leur attachement aux vrais principes , un coup d'autorité semble vouloir enchaîner leurs efforts patriotiques ; des lettres de cachet surprennent vos magistrats , méditant le salut de la patrie , & les arrachent à l'amour du peuple qui demande , avec effroi , compte des propriétés dont on abu-

se , de la liberté qu'on viole ; il croit voir briser tous les liens qui l'attachent au gouvernement ; il assiège votre parlement dans le sanctuaire de la justice , où il prétend le retenir. Vos magistrats , sire , soumis à vos ordres , & seuls tranquilles au milieu du trouble , calment les esprits , cherchent à égayer la douleur du peuple , & s'échappent des bras de leurs concitoyens.

Votre parlement de Bordeaux , sire , a disparu de cette ville par vos ordres : cette disgrâce frappe moins sur ce corps respectable , que sur tous les habitans de la province ; ils réclament en vain la justice ; la distribution en est suspendue ; l'usurpateur triomphe , le foible privé des secours provisoires , est à la merci de son oppresseur ; l'impunité multiplie les crimes , le désespoir s'introduit dans les cachots. Le tableau de ces défordres peut à peine être mis à côté des grandes considérations qui doivent déterminer votre majesté à rappeler votre parlement de Bordeaux dans cette ville. Son expulsion porte une atteinte alarmante aux loix constitutives de la monarchie. Des fideles magistrats punis dans un gouvernement libre , sans jugement ! Quelle punition , qui couvre de gloire ceux qui la supportent , & tend à altérer la tendresse des peuples pour celui qui l'inflige ! Quel fruit en espere-t-on ? La persécution n'attache-t-elle pas l'homme vertueux à ses principes ? En lui présentant la douce perspective de devenir le martyr de son devoir , il n'est pas un de vos magistrats , sire , qui ne nourrisse dans le fond de

son cœur la ferme résolution de tout supporter, plutôt que de trahir vos intérêts & ceux de la nation, inséparables les uns des autres. Que de motifs animent leur courage ! Ils n'ont point oublié que du centre de la gloire qui vous environnoit, vous portâtes les yeux vers ces exils obscurs, où vieillissoient sans murmure une foule de magistrats philosophes ! vous louâtes, en présence de la nation, une constance si long-temps éprouvée en les rendant à leurs fonctions, votre majesté contracta l'engagement solennel de vivre par les loix sur un peuple libre. Le cri universel vous proclama le roi juste.

Ils se rappellent encore que, cités au pied du trône avec le ministre, votre majesté rendit ce jugement à jamais célèbre : *Je veux que l'on respecte les propriétés de mes peuples, & je les protégerai toujours... Retournez à vos fonctions, faites ce qui dépendra de vous pour être les plus fideles sujets, je ferai ce qui dépendra de moi pour être le meilleur des rois, & vous verrez que tout ira bien.*

Il vous étoit réservé, sire, de vous trouver dans la même position qu'*Henri IV*, avec votre parlement de Bordeaux, & de manifester les mêmes sentimens, qui devinrent la plus digne récompense accordée à la fermeté de vos magistrats.

Ces souvenirs attendrissans, ces époques mémorables de votre regne, sire, excitent notre confiance, & ne nous permettent pas de douter que les vrais principes ne triomphent, lorsque la vérité parviendra à forcer les obstacles qui l'écartent du trône.

L'intérêt de toute la province , celui de la ville de Bordeaux , l'honneur de la magistrature , le maintien des loix & du bon ordre , forment la base des réclamations que votre cour des aides ne cessera de vous renouveler , sire , pour obtenir de votre majesté le rappel de votre parlement de Bordeaux.

Nous sommes , avec la plus parfaite soumission & le plus profond respect ,

De votre majesté ,

S I R E ,

Les très-humbles & très-obéissans  
serviteurs & sujets ,

Les gens tenant votre cour des aides  
de Bordeaux.

*Ce 7 Septembre 1787.*

Le parlement de Paris , après avoir atteint le terme de sa translation à Troyes , s'empresse aussi de s'intéresser auprès du roi en faveur de celui de Bordeaux ; & le même jour où il enregistra les lettres-patentes , qui portoient son rappel à Paris , le 24 Septembre , il prit l'arrêté suivant.





# A R R E T É

## DU PARLEMENT DE PARIS,

*Du 24 Septembre 1787,*

CE jour, toutes les chambres assemblées, délibérant sur » *la translation du parlement séant à*  
 » *Bordeaux* : a arrêté que le premier président  
 » *seroit chargé d'employer ses bons offices auprès*  
 » *du roi, à l'effet d'obtenir de la justice dudit*  
 » *seigneur roi, le rappel du parlement de Bordeaux*  
 » *au lieu ordinaire de ses séances.* Fait à Troyes  
 » en parlement ce 24 Septembre 1787.

Le 17 Octobre, la chambre des vacations en exercice à Paris, prit au même sujet, l'arrêté suivant.

CE jour, la chambre séant en temps de vacations, délibérant sur *la translation du parlement séant à Bordeaux*, a arrêté que M. le président (\*) seroit chargé de *demande à M. le premier président, ce qui a pu résulter de ses bons offices sur l'affaire du parlement de Bordeaux, & la délibération sur cet objet continuée à la huitaine.*

---

(\*) M. Pelletier de St. Fargeau.

Le 23 Octobre , M. le président de la chambre des vacations ayant rapporté que le premier président lui avoit dit que ses démarches auprès du ministère en faveur du parlement de Bordeaux , avoient été sans succès , la chambre prit encore l'arrêté qui suit.

CE jour , la chambre séant en temps de vacations , délibérant sur le récit fait par M. le président , & sur la réponse de M. le premier président au sujet de l'affaire du parlement de Bordeaux , a arrêté qu'il seroit fait procès-verbal dudit récit , & de la réponse de M. le premier président , & la délibération sur cet objet , continuée au premier jour.

Le lendemain 24 Octobre , la chambre des vacations prit un autre arrêté : le voici.

CE jour , la chambre séant en temps de vacations , délibérant sur l'affaire du parlement de Bordeaux , a arrêté qu'il seroit nommé 4 commissaires , lesquels s'assembleroient cejourd'hui de relevés , en l'hôtel de M. le président , à l'effet de projeter un arrêté pour supplier le roi de rétablir le parlement de Bordeaux dans le lieu ordinaire de ses séances , & que lesdits commissaires prendront pour base de leur travail l'arrêté qui vient d'être proposé par un de messieurs.

Les 4 commissaires ont été MM. de Montsabert , Ferrand , le Coigneux , Salamon & le président de St. Fargeau.

Ces démarches du parlement de Paris ne purent pas être continuées , parce qu'à peine cette cour fut rentrée , qu'elle vit le roi tenir au milieu d'elle une séance royale. (\*)

Le parlement de Bordeaux ne demeura pas dans l'inaction ; il adressa au roi le 31 Octobre, les remontrances suivantes.



**TRES-HUMBLES**

**ET**

**TRES-RESPECTUEUSES**

**REMONTRANCES,**

*Qu'adressent au roi , notre très-honoré & souverain seigneur , les gens tenant sa cour de parlement de Bordeaux , à Libourne.*

Du 31 Octobre 1787.

**SIRE,**

Les surprises multipliées faites à la religion de votre auguste prédécesseur , pendant les dernières années de son regne , avoient plongé le royaume dans la consternation : la France étoit couverte

---

(\*) Séance royale du 19 Novembre.

254 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ; d'exilés ; les prisons d'état étoient pleines de victimes du pouvoir arbitraire ; le désordre étoit dans les finances ; la profusion dissipoit les impôts ; & les peuples se croyoient au dernier degré du malheur. Votre majesté monte sur le trône : les vexations sont arrêtées ; la liberté renaît ; le trésor de l'état est confié à des mains pures ; un avenir prochain promet des soulagemens ; le François oublie déjà ses maux , & vos sujets paient sans regret des subsides accablans.

Cet espoir de bonheur , que *Henri IV* avoit donné à la nation , & que le commencement de votre regne sembloit lui promettre , feroit-il évanoui sans retour ? Près de six cens millions ne peuvent-ils donc suffire aux dépenses annuelles du gouvernement , & à la splendeur du trône ? Faudra-t-il encore que les peuples , épuisés par les impôts , soient condamnés à remplir un déficit que l'on dit immense , & qui ne pourroit avoir pour cause que les erreurs de l'administration & ses prodigalités ? ( 1 )

L'abbé *Terray* , qui depuis 1770 jusqu'en 1774 , avoit augmenté les impôts de quatre-vingts mil-

---

» ( 1 ) Quelques bureaux ont porté le déficit entre  
» cent trente & cent quarante millions ; quelques-uns  
» l'ont porté encore plus haut : le terme moyen qui  
» résulte de leur recherches , peut être fixé à cent qua-  
» rante millions : triste , mais importante vérité , dont  
» la connoissance est due à votre zele. » ( *Discours*  
*de M. l'archevêque de Toulouse , à l'assemblée des*  
*notables , du 25 Mai.* )

lions, & qui avoit porté les revenus de l'état à trois cens soixante-fix millions, disoit à *Louis XV* : « *Actuellement toutes les impositions paroissent excessives.....* Les dépenses ! voilà le mal, » le véritable mal auquel le roi seul peut apporter du soulagement. (1) » Se pourroit-il, sire, que la France fut réduite à regretter un ministre qui a causé tant de maux à la nation ?

Dans ces derniers temps, la progression des impôts a été si rapide, les suites des déprédations ont été si funestes, que les ministres de votre majesté en ont été effrayés eux-mêmes ; ils ont vu une nation puissante sans crédit ; & cette extrémité seule leur a fait desirer l'assemblée des notables.

Les membres de cette auguste assemblée, enflammés par le patriotisme & l'honneur, ont été sourds à la voix insinuante d'un administrateur qui ne cherchoit qu'à séduire : ils ont fait entendre des réclamations nobles & respectueuses : ils ont fondé les plaies de l'état ; ils en ont reconnu la profondeur ; & s'il n'a pas été en leur pouvoir d'y apporter le remède, ils l'ont du moins indiqué, puisqu'ils ont dit : « Qu'il vient enfin » un moment où les impôts doivent avoir un » terme, parce que les facultés en ont un nécessaire ;... que ce n'est que par l'économie la » plus étendue & la plus constante, que votre

---

( 1 ) Mémoire sur les finances, par M. l'abbé Terray.

256 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
» majesté peut espérer de guérir les plaies in-  
» vétérees de l'état ;..... que c'est elle seule qui  
» peut préparer la prospérité des peuples , ren-  
» dre au corps politique toute son énergie , &  
» devenir , pour votre majesté , le fondement  
» d'une gloire solide & durable. » (1)

Les notables de votre royaume ont prévu les obstacles qu'éprouveroit ce plan sage d'économie & de bonifications. Ils ont prévenu votre majesté , « qu'ils laissoient auprès du trône les en-  
» nemis naturels de toute réforme & de toute  
» économie ; qu'ils prévoyoient les efforts re-  
» doublés auxquels ils alloient se livrer pour  
» rendre vaine la vigilance des ministres , &  
» qu'ils n'étoient rassurés que par les vertus que  
» le ciel a mises dans le cœur de votre ma-  
» jesté. » (2) Votre parlement, sire , a la même confiance dans vos vertus ; mais il redoute pour la nation les mêmes ennemis.

Un des plus grands malheurs de l'état , une des causes les plus actives du dérangement des finances , est la facilité des emprunts. Lorsque votre parlement de Paris représentoit les emprunts comme un soulagement momentané & un mal permanent , comme une facilité funeste pour multiplier les dépenses & cacher les déprédations ; lorsqu'il les envisageoit comme le germe d'impôts désastreux , comme les avant-coureurs d'une

---

(1) Arrêtés des notables.

(2) Arrêtés des notables.

banqueroute déshonorante ; lorsqu'il attaquoit le système emprunteur , qui ne faisoit qu'accroître les maux de l'état , il annonçoit une vérité importante , que l'assemblée des notables a démontrée.

Votre parlement n'ignore pas que votre majesté s'occupe , dans sa sagesse , de réformes & d'économies ; ce sont des projets dont la nation attend l'effet avec impatience ; ces moyens seuls peuvent procurer du soulagement à vos peuples , & ce sont ces motifs sans doute qui vous ont décidé pour les assemblées provinciales.

Suivant vos ministres , les avantages qui doivent en résulter , sont si grands , que la nation recevra de son souverain une nouvelle vie & une nouvelle existence dans les assemblées provinciales. ( 1 )

Tel étoit le vœu de votre cœur , sire : mais le sieur de Calonne s'étoit dévoilé d'avance ; & il avoit dit lui-même quels étoient ses projets : c'étoit de « faire un cadastre général de toutes les » terres du royaume... de faire de nouvelles vérifications des paroisses..... d'augmenter les deux » vingtièmes de près de moitié..... d'apprécier toutes les ressources de la puissance publique... d'établir , en un mot , une imposition territoriale. (2)

L'augmentation des impôts & la subvention

---

(1) Discours de M. l'archevêque de Toulouse à l'assemblée des notables.

(2) Discours de M. de Calonne aux notables.

territoriale étoient donc les seuls objets que ce ministre se proposoit ; & votre majesté s'est convaincue que l'une & l'autre sont impraticables. Quels seront désormais les avantages de ces assemblées ?

Bien réglées, elles pourroient sans doute être d'une grande utilité : elles pourroient servir à établir une plus grande égalité dans la répartition des vingtièmes & des autres subsides , & surveiller une foule d'objets essentiels à la vivification du commerce & de l'agriculture ; mais elles ne feroient fournir des secours réels pour remplir un déficit dans les finances. Une répartition plus juste de l'impôt n'est pas une perception plus forte. Le propriétaire qui paie trop , y trouveroit sans doute un avantage par l'égalité proportionnelle de sa contribution ; mais le trésor royal ne sauroit y gagner , puisque la masse de l'impôt reste toujours la même. L'objet secret du gouvernement seroit-il d'augmenter les impôts , sous le spécieux prétexte d'une plus exacte répartition ? On sent à quel excès les peuples pourroient être foulés , & combien l'arbitraire ministériel pourroit tirer parti de la foiblesse ou du défaut de la clairvoyance d'une assemblée , dont les principaux membres seroient à la nomination du gouvernement , & dans laquelle un commissaire départi auroit la plus grande influence.

Dans cet état des choses , votre majesté a envoyé à l'enregistrement l'édit des assemblées provinciales. Votre parlement n'a vu dans cet édit , que le projet d'une loi qui pouvoit être



très-utile : mais avant d'y délibérer , il a supplié votre majesté de lui adresser les réglemens particuliers relatifs à l'organisation , aux fonctions , & aux pouvoirs de ces assemblées. Un des articles de cet édit annonçoit ces réglemens ; ils devoient servir de base aux assemblées provinciales , déterminer leur organisation , diriger leurs fonctions , régler leurs pouvoirs , les animer enfin. Ces réglemens étoient donc une partie intégrante , individuelle de la loi ; sans ces réglemens , la loi étoit tellement incomplète , qu'il étoit absolument impossible que ces assemblées pussent avoir lieu. L'édit n'étoit que le préambule de la loi , les réglemens en devoient être nécessairement les articles : l'édit & les réglemens ne formoient donc qu'un tout , & leur connexion étoit si intime , que l'édit sans les réglemens , ou les réglemens sans l'édit , ne pouvoient avoir ni force , ni exécution.

Dès que le gouvernement avoit reconnu la nécessité de l'enregistrement pour l'édit des assemblées provinciales , il devoit la reconnoître également pour les réglemens qui en étoient une partie intégrante : le parlement avoit donc raison d'espérer que ces réglemens lui seroient aussi envoyés.

Votre parlement , sire , attendoit avec respect l'effet de la lettre qu'il avoit eu l'honneur de vous adresser à ce sujet ; il osoit se flatter que votre majesté peseroit , dans sa sagesse , les raisons qui le déterminoient ; qu'elle rendroit justice à ses motifs , & auroit égard à sa demande ,

260 *Rémontrances du parlement de Bordeaux* ;  
lorsqu'il apprend qu'on va tenir une assemblée provinciale dans une ville de son ressort, à Limoges.

Le parlement ne pouvoit pas approuver par son silence, une assemblée que le public favoit n'être autorisée par aucune loi, & qui étoit d'autant plus illégale, qu'elle étoit plus éclatante. Il se vit donc forcé de rendre un arrêt pour l'empêcher.

La justice de cet arrêt étoit évidente. L'édit des assemblées provinciales n'étoit pas enregistré : la nécessité de cet enregistrement dériroit non-seulement de la nature & de l'importance de la loi, mais encore de la volonté de votre majesté ; & cette volonté ne pouvoit pas être plus clairement exprimée que par l'envoi de l'édit des assemblées provinciales à votre parlement : ces assemblées ne pouvoient donc avoir lieu avant un enregistrement libre ; bien moins encore dès que votre Majesté n'avoit pas fait connoître légalement si elle approuvoit ou désapprouvoit la demande préalable que son parlement avoit cru devoir faire. Le respect que le parlement doit aux volontés du souverain, son attachement à la loi précieuse & constitutionnelle de l'enregistrement, son zèle à maintenir l'ordre & la tranquillité dans son ressort, tout lui retraçoit ses devoirs, tout lui commandoit la conduite qu'il a tenue.

» La première & principale autorité des par-  
» lemens ( dit *Laroche-Flavin* ) est de vérifier les  
» ordonnances & édits du roi ; & telle est la loi

» du royaume, que nuls édits, nulles ordonnances n'ont effet, & on ne les tient pour tels, » s'ils ne sont vérifiés aux cours souveraines, & » par libre délibération d'icelles. » (1)

Ce principe est prouvé par les modifications que les cours ont, de toute ancienneté, apposées à l'enregistrement des loix, par le refus qu'elles font souvent de les enregistrer, & par le sentiment unanime des auteurs; il est reconnu par nos rois eux-mêmes; enfin, c'est le vœu de la nation. Voici comment s'expliquoient les états de Blois en 1577: » Si est que les rois de France, » ce, par leur débonnairté n'ont jamais pensé » leur puissance être limitée & diminuée, se soumettant à ne pouvoir faire ni ordonner pour » les réglemens du royaume, qu'autant qu'ils feroient, selon la raison & les loix d'icelui; d'où » vient qu'il faut que tous édits soient vérifiés & » comme contrôlés es cours de parlement, devant » qu'ils obligent à y obéir; lesquelles, combien » qu'elles ne soient qu'une forme des trois états » racourcis au petit pied, ont pouvoir de suspendre, » dre, modifier & refuser lesdits édits. »

Le parlement n'a donc fait que ce qu'il étoit tenu de faire, & son zèle est entièrement d'accord avec la loi: il l'est sur tout avec le véritable intérêt de votre majesté, que la vérification de la loi met à l'abri des surprises. Un prince

---

(1) Des parlemens de France.

qui regne sur des François, ne doit redouter que l'excès de son pouvoir : plus il a su réunir l'amour & la confiance, plus il doit reconnoître la nécessité de l'enregistrement : cette forme sage rassure la conscience des rois, prouve aux peuples l'utilité de la loi, & ajoute la confiance à leur amour pour leur souverain.

Jamais, sire, nos rois ne présentèrent à l'enregistrement un édit plus important pour la nation, que celui des assemblées provinciales : par une révolution subite & absolue, il tend à changer la forme de la perception des subsides.

» Ces assemblées doivent être chargées des soins  
 » relatifs à la répartition des contributions & des  
 » charges publiques ; elles doivent déterminer ce  
 » que chaque district doit porter dans la masse  
 » totale des impositions fixes de la province.....  
 » Elles doivent proposer les chemins & les ca-  
 » naux qui pourroient faciliter la circulation dans  
 » la province ; ..... surveiller les ouvrages.....  
 » suivre les recouvrements des deniers que votre  
 » majesté décidera devoir être employés au ra-  
 » chat de la corvée en nature..... désigner les  
 » lieux où il conviendrait d'établir des ateliers  
 » de charité, &c. .... » (1)

Un édit qui change absolument la forme dans laquelle les divers ordres de l'état doivent contribuer aux impositions, & que votre ministre a

---

(1) Mémoire de M. de Calonne, aux notables.

dit devoir donner à la nation *une nouvelle vie*, intéresse évidemment & essentiellement la constitution françoise. Le parlement pouvoit-il apporter trop de circonspection ? Pouvoit-il, sans trahir son devoir, enrégistrer indirectement un établissement qu'il ne connoissoit pas ? Ou pouvoit-il, en voyant se former des assemblées dont il n'avoit pas enrégistré les réglemens, compromettre le bonheur des peuples que vous avez confiés à la vigilance ?

Un édit qui, par ses dispositions, & plus encore par ses suites, peut faire dans l'état les changemens, les plus utiles, ou les plus dangereux, devoit bien plutôt être l'objet d'une assemblée des états-généraux, que d'un enrégistrement précipité.

Tous les monumens que nous a transmis l'histoire, attestent que les assemblées augustes & authentiques de la nation régloient non-seulement ce qui pouvoit intéresser la gloire du souverain, la sûreté & la liberté des peuples, la nécessité des subsides, & la forme de leur répartition ; mais encore qu'elles dressaient les réglemens nécessaires pour la police publique.

Ce seroit donc à la nation elle-même à former les assemblées provinciales, à les réunir dans un même esprit, dans un intérêt commun ; à donner à leur mouvement cet ensemble, cette harmonie, absolument nécessaire à leur conservation, à la gloire de l'état & à l'utilité publique.

Ce seroit d'autant plus essentiel, que l'on ne

264 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ; voit que contrariété dans les principes & dans les plans qui ont eu pour objet l'établissement des assemblées provinciales. Chaque ministre change , modifie , détruit ce que son prédécesseur avoit arrêté. La forme seule dans laquelle on doit faire le choix des députés des assemblées provinciales & des présidens de ces assemblées , est une preuve sensible de la contrariété de leurs principes.

Celui-ci veut que les membres des assemblées provinciales *ne soient pas les représentans des différens ordres de l'état* ; (1) il veut que ce soit au roi à nommer un certain nombre de députés qui éliront les autres.

Celui-là , au contraire , pense que cette nomination est vicieuse , « qu'elle présente tous les in-  
» convéniens que les entreprises passagères des  
» corps permanens peuvent faire craindre , sans  
» avoir les avantages qu'on devoit en attendre ,  
» celui de représenter l'universalité des proprié-  
» taires de leurs provinces , & d'inspirer toute la  
» confiance qui leur seroit accordée , si leur no-  
» mination étoit l'effet des suffrages libres de leurs  
» concitoyens. » (2)

L'un veut que la préférence soit toujours attribuée exclusivement au même état ( la noblesse ou le clergé ; ) l'autre pense au contraire « que l'espé-  
» rance de pouvoir , de quelque condition qu'on

---

(1) M. Necker , M. l'archevêque de Toulouse.

(2) Discours de M. de Calonne.

» soit , parvenir à la première place , excite le  
 » desir de la mériter , &c. &c. »

Les bureaux des notables , eux-mêmes , n'ont pas été parfaitement d'accord sur l'organisation de ces assemblées provinciales , & ils n'ont pas cru devoir se livrer à une discussion ultérieure ,  
 » parce qu'il est impossible de saisir , d'après un  
 » mémoire , quelque étendu qu'il soit , l'ensemble d'une loi , le rapport de chaque article ,  
 » avec ceux qui le précédent & le suivent ; les  
 » points qui demandent à être expliqués , ceux  
 » qui ont pu être omis ; » ils ont demandé la communication de l'édit avant qu'il fût promulgué. (1) »

La conduite de votre parlement , sire , est conforme à celle des notables de votre royaume.

» Les assemblées provinciales sont bonnes & desirables en elles-mêmes. » (2) Les bureaux l'ont dit , & le parlement n'a cessé de le répéter :  
 « mais dans la forme proposée , elles seroient inconstitutionnelles , dangereuses & inutiles. » (3)

Voilà ce qu'ajoutoient les bureaux , & voilà ce que le parlement désireroit de connoître & d'éviter , & ce qui sera l'objet constant de son vœu & de ses réclamations.

Un des points les plus intéressans du régime

(1) Procès - verbal de l'assemblée des notables.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

266 *Remontrances du parlement de Bordeaux ;*  
des assemblées provinciales est celui qui regarde  
les commissaires départis. Les bureaux des nota-  
bles ont bien senti qu'il étoit absolument indis-  
pensable, dans l'intérêt public, que leur autorité  
fût bornée & circonscrite d'une manière fixe &  
invariable.

En conséquence, les uns « ont désiré que ces  
» assemblées fussent autorisées à faire la répar-  
» tion par districts & par paroisses, de toutes  
» les charges publiques, & même de celles de  
» la milice, & d'opérer en conséquence sans  
» avoir besoin d'autre autorisation que celle du  
» conseil. » (1)

Les autres vouloient « que le pouvoir des in-  
» tendans fût expliqué de manière que les as-  
» semblées provinciales eussent une véritable ac-  
» tivité, qui ne fût pas dépendante des inten-  
» dans ; que quand l'objet & le montant d'une  
» dépense auroient été arrêtés & autorisés par  
» le gouvernement, il ne fallût plus de nouvel-  
» les autorisations ni ordonnances des intendans,  
» pour l'exécution & le paiement de cette dé-  
» pense.

» Qu'après que les délibérations des assemblées  
» provinciales auroient été approuvées par sa  
» majesté, l'exécution en fût confiée directement  
» aux bureaux intermédiaires. », (2)

Mais votre parlement peut-il espérer que le

---

(1) Procès-verbal de l'assemblée des notables.

(2) *Idem.*



gouvernement veuille entrer dans les vues sages & prévoyantes des notables , lorsqu'on lui refuse d'envoyer à l'enregistrement les réglemens des assemblées provinciales , & lorsqu'il voit que l'on a concentré toute l'autorité des administrations provinciales dans la personne du commissaire départi ?

“ Elles correspondoient directement avec le ministre des finances ( dit le sieur Necker ; ) & rien n'étoit plus raisonnable , soit qu'on mît intérêt à leur satisfaction , soit qu'on voulût accélérer l'expédition des affaires : cependant on prive , je ne fais pourquoi , les administrations de la haute Guienne & du Berry de cette prérogative , en les astreignant à s'adresser à l'intendant de la province , qui seul prendroit les ordres des ministres : c'est imposer à ces administrations une dépendance étrangère au bien public ; c'est affoiblir leur considération sans aucune utilité ; car si l'avis de l'intendant est nécessaire au ministre des finances , il peut le demander séparément. Ces administrations ont encore eu à lutter dans plusieurs détails intéressans pour leur consistance , ou pour leur relief extérieur. „ (1)

Les événemens ont justifié ce que la prudence des notables avoit prévu. Les commissaires départis ont pris sur les assemblées provinciales , une autorité qui décourage & les présidens & les

---

(1) M. Necker , de l'administration des finances de France.

268 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
membres de plusieurs de ces assemblées. Les ré-  
glemens qui ont été envoyés , souffrent presque  
généralement des difficultés ; & le parlement de  
Grenoble , si zélé pour la gloire du souverain  
& pour les intérêts de la nation , s'est vu forcé  
d'en arrêter l'exécution , quoiqu'il en eut enrégis-  
tré l'établissement.

Il n'a vu dans ces réglemens “ qu'une longue  
„ suite de dispositions compliquées , impossibles  
„ dans leur exécution , destructives du droit pu-  
„ blic de la province , opposées au but qu'on  
„ se propose , & alarmantes par l'excès des  
„ dépenses qu'entraîneroit cette nouvelle forme  
„ d'administration. „

Il atteste “ que les esprits ont été confondus à  
„ la lecture de la partie des réglemens que l'on  
„ a rendus publics ; que les cœurs se sont glacés  
„ à l'ouverture d'une assemblée que l'on atten-  
„ doit avec transport , & que tous les habitans  
„ de la province semblent n'avoir qu'une voix pour  
„ demander la correction d'une institution qui ,  
„ quelque avantageuse qu'elle soit en elle-même ,  
„ deviendrait en cet état , le principe d'une ruine  
„ certaine. „

Votre parlement, sire, n'a donc fait qu'un acte  
de prudence en suspendant l'enregistrement de  
l'édit des assemblées provinciales , & en s'oppo-  
sant à l'exécution d'un établissement dont il ne  
connoissoit pas la conformation.

Mais il y a plus : le parlement trouve sa jus-  
tification dans les actes émanés de votre majesté  
elle-même.

Ses réclamations portoient sur deux objets : le premier étoit relatif aux réglemens des assemblées provinciales , & le second à leurs pouvoirs. Votre majesté a adressé à son parlement des lettres de jussion , par lesquelles il est rassuré sur l'atteinte que l'édit paroïssoit porter à la loi de l'enrégistrement , puisqu'il y est dit : » Notre intention » n'avoit jamais été de soustraire l'établissement » des nouveaux impôts à la vérification dans nos » cours , & à la forme de l'enrégistrement. » (1)

Dès que le parlement a obtenu une partie essentielle de ses demandes , il étoit donc fondé dans ses réclamations : mais quelque important que soit l'objet accordé au parlement , cet objet est absolument étranger au régime des assemblées provinciales ; & dès qu'on lui refuse la connoissance de l'organisation de ces assemblées , votre parlement doit persister dans ses arrêts.

Si par une condescendance condamnable , il avoit la foiblesse de changer de conduite , il mériteroit les reproches que *Jean de Montluc* , opinant dans le conseil , faisoit en présence de *Charles IX* , aux députés d'un parlement. » Il advient souvent ( dit-il ) que ces messieurs , après avoir usé de » ces mots si sévères & si rigoureux , la cour » ne peut ni ne doit , selon leur conscience , entre- » riner ce qui lui a été mandé , peu de temps » après , comme s'ils avoient oublié le devoir de

---

(1) Lettres de jussion du 27 Août 1787.

» leurs consciences , passent outre , & accordent  
 » ce qu'ils avoient refusé avec opiniâtreté : je de-  
 » manderois volontiers que deviennent alors leurs  
 » consciences ? S'ils changent , ils donnent à mal  
 » penser , à beaucoup de gens , de leurs conf-  
 » ciences. »

Il est évident que la connoissance de la loi doit précéder son enrégistrement ; que l'édit des assemblées provinciales est absolument incomplet sans les réglemens qui doivent les former ; que le refus de les envoyer à l'enrégistrement fait craindre qu'ils ne soient nuisibles aux peuples ; que le parlement ne peut enrégistrer un édit sans le connoître ; que dans sa résistance respectueuse , il n'a fait que se conformer aux loix de l'état : & cependant il a eu le malheur d'enourir la disgrâce de votre majesté !

La translation de votre parlement , sire , est une surprise faite à votre religion ; & loin que l'intérêt public l'exigeât , tout sembloit s'y opposer. L'interruption de la séance précédente avoit accumulé les procès dans les greffes , & les accusés dans les prisons : les plaideurs investissoient le sanctuaire de la justice : tout le zèle des magistrats suffisoit à peine à leurs occupations multipliées ; & c'est dans ce moment , que les peuples de ce ressort sont privés de leurs juges.

Sire , le devoir de votre parlement , l'objet de sa surveillance la plus active , est de conserver dans toute sa pureté , le dépôt précieux des loix confiées à sa vigilance. Jaloux de régner par les loix , les rois vos prédécesseurs ont voulu se met-

tre dans l'heureuse impuissance de les violer : ils ont imposé aux juges l'obligation de résister , & de ne pas déférer aux lettres closes sur le fait de la justice ; ils ont voulu soumettre leurs ordonnances à l'examen libre des magistrats , de ces hommes , qui , consacrés par état à la manutention des loix , tirent tout leur lustre , toute leur gloire , d'un attachement ferme & constant aux principes constitutifs de la monarchie.

C'est à l'ombre de ces formes sacrées , que reposent la liberté , l'honneur , la vie des citoyens. L'enregistrement imprime à la loi cet auguste caractère qui la fait respecter des peuples.

Mais si les dépositaires des loix ne sont pas à l'abri des coups du pouvoir arbitraire , si des lettres de cachet peuvent priver les magistrats de leur liberté , suspendre leurs réclamations , anéantir les tribunaux , comment le françois pourra-t-il prendre quelque confiance dans la stabilité du gouvernement ?

L'interruption dans le cours de la justice est un des plus grands maux qui puisse arriver dans un état policé : elle livre le foible à l'oppresseur , l'opprimé au désespoir , & peut exposer le citoyen à employer la force pour défendre des droits que les loix cessent de protéger. Aussi nos rois ont-ils voulu se prémunir contre les surprises auxquelles l'ambition des grands pourroient les exposer , lorsque par des intérêts personnels , ils cherchoient à écarter les magistrats du tribunal. Les ordonnances enjoignent aux juges de n'avoir aucun égard aux lettres closes. » *Ne voulons qu'à*

» icelles soit aucunement obéi. » Elles ordonnent aux conseillers & présidens de se trouver à la rentrée du parlement, sans qu'ils puissent s'en abstenir, sous prétexte de lettres missives qui leur ordonnent de demeurer.

Nous avons promis, nous avons juré d'observer & de faire observer les ordonnances ; ce serment nous imposoit sans doute le devoir de méconnoître des lettres closes contenant des ordres si contraires aux loix du royaume, & qui ne peuvent être l'expression légale de la volonté du souverain : mais votre parlement a craint que dans le moment où le peuple étoit déjà ému par l'effroi que lui inspiroient les édits désastreux dont il étoit menacé, sa résistance, quoique légale, ne devînt le signal d'une insubordination condamnable, & dangereuse dans ses conséquences.

Mais en obéissant en sujets soumis & fideles, les magistrats n'ont pu donner leur suffrage à une loi qui porte le caractère de la surprise la plus manifeste. Vous avez voulu, sire, rendre le cours de la justice plus actif ; (1) & la loi qui

(1) *Préambule des lettres-patentes qui ordonnent la translation du parlement de Bordeaux à Libourne, en date du 12 Août 1787.* De grandes & importantes considérations nous ayant déterminés à transférer notre parlement de Bordeaux en une autre ville, où il ne puisse être distrait de ses fonctions, nous avons résolu de faire connoître nos intentions à cet égard : A ces causes, &c.

devoit remplir cet objet l'arrête d'une manière absolue. La contrariété entre l'esprit & la lettre de la loi, est si frappante, que cette translation ne presente aux yeux de la France entière qu'un exil rigoureux, au lieu de présenter l'acte réfléchi d'une sage administration.

Par quelle interversion de l'ordre naturel des choses, les formes législatives deviennent-elles des moyens de vexation? Pourquoi les loix d'administration, qui ont pour motif le bien & l'intérêt public, font-elles l'instrument des persécutions particulières? C'étoit le parlement qui en étoit l'objet, & la province entière gémit sous le poids de cette oppression.

En transférant le parlement à Libourne, on a mis les magistrats dans l'impossibilité de continuer leurs fonctions: la justice y est en quelque sorte sans temple; ses ministres, sans asyle; les plaideurs, sans conseils; les procès, sans instructions. On n'a transféré ni la chancellerie, ni les greffes, ni les procédures criminelles, ni les prisonniers; & on n'y voit aucun des suppôts subalternes de la justice, indispensables cependant pour sa distribution.

La translation de votre parlement arrête non-seulement le cours de la justice; mais elle porte encore atteinte aux droits de la province, & particulièrement à ceux de la ville de Bordeaux. Un des articles du traité passé entre *Charles VII* & les états de la Guienne, porte: » Et fera le » roi content qu'en ladite cité de Bordeaux y ait » justice souveraine, pour connoître, discuter,

» & déterminer définitivement de toutes les cau-  
 » ses d'appel qui se feront en icelui pays , sans  
 » qu'iceux appeaux , par simple querelle ou au-  
 » tremént , soient traités hors ladite cité. » Ce  
 droit a été confirmé par les rois successeurs de  
*Charles VII.*

Si les malheurs des temps , ou des circon-  
 stances particulieres ont privé quelquefois cette ville  
 de la présence du parlement, ces causes ont cessé ;  
 & son retour , qui est le gage & le prix de la  
 fidélité des habitans , doit être aussi assuré que  
 leur serment est inviolable. C'est sur la foi de ce  
 traité , que de nombreux établissemens ont contri-  
 bué à l'accroissement de la ville ; qu'ils ont changé  
 & fixé le lieu & la nature de leur fortune. Anéan-  
 tir aujourd'hui ce traité , c'est porter atteinte à  
 la propriété ; c'est donner l'exemple pernicieux  
 d'une instabilité dans la constitution , alarmante  
 pour les peuples ; c'est jeter le découragement dans  
 tous les esprits ; c'est énerver l'activité du com-  
 merce, source de la prospérité & de la richesse  
 de l'état.

L'histoire fournit plusieurs exemples de transla-  
 tion de parlement : mais cet acte de police sou-  
 veraine, que des raisons relatives aux temps , aux  
 lieux & à l'utilité publique , ont pu déterminer ,  
 a toujours été revêtu des formes légales : une loi  
 soumise à l'enregistrement lui a donné la sanction.  
 Aujourd'hui votre parlement se trouve retenu à  
 Libourne par des lettres de cachet , qui privent  
 chacun de ses membres de sa liberté personnelle.  
 Comment dans cet état pourroit-il procéder à l'en-



régistrement d'une loi ? Quelle confiance les peuples pourroient-ils prendre dans un enrégistrement fait dans un état d'oppression ? Tout acte qui exige délibération , ne peut se consommer qu'en pleine liberté ; & la raison , d'accord avec la loi , déclare nul celui qui se forme sous l'empire de l'autorité.

Les décrets judiciaires sont moins rigoureux que des lettres de cachet , qui privent le citoyen de sa liberté : l'espoir d'un jugement , qui répare l'atteinte portée à son honneur , soutient le courage de celui qui est dans les liens du décret ; tandis que l'autre , en recouvrant sa liberté , semble avoir obtenu moins une justification qu'un pardon , qui imprimerait sur sa tête une espèce de flétrissure , si l'abus de ce genre de peine n'en avoit rendu l'effet illusoire dans l'opinion publique.

Sire , les dernières classes de vos sujets trouvent des tribunaux prêts à défendre leurs droits , à protéger leur liberté. Dépositaires des loix , les parlemens feroient-ils les seuls qui ne pourroient pas les implorer ? & le pouvoir arbitraire feroit-il en droit de décider de leur sort ? . . . Si l'injustice pouvoit ébranler la constance du magistrat ; si la perte de sa fortune & de sa liberté pouvoit le troubler dans l'examen de la loi , le rendre foible ou pusillanime ; si l'on parvenoit enfin à lasser son courage , & à éteindre cet amour sacré des loix confiées à sa vigilance , & conservé si précieusement au milieu des orages , que deviendroient alors & la force des rois & la propriété des sujets ?

Mais , sire , la constance & la fidélité de votre parlement sont inébranlables : les disgraces ne font qu'éprouver sa vertu ; elles donnent une nouvelle activité à son amour & à son attachement aux vrais principes.

Mais que peuvent ses efforts ! que peut son entier dévouement ! Les maux de l'état sont extrêmes ; & dans la crise alarmante où se trouve la France , l'assemblée des états-généraux est la seule ressource qui lui reste. C'est dans cette assemblée auguste , que viendront se ranimer ces sentimens de patriotisme & d'honneur qui font la gloire des empires , la force du trône , & le bonheur des sujets. A la voix de la patrie , ces sentimens si chers aux françois , & si long-temps comprimés dans son cœur , reprendront tout leur pouvoir , toute leur énergie , & donneront véritablement à la nation *une nouvelle existence , une nouvelle vie*. L'ordre ramènera le crédit , prévendra les déprédations , proscrira les emprunts , modérera les pensions , réglera le luxe , arrêtera les prodigalités. La loi reprendra son empire , la liberté ses avantages , le gouvernement sa force , & la France sa splendeur. Les ennemis de l'état ne songeront plus à se prévaloir des circonstances ; loin de vouloir porter la guerre dans les états de votre majesté , ils rechercheront la paix ; & si la défense du royaume exigeoit des sacrifices , quelque accablans que soient les impôts actuels , les ressources de la France seroient encore immenses , parce que *les subsides volontaires n'épuisent jamais une na-*

tion , & qui lui reste du courage , au défaut de force. (I)

Ceux qui chercheroient à donner à votre majesté des inquiétudes sur cette assemblée , ou mentent à leur conscience , ou ne connoissent pas la nation. Ils n'ont jamais réfléchi sur ce dont elle est capable , lorsqu'elle se voit honorée de la confiance de son roi , & associée à sa gloire : leur cœur n'est pas fait pour apprécier ce tribut solennel de zèle & d'amour , sans lequel les rois n'ont que l'ombre du pouvoir & de la souveraineté. Placée au milieu de vos sujets , comme un bon pere au milieu de ses enfans , votre majesté sentira aisément la différence qu'il y a entre l'autorité qui exige , & l'affection qui donne : alors , sire , votre majesté jouira de la récompense la plus flatteuse pour un roi citoyen , celle de régénérer sa nation , & de recueillir les bénédictions d'un peuple heureux.

Telles sont , sire , les très-humbles & très-respectueuses remontrances qu'ont l'honneur de présenter à votre majesté ,

SIRE ,

De Votre Majesté ,

Les très-humbles , très-obéissans ,  
très-soumis , très-fideles serviteurs  
& sujets ,

Les gens tenant votre cour de parlement.

A Libourne , toutes les chambres assemblées , le  
31 Octobre 1787.

Quelque temps après l'envoi de ces remontrances , le bruit se répandit à Bordeaux , que le parlement alloit y être rappelé. On s'attendoit à lui voir faire sa rentrée le jour de la St. Martin ; cette attente ayant été vaine , la cour des aides s'occupa , dès ses premières séances , des réclamations à faire auprès du roi ; elle prit à ce sujet l'arrêté suivant.



# A R R Ê T É

## DE LA COUR DES AIDES ET FINANCES DE GUIENNE.

*Du 14 Novembre 1787.*

**C**E jour , la cour assemblée aux formes ordinaires , pénétrée des sentimens qui ont déterminé ses premières réclamations :

Considérant que les espérances qu'avoient conçues les habitans de cette ville & de toute la province , sur le retour du parlement de Bordeaux , se sont évanouies ; que le silence de l'administration paroît indiquer l'intention de le retenir encore loin de son siege naturel :

Considérant l'inutilité des représentations des cours & des réclamations de tous les ordres de citoyens :

Que l'intérêt du souverain , & celui de ses sujets n'étant qu'un seul & même intérêt , il est du

devoir des magistrats de dénoncer au seigneur roi la surprise qui lui a été faite , d'éclairer sa religion , & d'émouvoir sa justice :

Considérant ladite cour , que la sagesse , l'honneur & le zèle pour le bien de l'état , ont nécessité la conduite du parlement de Bordeaux :

Qu'il a dû s'opposer de toutes ses forces au nouveau système de l'administration , qui tend à séparer l'enregistrement des édits de leur vérification , qui exige l'un , veut détruire l'autre , parviendrait par ce moyen à asservir un peuple libre , l'exposeroit à toutes les surprises qu'on pourroit faire au seigneur roi , & enleveroit aux sujets de sa majesté tout l'espoir de réclamation :

Qu'il a donc dû refuser d'enregistrer un édit dont on ne lui offroit que l'extrait le plus dépouillé , & dont on ne lui présentait ni les développemens , ni les détails :

Qu'en demandant la communication de ces mêmes détails pour les vérifier , le parlement s'est acquitté du devoir de sa charge envers le roi & envers le peuple :

Que cette cour auroit fourni à l'administration des connoissances locales qu'il lui eût été difficile de se procurer par d'autres voies , & auroit coopéré par ce moyen à éloigner des peuples l'arbitraire qui se glisse imperceptiblement dans l'état :

Qu'une conduite aussi sage , aussi réfléchie , qu'un pareil dévouement au bien de l'état , loin d'attirer

une disgrâce au parlement , devoit au contraire lui concilier la bienveillance de sa majesté :

Que le séjour du parlement dans une ville que sa présence rend insuffisante pour le nombre de ses habitans , entraîne avec lui la cessation de la justice , par l'impossibilité où est cette cour d'y trouver les coopérateurs nécessaires :

Que les maux qui résultent de ce fléau , ( grands sans doute dans leur principe ) se sont tellement aggravés par le laps du temps , qu'il est désormais impossible d'en déterminer l'excès :

Que le retour du parlement de Bordeaux dans cette ville peut seul y remédier , & calmer les alarmes des citoyens , qui n'ont vu qu'avec effroi un coup d'autorité qui frappe moins sur les magistrats qui paroissent en être directement l'objet , que sur une ville dont il enfreint les privilèges , & sur les peuples de leur ressort , qu'il prive de la distribution de la justice.

Pénétrée de ces motifs , la cour a arrêté que le seigneur roi fera très-humblement supplié de rappeler le parlement de Bordeaux dans cette ville , & qu'à cet effet il sera adressé à sa majesté de très-humbles & très-respectueuses remontrances.

Fait en la cour des aides & finances de Guienne , le 14 Novembre 1787.

Le 19 Novembre , sa majesté , étant venue tenir une séance royale au parlement de Paris , pour y faire enrégistrer un édit d'emprunts successifs pendant cinq années , & pour remettre un autre édit tendant à donner un état civil aux

protestans , parla en ces termes au sujet du parlement de Bordeaux :

» Vous verrez dans ma réponse au sujet du  
» parlement de Bordeaux , combien sa conduite  
» est reprehensible. Mes parlemens doivent comp-  
» ter sur ma confiance & mon affection ; mais  
» ils doivent les mériter , en se renfermant dans  
» les fonctions qui leur ont été confiées par les  
» rois mes prédécesseurs , en ayant attention de ne  
» s'en pas écarter , & de ne s'y refuser jamais ,  
» & sur-tout en donnant à mes sujets l'exemple  
» de la fidélité & de la soumission. »

La réponse promise par le roi , fut prononcée par M. le garde des sceaux en ces termes :

» Pour ne laisser messieurs , aucune de vos ré-  
» clamations sans réponse , sa majesté , veut vous  
» communiquer avec bonté les motifs qui l'empê-  
» chent d'acquiescer aux vœux que vous avez por-  
» tés aux pieds de son trône , en faveur du par-  
» lement de Bordeaux. Les principes généraux  
» sur lesquels sont fondés vos respectueuses repré-  
» sentations , ne sauroient s'appliquer aux circons-  
» tances actuelles.

» D'abord , messieurs , une translation ne pré-  
» sente aucune irrégularité. Le roi n'a point in-  
» terrompu l'exercice de la justice , en transférant  
» son parlement de Bordeaux en corps de cour ,  
» dans l'une des villes de son ressort , avec toute  
» la plénitude de ses fonctions.

» Nos souverains ont souvent assigné diverses  
» résidences à cette même cour , & elle n'a vu  
» jusqu'à présent aucune infraction à la capitula-

» tion de la Guienne , dans les ordres du roi qui  
» l'ont éloignée pendant plusieurs années de la  
» capitale de cette province.

» Mais cette compagnie qui semble vouloir ainsi  
» disputer à son souverain le droit de la trans-  
» férer quand le bien de son service l'exige , se  
» croit-elle donc autorisée à exercer ses fonc-  
» tions , sans la participation du roi , & à se  
» transférer elle-même hors de la ville de Bor-  
» deaux ?

» Il est difficile de ne pas lui attribuer cette  
» étrange inconséquence , quand on lit les divers  
» arrêtés qu'elle a publiés.

» Une pareille prétention n'a besoin que de se  
» manifester pour être confondue.

» Puisque vous n'avez vu d'abord , messieurs , dans  
» cette translation également sage & légale , qu'un  
» acte *purement arbitraire* , des réflexions plus ap-  
» profondies vous convaincront que l'autorité se  
» devoit à elle-même un tel exercice de ses  
» droits , & qu'elle a dû donner au parlement de  
» Bordeaux cette marque publique de son mécon-  
» tentement.

» Ce parlement n'a pas osé s'élever ouverte-  
» ment contre le vœu unanime du royaume , qui  
» demande les assemblées provinciales ; mais il a  
» prétendu qu'il ne pouvoit pas vérifier l'édit de  
» leur établissement , jusqu'à ce que le roi eût  
» fait présenter à l'enregistrement le règlement dé-  
» nitif qui , doit en déterminer la forme , & en  
» régler les facultés.

» Le roi a déjà publié un règlement provisoire



» pour les assemblées provinciales , & il a déclaré qu'il le consacrerait irrévocablement par l'enregistrement dans ses cours , lorsque l'expérience de quelques années en aurait garanti les dispositions.

» Une circonspection si paternelle ne sembloit devoir exciter dans la magistrature que des applaudissemens & des hommages de reconnaissance.

» Sa majesté a considéré en effet , que ces assemblées naissantes & soumises à des essais incertains , n'étoient pas encore susceptibles d'une constitution invariable.

» Que formées d'abord par le choix du roi , elles avoient besoin de se renouveler par les élections , pour recevoir leur forme morale & représenter le vœu des peuples.

» Qu'il ne falloit pas se priver des lumières de l'expérience , en adoptant avec précipitation un règlement exposé à toutes les représentations des assemblées provinciales.

» Que déjà les observations & les demandes des provinces & des parlemens , n'étoient pas uniformes.

» Enfin que dans trois ans , les assemblées provinciales auroient leurs organisations , & que le législateur devoit s'être assuré des bons effets d'un règlement public , avant de lui donner , sans nécessité , la sanction des loix.

» Vous avez senti , messieurs , la sagesse & l'évidence de ces considérations. Les mêmes observations ont suffi pour rassurer le parlement de

» Rouen. Vous n'avez vu aucun piège caché dans  
 » la prudence du gouvernement, & vous n'avez  
 » point montré à votre roi cette méfiance offen-  
 » sante, qui calomnie ses intentions, en mécon-  
 » noissant ses bienfaits.

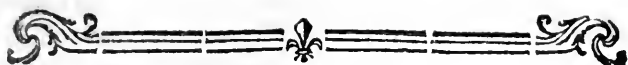
» L'oïn d'imiter l'exemple de soumission & de  
 » confiance que vous lui avez donné, le parle-  
 » ment de Bordeaux a répondu à l'édit & aux  
 » ordres réitérés du roi, par un arrêt de défen-  
 » se, qu'il a fait signifier aux assemblées pro-  
 » vinciales, de se former dans son ressort.

» C'est un attentat également contraire à la rai-  
 » son, au bien public, au respect dû à sa ma-  
 » jesté, & à l'obéissance qu'elle a droit d'atten-  
 » dre de ses tribunaux.

» Quand nos rois ont établi les parlemens,  
 » messieurs, ils ont voulu instituer des officiers  
 » chargés de la distribution de la justice & du  
 » maintien des ordonnances du royaume, & non  
 » pas élever dans leurs états une puissance rivale  
 » de l'autorité royale.

» Sa majesté examinera avec l'amour de la vé-  
 » rité, qui la caractérise, les remontrances que son  
 » parlement de Bordeaux vient de lui adresser;  
 » mais c'est de sa seule soumission aux ordres qui  
 » lui ont été notifiés, que cette compagnie doit  
 » attendre le retour des bontés du roi. »

Le 29 Novembre, M. le garde des sceaux con-  
 signa les principes qu'il avoit manifestés concer-  
 nant le parlement de Bordeaux dans la séance  
 du 19 Novembre, dans une réponse qu'il adressa  
 à ce parlement.

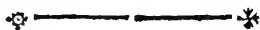


# RÉPONSE

DE M. LE GARDE DES SCEAUX,

*Aux Remontrances du Parlement de Bordeaux.*

Du 29 Novembre 1787.



MESSEURS,

Le roi a examiné, avec la plus grande attention, les remontrances que vous lui avez adressées le 31 Octobre dernier.

Sa majesté a reconnu qu'elles se divisoient naturellement en trois parties principales.

La premiere, contient un tableau de la situation des finances, & des motifs qui ont amené l'assemblée des notables.

La seconde, contient une longue discussion sur l'établissement des assemblées provinciales.

La troisieme enfin, contient une réclamation contre votre translation à Libourne.

Le roi m'ordonne d'entrer avec vous dans les détails suivans, sur ces trois objets.

Le roi désapprouve toute la premiere partie de

286     *Réponse de M. le garde des sceaux,*  
vos remontrances , où vous faites un tableau inutile de la situation de l'état , au moment où il est monté sur le trône , & depuis son regne. Vous y parlez , en effet , d'une matière sur laquelle vous n'avez aucune base , & vous risquez ainsi de donner aux sujets du roi , une *fausse idée* de son administration & de leur situation.

Vous exagérez les revenus & les charges , en vous appuyant sur des comptes qui n'ont jamais été rendus publics , & en citant des écrits qui n'ont jamais eu aucune authenticité.

Vous y faites des comparaisons déplacées entre les différens ministres que le roi a employés à l'administration de ses finances ; vous y parlez des obstacles que l'économie trouve autour du trône , parce que vous ignorez qu'elle est déjà portée à plus de cinquante millions assurés pour l'année prochaine.

Vous cherchez dans des détails d'administration , qui sont loin de vous , les motifs qui ont pu amener l'assemblée des notables , pendant que vous deviez les trouver dans le sentiment du roi , *qui n'a pas eu besoin d'être sollicité pour les rassembler* , autour de lui , *qui aime à se trouver au milieu de ses sujets* , & *qui pense qu'un roi de France n'est jamais mieux que lorsqu'il est entouré de leur amour & de leur fidélité.*

Le roi ne répond rien à cette première partie de vos remontrances , qui ne concerne en aucune manière vos fonctions. Sa majesté est étonnée que vous vous en foyez occupés & elle ne veut

plus qu'elle soit la matière de vos délibérations , par la suite.

La seconde partie de vos remontrances contient une discussion sur les assemblées provinciales.

Le roi m'ordonne de répondre d'abord , à cet objet , dans les mêmes termes qu'elle a fait connoître sa volonté au parlement de Paris , le 19 de ce mois.

» Vous n'avez pas osé , messieurs , vous élever  
» ouvertement contre le vœu unanime , qui de-  
» mande les assemblées provinciales ; mais vous  
» avez prétendu que vous ne pouviez pas vérifier  
» l'édit de leur établissement , jusqu'à ce que le  
» roi eût fait présenter à l'enregistrement , les  
» réglemens définitifs qui doivent en déterminer la  
» forme , & ne régler les facultés.

» Le roi a déjà publié plusieurs réglemens pro-  
» visoires pour les assemblées provinciales , & il  
» a déclaré qu'il les consacrerait irrévocablement  
» par l'enregistrement dans les cours , lorsque l'ex-  
» périence de quelques années en aurait garanti  
» les dispositions.

» Une circonspection si paternelle ne sembloit  
» devoir exciter , dans la magistrature que des ap-  
» plaudissemens & des hommages de reconnois-  
» sance. Sa majesté a considéré , en effet , que  
» ces assemblées naissantes & soumises à des essais  
» incertains , n'étoient pas encore susceptibles d'une  
» constitution invariable.

» Que formées d'abord par le choix du roi ,  
» elles avoient besoin de se renouveler par des

» élections , pour recevoir leur forme morale , &  
» représenter le vœu des peuples.

» Qu'il ne falloit pas les priver des lumieres de  
» l'expérience, en adoptant avec précipitation un  
» règlement exposé à toutes les représentations  
» des assemblées provinciales.

» Que déjà les observations & les demandes  
» des provinces & des parlemens , n'étoient pas  
» uniformes.

» Enfin , que , dans trois ans , les assemblées  
» provinciales auroient leur organisation , & que  
» le législateur devoit s'être assuré des bons effets  
» d'un règlement public , avant de lui donner ,  
» sans nécessité , la sanction des loix.

» Le parlement de Paris , messieurs , a senti là  
» sagesse & l'évidence de ces considérations. Les  
» mêmes observations ont suffi pour rassurer le  
» parlement de Rouen ; ils n'ont vu aucun *piege*  
» *caché* dans la prudence du gouvernement , &  
» n'ont point montré au roi une méfiance offen-  
» sante , qui calomnie ses intentions , en mécon-  
» noissant ses bienfaits.

» Loin d'imiter cet exemple de soumission &  
» de confiance , vous avez répondu à l'édit &  
» aux ordres réitérés du roi , par un arrêt de dé-  
» fenses que vous avez fait signifier aux assem-  
» blées provinciales , de se former dans votre  
» ressort. »

Cette première réponse générale , repousse une  
partie des détails de vos remontrances sur le se-  
cond objet ; comme les inconvénients des membres  
choisis par le roi pour former les assemblées pro-  
vinciales ,

vinciales ; comme l'affertion que l'édit qui les établit , n'est que le préambule de la loi dont les réglemens ne doivent être que les articles ; comme la variété dans les fonctions des assemblées provinciales ; de l'autorité des commissaires départis ; du refus d'envoyer au parlement des réglemens constitutifs de ces assemblées.

Mais vos remontrances contiennent , en outre , des assertions sur lesquelles le roi m'ordonne de vous faire connoître ses intentions & les principes.

Vous dites que le principe de la nécessité de l'enrégistrement dans les cours , est prouvé par les modifications que les cours ont , de toute ancienneté , apposées à l'enrégistrement des loix.

Cette faculté , dont le roi a quelquefois permis l'usage à ses cours , ne peut s'appliquer qu'aux modifications qui n'altèrent en rien le fond de la loi , parce qu'il n'y a que le législateur qui puisse changer sa volonté ; & pour lors les cours y ajoutent ces mots de soumission & de respect : *sous le bon plaisir du roi* , & jusqu'à ce qu'il ait fait connoître sa volonté.

Vous dites que les assemblées provinciales font un tel changement dans l'impôt , qu'il intéresse la constitution françoise ; & de-là , vous tirez la conséquence que les états-généraux peuvent seuls l'opérer.

C'est méconnoître le véritable objet des assemblées provinciales , si bien déterminé par le roi , de remplacer d'une façon plus utile pour les peu-

290 *Réponse de M. le garde des sceaux ;*  
ples , les ministères des commissaires départis dans  
les provinces , pour la répartition de l'impôt.

Le roi n'a besoin d'aucun pouvoir extraordinaire pour l'administration de son royaume ; il n'appartient point à ses officiers de douter de son autorité.

Une répartition mieux faite de l'impôt , n'en change point la nature.

Il ne résulte point d'une prestation plus exacte d'un impôt de quotité , une surcharge générale , mais une distribution proportionnée aux facultés des contribuables.

La justice du roi ne pouvoit pas tolérer plus long-temps que les charges de l'état pesassent inégalement sur ses sujets , & d'une façon plus rigoureuse , sur la portion la plus pauvre & la plus intéressante pour son cœur.

Vous n'ignorez pas , messieurs , & sa majesté en est instruite , que plusieurs propriétaires puissans de votre ressort sont imposés par un rôle séparé de celui des autres sujets de la province , & que le montant de ce rôle est évidemment inférieur à leurs facultés.

C'est ainsi qu'en perdant de vue l'objet principal des assemblées provinciales , vous liez leur formation avec la tenue des états-généraux.

Que vous faites regarder les réglemens qui doivent les diriger , comme devant émaner de l'assemblée de la nation.

La nation sera assemblée , MM. elle le fera par la volonté du roi ; elle le fera au plus tard en 1791 , d'après sa parole sacrée ; & sa majesté re-



cevra de la nation le témoignage de reconnoissance qu'elle lui doit pour le grand bienfait dont vous osez révoquer en doute l'utilité.

- L'arrêt que vous avez rendu pour empêcher les premières assemblées d'avoir lieu, est contre tout principe ; & en vous rappelant la lettre que je vous ai adressée de la part du roi, le 10 Août dernier, il m'ordonne de vous dire qu'il n'a pas besoin de l'enregistrement des cours, pour assembler, quand & comme il lui plaît, une portion de ses sujets, & que c'est abuser des ordonnances qui défendent les assemblées illicites, que de les appliquer à celles formées par ses ordres, & qu'il autorise d'une façon publique.

» Cet arrêt est un attentat également contraire au bien public, au respect dû à sa majesté & à l'obéissance qu'elle a droit d'attendre de ses tribunaux.

» Quand nos rois ont établi les parlemens, ils ont voulu instituer des officiers chargés de la distribution de la justice, & du maintien des ordonnances du royaume, & non pas élever dans leurs états une puissance rivale de l'autorité royale. »

La troisième & dernière partie de vos remontrances, porte sur la translation de tout le parlement à Libourne.

Vous vous plaignez de la forme & de l'effet de cette translation. Dans la forme, vous prétendez que c'est contrevenir au traité passé entre *Charles VII* & les états de Guienne en 1451, & vous taisez qu'en 1462, lors du rétablissement du par-

292      *Réponse de M. le garde des sceaux ;*  
lement de Bordeaux par *Louis XI*, il est dit dans les lettres, que la résidence du parlement seroit à Bordeaux, tant qu'il plairoit au roi, *quamditi nostræ placuerit voluntati*. Aussi est-ce pour la première fois que le parlement voit l'infraction de ce traité dans sa translation, au milieu de toutes celles qu'il a éprouvées.

Vous vous plaignez des lettres closes employées pour opérer votre translation ; mais vous taisez qu'elles n'ont été employées que pour transporter vos personnes, & qu'il a été expédié des lettres-patentes pour la translation du parlement.

Le roi voit cependant avec satisfaction que vous avez senti l'irrégularité de ce que contenoient à cet égard vos précédens arrêtés, & qu'il n'est plus mention dans vos remontrances de la méconnoissance du droit qui lui appartient de vous assigner telle ou telle résidence, pendant que vous vous attribuez cette faculté sans sa participation.

Vous parcourez ensuite les inconvéniens de la translation, en en examinant les effets.

Les peuples de la Guienne sont privés des juges de leur ressort, & cependant le parlement a été transféré dans une ville de son ressort, en corps de cour & avec toutes ses fonctions.

De-là vous en faites résulter la perte de la liberté, de la vie & de l'honneur des citoyens : ils savent tous que leurs droits reposent à l'ombre de l'autorité du roi, & ce n'est qu'en en maintenant l'exercice vis-à-vis des cours, qu'ils peuvent y trouver les avantages que les rois, prédéces-

seurs de sa majesté, & elle-même, y ont préparé pour eux.

Si la justice est interrompue, vous ne pouvez en accuser que vous-mêmes; vous n'avez rempli à Libourne aucun de vos devoirs; vous invoquez le serment que vous avez fait d'observer les ordonnances; elles vous enjoignent de rendre, sans interruption la justice aux sujets du roi.

Elles fixent l'époque de votre rentrée, la publication des rôles pour le jugement des affaires d'audience, & vous n'avez obéi à aucuns des ces commandemens.

Comparant ensuite votre sort à celui des autres sujets du roi, vous les trouvez heureux d'avoir dans les tribunaux les défenseurs de leurs droits & de leur liberté, & vous vous affligez de n'avoir aucun défenseur.

Le roi est celui de tous les magistrats, lorsqu'ils remplissent leurs devoirs envers lui & envers ses sujets.

Mais il repousse leurs réclamations, lorsqu'elles ne sont appuyées ni sur leur zèle pour la distribution de la justice, ni sur une soumission respectueuse à ses volontés.

Vous voyez, MM. par tous les détails dans lesquels je viens d'entrer, par ordre du roi, l'attention avec laquelle sa majesté a examiné vos remontrances; vous connoissez d'ailleurs son amour pour la vérité.

Le roi m'ordonne de vous mander que *c'est de votre seule soumission aux ordres qui vous ont été*

294 *Réponse de M. le garde des sceaux, &c.*  
*notifiés, que vous devez attendre le retour de ses*  
*bontés.*

Cette lettre ne produisit aucun effet, le parlement n'enregistra pas l'*édit portant établissement des assemblées provinciales* ; de nouveaux moyens furent employés par le gouvernement.

Le 17 Décembre M. le comte de *Fumel*, commandant de la basse Guienne, se rendit à Libourne, & le lendemain il fit distribuer des ordres du roi à tous les membres du parlement pour qu'ils eussent à s'assembler le 19 ; ce qui fut exécuté. M. le comte de *Fumel* se rendit au parlement, & présenta de nouvelles lettres de jussion pour l'enregistrement de l'*édit* concernant les assemblées provinciales ; M. *Dudon*, pere, procureur-général, fit un réquisitoire, dans lequel il établit que la résistance du parlement aux volontés du roi n'étoit pas fondée, & il conclut à l'enregistrement avec des modifications, & notamment en stipulant que les membres de l'ordre du clergé ne pourront pas exercer constamment la présidence de l'assemblée ; c'est-à-dire, que cette présidence seroit déferée alternativement au clergé & à la noblesse ; 19 voix seconderent l'avis du procureur-général ; mais la délibération ne fut pas achevée. Le lendemain M. de *Berthon*, premier président, le plus ancien des magistrats du parlement de Bordeaux, & dont l'admission dans cette compagnie date depuis 60 ans, prononça un discours à la fois véhément & pathétique, sur l'amour de la patrie, l'union des compagnies & le dévouement

des magistrats : sa logique parut entraînante , & en effet , elle entraîna neuf des membres du parlement à son avis ; la délibération ne fut pas encore terminée ce jour-là ; elle fut remise au lendemain , & dans cette troisième séance les dix magistrats qui s'étoient encore montrés la veille de l'avis de l'enregistrement , se rangerent à l'avis du plus grand nombre. L'arrêté suivant fut pris d'une voix unanime.



# A R R E T É

## D U P A R L E M E N T

D E B O R D E A U X.

Du 21 Décembre 1787.

**V**U les lettres-patentes du 30 Novembre dernier , portant seconde & finale jussion de procéder à l'enregistrement pur & simple de l'édit du mois de Juin dernier , portant *établissement des assemblées provinciales* ; ensemble les conclusions du procureur-général du roi :

La cour , toutes les chambres assemblées , pénétrée de la plus vive douleur de ne pouvoir obtempérer aux ordres réitérés dudit seigneur roi ;

Considérant qu'elle se trouve placée entre le sou-

verain qui ordonne , l'autorité qui menace , la patrie qui réclame & la loi qui défend ;

Que , dans cette situation pénible , le parlement , pressé tour-à-tour par les divers sentimens de l'amour , de l'obéissance & du devoir , ne fauroit concilier ce qu'il doit à son roi , à sa fidélité , à sa conscience , qu'en se conformant religieusement aux ordonnances du royaume , puisqu'elles contiennent à la fois & la volonté permanente des rois , & la regle impérieuse de la conduite des magistrats ;

Que l'enrégistrement de la loi n'est pas une vaine formalité ; que l'édit des assemblées provinciales & les réglemens qui doivent fixer *leurs organisations , leurs fonctions & leurs pouvoirs* , ne forment que la même loi ; que rien ne peut assurer l'utilité de cet édit , que la bonté des réglemens ; & que pour en juger , il est indispensable de les connoître ;

Que le parlement desire l'établissement des assemblées provinciales , & qu'il les desire dans les mêmes vues qui animent ledit seigneur roi pour le bonheur des peuples ; mais que les réglemens , qui doivent former ces assemblées , peuvent seuls garantir que cet objet sera rempli ;

Que si le parlement se permet de persister dans ses remontrances respectueuses , si son devoir paroît en opposition avec son obéissance , c'est un nouveau témoignage de sa fidélité ; qu'uni par les liens les plus forts , les plus sacrés , les plus inviolables , aux loix & à la constitution françoise , victime de son devoir , il se dévoue généreuse-

ment à la gloire dudit seigneur roi , & à l'intérêt de ses peuples ;

Que plein de confiance dans les vertus de son souverain , & dans son amour pour la justice , le parlement , convaincu que sa conduite est d'accord avec la loi , attendra , avec la soumission la plus respectueuse , le moment heureux qui lui rendra les bontés dudit seigneur roi.

Par ces considérations , la cour , persévérant dans ses précédentes délibérations , déclare *ne pouvoir obtempérer aux lettres de jussion , du 30 Novembre dernier ; en conséquence , a arrêté qu'il sera fait audit seigneur roi de très-respectueuses & itératives remontrances , à l'effet de supplier ledit seigneur roi d'envoyer à son parlement les réglemens relatifs à l'organisation , aux fonctions & aux pouvoirs des assemblées provinciales.*

Fait en parlement , toutes les chambres assemblées , à Libourne , le 21 Décembre , mil sept cent quatre-vingt sept.

*Monsieur LEBERTHON , premier président.*

Voici les remontrances qui furent envoyées d'après cet arrêté.





TRES-HUMBLES

ET

TRES-RESPECTUEUSES

REMONTRANCES,

*Qu'adressent au roi , notre très-honoré & souverain  
seigneur , les gens tenant sa cour de parlement  
de Bordeaux , à Libourne.*

Du 21 Décembre 1787.

SIRE,

Votre parlement redoubloit ses efforts pour dédommager vos sujets d'une interruption que les ordres de votre majesté avoient nécessitée en 1786; il travailloit à rendre à un vaste ressort une justice aussi prompte qu'exacte; il espéroit voir terminer sans orage la séance de 1787, lorsqu'il a été de nouveau enlevé à ses fonctions.

Ce coup d'autorité a porté l'alarme dans tous les cœurs: le cours de la justice est interrompu; le foible est sans défenseur, la police sans activité; le commerce est arrêté par mille entraves; l'innocent & le coupable gémissent confondus aux fonds des cachots; chaque citoyen invoque la loi,



la loi se taît , & ses ministres sont dans l'impuissance de venir au secours des malheureux.

Exilés à Libourne , les officiers de votre parlement ne s'étoient occupés que de la gloire du souverain & du maintien des loix : leurs récoltes abandonnées , la culture de leurs terres négligées , les dépenses multipliées par les déplacements , les privations , les séparations cruelles , leur intérêt personnel , leurs propriétés , la perte même de leur liberté , rien n'avoit ébranlé le courage de vos magistrats ; ils attendoient paisiblement le retour des bontés & de la justice de leur souverain , lorsqu'ils apprennent que leur soumission & leur fidélité sont attaquées au nom & en présence de votre majesté , devant les princes & les pairs , au milieu de votre parlement , dans la séance la plus auguste , & par le chef de la justice , protecteur né de la magistrature.

Pénétré de la plus vive sensibilité , mais rassuré par sa conscience , le parlement avoit délibéré des remontrances , lorsqu'il reçoit , de la part de votre majesté , une lettre de votre garde des sceaux , en réponse aux remontrances que votre parlement avoit eu l'honneur de vous adresser le 31 Octobre dernier.

Votre parlement , sire , va répondre en même-temps , & dans le même ordre , aux inculpations qui lui sont faites dans le discours & dans la lettre de votre garde des sceaux.

Attaqué dans sa vertu , dans ses devoirs , dans son honneur , votre parlement doit à ses concitoyens , à la nation , à lui-même , la preuve écla-

300 *Remontrances du parlement de Bordeaux ;*  
tante qu'il est digne de la confiance de son souverain , qu'il a droit d'espérer tout de sa justice , & qu'il ne mérite aucun reproche pour avoir parlé , dans ses remontrances , de la situation des finances de votre majesté , pour avoir suspendu l'enregistrement de l'édit des assemblées provinciales , & pour avoir réclamé contre la translation à Libourne.

#### *DE LA SITUATION DES FINANCES.*

Votre parlement , sire , peut-il se dispenser de s'occuper des finances de votre majesté , dans le rapport qu'elles ont avec les impôts ? Ses fonctions ne lui font-elles pas un devoir d'en prendre connoissance ? Comment procéder à l'enregistrement des édits relatifs à ces matieres , sans connoître les objets qui doivent nécessairement diriger l'opinion des magistrats ?

Les contributions ne doivent-elles pas être proportionnées , d'un côté , aux besoins de l'état , & , de l'autre , aux moyens du peuple ? Dépend-il de votre parlement d'enregistrer , sans examen , des loix d'une aussi grande importance ?

S'il pouvoit s'oublier à ce point , il tromperoit le roi sur la nature de son autorité ; il tromperoit le peuple sur les besoins du gouvernement ; il se tromperoit lui-même sur l'étendue de ses devoirs.

Si la conduite & les principes de votre parlement avoient besoin d'être étayés par des exemples , il pourroit citer les remontrances faites à *Louis XIII*,

par le parlement de Paris , en 1615 , après la clôture des états. (1)

Il pourroit s'autoriser plus puissamment encore de ce qui s'est passé à la séance royale , du 19 Novembre dernier. Il paroît , par l'opinion seule du rapporteur de la cour , rendue publique sous les yeux de votre majesté , que votre parlement de Paris est entré dans les plus grands détails sur la situation de vos finances ; qu'il a discuté les plans de l'administration , les projets du gouvernement , & les ressources de l'état.

Il est à la vérité très-difficile au parlement d'avoir une base fixe sur ces matières , & de ne pas se méprendre *sur les revenus & les charges* de l'état , puisque les notables eux-mêmes n'ont pu en avoir une connoissance certaine , malgré leurs lumières , leur zèle & leurs efforts. Aussi le parlement n'a-t-il jugé *des revenus* de l'état que par approximation ; il n'en a point fixé *les charges* ; & s'il a paru moins incertain sur le déficit , s'il l'a porté à cent quarante millions , il ne pouvoit pas s'appuyer sur un écrit plus authentique , puisque c'est sur le *discours de votre principal ministre aux notables*. (2)

Le parlement auroit-il pu concevoir , qu'en citant les mémoires & le discours du sieur de Calonne aux notables , le *discours du principal minist-*

---

(1) Ces remontrances sont imprimées à la suite du recueil des états généraux de 1614.

(2) Du 25 Mai 1787.

302     *Remontrances du parl'ment de Bordeaux ;*  
*tre aux notables* , le procès-verbal de l'assemblée  
des notables, les arrêtés des notables , & en rap-  
portant les expressions d'un mémoire présenté à  
votre auguste aïeul, par l'abbé Terray , & rendu  
public sous l'autorité du gouvernement, il dût  
encourir le reproche » *de s'appuyer sur des comp-*  
*tes qui n'ont jamais été rendus public , & de*  
*citer des écrits qui n'ont jamais eu d'authen-*  
*cité ? »*

Votre parlement avoit déjà observé à votre  
majesté, que les états-généraux , tenus à Blois en  
1577, déclarent *qu'il faut que tous édits soient vé-*  
*rifiés & comme contrôlés ez cours de parlement , de-*  
*vant qu'ils obligent à y ob'ir ; lesquels... ont pouvoir*  
*de suspendre , modifier & refuser lesdits édits.*

Vos parlemens peuvent-ils trahir la confiance de  
la nation , en enrégistrant les édits burfaux sans  
en connoître l'utilité & la nécessité ? Peuvent-ils  
les *contrôler* sans connoître les matieres de finances ,  
auxquelles ils sont nécessairement liés ? Enrégis-  
trer , *modifier , suspendre , refuser* un édit, suppose  
une délibération approfondie , & la délibération  
suppose les lumieres & les connoissances nécessai-  
res pour la discussion.

#### *DES ASSEMBLÉES PROVINCIALES.*

Votre parlement , sire , est accusé en votre nom ,  
par votre garde des sceaux , & à la face de la  
nation , » de n'avoir pas osé s'élever ouvertement  
» contre le vœu unanime du royaume , qui de-  
» mande les assemblées provinciales ; de n'avoir pas

» imité l'exemple des autres parlements ; d'avoir  
 » montré au roi une méfiance offensante , qui ca-  
 » lomnie ses intentions d'avoir répondu , à l'édit  
 » des assemblées provinciales & aux ordres réité-  
 » rés du roi , par un arrêt de défenses , contraire  
 » à la raison , au bien public , au respect dû à  
 » votre majesté , à l'obéissance qu'elle a droit d'at-  
 » tendre de ses tribunaux , & d'avoir voulu éle-  
 » ver dans vos états une puissance rivale de l'au-  
 » torité royale. (1) »

Mais si votre parlement, sire, a fait un acte de  
 prudence dans la demande des réglemens des as-  
 semblées provinciales , avant d'enregistrer l'édit ;  
 s'il a montré à son roi la plus grande confiance  
 dans ses vertus ; si l'exemple même des autres par-  
 lemens l'avertissoit d'une circonspection plus gran-  
 de ; enfin , s'il n'a point rendu d'arrêt de défen-  
 ses ; que deviennent alors les chefs d'accusation  
 qu'on a publiés contre des magistrats qui ont con-  
 sacré leur liberté , leur fortune & leur vie à la  
 défense du trône , & au bonheur de la nation ?

Pour se fixer sur les véritables sentimens du  
 parlement , & connoître » s'ils ont été contrai-  
 » res au vœu général du royaume , qui demande  
 » les assemblées provinciales , » il suffit de lire  
 ses arrêtés & ses remontrances ; loin d'y trouver

(1) Discours de M. le garde des sceaux à la séance du  
 roi au parlement, le 19 Novembre 1787.

Lettre de M. le garde des sceaux au parlement.

la critique de l'édit des assemblées provinciales ; on voit qu'en 1779, il le hâtoit par ses vœux ; que lorsque cet édit lui a été adressé , il a dit » qu'il donnoit un grand espoir à la nation ; & » que votre majesté l'avoit conçu pour le bonheur de ses sujets. (1) » Son arrêté du 18 Août ne respire que les mêmes sentimens , & les justifie. Enfin , il dit , dans ses remontrances , que » les assemblées provinciales bien réglées pour- » roient être d'une grande utilité , qu'elles pour- » roient servir à établir une plus grande égalité dans la répartition des subsides , & surveiller une foule d'objets essentiels à la vivification » du commerce & de l'agriculture. »

Mais votre parlement avoue avec confiance , à votre majesté , que lorsqu'il a vu qu'on refusoit d'envoyer à l'enregistrement les réglemens des assemblées provinciales , il a conçu des alarmes sur un établissement dont on sembloit vouloir dérober l'organisation & les pouvoirs à la connoissance des cours , & il a cru son devoir intéressé à ne pas enregistrer un édit dont il ne connoissoit pas la partie la plus essentielle ; votre parlement a craint sur-tout qu'on eût surpris la religion de votre majesté , sous les apparences du bonheur public : mais il ne s'est permis , ni dans ses arrêtés ni dans ses remontrances , de dire qu'il y eût » aucun PIEGE CACHÉ dans la prudence du gou-

(1) Lettre du parlement au roi , du 25 Juillet dernier.

» vernement ; »

» vernement ; » & cependant ces expressions se trouvent dans la lettre de votre garde des sceaux, foulignées, comme une inculpation ; & aussi ont-elles été mises en caractère italique dans la copie imprimée qui en a été répandue avec profusion.

» Loin de montrer à son roi une méfiance offensante, il a *témoigné, au contraire, qu'il étoit rassuré par les vertus que le ciel a mises dans le cœur de votre majesté.* (1) » Loin de calomnier les intentions de son roi ; en méconnoissant ses bienfaits, il a dit au contraire, & ne cessera de le publier, que » *le vœu de votre cœur est de donner une nouvelle vie & une nouvelle existence à la nation dans les assemblées provinciales.* » (2).

Mais, sire, votre parlement justifieroit mal la confiance dont votre majesté l'honore, si par l'enregistrement il adoptoit des projets séduisans en apparence, mais dont les détails ne seroient pas présentés à l'examen approfondi de la vérification : les circonstances ne font-elles pas de cette circonspection, un devoir plus rigoureux pour votre parlement ?

„ Depuis cinquante ans, l'art ingénieux, mais „ funeste, des ressources a été l'unique science de „ presque tous les administrateurs ; ils ont été ré-

(1) Remontrances du parlement du 31 Octobre dernier.

(2) *Ibidem.*

„ duits à vivre au jour le jour , à parer à des besoins ,  
 „ toujours renaissans , à atteindre , à force d'art , le  
 „ terme d'une année. „ (1).

C'est ainsi qu'un administrateur des finances faisoit en 1783, un emprunt de cent millions , pour établir „ l'ordre , la liquidation & l'amélioration „ dans les finances de votre majesté ; „ qu'en 1784 , il faisoit un emprunt de cent vingt-cinq millions , „ pour faciliter toutes les dispositions d'ordre & d'é- „ conomie ; „ qu'en 1785 , il en faisoit un autre de quatre-vingt millions , en annonçant „ qu'avec le „ secours de ce nouvel emprunt , votre majesté „ pourroit effectuer l'apurement total , sans lequel „ l'ordre , qu'elle travailloit à mettre dans les finan- „ ces , seroit impossible. „

Et cependant , cet ordre , cette liquidation , ces améliorations , cet apurement total des finances , n'ont donné à la nation qu'un vain espoir , & en 1787 , l'assemblée des notables a reconnu un déficit immense ; & c'est dans ce moment , sire , que l'on propose l'établissement des assemblées provinciales !

Ces assemblées ont été reçues avec reconnoissance , parce qu'elles ne devoient avoir pour but qu'une répartition plus juste de l'impôt : „ il ne „ devoit pas résulter de cette prestation , plus exac- „ te , d'un impôt de quotité , une surcharge géné-

---

(1) Rapport de M. l'abbé Tandeau , de l'édit d'emprunt , le 19 Novembre dernier.



„ rale , mais une distribution proportionnée aux  
„ facultés des contribuables.

Actuellement tout paroît changé : votre garde  
des sceaux annonce „ que votre majesté veut que  
„ l'on procède à la perception plus exacte des  
„ vingtiemes ; „ (1) l'intention du gouvernement  
paroît être d'augmenter la quotité de l'impôt , & de  
se servir des assemblées provinciales pour faciliter  
cette surcharge.

C'est ainsi que les établissemens qui présentent  
le plus d'utilité , mais qui ne sont pas soumis à  
la loi sage & constitutionnelle d'un enrégistrement  
libre , peuvent aggraver le sort des peuples , aux-  
quels votre majesté veut donner une nouvelle preuve  
de son amour. (2)

Il seroit dangereux , sans doute , que votre ma-  
jesté „ se privât des lumieres de l'expérience , en  
„ adoptant avec précipitation un règlement exposé  
„ à toutes les représentations des assemblées pro-  
„ vinciales. „ (3) Mais votre parlement a déjà re-  
présenté à votre majesté , & il se croit obligé de  
le répéter „ que l'enrégistrement ne sauroit être un  
„ obstacle au changement que votre majesté vou-  
„ droit y apporter dans la suite , & dont l'expé-  
„ rience pourroit démontrer l'avantage ou la né-

---

(1) Discours de M. le garde des sceaux à la séance  
du roi au parlement, le 19 Novembre dernier.

(2) *Ibidem.*

(3) Même discours & même lettre de M. le garde des  
sceaux.

„ ceflité. Votre majesté peut toujours, dans fa fa-  
 „ gelle, changer ou modifier la loi quand le be-  
 „ soin de l'état l'exige. (1)

Vos parlemens ayant des connoissances locales de la nature du sol de chaque province de votre royaume, de leur culture & de leur production, pourroient, avant l'enrégistrement, présenter à votre majesté leurs observations : par ce moyen, les réglemens qui seroient donnés aux assemblées provinciales, auroient beaucoup moins d'abus à réformer, & seroient sujets à moins d'instabilité.

Enfin, après l'enrégistrement, on ne craindrait plus de voir ces assemblées devenir, sous la main d'un administrateur, la source des impositions les plus funestes, & la cause du renversement des principes constitutionnels ; on ne pourroit pas s'en servir pour établir une multitude de caisses d'emprunt, qui, en épuisant séparément toutes vos provinces, tariroient pour toujours les ressources de votre royaume ; elles ne seroient pas un moyen d'augmenter les impôts par la voie des abonnemens, jusqu'à nos jours si avantageux à vos peuples ; elles seroient fixes & permanentes, & l'on ne redouterait pas, après qu'elles auroient rempli les vues du gouvernement par l'établissement d'un cadastre général, qu'un nouveau système d'administration vînt les détruire.

Votre parlement de Bordeaux est bien éloigné

---

(1) Arrêté du parlement, du 7 Septembre dernier.

de désapprouver la conduite des autres parlemens du royaume , qu'on lui oppose ; il admire leurs lumieres , il respecte leurs vertus , & , après la loi , leur exemple est le modele le plus puissant pour régler sa conduite.

Mais , il l'a déjà dit , „ on lui opposeroit en „ vain l'exemple des parlemens qui ont enrégistré l'édit des assemblées provinciales : ces exemples , quelque graves , quelque imposans qu'ils „ soient , ne doivent pas déterminer les suffrages „ du parlement de Bordeaux , puisque les parlemens qui ont enrégistré cet édit , y ont tous appposé des modifications , & que les modifications „ apposées à la loi , prouvent toujours son insuffisance & sa défectuosité. „ (1)

Le peu de succès de ces modifications , les réclamations des cours en faveur du parlement de Bordeaux & des principes qu'il a adoptés , les arrêts du parlement de Grenoble contre ces assemblées , les assemblées provinciales elles-mêmes , tout se réunit à votre parlement pour justifier sa conduite.

Mais , tous les parlemens eussent-ils gardé le silence , il n'en seroit pas moins certain que pour procéder à l'enregistrement d'une loi , il faut en connoître toutes les dispositions ; que les réglemens des assemblées provinciales font une partie individuelle de l'édit ; que le parlement étoit au-

---

(1) Arrêté du parlement , du 7 Septembre dernier.

310 *Remontrances du parlement de Bordeaux*,  
torisé à le connoître dans toute son étendue, &  
qu'enfin l'insistance de votre parlement est juste,  
puisque'elle étoit nécessaire.

Si l'exemple doit influer sur les cours souveraines, c'est bien plutôt pour l'examen scrupuleux que pour le prompt enrégistrement de la loi : le magistrat doit moins écouter le sentiment vif de son amour & de son obéissance, que la raison lente & sévère, & la loi impérieuse de la conscience & du devoir.

Lorsque la sûreté du trône est compromise, lorsque la propriété ou la liberté des sujets sont attaquées, lorsque les loix & la constitution française sont menacées, les parlemens, dans ces circonstances (heureusement très-rares) peuvent-ils rendre des arrêts de défenses? C'est une question que les regnes malheureux de *Charles IX* & de *Henri III* aideroient à décider.

Les arrêts de défenses pourroient-ils être regardés alors comme émanés d'une autorité rivale de l'autorité royale? Le zele qui les dicteroit, ne seroit-il pas commandé plutôt pour défendre le monarque contre des pieges qu'on tendroit à sa gloire, pour le prémunir contre les entreprises que l'on voudroit faire, en son nom, sur la liberté, sur les propriétés de ses sujets, que pour combattre son autorité suprême? Et ne seroit-il pas plutôt l'effort de l'amour, que l'effet de l'indépendance?

Mais votre parlement n'a pas besoin de justifier sa conduite sous ce rapport : il n'a point rendu

d'arrêt de défenses; il ne pouvoit pas même en rendre.

L'édit des assemblées provinciales a été envoyé à votre parlement; votre majesté a donc reconnu que cet édit avoit besoin de l'enregistrement des cours: le fait établit le besoin de l'enregistrement, & l'importance de l'objet en démontre la nécessité.

Que devoit faire votre parlement? Examiner cet édit, l'enregistrer; ou faire à votre majesté des représentations? Votre parlement n'a pas cru pouvoir procéder à l'enregistrement de cet édit; il a adressé à votre majesté une lettre très-respectueuse.

C'est dans ces circonstances qu'il a rendu l'arrêt du 8 Août: cet arrêt ne pouvoit pas être en contradiction avec l'édit des assemblées provinciales; votre parlement ne l'avoit pas enregistré.

Il ne pouvoit pas être en contradiction avec les ordres que l'on dit avoir été réitérés par votre majesté: votre parlement n'avoit reçu aucun ordre; & la seule lettre que votre garde des sceaux lui eut écrite de la part de votre majesté, ne pouvoit pas lui être parvenue avant d'avoir rendu l'arrêt dont on lui fait un crime, puisque cette lettre est datée du 10 Août, & que l'arrêt de votre parlement avoit été rendu le 8 du même mois.

Enfin, il ne pouvoit pas être en contradiction avec l'autorité: on ne lui avoit pas fait connoître les ordres que votre majesté pouvoit avoir donnés pour la tenue de ces assemblées.

Cet arrêt n'étoit donc qu'un acte légal, qu'une précaution prudente & indispensable ; il maintenoit la loi précieuse de l'enregistrement ; il assuroit la tranquillité des peuples de ce ressort ; il prévenoit peut-être l'augmentation des impôts & les abus les plus funestes ; & s'il suspendoit la tenue des assemblées provinciales dans son ressort *avant l'enregistrement de l'édit*, c'étoit afin de les rendre plus utiles. Chercher à éclairer la religion du souverain, n'est point combattre son autorité ; ce n'est point s'élever contre son pouvoir ; c'est se montrer sujet fidele.

Votre parlement ose se flatter que votre majesté ne verra dans sa conduite, que sa vigilance pour le maintien des formes, que son zele pour l'intérêt public, que la conformité parfaite du magistrat avec la loi ; & que son arrêt du 8 Août ne paroitra plus aux yeux de votre majesté „ un attentat contraire à la raison, au bien public, „ au respect dû à votre majesté, & à l'obéissance qu'elle a droit d'attendre de ses tribunaux. „ (1)

Votre parlement est instruit que tout ce qui a trait à la perception & à la répartition des impôts, est sujet à beaucoup d'abus ; & il en désire avec ardeur le redressement, mais il ignore absolument que „ plusieurs propriétaires puissans de son ressort „ soient imposés sur un rôle séparé de celui des

---

(1) Discours & lettre de M. le garde des sceaux.

„ autres fujets de la province , & que le montant  
„ de ce rôle soit évidemment inférieur à leurs  
„ facultés. „ (1)

Votre parlement atteste à votre majesté qu'il ne  
connoît que deux rôles , celui qui comprend la  
noblesse & les privilégiés , celui qui comprend vos  
autres fujets. Si sous la dénomination de *rôle parti-*  
*culiers des propriétaires puissans* , on entend parler  
de celui de la noblesse , & que le montant de ce  
rôle soit infiniment inférieur à ses facultés , c'est  
un vice de plus dans l'administration arbitraire  
des commissaires départis , qui réclame contre leur  
autorité.

Votre parlement l'avoue , sire , il a dit , & il a  
pensé que „ l'édit des assemblées provinciales , qui ,  
„ par ses dispositions , & plus encore dans ses  
„ suites , peut faire dans l'état les changemens les  
„ plus utiles ou les plus dangereux , *devroit être*  
„ *bien plutôt l'objet d'une assemblée des états-géné-*  
„ *raux* , que d'un enrégistrement précipité ; & il au-  
„ roit désiré que la nation elle-même eût formé  
„ les assemblées provinciales , qu'elle les eût réu-  
„ nies dans un même esprit , dans un intérêt com-  
„ mun. „ (2)

Mais il ose assurer à votre majesté qu'il ne s'est  
permis de dire , ni dans ses arrêtés , ni dans ses

---

(1) Lettre de M. le garde des sceaux , au parle-  
ment.

(2) Remontrances du parlement ; du 31 Octobre  
dernier.

314 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
remontrances , „ que les états-généraux pouvoient  
„ seuls opérer ce changement.

Sire , la pureté des vues de votre parlement  
pourroit-elle lui faire illusion sur la régularité de  
sa conduite ? Si la loi de l'enregistrement , le  
vœu de la nation , l'autorité des ordonnances , &  
la volonté constante de vos aïeux , l'autorisent à  
suspendre l'enregistrement d'une loi , jusqu'à ce  
qu'il en ait pris une connoissance entière , votre  
parlement ne peut-il pas se flatter de s'être plei-  
nement justifié aux yeux de son roi ?

#### *D E L A T R A N S L A T I O N .*

Sire , une translation ne présente aucune irrégu-  
larité lorsque la loi l'ordonne , lorsqu'elle ne con-  
trarie par les droits des villes ou des provinces ,  
lorsque l'intérêt public en est le vrai motif : alors  
sans doute le souverain a le droit de transférer les  
compagnies souveraines , le bien de son service l'exi-  
ge ; & votre parlement n'a rien dit de contrai-  
re , ni dans ses arrêtés , ni dans ses remon-  
trances. (1)

---

(1) Le parlement avoit dit dans son arrêté du 3  
Septembre , qu'il „ avoit le droit d'exercer ses fonctions  
„ dans toutes les parties de son ressort lorsque des cir-  
„ constances indispensables ou forcées y réunissoient les  
„ officiers qui le composent. „

Ces principes , fondés sur les plus puissans motifs d'or-  
dre & d'utilité publique , sont conformes à ceux du



Mais une translation est irrégulière, lorsqu'elle est contraire aux loix ; lorsque le magistrat est enlevé à son tribunal par lettre de cachet, lorsque les privilèges d'une province sont renversés, lorsque le cours de la justice est interrompu, lorsqu'on met ses ministres dans l'impossibilité de la distribuer : & telle est, sire, la translation de votre parlement à Libourne.

Cependant, sire, votre garde des sceaux, parlant au nom de votre majesté, présente la conduite

---

parlement de Paris ; voici comment il s'exprimoit dans son arrêté du 22 Août dernier :

» Quoique, par la simple réunion de fait des membres de ladite cour dans la ville de Troyes, elle peut se croire suffisamment autorisée à l'exercice d'un pouvoir essentiellement inhérent à son existence ;  
» pouvoir sans lequel le roi seroit privé de ses vrais conseillers, & la nation des appuis qu'elle trouvera toujours dans la magistrature ; quoique ladite cour peut, au lieu d'enregistrer les lettres patentes du 15 de ce mois, représenter très-respectueusement au roi que lesdites lettres patentes ne sont pas nécessaires pour l'exercice de ses fonctions, & qu'elles pourroient préjudicier aux intérêts du roi, aux droits de tous les sujets justiciables de la cour, & aux principes qui garantissent l'ordre légal & la tranquillité publique, &c. »

La détermination du parlement de Bordeaux a été différente de celle du parlement de Paris, mais les privilèges de la province de Guienne lui ont commandé la conduite qu'il devoit tenir.

316 *Remontrances du parlement de Bordeaux*,  
de votre parlement comme une résistance crimi-  
nelle; les principes qu'il avance, le traité qu'il  
oppose, la conduite qu'il tient, tout est dénaturé;  
& votre parlement dénoncé à la nation, n'a  
d'autre ressource que dans votre justice & dans vo-  
tre amour pour la vérité.

La translation de votre parlement est contraire  
aux loix & aux formes : c'est un principe fondé  
sur les loix publiques du royaume, que *les édits*,  
*sans être vérifiés*, ne peuvent être censés édits. (1)  
L'intérêt des rois & celui de leurs sujets sont les  
grands motifs qui ont fait de ce principe une loi  
de l'état. La vérification de la loi est le remède le  
plus sûr pour garantir les princes des surprises que  
l'on cherche à faire à leur religion.

Vos augustes prédécesseurs en ont senti l'indis-  
pensable nécessité ; & le président *Miron*, portant  
la parole au nom du tiers-état, lors des derniers  
états-généraux tenus à Paris en 1614, disoit à  
*Louis XIII* : „ Les rois de France ne tiennent  
„ pas pour parfait aucun établissement public, &  
„ qui a trait à l'avenir, sinon après avoir été au-  
„ torisé par la vérification des parlemens. Cet usage  
„ a toujours été approuvé & reçu par les rois vos  
„ prédécesseurs. „ (2)

---

(1) Recueil de tout ce qui s'est passé en l'assemblée  
des états-généraux de 1614, par *Florimond Rapine*,  
page 116.

(2) *Ibidem*, page 459.

La translation d'un parlement est un objet qui intéresse essentiellement l'ordre public : elle peut porter le plus grand préjudice à tout un ressort : la loi qui l'ordonne , doit donc être préalablement envoyée à l'enregistrement , afin que les cours s'y conforment, si elles le jugent utile aux peuples ; ou qu'elles avertissent le souverain , si elles en reconnoissent le danger.

Mais , sire , ce n'est pas ainsi que votre parlement a été transféré ; il l'a été contre le vœu des ordonnances : les lettres-patentes portant sa translation ne lui ont pas été adressées dans le lieu ordinaire de ses séances : chaque officier a reçu individuellement une lettre de cachet , pour se rendre à Libourne. Ces ordres présentent moins le déplacement régulier d'un tribunal , que l'exil de ses membres ; & l'on ne sauroit y voir qu'un acte arbitraire de l'autorité , & non la volonté sage & prévoyante de la loi.

Il a été dit en votre présence , sire , par votre garde des sceaux , que votre majesté „ *n'a point* „ *interrompu l'exercice de la justice , en transférant* „ *son parlement de Bordeaux en corps de cour dans* „ *l'une des villes de son ressort , avec tout la plénitude de ses fonctions.* „ (1)

Votre parlement supplie votre majesté de permettre qu'il lui représente que vos ministres ont

(1) Discours de M. le garde des sceaux à la séance du roi au parlement , le 19 Novembre 1787. Lettre de M. le garde des sceaux , au parlement.

318 *Remontrances du Parlement de Bordeaux* ;  
été trompés , & que votre religion a été sur-  
prise. *L'exercice de la justice a été interrompu.*  
Votre parlement n'a pas été transféré *en corps de*  
*cour* ; il ne l'a pas été avec toute la *plénitude de*  
*sès fonctions.*

*L'exercice de la justice a été interrompu* , puis-  
que les lettres de cachet adressées à chacun des  
officiers de votre parlement , & qui ont été dis-  
tribuées le 17 Août , leur enjoignent de se rendre ,  
» dans deux jours , au plus tard , à la ville de Li-  
» bourne , pour y attendre les ordres de votre ma-  
» jesté , » & que les lettres-patentes de translation  
ne leur ont été présentées que le 3 Septembre sui-  
vant ; ils ont donc été interrompus dans leurs fonc-  
tions jusqu'à cette époque.

*L'exercice de la justice a été interrompu* : votre  
majesté l'a reconnu dans les lettres-patentes du 4  
Septembre , qui diffèrent les vacations du parle-  
ment séant à Libourne. Ces lettres-patentes por-  
tent : » Les circonstances qui ont interrompu  
» votre service , pourroient porter préjudice à  
» vos justiciables , si nous ne nous déterminions  
» pas à différer vos vacations ordinaires. A ces  
» causes , &c. »

Enfin , *l'exercice de la justice a été interrompu* ,  
puisque'il est certain que lorsque les officiers de votre  
parlement ont été rendus à Libourne , ils n'avoient  
aucun lieu où ils pussent tenir leurs séances ; que  
votre commissaire départi a déplacé le sénéchal  
& les officiers municipaux ; qu'il a mis en œuvre  
des ouvriers pour préparer à votre parlement un  
tribunal , aussi insuffisant pour recevoir vos magis-

trats, que peu décent pour annoncer le siege de votre justice souveraine.

*L'exercice de la justice a non-seulement été interrompu, mais votre parlement n'a été ni transféré en corps de cour, ni transféré avec la plénitude de ses fonctions.*

Il n'est rien de plus opposé à une translation *en corps de cour*, que l'enlèvement de chaque officier de votre parlement à ses fonctions, fait en vertu d'ordres à eux adressés personnellement & individuellement; & votre parlement ne peut pas avoir été transféré avec la *plénitude de ses fonctions*, puisqu'aucunes lettres-patentes ne fixoient encore le siege de ses séances, & que les justiciables ne pouvoient pas être avertis du lieu où ils devoient aller réclamer sa justice.

Mais le parlement de Bordeaux pouvoit-il être transféré à Libourne?

Sire, les traités passés entre vos augustes aïeux & les provinces qui se sont soumises librement à leur empire, ont tous les caracteres des loix positives: ces loix ont été formées par des conventions particulieres; & si les peuples de ces provinces ont reconnu l'autorité souveraine, s'ils ont juré une éternelle fidélité, le souverain, à son tour, leur a garanti leurs privileges, & leur a promis de les maintenir dans leurs droits. Les traités forment donc la base sur laquelle reposent la liberté de ces provinces & l'autorité du souverain: ces loix sont véritablement fondamentales; elles lient les provinces à l'état, & l'état aux provinces; elles sont enfin obligatoires

320 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
 pour les rois , & sacrées pour ses sujets. » Il ne  
 » suffit pas , dit *Fénelon* , de garder les capitula-  
 » tions envers les ennemis , il faut encore les  
 » garder religieusement à l'égard des peuples con-  
 » quis... Qu'y aura-t-il de sacré , si une promes-  
 » se si solennelle ne l'est pas ? C'est un contrat  
 » fait avec ces peuples pour les rendre vos su-  
 » jets , &c. &c. &c. » (1)

Les conventions faites par le traité qui réunit la Guienne à la couronne , doivent donc être exécutées à moins qu'il n'y ait des conventions particulières qui y aient dérogé , & que ces conventions aient été passées avec les trois états de la province de Guienne , comme elles ont été arrêtées avec eux , en 1451.

Or , par l'article XX de ce traité il est convenu  
 » qu'en la cité de Bordeaux il y aura justice sou-  
 » veraine pour connoître , discuter & déterminer  
 » définitivement de toutes les causes d'appel qui  
 » seront en icelui pays , sans qu'iceux appeaux  
 » par simple querelle , ou autrement , soient traités  
 » hors de ladite cité. » (2)

D'après ce traité , ce n'est que dans la cité de Bordeaux que les appeaux doivent être jugés.

(1) Direction pour la conscience d'un roi. *Direct.* 29.

(2) Et c'est cette partie du traité , qu'exécuta *Louis XI* , en établissant le parlement , en 1462. » Audit an ,  
 » le lendemain de Saint-Martin , la cour de nouveau  
 » instituée audit Bordeaux , selon les conventions faites  
 » avec le roi Charles VII , tint sa première séance , &c...  
 » *Charron. Bordel.* »

Qu'oppose t-on à ce traité ? Votre garde des sceaux a dit « que le parlement a été souvent » transféré : & qu'il n'a vu jusqu'à présent , dans » ses translations , aucune infraction à la capitulation. »,

Il a ajouté que “ dans les lettres de *Louis XI* ,  
 „ portant rétablissement du parlement de Bor-  
 „ deaux , il y est dit que la résidence du par-  
 „ lement sera à Bordeaux tant qu'il plaira au roi ,  
 „ *quandiu nostræ placuerit voluntati.* (1)

Le silence du parlement est une clause purement de style dans ce temps-là , pourroient-ils être opposés aux droits d'une province , fondés sur le traité le plus solennel ?

Votre parlement , sire , n'a jamais cessé de reconnoître que *vosre majesté* avoit le droit de transférer ses cours , quand le bien de son service l'exige : les privilèges particuliers , les droits même fondés sur les traités les plus authentiques doivent céder lorsque le danger est imminent , ou que le bien de l'état en dépend. C'est aussi dans ces occasions que le parlement a été transféré ; & sa translation alors , loin d'être une infraction au traité passé entre *Charles VII* & la province de Guienne , n'est pour les officiers de votre parlement qu'un motif de plus de reconnaissance envers leurs souverains , puisque dans les temps de calamité publique ils s'occupoient plus parti-

(1) Même discours , même lettre de M. le garde des sceaux.

322 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
culièrement du parlement , & l'éloignoient du  
danger.

Seroit-il possible que l'on pût se servir du silence  
du parlement dans des occasions malheureuses ou  
indispensables , pour faire envisager avec défaveur  
un traité qui a fait passer sous l'empire de vos  
illustres aïeux une province dont les habitans sont  
aussi fideles que zélés pour la gloire de votre  
majesté ?

Mais quelles sont les circonstances où votre  
parlement , transféré hors de la cité de Bordeaux ,  
auroit dû faire des réclamations ? Ce n'est pas  
sans doute lorsqu'en 1469 , la Guienne fut donnée  
en apanage à *Charles* , duc de Berry , frere de  
*Louis XI* , & que le parlement fut transféré à  
Poitiers : personne n'ignore que les parlemens  
ne peuvent pas tenir leurs séances dans les terres  
apanagées , parce qu'ils ne sauroient reconnoître  
une autre autorité que celle du roi.

Ce n'est pas lorsque de fréquens ravages , oc-  
casionnés par la peste , ont forcé votre parlement  
d'aller siéger dans différentes villes de son ressort :  
des magistrats qui fuient la contagion & la mort ,  
peuvent-ils être présumés abandonner alors les  
droits de la cité ?

Enfin , ce n'est pas lorsque la rigueur ou la  
crainte des impôts de la gabelle ou du timbre  
ont fait méconnoître , un instant , au citoyen épo-  
vanté ce qu'il devoit à ses maîtres , que le par-  
lement pouvoit réclamer l'exécution d'un traité  
qui avoit l'obéissance pour base : mais ces temps  
orageux n'existent plus ; jamais ville n'a été plus



soumise , & les erreurs d'un instant sont bien réparées par des siècles de fidélité , de zèle & d'amour.

Le silence de votre parlement n'est donc pas une preuve qu'il a reconnu que l'article XX du traité de capitulation de la province de Guienne étoit anéanti.

Votre parlement , sire , l'eût-il expressément reconnu , cette reconnoissance seroit vaine & inutile ; la négligence du parlement ou ses erreurs ne sauroient préjudicier à des droits qui sont appuyés sur le traité de 1451 , loi *fondamentale* de l'union de la Guienne à la couronne. L'établissement d'une cour souveraine est une des conditions du traité ; mais ce sont les trois états de la Guienne qui ont passé ce traité , & qui en ont rédigé les articles : il est donc assez indifférent dans l'intérêt de la province , que le parlement ait réclamé ses droits , ou qu'il les ait négligés , ces droits ne peuvent être renversés que par une dérogation expresse , & cette dérogation ne pouvoit être faite que par ceux-mêmes qui ont consenti le traité. On ne voit aucune époque où les trois états de la Guienne aient abandonné leurs privilèges ; chaque règne en a vu renouveler , au contraire , la confirmation : la cité de Bordeaux ne les a donc pas perdus ; l'article XX de la capitulation de 1451 est donc dans toute sa force ; le parlement ne pouvoit donc pas être transféré car les droits fondés sur des traités sont à jamais inviolables & imprescriptibles.

Les lettres de *Louis XI* , portant rétablisse-

324 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
ment du parlement , annonceroient en vain que la  
résidence du parlement sera à Bordeaux tant qu'il  
plaira au roi , quandiū nostræ placuerit voluntati.

Les lettres du rétablissement du parlement sont  
du seul fait de *Louis XI* ; les états de la pro-  
vince n'y ont eu aucune part ; & ce prince ne  
pouvoit pas , de sa propre autorité , déroger à des  
droits fondés sur un traité.

Cette clause , tant qu'il nous plaira , étoit une  
clause de style généralement employée par nos  
rois , avant que l'inaltérabilité des offices ne fût  
devenue une loi de l'état. “ Par un commun usa-  
,, ge , dit *Loiseau* , les rois avoient réduit en  
,, droit commun la destitution des offices par l'in-  
,, vention de cette clause , tant qu'il nous plaira ;  
,, qu'ils mettoient par un style ordinaire. ,,

La célèbre ordonnance de *Louis XI* , qui , sui-  
vant le même auteur , a été faite “ pour borner  
,, & retrancher en ce point-ci la puissance abso-  
,, lue , ,, n'a été rendue que quelques années après  
le rétablissement du parlement ( en 1467 ; ) ce  
qui prouve encore davantage que cette clause ne  
pouvoit regarder que les officiers , & qu'elle ne  
portoit en aucune manière sur le tribunal.

Non-seulement *Louis XI* n'a pas eu intention  
de renverser le traité de 1451 , par la clause qu'on  
oppose , mais même il l'a confirmé par une chartre  
particulière. Voici comment en parle l'historio-  
graphe de la ville de Bordeaux , dans la première  
partie de son ouvrage.

“ *Louis XI* ne laissoit passer aucune occasion  
,, de faire du bien aux Bordelois. Il établit le

5, parlement de Bordeaux. On verra aussi, lorsqu'il  
 „ fera question des privileges de la ville, *cette*  
 „ *chartre par laquelle, il rappelle & confirme le*  
 „ *traité de 1451, que les Bordelais avoient fait*  
 „ *avec Charles VII.* Ce prince y rend un témoi-  
 „ gnage honorable aux sentimens qu'il avoit re-  
 „ connus dans les habitans de Bordeaux, pendant  
 „ le séjour qu'il avoit fait dans cette ville. *Char-*  
 „ *les VII,* après les avoir traités avec sévérité;  
 „ leur avoit rendu en partie ses bonnes grâces;  
 „ *Louis XI* comprit qu'il acheveroit de les ga-  
 „ gner, en ne mettant plus de bornes à sa con-  
 „ fiance. Ce roi, qui avoit si particulièrement  
 „ étudié les hommes, frappa dans cette occasion  
 „ un coup digne de sa politique; il acheva d'at-  
 „ tacher les Bordelais à la France; & *les grâces*  
 „ *qu'ils voyoient répandre sur eux avec profusion;*  
 „ dans un temps où ils n'étoient plus en état de  
 „ se faire craindre, fixerent pour jamais leur sou-  
 „ mission & leur reconnaissance. „

Mais si malgré ces raisons, il pouvoit encore  
 s'élever des doutes sur un objet d'une aussi grande  
 importance, étoit-ce au parlement à le décider?  
 Devoit-il se déclarer contre les droits de la pro-  
 vince entière? Devoit-il consentir à l'anéantisse-  
 ment d'un des plus beaux privileges de la cité?  
 Et peut-on être magistrat fidèle, sans être citoyen  
 zélé?

L'article 20 du traité de 1451 est donc dans  
 toute sa force : mais eût-il été anéanti, votre par-  
 lement n'en seroit pas moins fondé.

Votre parlement, sire, avoit dit dans ses re-

326 *Remontrances du parlement de Bordeaux;*  
montrances, “ qu'en le transférant à Libourne ;  
„ on avoit mis vos magistrats dans l'impossibilité  
„ de continuer leurs fonctions ; que la justice y  
„ étoit en quelque sorte sans temple ; ses mi-  
„ nistres sans asyle ; les plaideurs sans conseils ; les  
„ procès sans instructions : il avoit ajouté qu'on  
„ n'y avoit transféré ni la chancellerie , ni les  
„ greffes , ni les procédures criminelles , ni les  
„ prisonniers ; qu'on ne voyoit enfin aucun des  
„ suppôts subalternes de la justice , indispensables  
„ cependant pour sa distribution. (1)

Ces faits si essentiels n'ont pas été niés : comment auroient-ils pu l'être ? Ils avoient été attestés long-temps avant , ou avoient dû l'être , par le commissaire départi dans la province : votre ministre de la guerre avoit dû juger par lui-même d'une partie de ces faits ; votre commandant en chef , dans la province , doit les connoître , & peut en avoir rendu un compte exact à votre majesté ; enfin , s'ils eussent été révoqués en doute , il eût été aisé à votre parlement de les constater par des procès-verbaux.

*Si la justice a été interrompue , on ne peut donc pas en accuser le parlement ; il lui étoit impossible de la rendre ; & il a rempli à Libourne tous ses devoirs , puisqu'il a fait les plus grands efforts pour éclairer la religion surprise de votre majesté.*

---

( 1 ) Remontrances du parlement , du 31 Octobre dernier.

L'enrégistrement des lettres-patentes portant translation du parlement à Libourne , n'eût été qu'une formalité inutile & illusoire ; cet enrégistrement n'auroit pu procurer à votre parlement ni palais , ni prisons suffisantes , ni procédures instruites , ni prisonniers à juger , ni greffes , ni chancellerie ; & l'on n'imaginera jamais que les avocats , les procureurs , les commis des greffes , les plaideurs enfin se fussent déterminés à se transporter à Libourne pour y défendre ou pour y instruire les procès , tandis que vos magistrats , qui y étoient conduits par vos ordres , & précédés de l'estime publique , n'avoient pu trouver , malgré la bonne volonté des habitans , que des logemens insuffisans & très-incommodes.

Il est donc évident que votre parlement ne devoit ni ne pouvoit rendre la justice à Libourne ; il lui étoit aussi impossible d'abandonner les privilèges de (1) la province , que de surmonter les

---

(1) Le parlement ne se permettra aucune réflexion sur les motifs qui sont exprimés dans les lettres patentes de de la translation à Libourne , ni sur ceux que M. le garde des Sceaux a exposés dans le discours qu'il a prononcé dans la séance royale du 19 Novembre.

Les lettres patentes portent que le roi transfère son parlement , *pour qu'il ne puisse être distrait de ses fonctions.*

Le discours de M. le garde des sceaux annonce que  
» l'autorité se devoit à elle-même un tel exercice de  
» ses droits , & qu'elle a dû donner au parlement de  
» Bordeaux cette marque publique de son mécontentement. »

328 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
obstacles que la nature des lieux oppoſoit à ſon  
zele.

Votre parlement, ſire, vient de mettre ſous les  
yeux de votre majeſté, le tableau de ſa con-  
duite, la pureté de ſes intentions, la force de ſes  
principes, le témoignage de ſon obéiſſance & de  
ſon reſpect profond pour votre perſonne ſacrée ;  
il oſe ſe flatter que ſa juſtification eſt complète  
ſur des inculpations qui ont flétri les cœurs de  
vos magiſtrats.

En effet, ſire, votre parlement, en ſ'occupant  
de l'état des finances de votre majeſté, dans le  
rapport qu'elles ont avec les impôts, a ſatisfait  
à un devoir rigoureux ; ſon ignorance ſur ces ma-  
tières ſeroit ſeule coupable : en ſuſpendant l'enré-  
gſtrement de l'édit des aſſemblées provinciales, il  
a uſé d'une circonſpection néceſſaire, que les  
loix, les principes & les événemens juſtifient :  
enfin, en adreſſant à votre majeſté de reſpec-  
tueuſes remontrances ſur ſa tranſlation, il a ré-  
clamé des privilèges d'autant plus chers à la pro-  
vince de Guienne, qu'ils ſont les conditions  
du traité auquel cette province eſt redevable  
du bonheur de vivre ſous vos loix. Votre par-  
lement a d'ailleurs démontré l'impoſſibilité de  
rendre la juſtice dans le lieu où vos ordres le  
retiennent.

Qu'il lui ſoit maintenant permis ; ſire, d'em-  
ployer les droits qu'il a ſur votre juſtice, pour  
réclamer ſon rétablifſement dans la ville de Bor-  
deaux, & le retour de vos bontés, objet de ſes  
ſollicitudes : daignez écouter favorablement la voix

de tous vos sujets, qui les implorent en leur faveur : daignez les rendre, sire, à un prince auguste de votre sang, & à deux magistrats qui ont suivi loyalement l'impulsion de leur conscience, qui ont parlé avec une noble franchise devant votre majesté, quand elle *avoit permis d'opiner à haute voix en sa présence*, qui ont dit leur avis quand votre majesté *vouloit l'écouter* pour le bien de son état, & qui, enfin, se sont livrés à des sentimens d'amour & de patriotisme, quand votre majesté les animoit par ces paroles sublimes, *qu'un roi de France n'est jamais mieux que quand il est entouré de la fidélité de ses sujets.*

Agréez, sire, le témoignage de reconnoissance que votre parlement doit à son roi pour le grand bienfait que votre majesté promet à la nation. Les états-généraux seront rassemblés au plus tard en 1791 ; le gage certain en est dans votre parole sacrée. Mais, sire, les maux de l'état sont pressans ; vos finances sont épuisées ; les administrateurs se sont succédés rapidement ; les systèmes se croisent & se détruisent ; la dette de l'état grossit par les emprunts ; le crédit se perd ; les peuples gémissent ; les cœurs sont abattus ; & dans cette crise fâcheuse, la France auroit besoin de voir ranimer son courage par la confiance de son roi, & par l'assemblée de la nation.

Avec quelle ardeur vos fideles sujets concouroient alors à l'exécution des plans que votre majesté a adoptés dans sa sagesse pour rétablir l'ordre & l'économie. Avec quel zèle tout François seconderoit les vœux que vous avez formés

330 *Remontrances du parlement de Bordeaux, &c.*  
pour la félicité publique ! C'est sur le cœur paternel de votre majesté , que tout citoyen fonde son espoir ; c'est - là que vos magistrats trouveront leur justification ; c'est-là qu'ils trouveront la récompense d'une conduite ferme ; mais respectueuse , le dédommagement d'un exil rigoureux , & sur-tout ce retour précieux de confiance & de bonté qu'ils osent dire n'avoir pas mérité de perdre.

Telles sont , sire , les très-humbles & très-respectueuses remontrances qu'ont l'honneur de présenter à votre majesté ,

SIRE ,

De votre majesté ,

Les très-humbles , très-obéissans ,  
très-soumis , très-fideles serviteurs & sujets ,

Les gens tenant votre cour de parlement.

*A Libourne , toutes les chambres  
assemblées , le 21 Décembre 1787.*

Le parlement de Bordeaux adressa un exemplaire de ces remontrances au parlement de Paris , en lui écrivant la lettre suivante :



A Libourne ce 21 Décembre 1787.

M E S S I E U R S ,

Vous avez vu dans la translation du parlement de Bordeaux , des magistrats privés de leur liberté , pour avoir défendu les loix & les peuples ; des magistrats disgraciés , lorsqu'ils étoient dignes de la confiance du souverain par leur zèle pour sa gloire & pour l'intérêt de ses sujets. Des motifs si puissans suffisoient , sans doute , pour exciter vos réclamations , & déterminer les démarches que vous avez faites auprès de sa majesté : mais nous aimons à croire que des sentimens particuliers d'affection , & qui ne sont pas incompatibles avec les devoirs austères des magistrats , ont donné une nouvelle énergie à vos sollicitations. Qu'il nous soit permis de nous livrer aux impressions d'un sentiment si doux , que la reconnaissance perpétuera dans nos cœurs.

Mais , messieurs , lorsqu'en votre présence , au nom du roi , & par l'organe de M. le garde des sceaux , le parlement de Bordeaux a été accusé d'avoir attenté à l'autorité du roi , méconnu ses devoirs & les vrais principes ; lorsque vous avez considéré qu'une compagnie entière de magistrats étoit l'objet de ses inculpations , & qu'elles étoient faites par le chef de la magistrature , vous avez pu douter si le retour des bontés du roi devoit être l'effet de sa justice ou de sa clémence. C'est devant vous , messieurs , que nous avons été in-

culpés. Jaloux de conserver votre estime , nous nous devons la justification de notre conduite : vous la verrez dans les remontrances dont nous avons l'honneur de vous adresser une copie.

Vous retrouverez , messieurs , dans nos principes , ceux que vous avez si courageusement soutenus dans vos arrêtés & remontrances. C'est sur une base aussi solide , que nous avons appuyé la défense des droits & des privilèges de cette province.

Animés des mêmes sentimens , & guidés par le même zèle , nous avons réuni nos supplications aux vôtres , pour obtenir le rappel du premier prince du sang , qui eut le courage d'être auprès du roi l'interprète des vœux de ses sujets les plus fideles.

Nous n'avons pas été affectés moins vivement de l'enlèvement des deux membres distingués de votre illustre compagnie. La nation a vu avec effroi deux magistrats traités en criminels , après avoir dit librement leur opinion devant le souverain qui les y invitoit ; comme si la franchise & la candeur devoient fuir devant l'éclat du trône , pour faire place à la terreur & à la crainte servile ! Non , messieurs , le cœur de notre auguste monarque repousse de tels sentimens. Nous sommes dans la ferme confiance , qu'éclairée par vos sages représentations , sa majesté rendra ses bonnes grâces à un prince & à des magistrats , dont elle reconnoitra le zèle & l'amour pour sa personne sacrée.

Nous sommes , avec une ardeur fidelle & sincere ,

M E S S I E U R S ,

Vos freres & bons amis ,

Les gens tenant la cour de parlement de Bordeaux.

Ces remontrances, & la lettre au parlement de Paris furent expédiées à Versailles par un courrier extraordinaire , qui apporta à son retour deux lettres du garde des sceaux ; l'une pour le premier président du parlement , où il étoit dit seulement , *que le roi feroit connoître dans peu ses volontés* ; l'autre pour M. le procureur-général dans laquelle M. le garde des sceaux exprimoit : *que le roi eût désiré que M. le procureur-général lui eut fait connoître les motifs qui ont empêché le parlement d'administrer la justice à Libourne.*

La cour des aides de Bordeaux , adressa le 22 Décembre au roi les remontrances suivantes.





# REMONSTRANCES

DE LA

## COUR DES AIDES

ET FINANCES DE GUIENNE,

### AU ROI.

*du 22 Décembre 1787.*

SIRE,

Votre cour des aides & finances de Guienne, pénétrée de ses devoirs envers votre majesté & envers vos peuples, eut l'honneur de vous exposer, avant la clôture de sa dernière séance, tous les maux qui résultent pour la province de Guienne, de l'absence du parlement de Bordeaux. (\*)

Elle a employé les premiers momens de la reprise de ses fonctions, à en rappeler le souvenir à votre majesté : elle crut, dans ces deux circonstances, devoir passer sous silence des détails

---

(\*) Lettre au roi, du 7 Septembre.

désastreux, suite funeste de la cessation de la justice ; elle crut qu'il lui suffisoit de vous représenter la désolation & la ruine d'une multitude de familles , de vous transmettre les vœux de tous les habitans de la province ; & si la confiance qu'elle a dans la bienfaisance de votre majesté lui fit espérer la cessation de ce fléau , l'importance des objets qu'elle eut l'honneur de remettre sous vos yeux , sembloit lui en donner la certitude.

Seul organe qui reste aux habitans de cette grande ville pour faire parvenir à votre majesté leurs réclamations , votre cour des aides , sire , doit vous les présenter. Votre cœur sera pénétré de douleur au récit exact qu'elle va vous faire ; & la plus forte preuve qu'elle puisse vous donner de son entier dévouement à votre gloire & au bien de l'état , sera sans doute le courage avec lequel elle vous fera connoître ces tristes vérités.

Un des plus heureux événemens que la Guienne compte dans ses fastes , est sa réunion à votre couronne ; la prudence & la sagesse qui distinguèrent de tout temps les augustes prédécesseurs de votre majesté , leur firent présager son extrême importance ; ils ne négligèrent rien pour se l'attacher par les liens de la reconnoissance , en lui accordant des privilèges qui la rendirent bientôt florissante.

Si des circonstances malheureuses firent suspendre pendant quelque temps l'effet de la capitulation qu'elle invoque aujourd'hui , le calme & la

tranquillité , qui ne tarderent pas à renaître , rétablirent les rapports de fidélité & de protection entre le souverain & ses sujets , & les privilèges confirmés avec éclat prirent un caractère plus sacré par la confirmation que leur donnerent eux-mêmes les rois qui en avoient suspendu l'exécution.

La variété des productions de la Guienne , la situation avantageuse de sa capitale , l'industrie & l'infatigable activité de ses habitans , y attirèrent bientôt un commerce immense , qui , en étendant ses branches , vivifia non seulement cette province , mais toutes les provinces adjacentes , rendit cette ville une des plus importantes de votre royaume ; & ce fut aux privilèges qu'elle avoit demandés & obtenus , qu'elle dut tous ces avantages.

Un des plus précieux pour elle fut d'avoir dans son sein *une cour* dont la juridiction pleine & entière embrassant toute espèce d'objets , s'étendit sur *toutes espèces de contestations* , suites nécessaires de l'accroissement de sa population , de celui de son commerce , & de l'importance des intérêts qui pouvoient diviser ses habitans.

Le commerce fut protégé & soutenu par des loix sages que cette cour ne cessa de maintenir ; les crimes furent punis , les scélérats contenus par la crainte de la justice ; la police circonscrite dans les murs de la ville , surveillée sans cesse par une police majeure , eut des rapports plus étendus , & prit enfin de la force & de l'énergie ;

nergie ; & ce furent , sire , les salutaires effets de ces stipulations solennelles.

Nous jouissions en paix de tous ces avantages , sire , & vos sujets bénissoient la mémoire de vos augustes prédécesseurs , qui les leur avoient procurés , & la sagesse de votre majesté , dont les soins vigilans les maintenoient avec force , lorsque le coup d'autorité le moins prévu frappe le parlement de Bordeaux , l'arrache à cette même cité en faveur de laquelle il a été établi , le confine dans une petite ville , dont les habitans sont obligés de s'absenter pour fournir des logemens aux magistrats que vos ordres y amènent , où la justice est sans temple & sans ministre , & le parlement sans fonctions , parce qu'il est physiquement impossible d'y placer ni les coopérateurs nécessaires , ni les plaideurs , ni les prisonniers , ni les dépôts du greffe , ni la chancellerie : inconvenient si réel , qu'on n'a même pas entrepris de les y transporter.

A la premiere nouvelle d'un coup aussi accablant , la consternation se répand dans la ville ; les citoyens croient y voir l'infraction de leurs privileges ; ils se demandent réciproquement quel crime a pu leur mériter la disgrâce de votre majesté , & voient avec effroi disparaître cette cour , dont l'existence tire son origine d'une chartre d'autant plus respectable , que c'est à elle qu'ils doivent le bonheur de vivre sous vos loix.

Les plaideurs , dont partie étoit à même de voir finir ses contestations par des arrêts défini-

tifs , partie attendoit avec impatience des arrêts de provision , d'où dépend l'existence de leur famille , se retirent désespérés du malheur qu'ils éprouvent : & c'est pour la seconde fois , dans le court intervalle de onze mois , qu'ils se trouvent hors d'état de satisfaire aux besoins les plus pressans , exposés à la rigueur de leurs créanciers , & dénoués de toute ressource pour satisfaire aux charges publiques & aux contraintes rigoureuses pour le paiement des impositions royales.

Les prisons , remplies d'accusés , déjà insuffisantes pour le ressort de votre parlement , retentissent des gémissemens des innocens confondus avec les coupables ; entassés dans les cachots où le jour a de la peine à pénétrer , où l'air ne peut se renouveler , dans lesquels ils ne respirent que des vapeurs fétides , ( car nous devons le dire à votre majesté , les projets de votre bienfaisance à cet égard , n'ont pas été encore exécutés dans cette province , ) cent trente-cinq prisonniers languissent dans un local où soixante personnes ne pourroient être sainement ; la longueur de leur détention aggrave encore leurs maux , l'insalubrité des prisons augmente à chaque instant , & les citoyens voient avec inquiétude ce foyer de corruption qui se forme dans le sein de cette ville.

Le commerce reçoit les atteintes les plus dangereuses , par l'impossibilité de faire juger les appels interjetés par les débiteurs condamnés devant les tribunaux inférieurs ; & les appellans eux-mêmes sont inquiets sur la validité de leurs



appels , qu'un édit de votre majesté déclare non valables, s'ils ne sont faits à Libourne , où l'on ne trouve aucun greffe pour les recevoir.

La police de la ville perd toute son énergie , par la difficulté de contraindre à l'exécution des réglemens , des citoyens que la crainte d'une police majeure a cessé de contenir.

Témoin de ces défordres , votre cour des aides , sire , n'a pu se dispenser d'en mettre l'affligeant tableau sous les yeux de votre majesté ; elle gémit sur le sort de ces magistrats , qui sont punis de leur zele pour votre service , & de leur dévouement aux loix du royaume.

La providence vous a placé , sire , à la tête du plus beau royaume de l'Europe : la sagesse de vos augustes prédécesseurs brille dans les efforts qu'ils firent pour le rassembler & pour le maintenir. Peu contents de l'avoir réduit sous leur obéissance , ils ne négligerent aucuns moyens pour le rendre florissant ; un des plus puissans qu'ils purent employer , fut de s'instruire de tous les détails que présentait ce vaste empire , que son étendue & sa population rendirent redoutable , tandis que la fertilité de son sol , la variété de ses productions & l'industrie de ses habitans , lui procuroient les plus grandes ressources.

Mais son étendue elle-même paroissoit s'opposer au desir qu'ils avoient , par la différence des caracteres des habitans des différentes provinces ; de-là résulta , en effet , la variété dans les loix , dans les coutumes , dans les mœurs ; ils sentirent que c'étoit un obstacle invincible à toute admi-

nistrations générales , par l'impossibilité physique d'en adapter le régime au sol de chaque province ; ils renoncèrent à tout plan uniforme , & travaillèrent en cela autant à leur propre gloire , qu'au bonheur de leurs sujets , puisqu'en se pliant aux mœurs de leurs peuples , il se les attachèrent par les liens les plus forts , ceux de la reconnaissance.

Aussi , lorsque leur sagesse les engageoit à promulguer des loix , ils n'oublièrent jamais de présenter la nation , soit en la consultant lorsqu'elle étoit assemblée , soit en chargeant les cours de la vérification des édits. Les résultats de leurs observations , fondées sur la longue expérience qu'elles avoient du génie des peuples de leur ressort , éloignèrent de l'administration tout plan versatile , éclairèrent la législation , déterminèrent ces exceptions , ces clauses dérogatoires insérées dans les ordonnances , & la mirent à même de déployer cette haute sagesse qui dicta nos loix , fait fleurir votre royaume , & le rend l'objet de la jalousie de l'étranger.

Tels furent , sire , les effets de ces sages précautions ; les prédécesseurs de votre majesté les employèrent toujours avec succès , & toujours ils trouverent dans les magistrats qui composoient les cours , des sujets fideles & dévoués à leur souverain & à l'état ; ils ne cessèrent jamais de l'éclairer sur les vrais intérêts du royaume , de l'avertir des surprises qu'on eût pu faire à sa religion , & ce zèle fut toujours récompensé par le bien général qui résulta de cette discussion ,

de cette espece de consultation qui s'établit entre le législateur & le ministre des loix.

C'est ainsi que dans ces derniers temps votre parlement de Bordeaux s'est trouvé dans l'heureuse nécessité de vous montrer tout son zele pour le ressort que vous lui avez confié. Il défendit les droits de la province ; vous voulûtes l'entendre lui-même ; il comparut au pied de votre trône. Votre justice accueillit les motifs qui avoient déterminé sa conduite , & il eut le bonheur , en assurant la tranquillité de la Guienne , de travailler à votre propre gloire , en provoquant ces lettres-patentes mémorables qui donnerent à l'Europe le spectacle éclatant d'un roi qui ne veut régner que par les loix , qui respecte la propriété de ses sujets , & qui n'a d'autre occupation , d'autre droit que de les rendre heureux.

Cet exemple récent , sire , avoit trop manifesté le vœu & l'intention de votre majesté pour que votre parlement pût jamais les méconnoître ; & lorsqu'en recevant l'édit de création des assemblées provinciales , il a demandé les développemens particuliers qui pouvoient seuls les mettre à même de porter aux pieds de votre majesté les lumieres , la vérité qu'elle appelle ; lorsqu'il a cru répondre à la confiance dont vous l'honoriez ; lorsqu'il a cru , en un mot , ne faire que son devoir , qu'il est douloureux , qu'il doit être cruel pour vos magistrats d'avoir eu le malheur d'encourir votre disgrâce !

Heureuse , sire , votre cour des aides , si les

342      *Remontrances de la cour des aides , &c.*  
résultats qu'elle a l'honneur de vous offrir, peuvent  
éclairer votre justice !

Nous supplions votre majesté de ne consulter  
qu'elle-même , que la bonté de son cœur ; de jet-  
ter un regard bienfaisant sur la triste situation  
d'une grande province qui vient d'éprouver l'an-  
née la plus accablante. Des récoltes disetteuses ,  
d'une qualité médiocre , font languir le commer-  
ce , la privent de toute espece de revenus ; l'in-  
tempérie des saisons lui annonce une année plus  
cruelle encore : & pour comble de malheur , elle  
éprouve depuis plus de quatre mois une cessa-  
tion de justice.

Puissent tous ces motifs vous déterminer , sire ,  
à déployer votre amour pour vos peuples , en  
rendant à cette ville les magistrats qui composent  
une cour qui n'a cessé de maintenir vos loix ,  
& d'y entretenir le bon ordre & la tranquil-  
lité.

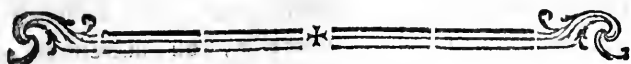
Ce sont , sire , les très-humbles & très-respec-  
tueuses remontrances que présentent à votre ma-  
jesté ,

Vos très-humbles , très-obéissants , & très-  
fideles serviteurs & sujets ,

Les gens tenant votre cour des aides  
& finances de Guienne.

*A Bordeaux , le 22 Décembre 1787.*

Le bureau des finances de Bordeaux adressa le  
23 Janvier des supplications au roi , les voici.



SUPPLICATIONS  
DU BUREAU DES FINANCES  
DE BORDEAUX,

A U R O I.

*Du 23 Janvier 1788.*

S I R E,

L'attribut le plus précieux de la souveraineté est de commander à un peuple libre, & la félicité de ce même peuple est de vivre sous un prince qui ne veut regner que par les loix.

Vos sujets, sire, sous l'empire de ces loix, protectrices de leur liberté, peuvent donc avec confiance en réclamer l'exécution ; ils peuvent, sous un monarque ami de la vérité, la dire avec cette assurance noble que votre bonté permet, & que le devoir autorise.

Lorsque votre province de Guienne eut le bonheur de passer sous la domination françoise, un des articles du traité de ses trois états avec le roi *Charles VII*, porte : « Et fera le roi content » qu'en ladite cité de Bordeaux y ait justice » souveraine pour connoître, discuter & déterminer définitivement de toutes les causes d'appel

344      *Supplications du bureau des finances* ,  
» qui se feront en icelui pays , sans qu'iceux  
» appeaux par simple querelle , ou autrement ,  
» soient traités hors de ladite cité.

Cette condition est devenue une loi impérieuse par l'enregistrement des lettres-patentes portant établissement d'une cour souveraine dans votre ville de Bordeaux ; la population progressive de cette ville immense en nécessite de plus en plus l'exécution.

Cependant , sire , des ordres rigoureux arrachent tout-à-coup , du sein de leur famille , des magistrats vertueux , & les transfèrent dans votre ville de Libourne.

Alors , sire , la consternation devient générale : le sanctuaire de la justice est abandonné : le crime reste impuni ; l'innocent & le coupable languissent dans les fers ; ils invoquent les loix , & les loix sont muettes ; les décisions des premiers juges sont éludées par les appels qui en sont interjetés ; la bonne foi disparaît , la méfiance la remplace , & le commerce perd son activité. La paix & la propriété du citoyen ne sont plus respectées ; les désordres croissent , se multiplient , & sous un prince juste & éclairé , tout retrace les troubles de l'anarchie.

Si , depuis cette époque désastreuse , les officiers de votre bureau des finances de Guienne ont gardé un silence respectueux , c'est , sire , que pleins de confiance dans l'équité de votre majesté , ils n'ont pas craint d'en attendre les salutaires effets. Mais aujourd'hui que la main bienfaisante qui seule pouvoit remédier à tous ces désordres ,

semble se retirer de dessus votre peuple & s'appesantir de jour en jour sur des magistrats, victimes de leur zèle & de leur dévouement ; aujourd'hui que les malheurs de la province, portés à leur comble, nécessitent une réclamation générale, leur silence ne deviendrait-il pas criminel aux yeux de la patrie, & même à ceux de votre majesté ?

Comme citoyens, ils ne peuvent être témoins insensibles du tableau déchirant qui, depuis cinq mois, se reproduit sous leurs yeux ; comme magistrats, ils doivent éclairer la religion de leur souverain, & veiller à ce que la justice distributive ne soit point interrompue. Pour satisfaire à ces deux devoirs, ils osent, sire, mêler leur voix à celle de tous les ordres de cette ville, & déposer dans le sein paternel de votre majesté l'expression simple & vraie de leur vive douleur.

Daignez, sire, ne consulter que les mouvements de votre cœur, ils ne sauroient vous égarer, & toujours ils seront les sûrs garants de notre confiance : ne souffrez pas que, sous un prince qui ne veut régner que par les loix, leur autorité soit violée & méconnue : ne souffrez pas que, sous le meilleur & le plus juste des rois, des magistrats intégres & dépositaires de sa fonction la plus auguste, gémissent plus long-temps sous le poids de votre disgrâce, pour n'avoir écouté que le cri de leur conscience.

Rendez, sire, nous osons vous en supplier, rendez aux loix toute leur activité, à la patrie ses défenseurs généreux, à leurs familles éplorées

leurs chefs & leur appui ; & ce nouveau bienfait , gravé pour jamais dans le cœur de vos sujets , resserrera de plus en plus les liens indissolubles qui les attachent à votre personne sacrée.

Telles sont les très-humbles & respectueuses supplications qu'ont l'honneur de présenter à votre majesté ,

SIRE ,

De votre majesté ,

Les très-humbles , très-obéissants très-fidèles , & très-affectionnés serviteurs & sujets ,

Les présidents-trésoriers-généraux de France de votre bureau des finances de Guienne établi à Bordeaux.

M. le garde des sceaux répondit à ces supplications par une lettre du 2 Fevrier , ainsi conçue :

*Messieurs , le roi a lu avec attention les supplications que vous lui avez adressées le 26 du mois dernier , relativement à la translation du parlement de Bordeaux , à Libourne.*

*Sa majesté m'ordonne de vous mander qu'elle avisera dans sa sagesse aux moyens qui lui paroîtront convenables , pour remédier aux inconvéniens que pourroit avoir dans sa province de Guienne , la*



*cessation volontaire de la justice que le parlement de Bordeaux y fait depuis long - temps éprouver. Mais qu'il n'espere attendre son retour dans la ville de Bordeaux , que de sa seule soumission aux ordres qui lui ont été notifiés. Je suis , Messieurs , &c.*

Le bureau des finances répliqua à M. le garde des sceaux , le 11 Fevrier en ces termes :

Monseigneur ,

Nous avons l'honneur de vous remercier de la bonté que vous avez eu , de mettre sous les yeux du roi , nos très-humbles supplications , au sujet de la translation du parlement de Bordeaux à Libourne , ainsi que de la lettre que vous nous avez adressée en vertu des ordres de sa majesté , en date du premier de ce mois.

Après avoir ainsi satisfait à la reconnoissance exigée de nous , qu'il nous soit permis , monseigneur , de soumettre à vos lumieres , quelques réflexions dictées uniquement par l'amour du bon ordre qui nous anime & dont vous êtes également jaloux.

Notre confiance dans la sagesse du roi , & dans celle de ses ministres , est sans bornes , comme notre amour pour sa personne sacrée ; mais plus les maux que la province de Guienne éprouve par la cessation de la justice sont grands , plus ils exigent des remedes prompts & efficaces.

Cependant , monseigneur , sa majesté fait dépendre le retour du parlement , dans la ville de

Bordeaux , de la seule soumission aux ordres qui lui ont été notifiés ; mais si cette soumission que l'autorité commande , est contraire aux dispositions rigoureuses de la loi , si elle semble anéantir des privilèges dont il est par état , & le gardien & le garant , si sa résistance lui paroît moins l'effet d'une opînâtréité coupable , que de sa fidélité à suivre des devoirs dictés par l'honneur & la conscience , si la disgrâce qu'il éprouve depuis six mois , n'a pu vaincre ni lasser sa constance , enfin , si les sermens qui le lient au service de sa majesté , lui en font une loi impérieuse , peut-on se flatter que par crainte ou par condescendance , il sacrifie jamais des intérêts si chers dont il est le dépositaire inviolable ? & alors , monseigneur , quelle perspective affligeante pour cette province ! quel sera donc le terme des malheurs qu'elle ressent ? La main bienfaisante de sa majesté peut seule y remédier ; elle seule peut guérir nos maux & calmer nos alarmes.

C'est avec confiance , que nous osons de nouveau implorer sa bonté paternelle : qu'elle pese dans la balance de sa justice , la conduite de son parlement , avec celle que devoit lui prescrire la sévérité de ses devoirs & de ses principes ; qu'elle daigne n'y voir que le même zèle & la même fidélité , que sa majesté a reconnue & couronnée , lorsqu'il porta aux pieds du trône ses réclamations respectueuses au sujet des alluvions ; que sa conduite passée soit aux yeux du roi , un sûr garant de la pureté de ses intentions présentes , lors même qu'elles paroissent

contrarier le plus les ordres de sa volonté suprême ; que le retour de ses bontés pour le parlement ne soit dû qu'à sa seule justice ; qu'il cesse de gémir sous le poids accablant de sa disgrâce ; que son rappel de la ville de Libourne , où son séjour est aussi onéreux pour ses habitans , qu'il est funeste & préjudiciable au reste de la province , devienne le gage le plus précieux de son amour pour ses peuples !

Un roi qui ne veut regner sur ses sujets , que par les loix , & sur leurs cœurs que par ses bienfaits , peut sans crainte , sacrifier à leur bonheur une partie de ses droits les plus légitimes ; mais il n'en est pas de même du magistrat : la faveur du prince & la considération publique sont l'unique récompense de son zèle & de ses travaux : vient-il à perdre la faveur du prince , il ne lui reste que le désir de faire le bien & la malheureuse impuissance de l'opérer.

Pour vous , monseigneur , honoré de la confiance du roi , vous , dont le nom fut toujours cher à la magistrature , vous héritier des vertus d'un de vos ayeux qui en fut la gloire & l'appui , daignez , nous osons vous en conjurer , daignez mettre sous les yeux de sa majesté des réflexions dictées par le zèle le plus pur & le plus inviolable : ce nouveau bienfait sera pour vous , monseigneur , un titre de plus à notre juste reconnoissance.

Nous sommes , &c.

Pendant que le bureau des finances de Bordeaux, dirigeoit ainsi ses efforts en faveur du parlement de Bordeaux, tous les corps de la ville se mirent à la fois en mouvement; l'ordre des avocats débuta par présenter le 19 Janvier aux officiers municipaux la réquisition suivante.



# RÉQUISITION

*Que les avocats au parlement de Bordeaux ont l'honneur d'adresser à messieurs les maire, lieutenant-de-maire & jurats, gouverneurs de la même ville. (\*)*



**L**Es avocats ne forment ni ne prétendent former un corps; mais ils sont citoyens; & à ce titre ils font une partie intégrante de la commune. Les statuts de la ville veulent d'ailleurs que deux des jurats & des huit notables soient pris dans leur ordre : droit propre & particulier que le régime de la ville leur a de tout temps attribué.

---

(\*) Le corps de ville de Bordeaux est composé d'un maire, d'un lieutenant-de-maire, de six jurats, qui sont gouverneurs de la ville, juges civils & criminels de police.

Il n'est donc pas étonnant que sous ce double rapport de citoyens & de membres essentiels de la municipalité , les avocats prennent le plus vif intérêt à tout ce qui concerne la commune. Eh ! quel événement fut jamais plus intéressant , pour la ville de Bordeaux , que la privation qu'elle éprouve , depuis plus de cinq mois , du parlement qu'elle a toujours eu l'avantage de posséder dans son sein ? Clergé , noblesse , magistrature , commerce , bourgeoisie , tout est dans le deuil & la consternation. Chaque citoyen forme en particulier des vœux pour le rappel de cette cour souveraine. Tous les ordres gémissent de son absence & sont uniquement occupés de son retour.

Mais cette réclamation , quoique générale , sera toujours considérée comme une rumeur vague & sans objet , si les divers ordres ne se trouvent pas assemblés & réunis d'une manière légale , pour constituer le vœu que la cité se propose de porter aux pieds du trône.

Une pareille réunion ne peut s'opérer que par le corps municipal , qui seule est autorisée à convoquer la commune.

L'assemblée de la commune est connue à Bordeaux depuis les temps les plus reculés , sous la dénomination d'assemblée des *cent-trente*.

Des lettres-patentes données à Marly , au mois de Mai 1767 , & enrégistrées au parlement le 2 Juillet suivant , ont consacré cet usage qui forme une partie essentielle du régime municipal.

L'article XLV porte : » approuvons & confirmons l'usage ancien de ladite ville , de convo-

» quer pour les *AFFAIRES EXTRAORDINAI-*  
 » *RES*, l'assemblée connue sous le nom d'assemblée  
 » *des cent-trente*; & en conséquence, voulons que *tous*  
 » *les ans*, au jour qui sera indiqué par l'assemblée  
 » des notables qui précédera, ladite assemblée  
 » soit convoquée suivant les anciens usages, &  
 » conformément aux *anciens réglemens*, qui seront  
 » exécutés suivant leur forme & teneur. » (1)

L'éloignement du parlement de Bordeaux doit évidemment être rangé dans la classe des affaires qui sortent du *cercle ordinaire*. Le patriotisme de messieurs les officiers municipaux est un sûr garant de la sensibilité que ce funeste événement excite dans le cœur de chacun d'eux. On se plaît à rendre justice à leur zèle & à leur vigilance.

Par quelle fatalité l'assemblée des cent-trente n'a-t-elle donc pas encore été convoquée? Les avocats, plus à portée que les autres classes de citoyens, de rechercher la cause de cette étonnante (2) inaction, voient avec douleur que le corps municipal érige en obstacles permanents des circonstances particulières & momentanées, qui, considérées sous leur véritable rapport, ne pré-

(1) Aucune loi postérieure n'a dérogé aux lettres-patentes de 1767. Celles du mois de Juin 1772, aussi dûment enregistrées, ne contiennent que quelques changemens relatifs aux places de maire, de clerk-secrétaire, trésorier. Elles ordonnent au surplus *l'exécution pleine & entière* des lettres-patentes du mois de Mai 1767.

(2) Les papiers publics en ont fait la remarque.  
 sentent

sentent rien de contraire aux droits de la commune.

On répand dans la ville qu'un ministre adressa , il y a quelques années , à messieurs les officiers municipaux une lettre qui défend la convocation de l'assemblée de cent-trente. (1)

Les avocats seront toujours , comme les autres citoyens , pénétrés du plus profond respect pour tout ce qui émane du gouvernement. Leur dévouement égalera toujours en ce point celui de messieurs les officiers municipaux. Mais outre-passer des ordres , les amplifier , les étendre , en faire une application contraire à leur objet , ce n'est pas les respecter , c'est les méconnoître.

La lettre de M. le comte de *Vergennes* n'est relative qu'à un événement particulier. Il s'agissoit alors de l'affaire de M. le vicomte de *Noé*. Une assemblée des notables avoit cru nécessaire l'assemblée des cent-trente. Le ministère en jugea autrement. Il défendit l'assemblée *indite* , comme portant sur un objet qui n'étoit pas de nature à intéresser la commune.

Cet ordre particulier & momentané doit-il , peut-il s'appliquer aux autres affaires extraordi-

---

(1) M. le comte de *Vergennes* avoit défendu d'assembler les *cent-trente* lors de l'affaire du *vicomte de Noé* , maire de Bordeaux , qui ayant eu avec M. le maréchal de *Richelieu* , gouverneur de la Guienne , une rixe au sujet de la police du spectacle , refusa de se soumettre au tribunal des maréchaux de France , & préféra de s'expatrier.

naires véritablement intéressantes pour la commune ? L'intention du ministre ne fut & ne put jamais être telle. Autant cette idée répugneroit à la nature des choses, autant elle contrarieroit le soin & le désir qu'a toujours eu le gouvernement de conserver & maintenir des loix publiques, revêtues du sceau de l'enregistrement.

Présupposer que le ministre ait eu dans une lettre relative à un fait isolé & passager, le dessein d'anéantir absolument & à jamais un des plus précieux, comme des plus anciens privilèges de la ville, solennellement approuvé par l'autorité publique, c'est véritablement intervertir, dénaturer l'intention du ministre.

Cette vérité va jusqu'à la démonstration, si le corps municipal veut bien observer que la convocation de l'assemblée des cent-trente, forme le *complément* du régime de la cité, & doit mettre le sceau à l'administration municipale. Qu'on prenne la peine de jeter les yeux sur l'article (\*) des lettres-patentes de 1767, qui suit immédiatement celui dont on a déjà rappelé la disposition.

- » Les jurats, y est-il dit, *SERONT TENUS* de
- » présenter à l'assemblée des cent-trente un état général de la situation des affaires de la ville, avec le
- » résultat de l'administration de l'année précédente : savoir, 1°. l'état de toutes les sommes qui sont
- » rentrées, ou ont dû rentrer au profit de la ville.
- » 2°. Toutes les reprises ou sommes restantes à

---

(\*) Cet article est le 46e.



» recouvrir. 3°. Les dépenses ordinaires & extraor-  
 » dinaires qui ont été payées. 4°. Toutes celles  
 » qui restent à payer, & qui auront été ordon-  
 » nées dans le cours de ladite année, ainsi que les  
 » mandemens qui n'auroient point été acquittés.  
 » 5°. L'état des ouvrages qui auront été ordonnés  
 » dans l'année précédente, le degré de leur avan-  
 » cement, les à-comptes qui auront été délivrés  
 » aux ouvriers & le montant de ce qui peut leur  
 » rester dû, d'après l'estimation des ouvrages  
 » faits. 6°. Enfin, l'état des paiemens qui auront  
 » été faits sur les dettes anciennes antérieures au  
 » premier Janvier de la présente année; & fera  
 » un double dudit état arrêté par ladite assemblée,  
 » envoyée au contrôleur-général de nos finan-  
 » ces. » (1)

Ainsi, indépendamment des affaires ou des cas  
*extraordinaires* prévus par l'article XLV, les let-  
 tres-patentes imposent aux officiers municipaux la

(1) Le 47. article des lettres-patentes parle encore de  
 cette assemblée; il y est dit : *toutes les fois qu'il sera  
 question de solliciter auprès de nous la permission de lever  
 sur les habitans de nouvelles contributions; pour subven-  
 tion à acquitter ou autres besoins de la ville, la matiere  
 sera mise en délibération dans ladite assemblée des cent-  
 trente & le résultat envoyé au contrôleur-général de nos  
 finances, pour y être par nous pourvu ainsi qu'il appar-  
 tiendra, suivant les formes requises.* Les autres articles des  
 lettres-patentes ne font aucune mention de l'assemblée des  
 cent-trente, & elles sont relatives au régime municipal seu-  
 lement. *Note de l'éditeur.*

loi , le devoir , l'obligation de convoquer *chaque année* une assemblée des cent-trente. Le prince lui-même a daigné faire le recensement des opérations qui doivent y subir l'examen & la révision de la commune.

L'assemblée de cent-trente constitue une espèce de tribunal supérieur , auquel est soumis tout ce qui dans le cours de l'année a occupé les notables & les officiers municipaux ; il doit annuellement inspecter , examiner , approuver ou imputer chaque partie de l'administration municipale.

Comment , après cela , supposer que la lettre dont on a parlé ait eu pour objet de détruire toute l'économie de ce système politique , d'anéantir ce cumul d'opérations annuelles prescrit par l'article XLVI ; de manière qu'il n'y ait plus aucun compte à rendre à la commune , point d'état à fournir de la situation des affaires de la ville , des dépenses ordinaires & extraordinaires , des ouvrages ordonnés , &c.

Une vérification ultérieure à faire par la commune , vérification toujours si nécessaire , si importante dans la dispensation des deniers publics , dans la régie des affaires qui intéressent un corps , feroit-elle donc éteinte à jamais par un simple ordre qui même n'a trait qu'à une affaire isolée ?

Telles sont les conséquences effrayantes qu'entraîne l'interprétation qu'on donne si mal-à-propos à cet ordre momentané ; & cependant cette interprétation se perpétue , & par ce moyen la commune n'est plus assemblée ; l'administration municipale n'a plus les surveillans naturels que

lui assignent des statuts anciens, confirmés par les lettres-patentes de 1767.

Le sage ministre auquel est aujourd'hui confié le département de la province, n'est pas sans doute instruit de cet état des choses : lorsque sa religion sera éclairée par la commune dûment convoquée, les statuts de la ville, son régime, ne tarderont pas à reprendre leur force & leur empire.

A quoi tend enfin la réclamation que forment aujourd'hui tous les ordres de citoyens ? présente-t-elle quelque chose d'illégal ou de suspect ? Ils n'invoquent que l'exercice des droits de la cité.

A qui s'adressent-ils ? A leurs magistrats, au corps municipal, en qui réside principalement la faculté de donner le mouvement & l'activité nécessaires à l'exercice de ce droit.

Iroit-on jusqu'à calomnier l'intention des citoyens dans l'unanimité de leur vœu pour la convocation de la commune ?

Chaque ordre se fait un devoir de respecter ; d'entretenir la tranquillité & l'harmonie publique ; celui des avocats en particulier est animé de zèle le plus pur. Mais doit-on trouver étrange que des citoyens réclament le droit qu'ils ont de s'assembler dans un cas aussi *extraordinaire*, pour solliciter de la bonté du prince le rappel d'une cour souveraine, dont la présence est devenue depuis longtemps indispensable au maintien de l'ordre, à la sûreté publique ? Des citoyens honnêtes, des pères de famille réunis dans la maison commune sous l'autorité publique, ne sont pas faits sans

doute pour exciter des alarmes. Leurs vœux ne tendent qu'à procurer à la commune des moyens qui puissent la mettre à même d'émouvoir le cœur paternel de sa majesté, d'implorer sa justice, sa bonté & d'éclairer sa religion ; desir naturel, honnété, louable, & qui ne peut que mériter l'approbation du gouvernement.

Par ces considérations, les avocats au parlement de Bordeaux, & comme citoyens & comme participants à la municipalité, se croient obligés de prier, &, partant que de besoin, requérir, comme ils prient & requierent messieurs les maire, lieutenant-de-maire & jurats, gouverneurs de Bordeaux, de convoquer incessamment aux formes ordinaires l'assemblée des *cent-trente*. Signé PLASSAN & BUAN, syndics de l'ordre des avocats.

Cette réquisition parut imprimée peu de jours après qu'elle eut été présentée, & à la suite on trouva la note suivante, sous le titre *de note de l'éditeur*.

» Choisissez des hommes qui soient fermes, qui  
 » ne plient & ne fassent pas plier la règle, qui  
 » sachent se roidir contre les obstacles, &, lorsqu'  
 » que la nécessité l'exige, se dévouer de bon  
 » cœur pour le salut du peuple. Ces nécessités,  
 » il est vrai, *ne sont pas ordinaires* ; mais une  
 » funeste expérience ne nous a que trop appris  
 » qu'elles ne sont pas impossibles, & cela suffit.  
 » Quel malheur ensuite, que tandis qu'à l'armée  
 » le moindre soldat rougiroît de quitter le poste  
 » où le général l'auroit placé, les chefs du peu-

» ple ne rougissent point d'abandonner , dans les  
» plus pressans besoins de la république , le poste  
» où la république les place ! » C'est ainsi que  
s'exprimoit M. l'avocat-général de *Gueidan* dans  
*l'hôtel-de-ville* d'Aix , au sujet de l'élection  
des consuls de cette ville , tom. 2 de ses discours ,  
page 8 & 9.



M. le garde des sceaux répondit à ces suppli-  
cations par la lettre suivante , sous la date du 23  
Février.

*Le roi , messieurs , s'est fait rendre compte des suppli-  
cations que vous lui avez adressées ainsi que des motifs  
qui vous ont déterminés dans cette démarche pour ob-  
tenir le rappel de vos deux syndics.*

*Sa majesté qui me charge de vous notifier ses vo-  
lontés & sa décision , n'a pas eu de peine à se con-  
vaincre que la loi même que vous citez en faveur  
de ceux qui ont encouru sa disgrâce , loin de les au-  
toriser à provoquer l'assemblée municipale des cent-  
rente , ne leur donnoit aucun droit à cet égard.*

*Si la loi de 1767 dit que l'assemblée des cent-  
rente sera convoquée au moins tous les ans , &  
d'ailleurs dans les cas extraordinaires , ni cette loi ,  
ni les précédentes ne vous permettent de la demander  
dans aucun temps , & ne vous constituent juges de  
l'existence d'aucun cas où elle soit nécessaire.*

*Vous dites que vos députés , avant d'aller se pré-  
senter à l'hôtel-de-ville , se sont rendus à la cour des  
aides & ont déposé entre ses mains une copie de  
votre délibération ; vous ajoutez que cette cour , loin  
d'improuper votre vœu & la forme que vous vouliez*

360      *Lettre de M. le garde des sceaux.*  
*employer pour le rendre aussi efficace qu'avantageux ;*  
*applaudit au contraire à la sagesse de vos mesu-*  
*res & ensuite en consacra l'exemple , en déclara-*  
*nt aux officiers municipaux qu'elle se joignoit à*  
*vous pour en obtenir la convocation.*

*Mais la question de la nécessité ou de l'inutilité*  
*d'assembler les cent-trente , étoit aussi étrangère à la*  
*cour des aides qu'à vous mêmes , & cette compagnie*  
*n'avoit pas plus le droit de l'élever ni de la seconder,*  
*que vous n'en avez eu celui de la former.*

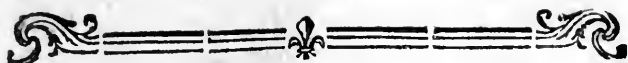
*Votre démarche auprès d'elle n'étoit donc qu'une*  
*irrégularité de plus dans votre conduite.*

*Sa majesté n'a pas encore fixé le terme de la pu-*  
*nition qu'elle a cru devoir faire subir à vos syndics ;*  
*il est inutile que vous insistiez sur leur rappel ; vous*  
*devez attendre dans un silence respectueux , les ordres*  
*ultérieurs de sa majesté , & compter avec la plus re-*  
*ligieuse confiance sur la sagesse & la bonté qui ca-*  
*ractérisent toutes ses actions. Je suis , messieurs ;*  
*bien véritablement tout à vous.*

*Signé de LAMOIGNON.*

Le même jour 19 Janvier, le chapitre de l'église métropolitaine & primatiale St. André de Bordeaux prit la délibération suivante, pour demander la convocation de la même assemblée des cent-trente.





# DÉLIBÉRATION

*Du chapitre de l'église métropolitaine & primatiale  
St. André de Bordeaux, pour demander la convo-  
cation de l'assemblée des cent-trente.*

Du Samedi 19 Janvier 1788.

» **L**E chapitre , pénétré de la soumission qu'il doit aux volontés du souverain , a gémi , jusqu'à ce moment , dans un silence de douleur & de respect sur l'éloignement des magistrats , qui prive la cité des avantages de leur présence , & le ressort entier des consolations & des fruits de leur activité. »

» Dans cet esprit de religion , d'obéissance & de patriotisme , il n'a cessé d'offrir , dans la ferveur de ses prières , ses vœux & ceux de la commune affligée , à celui qui tient en sa main le cœur des rois. »

» Il la supplie de disposer en leur faveur celui du monarque ; & c'est après avoir rempli ce devoir , comme ministres des autels , qu'il se joint aux différens ordres de cette ville , avec plus de confiance , comme concitoyen , pour implorer les bontés du roi : il lui dira , avec eux , que ce sont ces mêmes magistrats qui ont eu la gloire de faire éclater l'équité & la tendresse paternelle du sou-

verain en faveur du peuple de cette province, & fait bénir, avec amour & attendrissement, ses vertus & son nom dant toute la France, & spécialement dans cette ville : il lui dira avec eux, que le silence & l'inaction de la justice ont accumulé les criminels dans les prisons ; que les coupables y voient prolonger leur impunité, & les innocents le doute affreux qui les opprime : que son ministère le rapprochant davantage des besoins & des peines des particuliers, il voit sensiblement combien la misère s'est accrue. »

» Ces considérations aussi pressantes que douloureuses, déterminent le chapitre à joindre ses supplications à celles de tous les corps, persuadé que le vœu particulier du premier corps ecclésiastique de la province aura un succès plus assuré en se combinant avec celui de tous les autres, & en se faisant entendre, avec eux, dans la forme la plus solennelle, & la plus digne de l'attention du roi. »

» En conséquence, il a été unanimement arrêté de députer MM. *Durand* & *Marginier*, syndics, vers MM. les jurats, pour leur faire connoître le vœu de la compagnie, en leur remettant l'expédition de la présente délibération. »

Pendant que ces démarches se faisoient auprès des jurats, d'autres corps se présentoient à la cour des aides :

Le 17 Janvier des députés du présidial, sénéchal se présentèrent à l'audience de cette cour, pour mettre, dirent-ils, sous ses yeux la conduite des



*sieurs jurats , & leur silence , au sujet de la translation du parlement de Bordeaux à Libourne , pour déclarer qu'elle étoit contre le vœu général de tous les citoyens ; que , suivant les lettres-patentes de 1767 , ils auroient dû faire la convocation de l'assemblée appelée des cent-trente ; que portant eux-mêmes , aux pieds de la cour, les vœux de leurs concitoyens , ils les prioient & les sollicitoient de vouloir bien aviser ; dans sa sagesse , aux moyens qu'il y auroit à prendre , pour engager les sœurs jurats à convoquer cette assemblée , &c.*

Sur ce , &c.

Le lendemain 18 , des députés de la *chambre du commerce* de Bordeaux vinrent à la cour des aides faire la même réquisition.

Le même jour les *juges-consuls* se présentèrent à la même cour, pour le même objet.

Le 19 , des députés de l'*élection de Guienne* , & d'autres de l'université firent la même réquisition.

Le 21 , les députés du tribunal des monnoies parurent à la cour des aides , pour porter le vœu de leur compagnie qui tendoit au même but.

Voici la délibération que ce tribunal avoit prise.

**L**E Lundi 21 Janvier 1788 , MM. les officiers qui composent le tribunal des monnoies au département de Guienne , se sont assemblés dans l'auditoire de l'hôtel , à l'effet de délibérer sur les démarches qu'il conviendrait de faire pour demander la convocation de l'assemblée des cent-

*rente.* Le tribunal , qui partage la douleur publique , non moins jaloux que les autres ordres de la cité , de faire éclater au dehors celle qu'il ressent , & de saisir toutes les voies capables de déterminer la bonté paternelle du souverain à accorder à la province entière , & principalement aux habitans de Bordeaux , ce qu'ils désirent avec autant d'ardeur (le rappel du parlement dans la cité) a unanimement arrêté de *députer* MM. Garnung de Lalande , *général subsidiaire provincial des monnoies* , & Roux , *procureur du roi* , vers *messieurs de la cour des aides* , pour les prier d'agréer *ses hommages & ses vœux à ce sujet* , & d'envoyer *préalablement son greffier chez M. le premier président de cette cour* , pour *prévenir ce magistrat de l'intention du tribunal.*

D'après cette délibération , la députation eut lieu sur le champ ; voici le discours que l'un de ses membres adressa à la cour des aides.

M E S S I E U R S ,

» Il ne fut jamais d'occasion plus pressante , plus propre à exciter le zèle des citoyens , que celle qui se présente aujourd'hui. Depuis près de six mois , la première des cours de cette province ne vit plus pour sa capitale que par l'amertume que son éloignement lui procure. La consternation a gagné tous les esprits ; les tribunaux de justice n'offrent qu'un spectacle affligeant de désolation & de deuil.

Vous ne l'ignorez pas , messieurs , les gémiss-

semens ont percé jusqu'à vous. C'est dans ce temple auguste que la douleur commune s'est réunie, c'est ici qu'elle est venue chercher des consolations.

Vos cœurs, déjà trop affligés, n'ont pu jusqu'à ce moment, qu'être plus vivement touchés de cette sensibilité publique; mais la bonté avec laquelle vous avez écouté les différentes réclamations qui vous ont été adressées, a fait espérer de votre part quelque adoucissement à tant de maux.

Le tribunal des monnoies au département de Guienne verfoit des larmes dans le secret; il faisoit des vœux pour que l'autorité suprême, plus parfaitement instruite des privileges de la cité, de ses souffrances & de ses miseres, rendît à ses enfans des magistrats si dignes de leur attendrissement. Le tribunal des monnoies a cru qu'il étoit de son devoir, de son intérêt même, de joindre ses supplications à celles qui vous ont été faites pour la convocation de l'assemblée des *cent-trente*, dans l'objet d'obtenir de la bienfaisance du roi le rappel du parlement.

Veuillez, messieurs, les agréer avec l'hommage des sentimens respectueux qu'il a l'honneur de vous présenter. Le tribunal s'en remet avec confiance à vos lumieres & à votre sagesse, pour les moyens qui pourroient opérer, & la convocation tant sollicitée, & le retour si désiré de nos premiers magistrats.

Le même jour 21, la cour des aides arrêta, qu'ayant égard aux réclamations des députés des corps, M. le premier président feroit chargé d'in-

viter les jurats à se rendre chez lui pour leur faire part des vœux des citoyens.

Le 23, M. le premier président ayant rapporté à sa compagnie, que les jurats qui s'étoient rendus chez lui, avoient promis de convoquer les CENT-TRENTE, il fut arrêté de les mander sur le champ, ce qui fut exécuté. Les jurats se présentèrent & dirent qu'ils se conformeroient aux vœux des citoyens & à ceux de la cour.

Les jurats s'occupèrent le lendemain 24 de l'exécution de leur promesse & ils prirent cette délibération.



## EXTRAIT DES REGISTRES

*De l'hôtel commun de la ville & cité de Bordeaux.*

Du Jeudi 24 Janvier 1788.

**S**Ont entrés dans la chambre du conseil messieurs *Dalesme, Leydet, Gaschet, de Lisle, Villote, Aquarts, jurats, de la Montaigne, secrétaire de la ville.*

Tous les corps de la cité s'étant présentés, les uns en jurade assemblée, les autres à la cour des aides, pour exprimer la douleur & la consternation de la ville, sur l'absence de son parlement; & nous ayant montré les desirs les plus

ardens pour la réunion des différens ordres de la commune, afin de donner à sa réclamation auprès de sa majesté plus de force & d'efficacité.

M. le premier président de la cour des aides nous ayant invités de nous rendre chez lui, & nous ayant fait part de ce vœu général, ladite cour nous ayant mandés ensuite pour le renouveler & nous inviter à rassembler la commune, ils ont dû voir en nous de vrais citoyens; pénétrés des mêmes sentimens, aussi affligés qu'eux tous de l'éloignement du parlement; aussi vivement affectés de la multiplicité des malheurs & des calamités qu'entraîne cette privation, la conduite du corps de la ville a dû les en convaincre; son silence sur les expressions *peu réfléchies* (\*) des avocats, dans leur réquisition imprimée sans autorisation, son empressement à se rendre aux ordres de la cour des aides, insolites en pareille matière, sont des preuves certaines que, mettant à côté toutes considérations particulières, dictées par la sensibilité ou par l'amour-propre, il ne s'est occupé que de l'objet public, que du vœu général qui anime tous les esprits, & qui est dans l'ame de tous les citoyens.

Dans cette situation des choses, qui n'a fait que perpétuer en nous le sentiment & le désir du

---

(\*) Cette expression, & la phrase qu'on lira plus bas en lettres italiques donnerent lieu à des réclamations de la part de l'ordre des avocats; elles furent adressées au roi par les supplications placées ci-après. *Note de l'éditeur.*

retour de notre parlement , dont nous avons donné des témoignages non équivoques dans la lettre que nous eûmes l'honneur d'adresser à sa majesté , le 4 du mois de Septembre de l'année dernière , approuvée par les chefs du parlement ; réfléchissant d'un côté sur nos devoirs envers la commune , dont nous sommes les représentans , sur les demandes de nos concitoyens dont nous sommes les interprètes : considérant de l'autre côté , les intentions du gouvernement consignées dans les lettres qui nous ont été écrites par M. le baron de Breteuil , en date du 14 Septembre & 16 Décembre derniers , en réponse à nos différentes réclamations.

Nous trouvant aujourd'hui dans des conjonctures toutes différentes , maîtrisés par la nécessité impérieuse des circonstances ; entraînés par tous les efforts réunis du patriotisme , nous devons présumer que sa majesté ne refuseroit pas de permettre d'accéder au vœu de tous les ordres de la commune , qui sont nos commettans , & qui exigent de nous de les rassembler , conformément aux lettres-patentes de 1767 , dans l'objet de porter aux pieds de son trône , une réclamation plus solennelle & plus capable d'émouvoir son cœur paternel , pour nous accorder le retour de son parlement.

Déterminés par cette confiance respectueuse , & toujours pénétrés d'amour & de soumission pour l'autorité royale , il a été unanimement délibéré , qu'il *sera tenu incessamment une assemblée de CENT-TRENTE* , à laquelle *seront appelées toutes les classes*

*fes des citoyens aux formes ordinaires, & que nous ferons tout ce qui dépendra de nous, pour que tout s'y passe avec la décence & le respect dûs à la personne sacrée de sa majesté ; (\*) toutefois après que la présente délibération aura été approuvée dans une assemblée des notables, qui doit se tenir auparavant, ainsi qu'il est prescrit par lesdites lettres-patentes.*

Arrêté en outre, que la présente délibération sera envoyée à M. le baron de Breteuil, chargé du département de la province.

Le ministre répondit à la communication qui lui fut donnée avec grande hâte (on croit même par un courrier extraordinaire) par une lettre du roi, ainsi conçue, datée du 25 Janvier, c'est-à-dire, du lendemain de la délibération des jurats.

## DE PAR LE ROI.

» Chers & bien aimés, nous vous faisons cette  
 » lettre pour vous défendre de convoquer, sous  
 » quelque prétexte que ce soit, aucunes assemblées  
 » des *cent-trente*, ni même des *notables*, sans no-  
 » tre permission expresse, & ce, jusqu'à nouvel  
 » ordre de notre part. Si n'y faites faute : Car  
 » tel est notre plaisir. Donnée à Versailles, le 25.  
 » Janvier 1788. Signé Louis. Et plus bas : le ba-  
 » ron de Breteuil.

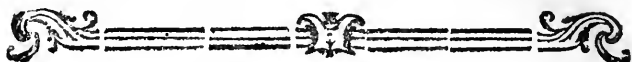
La suscription étoit : » A nos chers & bien

(\*) Cette phrase a été aussi relevée par l'ordre des avocats.

» amés les maire , lieutenant-de-maire & jurats  
» de notre ville de Bordeaux.»

Les jurats ayant reçu cet ordre du roi , ne le communiquèrent point , mais ils déclarèrent publiquement qu'ils avoient reçu défense d'assembler les notables & les cent-trente , & ils ne les convoquèrent point.

Voici les représentations que la cour des aides adressa ensuite au roi pour justifier la conduite , qu'elle avoit tenue lorsqu'il s'étoit agi de cette convocation.



TRES-HUMBLES

ET

TRES-RESPECTUEUSES

REPRÉSENTATIONS,

*Qu'adressent au roi , notre très-honoré & souverain  
seigneur , les gens tenant sa cour des aides &  
finances de Guienne.*

Du 30 Janvier 1788.

SIRE,

Votre cour des aides de Bordeaux gémissoit en silence sur le peu de succès de ses réclamations en faveur des magistrats, ses concitoyens , acca-



blés depuis si long-temps de votre disgrâce : elle gémissoit encore sur la réponse qu'elle venoit de recevoir de votre garde des sceaux : mortifiante pour elle en particulier , puisque , s'il étoit vrai que la cessation de la justice fût volontaire de la part de votre parlement de Bordeaux , votre cour des aides en auroit imposé à votre majesté.... malheureusement les faits qu'elle a eu l'honneur de vous exposer , relativement à cet objet , ne sont que trop certains ; & s'ils justifient assez le parlement de cette dernière inculpation , ils déposent , en même-temps , de la véracité de votre cour des aides , & de son exactitude.

Cependant , quoiqu'environnée de sujet d'amertume , elle ne perdoit pas de vue ses travaux accoutumés , en distribuant la justice aux peuples de son ressort : & c'est au milieu de ces soins , & tandis qu'elle se livroit à ses fonctions , qu'elle a vu naître , autour d'elle , de nouveaux motifs de peine & de réclamations.

Tout-à-coup , les avenues du palais où elle tient ses séances , se sont trouvées comme investies par les députations nombreuses de tous les corps de magistrature , & des ordres les plus distingués des citoyens de Bordeaux , le sénéchal-présidial , (1) les avocats , la chambre du commerce , la bourse , l'université , l'élection , le tribunal des monnoies.

---

(1) Voyez pièces justificatives ; extraits des registres , &c.

Ces différens députés demandoient , avec instance , à être admis , à être entendus ; la solemnité de leurs démarches vers la cour , les motifs pressans qu'on devoit leur supposer , tout imposoit aux magistrats le devoir de les entendre.

Depuis les temps les plus reculés , les habitans de Bordeaux sont en possession de traiter toutes les affaires extraordinaires dans une assemblée connue sous le nom de *l'assemblée des cent-trente* ; l'usage ancien sur lequel elle repose , n'est pas seulement utile & précieux , en ce qu'il est fait pour maintenir le bon ordre : il est encore approuvé , consacré par des loix expresses & authentiques.

L'article 45 des lettres-patentes de 1767 s'exprime en ces termes : » Approuvons & confirmons » l'usage ancien de ladite ville ( de Bordeaux , ) » de convoquer pour les affaires extraordinaires , » l'assemblée connue sous le nom d'*Assemblée des cent-trente*. » Et quelles circonstances furent jamais plus impérieuses à cet égard , que celles où se trouve en ce moment la ville de Bordeaux ! Privée de puis plus de cinq mois de la présence de ses magistrats , & de l'administration de la justice ; blessée dans ses privilèges , & des privilèges d'autant plus précieux , que dans une métropole aussi considérable , aussi commerçante , les intérêts se multiplient , se croisent , se choquent , & sont naître , à chaque instant , des contestations qui ont besoin d'être terminées sur le champ ; accumulées , au contraire , depuis si long-temps , par la cessation de la justice , elles suspendent , arrê-

tent , détruisent presque le cours des affaires ; & l'engorgement funeste qui en résulte , menace , à la fois , le commerce , l'agriculture , les particuliers , & l'état.

Des circonstances aussi pressantes suffisoient seules pour déterminer la convocation de l'assemblée des *cent-trente* : le désir des habitans de Bordeaux sembloit devoir y ajouter encore : & quel désir fut jamais moins équivoque , fut jamais mieux motivé ! Toutes les réclamations qui avoient été faites , avoient été malheureusement inutiles ! Les citoyens demandoient à s'assembler pour pouvoir présenter eux-mêmes , au souverain , le tableau de leurs miseres : c'étoient eux qui les souffroient principalement : qui pouvoit , par conséquent , mieux qu'eux , les sentir & les peindre ? Qui pouvoit implorer , avec plus d'efficacité , la main puissante , qui peut seule y porter remède ? Qui pouvoit mieux espérer de fléchir , enfin , un pere irrité , mais juste & bon ? Qui pouvoit l'espérer , mieux que des enfans soumis , respectueux & prosternés à ses pieds , pour le prier ?

Placés à la tête de la commune , par le choix d'une partie de la cité , c'étoit aux magistrats municipaux , aux jurats , à procurer à leurs concitoyens une satisfaction aussi légitime , aussi raisonnable , en convoquant l'assemblée des *cent-trente* ; mais *le peu de soin qu'ils ont paru se donner à cet égard , a enfin déterminé les corps , qui avoient droit de voter dans l'assemblée des cent-trente ; à la démar-*

*che qu'ils ont faite vers la cour des aides.* (\*) Ils sont venus déposer , dans son sein , le sujet de leur douleur & de leurs espérances ; ils sont venus lui porter leur vœu , d'une manière plus expresse , en la priant d'y réunir le sien. Et ces scènes touchantes se sont renouvelées , fire , pendant trois jours ; ah ! pourquoi votre majesté n'a-t-elle pu en être le témoin ? Elle auroit vu le deuil & les larmes de ses fideles sujets , elle auroit entendu leurs plaintes ; elle auroit joui de leur respect , de leur amour , de leur confiance ; & sa justice & sa bonté en auroient été émus !

Votre cour des aides , fire , n'a pu se défendre de ce sentiment : elle doit l'avouer , elle en fait gloire ! Elle n'a pu donner aux députés ; qui imploroient son assistance , (1) que des paroles de consolation & d'espoir. Leur demande lui a paru juste & légitime ; & elle n'a pas balancé de la réfléchir aux jurats , en s'y joignant elle-même. (2) Elle leur a fait connoître , avec l'authenticité que sa dignité exigeoit , les sentimens des citoyens ,

---

(\*) Cette phrase excita le mécontentement des jurats ; & au moment où les remontrances leur furent connues , ils en firent enlever tous les exemplaires qui se trouvoient chez les libraires , chez les marchands de nouveautés , à la bourse , & ils firent les plus sévères défenses aux colporteurs de les distribuer : cette démarche rendit les remontrances plus rares , mais plus recherchées , & les contrefaçons s'en multiplièrent à l'infini.

(1) V. pièces justificatives, n°. 1.

(2) Idem , n°. 2.

leur vœu pour l'assemblée des *cent-trente*, & le sien, en particulier. Elle leur a rappelé la loi, leur devoir : elle se félicitoit, en voyant ces magistrats disposés, (1) empressés à remplir le vœu général ; ils assuroient que ce vœu étoit encore plus fort dans leur cœur ; ils promettoient enfin, qu'il seroit incessamment accompli, & que tout le monde seroit satisfait.

Telles étoient, sire, leurs paroles, & cependant les jours s'écouloient ; mais la confiance regnoit encore, chacun croyoit toucher au moment désiré ; déjà même on faisoit des apprêts, on dispoisoit un local pour recevoir l'assemblée ; une délibération solennelle du corps-de-ville, communiquée à votre cour des aides, sembloit en donner l'assurance. . . . Tout à-coup, des bruits fâcheux se répandent dans le public : on dit, par-tout, que l'assemblée des *cent-trente* n'aura pas lieu.

Votre cour des aides ne tarde pas à être instruite de ces contrariétés cruelles, & un verbal (2) qui lui est remis, lui en montre la cause, dans une opposition formelle, dans une défense expresse, faites aux jurats, au nom de votre majesté, de tenir l'assemblée des *cent-trente*.

Ici, l'étonnement, sire, que devoit inspirer une pareille défense, fait bientôt place à la douleur, à la consternation ; & comment ne pas se livrer à ces tristes sentimens ? Une loi publique, une loi enrégistrée, une loi, l'expression la plus au-

---

(1) Idem, n°. 3.

(2) V. pièces justificatives, n°. 4.

thentique des volontés sacrées de votre majesté ; cede à une volonté privée ! Une défense verbale renverse , anéantit les ordres supérieurs & bienfaits de votre majesté ; & la cité voit porter atteinte à un de ses privilèges les plus précieux , sans en connaître les motifs , sans l'avoir mérité ; & un peuple qui souffre , est privé de la faculté la plus naturelle , la plus légitime , celle de se plaindre ; & ses cris étouffés , ses cris de douleur & d'amour pour son roi , ne retentiront pas aux pieds de son trône ! Une barrière insurmontable s'élève : on ne veut plus permettre de communication entre le monarque & ses sujets , entre un père chéri & ses enfans !

Que dire , cependant , à ce peuple , qui croit être régi par la loi , à qui on oppose , sans cesse , la loi ; que l'on juge par la loi ; & qui , lorsqu'il l'invoque , est pour lui sans force & sans pouvoir ? Que dire à ce peuple , calomnié dans les papiers publics , que l'on accuse , de voir avec plaisir l'éloignement de ses magistrats , quand c'est leur absence même qui l'accable de regrets & de maux ; quand le seul moyen de marquer , de prouver ses sentimens , lui est ôté ? Que dire , encore , à ce peuple , qui nous a cru digne de sa confiance , qui a compté sur notre appui , & qui le voit sans effets ? Que dire enfin à cette foule de citoyens , de tous les rangs , de tous les états , qui paroissent avoir perdu l'espoir de faire entendre leurs voix , mais qui s'écrient encore , en versant des pleurs : ah ! si le roi le savoit ! . . . . Qu'il nous soit permis , sire , de leur répondre ces pa-

toles consolantes, & pour eux & pour nous ! Peuple , votre roi le saura !

Telle est , sire , la tâche pénible & délicate que nous nous sommes imposée , & que nous avons dû remplir. La rigueur de notre ministère a dû faire fléchir tous les égards, toutes les considérations particulières. Mais , en déférant à votre majesté, des faits qui tendroient à compromettre son autorité sacrée , en faisant mépriser la loi, nous n'avons pas pensé inculper ni les personnes, ni les intentions.... Nous aimerions mieux croire qu'on a été surpris , qu'on s'est trompé....

Pénétrés , sire , de l'esprit & des sentimens, qui animoient les habitans de Bordeaux , vos fideles sujets , lorsqu'ils demandoient , comme une grace , de manifester eux-mêmes , à votre majesté , le vœu de leur cœur , nous venons moins , en ce moment , invoquer votre justice que votre bienfaisance ; nous venons vous supplier de jeter un regard de pitié sur des peuples désolés & prostrés à vos pieds ; nous venons vous supplier de briser les obstacles qui s'opposent à l'exercice d'un privilege utile & précieux , pour l'honneur même de la loi. Puissent-ils , sire , les citoyens de votre ville de Bordeaux , se voir bientôt réunis , dans cette assemblée des *cent-trente* , non , comme autrefois , pour verser leur douleur & leur larmes dans le sein de votre majesté ; mais pour lui rendre des actions de grâces , pour la bénir du retour de ses magistrats , & de la cessation des maux , que cause leur absence.

Telles sont, sire, les très-humbles & très-respectueuses représentations qu'ont l'honneur d'adresser à votre majesté,

SIRE,

De Votre Majesté,

Les très-humbles, très-obéissans, très-soumis, très-fidéles serviteurs & sujets, les gens tenant votre cour des aides & finances de Guienne.

*A Bordeaux, le 30 Janvier 1788.*



## PIECES JUSTIFICATIVES.

*Extrait des registres de la cour des aides & finances de Guienne.*

Du 17 Janvier 1788.

**C**E jour, la cour étant entrée, MM. les députés du présidial-sénéchal auroient fait avertir la cour, par son greffier, qu'ils étoient rendus au parquet de MM. les gens du roi. . . .

Nº. I. Lefdits députés seroient entrés dans la chambre, au nombre de trois. . . . . lesquels auroient dit, qu'ils étoient députés par le présidial-sénéchal. . . . . pour mettre sous les yeux



de la cour , la conduite des sieurs jurats & leur silence , au sujet de la translation du parlement de Bordeaux à Libourne ; qu'il étoit contre le vœu général de tous les citoyens ; que , suivant les lettres-patentes de 1767 , ils auroient dû faire la convocation de l'assemblée appelée des *cent-trente* ; que portant eux-mêmes , aux pieds de la cour , les vœux de leur concitoyens , ils la prioient & la sollicitoient de vouloir bien aviser , dans sa sagesse , aux moyens qu'il y auroit à prendre , pour engager les sieurs jurats à convoquer cette assemblée , &c.

Sur ce , &c.

*Du même jour , 17 Janvier 1788.*

Ce jour , la cour étant entrée , elle auroit été informée que les avocats , ayant à leur tête les deux syndics , étoient au parquet.

La cour auroit fait entrer lesdits avocats dans la chambre du conseil. . . . ( Même requisiion )  
. . . . . ils supplioient la cour d'aviser , dans sa sagesse , au parti qu'il y auroit à prendre , &c.

Sur ce , &c.

*Du 18 Janvier 1788.*

Ce jour , la cour étant entrée , elle auroit été informée que les députés de la chambre du commerce étoient au parquet.

La cour auroit fait entrer lesdits députés dans

la chambre du conseil , où ils auroient dit , que les maux que faisoient éprouver au commerce l'absence du parlement , étoient si grands , qu'ils ne pouvoient s'empêcher de se joindre à tous les corps , pour demander , &c. . . . (Même requi-sition.)

Sur ce , &c.

*Du 18 Janvier 1788.*

La cour étant entrée , elle auroit été informée que les juges & consuls étoient au parquet , &c.. Entrés dans la chambre du conseil , ils auroient dit , que touchés des malheurs qu'éprouve le commerce par l'absence du parlement de Bordeaux , ils venoient supplier la cour , &c.

Sur ce , &c.

*Du 19 Janvier 1788.*

Ce jour la cour étant entrée , elle auroit été avertie que les députés de l'élection de Guienne étoient à l'entrée de la salle d'audience. . . . Entrés dans la chambre du conseil , ils auroient dit , qu'ils s'empressoient de se joindre à tous les corps , pour supplier la cour , &c.

Sur ce , &c.

*Du 19 Janvier 1788.*

Ce jour , la cour étant entrée , elle auroit été avertie que les députés de l'université étoient au

parquet. . . . Entrés dans la chambre du conseil, ils auroient dit, &c. (Même requisi-  
tion.)

Sur ce, &c.

*Du 20 Janvier 1788.*

Ce jour, la cour étant entrée, elle auroit été avertie que les députés du tribunal des monnoies étoient au parquet. . . . Entrés dans la chambre du conseil, ils auroient dit, &c. (Même requisi-  
tion.)

Sur ce, &c.

*Du 21 Janvier 1788.*

Ce jour, la cour étant assemblée, ayant égard aux réclamations qui lui avoient été faites par les députés des corps qui étoient venus vers elle : eue délibération, a chargé monsieur le premier président d'inviter les jurats à se rendre chez lui, pour leur faire part des vœux de tous les citoyens & de ceux de la cour pour la convocation de l'assemblée des *cent-trente*, &c.

*Du 22 Janvier 1788.*

Délibération prorogée au lendemain 23.

*Du 23 Janvier 1788.*

Ce jour, la cour étant assemblée, monsieur le premier président auroit dit. . . . Sur quoi la

cour reprenant sa délibération de la veille , & arrêté de mander les jurats sur le champ ; ce qui a été fait , par la voie d'un de ses huissiers ordinaires.

Quelque temps après , elle a été avertie , par son greffier , que les jurats étoient à l'entrée de la salle d'audience ; sur quoi la cour a ordonné de les faire entrer dans la chambre.

N<sup>o</sup>. 2. Et sont entrés Me. Villotte , avocat , & Aquard , marchand , jurats , auxquels monsieur le premier président auroit dit : jurats , » la cour » vous a mandé pour vous faire connoître , d'une » maniere plus solemnelle , les vœux des différens » corps de cette ville , qui se sont adressés à elle , » pour la convocation de l'assemblée des *cent-trente* ; » elle y joint les siens propres , desiré que vous » accomplissiez la promesse que vous m'avez faite » chez moi , de la convoquer ; de maniere que » l'on pût écrire par le courrier de samedi prochain , qu'elle a été tenue. » (\*)

N<sup>o</sup>. 3. Sur quoi , Me. Villotte , avocat , jurat , prenant la parole , auroit demandé permission à la cour de profiter de cette occasion pour justifier le corps municipal des inculpations qui lui étoient faites dans le public ; & auroit fini en disant que , sensibles aux réclamations de leurs concitoyens , les

(\*) La cour des aides ne donnoit que deux jours pour cette convocation , le 23 , jour où elle s'exprimoit ainsi , étoit le Mercredi , & le Samedi arrivoit le 26.

jurats feroient tout ce qui dépendroit d'eux pour se conformer à leurs vœux & à ceux de la cour.

*Du 26 Janvier 1788.*

La cour étant assemblée , monsieur le premier président auroit remis un extrait des régistres de l'hôtel commun de la ville & cité de Bordeaux , du 24 , contenant délibération d'assembler incessamment les *cent-trente* , aux formes ordinaires, lequel extrait lui auroit été apporté la veille par les jurats.

Sur ce, la délibération a été prorogée au **Mardi** , 29 de ce mois.

*Du Mardi 29 Janvier 1788.*

N°. 4. La cour étant entrée , monsieur le premier président auroit remis un verbal dressé par les jurats , daté du 26 , contenant , que ledit jour 26 , le sieur comte de *Fumel* , commandant en chef de la basse Guienne , avoit mandé les jurats chez lui , à quatre heures de relevée ; que s'y étant rendus , ledit sieur comte de *Fumel* , après avoir conféré avec eux sur l'objet de leur délibération du 24 de ce mois , » il avoit fini par » leur défendre expressément , de la part du roi , » de tenir non-seulement l'assemblée des *cent-trente* , » mais même l'assemblée des notables. A quoi ils » auroient répondu qu'ils ne manqueroient pas de » déférer à ses ordres , que cependant ils croi- » roient devoir le prier de les leur donner par

» écrit. Qu'il leur auroit répondu que ses ordres  
 » verbaux étoient suffisans. Lesquels , s'étant re-  
 » tirés , &c. »

Sur ce , eue délibération , la cour a *arrêté qu'il  
 seroit adressé très-incessamment au roi de très-hum-  
 bles & très-respectueuses représentations.*

L'ordre des avocats crut aussi devoir réclamer  
 contre la délibération des jurats du 24 Janvier ,  
 il adressa à ce sujet au roi , les supplications  
 suivantes.



*TRÉS-HUMBLE S.*

ET

*TRÉS-RESPECTUEUSES  
 SUPPLICATIONS*

*Adressées à sa majesté , par l'ordre des avocats en  
 son parlement de Bordeaux.*

**S**IRE,

L'ordre des avocats en votre parlement de Bor-  
 deaux, justement contristé de l'exil de ses deux  
 syndics, se prosterne aux pieds de votre trône ; &  
 rassuré par son innocence, ou plutôt, il ose le  
 dire , par son inaltérable vertu, il ne craint point  
 qu'en le voyant aux genoux de votre majesté , la  
 nation suppose qu'il est besoin d'être pardonné.

Cet

Cet ordre , sire , constamment livré à l'étude des loix , - nourri dans le calme d'une laborieuse retraite , & pour qui l'amour de la paix est un véritable besoin , ne peut avoir méconnu la faincteté de ses devoirs , ni oublié la sévérité de ses principes , jusqu'à s'être permis quelque démarche digne de l'improbation de votre majesté. Il a cependant encouru votre disgrâce , puisqu'il est puni ; & si dans l'habitude des longues méditations , dans les travaux d'une milice qui , comme celle des armes , a aussi ses dangers , il a puisé un courage supérieur aux revers qu'amènent les jeux de la fortune , ou que produisent & fomentent les passions humaines , il ne sauroit trouver dans son sein , il chercheroit vainement autour de lui , des consolations contre le malheur d'avoir mérité l'animadversion de son souverain.

Il lui importe donc , sire , & d'une manière bien essentielle , non pas que la punition qu'il subit soit plus ou moins sévère , que le terme où elle doit finir soit plus ou moins reculé ; mais que votre majesté soit instruite que s'il lui a paru coupable , il a été calomnié , & que s'il a donné l'exemple d'une réclamation légale & nécessaire , c'est qu'il n'a vu & n'a pu voir dans cette réclamation que l'hommage de cette respectueuse confiance , qui seule peut dignement proclamer les vertus d'un bon roi.

La municipalité de votre ville de Bordeaux , sire , est composée d'un nombre déterminé d'officiers , d'un conseil de notables , & enfin de ce qu'on appelle vulgairement la *commune* , formée

de cent-trente citoyens , choisis dans les trois ordres , du clergé , de la noblesse & du tiers-état , ainsi que dans la plupart des anciens corps de la ville.

Dans le cours ordinaire des choses , sire , les affaires publiques sont dirigées par les officiers municipaux , choisis , présentés par la ville même , & nommés par votre majesté : mais leur gestion est subordonnée à la surveillance & à l'inspection de l'assemblée des cent-trente , qui seule constitue véritablement la municipalité.

Ce régime de notre cité , toujours en vigueur , fut confirmé par des lettres-patentes de 1767 , avec cette circonstance , sire , que tandis qu'autrefois la convocation dépendoit beaucoup trop de la bonne ou mauvaise volonté des officiers municipaux , la nouvelle loi , pour rendre cette constitution plus active , & faire cesser tous les abus d'une convocation trop arbitraire , ordonna que l'assemblée des cent-trente seroit convoquée *au moins tous les ans* , & d'ailleurs dans tous les cas *extraordinaires*.

Ces lettres-patentes , sire , ne purent imposer aux officiers municipaux la double obligation de convoquer les cent-trente , *au moins tous les ans* , & de les convoquer dans les affaires extraordinaires , sans donner aux divers ordres , qui font partie de la corporation , le double droit de réclamer sa convocation *tous les ans* , & de la réclamer dans tous les cas *extraordinaires* , si les officiers municipaux négligeoient de remplir l'une ou l'autre de ces deux obligations , ou mieux encore s'ils les négligeoient toutes les deux à la fois. Sans cela , sire , une loi sage , impérieuse , néces-



faire, pourroit n'être qu'un jouet puéril dans les mains des officiers municipaux; une amorce pour provoquer dans l'ame des citoyens des desirs légitimes, & cependant impuissans; un piège funeste tendu à leur crédulité, ou conduits par l'honneur & le zèle du bien public, ils ne trouveroient que le mépris attaché à l'erreur, & les peines réservées à l'inquiette turbulence.

La loi s'exécuta d'abord avec assez d'exactitude. Mais insensiblement les officiers municipaux, qui ne voyoient peut-être que les embarras attachés à son exécution, chercherent à la faire oublier.

L'année, sire, & plusieurs années s'étoient écoulées sans qu'on eût vu de convocation; un cas extraordinaire, & le plus extraordinaire de tous, s'étoit présenté: il subsistoit depuis plusieurs mois, & paroïssoit devoir subsister long-temps encore;  *votre parlement étoit sorti de Bordeaux*, la justice étoit devenue muette, & d'ailleurs impuissante dans presque tous les autres tribunaux. Les malheurs que produit dans une grande ville, & sur-tout dans une ville de commerce, ce silence presque absolu des loix, ne peuvent être exagérés; il n'est pas nécessaire de les peindre. Votre majesté, sire, les sent aussi douloureusement que nous.

Un seul mot de votre bouche, sire, pouvoit tout réparer; & les officiers municipaux ne s'occupoient pas de mettre la ville Bordeaux, à portée de solliciter ce mot réparateur: ils ne convoquoient pas l'assemblée de la commune.

Cependant, sire, tous les ordres, tous les individus la demandoient, comme pouvant seule ob-

tenir , de la clémence de son roi , la cessation de cette dure calamité que votre ville de Bordeaux ne pouvoit avoir méritée.

Les demandes universelles , mais individuelles , réitérées & pressantes , mais verbales & fugitives , ne produisirent point leur effet auprès des officiers municipaux , retenus par des considérations respectables , sans doute , mais alors inconnues , & qu'il n'étoit pas permis de supposer invincibles ; & tandis qu'il n'étoit point de famille qui , dans l'intérieur de ses foyers , ne versât des larmes ameres sur l'absence de votre parlement , les écrivains étrangers & nationaux , justement étonnés du silence de la ville , le supposant volontaire & libre , en concluoient & annonçoient à l'Europe que la ville de Bordeaux , loin de gémir de l'éloignement de son parlement , en craignoit au contraire le retour.

Dans cette affligeante conjoncture , sire , l'ordre des avocats n'auroit-il pas abjuré , en quelque sorte , les sentimens du vrai citoyen & du sujet fidelle ? N'auroit-il pas manifesté une indifférence coupable sur le sort de la patrie & la gloire de votre regne ? Une défiance criminelle des vertus populaires qui caractérisent votre gouvernement , si plus instruit de ses droits que les autres ordres , tenant de plus près & par plus de liens à la corporation de la cité , confident secret & journalier des vœux de tous les corps & de tous les individus , attaché d'ailleurs par une antique & indissoluble confraternité , à tous les corps de magistrature , dont il est & a toujours été le seminaire ,

persuadé enfin que les officiers municipaux n'attendoient qu'une impulsion qui fît cesser leurs scrupules , il n'eût acquitté sa dette envers votre majesté , envers votre parlement , envers ses concitoyens , en employant une voie légale pour obtenir une assemblée qui portât à vos pieds les alarmes & les supplications de votre ville de Bordeaux.

Il requit les officiers municipaux de rassembler la commune. Il ignore , sire , de quelles couleurs on peut avoir peint à votre majesté , une démarche aussi innocente. Mais ce qu'il peut , ce qu'il ose attester , c'est que l'assemblée de l'ordre où la requisition fut délibérée , se maintint dans les bornes de la plus confiante soumission & du plus profond respect ; pas un sentiment ne fut manifesté ; pas un mot ne fut prononcé sur les grandes questions qui s'agitent entre votre conseil & votre parlement. Convaincu par la sagesse & cet esprit de bienfaisance qui préside à toutes vos loix , que votre majesté prépare la régénération de la France , il ne se permit que de fixer les maux qui affligent votre province de Guienne , & d'annoncer l'espérance qu'il avoit conçue , & qui n'a pu l'abandonner , que votre majesté les feroit cesser dès que le tableau lui en seroit présenté par les mains même de ceux qui les éprouvent.

Les sentimens , sire , qui animoient l'ordre des avocats , étoient si purs ; il étoit si persuadé de la légitimité de sa démarche , qu'il ne craignit point d'écrire sa requisition ; de la faire signer par ses syndics , & de la laisser sur le bureau de l'hô-

tel-de-ville , après l'avoir présentée aux officiers municipaux.

Une preuve encore plus frappante , sire , que nous n'agissions & ne voulions agir qu'avec la loi ; que nous ne voulions cacher aucun de nos mouvemens à l'autorité de votre justice , c'est que nos députés , avant d'aller à l'hôtel-de-ville , se transporterent à votre cour des aides , qui seule aujourd'hui représente dans Bordeaux cette autorité suprême ; lui retracerent toute notre conduite dans cette affaire ; déposèrent dans ses mains une copie de cette requision ; & cette cour , sire , loin d'improuver le vœu que nous avons manifesté , la forme que nous voulions employer pour le rendre aussi efficace qu'authentique , applaudit au contraire à la sagesse de nos mesures , & quelques jours après consacra l'exemple que nous avons donné , en déclarant aux officiers municipaux qu'elle joignoit ses vœux aux nôtres pour obtenir la convocation que nous avons délibéré de requérir.

Votre cour présidiale , sire , ne s'étoit pas contentée d'applaudir , elle avoit voulu avoir l'honneur de nous devancer ; & c'est par elle que commencèrent , auprès de votre cour des aides , les réclamations de divers corps , qui ont droit d'envoyer des députés à l'assemblée des cent-trente.

Tous les corps & tous les ordres , membres de la corporation de la cité , ont avant nous , ou après nous , voté la convocation des cent-trente. Mais , sire , nous ne craignons point d'en attester devant votre majesté , & votre cour des aides qui a reçu ce vœu

général, & le commandant en chef de la province qui l'a vu se former ; au milieu de ce concours de réclamations & de suffrages, rien n'a présenté ni pu faire craindre aucun genre de commotion.

Non, sire, dans les mouvemens paisibles de vos sujets de Bordeaux, on ne pouvoit voir que des enfans malheureux empressés à se jeter aux pieds de leur pere ; & nous pouvons avec confiance donner le défi au plus artificieux délateur, de convaincre quel que ce puisse être de nos concitoyens d'aucune agitation capable de troubler l'ordre public, ou de faire soupçonner que l'amour pour votre personne sacrée, ce sentiment qui pour tout françois est l'amour même de la patrie, eût rien perdu dans nos cœurs de son énergie & de sa première activité.

Cependant, sire, la délation a prévalu. L'ordre des avocats est accusé ; il est puni ; & il se demande encore de quoi on a pu l'accuser, & quelle est l'erreur dont il est puni ?

Un écrit a circulé dans la ville de Bordeaux, imprimé sous le titre de *délibération des maires & jurats* ; & nous désirerions bien sincèrement pouvoir supposer qu'il n'est pas leur ouvrage ! Mais s'il est émané d'eux, comme nous sommes condamnés à le croire, il nous est bien précieux en ce qu'il nous révèle les reproches qu'on peut nous avoir faits auprès de votre majesté, & les alarmes que, d'après notre requisiion, on peut avoir inspirée aux ministres dépositaires de votre autorité.

Par cet écrit, on nous accuse, sire, d'avoir inséré dans notre requisiion des expressions peu réfléchies : on y suppose que les officiers municipaux pourront avoir besoin d'attention & d'efforts pour que dans l'assemblée de la commune, si elle a lieu, tout se passe avec la décence & le respect dus à la personne sacrée de votre majesté.

Sire, notre requisiion est au greffe de l'hôtel-de-ville, signée de nos deux syndics. Il seroit aisé aux officiers municipaux de nous convaincre de ce dont on nous accuse ; si en effet elle présente des expressions dont ils puissent se plaindre, ou qui aient pu les alarmer ; & d'après l'approbation qu'elle reçut de votre cour des aides, ce ne fera pas sans doute montrer trop de confiance, que d'opposer aux assertions de l'écrit qui nous accuse, le suffrage de tous nos concitoyens, qui l'ont jugée aussi décente dans les expressions, que juste & louable dans son objet.

Mais, sire, si nous pouvons, si nous devons nous montrer insensibles à cette première inculpation, assurés que la requisiion elle-même, & elle seule peut nous en justifier, il doit nous être permis de nous plaindre à votre majesté, même de cette supposition plus qu'irréfléchie ; de cette supposition véritablement calomnieuse pour toute la cité, qu'il peut se passer dans l'assemblée quelque chose de contraire au respect qui est dû à votre personne sacrée, & que pour contenir toutes les opinions & toutes les idées dans les bornes de la décence & de la soumission, il fallut autre chose aux habitans de Bordeaux que leur amour pour

leur roi , & leur confiance en sa justice & ses bontés.

Nous le savions , sire , nous , les dépositaires des sentimens & de la douleur de nos concitoyens. Nous le savions qu'on pouvoit les convoquer sans en exposer aucun au malheur de déplaire à votre majesté ; & ce n'est que parce que nous le savions , que nous avons réclamé des droits , dont l'exercice loin de pouvoir entraîner de nouvelles calamités , ne pouvoit que hâter le terme de celles qui affligeoient la province. Jamais , sire , nous ne nous serions permis d'élever la voix , si décidés à donner l'exemple de la plus entière soumission , nous n'avions été assurés d'avance que cet exemple feroit celui que nos concitoyens suivroient le plus fidèlement.

D'après cette conviction , sire , & commandé , comme il l'a dit déjà , par la nécessité des choses , & les devoirs les plus sacrés , l'ordre des avocats devoit-il craindre de recourir aux dispositions d'une loi , digne , par sa popularité , d'être émanée de votre majesté , & faite , ce semble , pour être par son exécution , dans les temps difficiles , la médiatrice entre le souverain & les sujets ? Cette loi nous appelloit à vos pieds , nous invitoit à y déposer le tableau de tous les malheurs qui ont résulté déjà de l'absence de votre parlement , & qui en résulteroient de plus accablans & de plus affreux , si elle se prolongeoit encore. Pouvions-nous craindre de paroître repréhensibles , en nous livrant à ces consolantes invitations , & montrant à la grande famille dont nous faisons partie , la

route qui devoit la conduire au trône de ce père des françois , qui , le premier de nos souverains , répondit au cri de *vive le roi* , par le cri de *vive mon peuple*.

Non , sire , sous quelque rapport que l'ordre des avocats envisage la démarche que votre majesté a punie , par l'exil de ses deux syndics , il ne peut s'avouer , & ne peut se croire coupable. La forme qu'il a employée pour agir , étoit régulière & décente ; le droit qu'il a exercé étoit aussi incontestable que précieux ; il ne pouvoit se défier ni des sentimens qui le déterminèrent à faire sa requisition , ni des suites qu'elle pourroit avoir ; & l'événement a bien prouvé que lorsque d'après la connoissance qu'il avoit des dispositions des divers membres de la commune , il crut pouvoir demander sans crainte , ce qu'on pouvoit également accorder ou refuser sans danger ; il n'avoit pas mal auguré de la vertu de ses concitoyens.

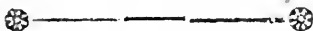
Nous ne disons rien , sire , pour la justification personnelle de nos syndics ; en portant notre requisition aux officiers municipaux & à votre cour des aides , ils n'ont fait que céder au vœu de leur ordre ; & c'est de la soumission à la police particulière de chaque corps , que résulte l'habitude du respect pour la police générale du royaume.

Nos humbles & respectueuses supplications , nous les adressons , sire , à votre majesté , pour nous-mêmes & pour nos concitoyens. Fondées sur la vérité , dans tous les faits qu'elles retracent , dans



les principes qu'elles établissent , & plus encore dans les sentimens de respect , de confiance & d'amour qu'elles vous expriment , pourroient-elles ne pas nous obtenir de la justice du meilleur des rois le rappel de nos syndics dans leur cité, dans le sein de leur ordre , de leur famille & de leurs amis consternés ?

L'ordre des avocats , en votre parlement de Bordeaux, ne cessera , sire , d'adresser ses vœux au ciel , pour la conservation de la personne sacrée de votre majesté , & la prospérité d'un regne , qui doit opérer celle de vos peuples.



Comme le séjour du parlement à Libourne se prolongeoit , cette cour crut devoir rétracer encore au roi les inconvéniens de cette translation ; elle le fit par les remontrances qui suivent.





TRÈS-HUMBLES

ET

TRÈS-RESPECTUEUSES

REMONTRANCES,

*Qu'adressent au roi , notre très-honoré & souverain  
seigneur , les gens tenant sa cour de parlement  
de Bordeaux , à Libourne.*

Du 4 Mars 1788.

SIRE,

Votre parlement a représenté à votre majesté les maux auxquels l'interruption de la justice expose la province de Guienne ; mais le récit de tous ces malheurs a pu être soupçonné d'exagération : votre majesté a pu croire qu'il étoit dicté par l'intérêt personnel ; nos réclamations sont restées sans succès. Cependant le temps a augmenté le mal : depuis sept mois un vaste ressort est privé de justice ; & la ville de Bordeaux éprouve plus particulièrement les effets désastreux de l'exil du parlement. Cette grande ville tire tout

son lustre d'un commerce immense , qui fait sa seule richesse , & contribue à la splendeur du royaume : les principaux avantages du commerce viennent de la promptitude des opérations ; tout retard est funeste : & cependant , sire , depuis que votre parlement est absent de Bordeaux , les contestations importantes , relatives au commerce , ne peuvent y être terminées ; la juridiction consulaire ne jugeant définitivement que jusques à la somme de cinq cens livres , & toute condamnation pour une somme plus forte étant sujette à l'appel , le débiteur abuse de cette ressource de la loi , dans la certitude qu'il ne pourra être poursuivi. (1) Votre majesté sera frappée , sans doute ; des conséquences qui en résultent pour le commerce ; de grands malheurs en ont déjà été la suite , & ce désordre peut entraîner des faillites ruineuses.

Dans cette calamité publique , vos cours , sire , ont mis à vos pieds leurs remontrances respectueuses : tous les ordres qui composent la cité ont manifesté leur vœu ; mais il falloit les réunir pour offrir à votre majesté un hommage légitime , & lui adresser des supplications dignes de toucher son cœur paternel.

La commune de la ville de Bordeaux est en possession , depuis les temps les plus reculés , de

---

(1) Le tribunal de l'amirauté est dans le même cas , & le genre d'affaires qu'il traite , exige célérité.

398 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
se rassembler , toutes les fois qu'il est question d'affaires importantes intéressant la cité : les lettres-patentes données à Marly en 1767 , *approuvent & confirment l'usage ancien de ladite ville , de convoquer , pour les affaires extraordinaires , l'assemblée connue sous le nom d'assemblée des cent-trente* ; elles veulent que tous les ans , au jour qui sera indiqué par l'assemblée des notables qui précédera , ladite assemblée soit convoquée suivant les usages anciens , & conformément aux anciens réglemens. D'autres lettres-patentes de 1772 ordonnent l'exécution pleine & entière de celles de 1767.

D'après ces loix , sire , les circonstances faisoient un devoir au corps de ville d'assembler les cent-trente , & les notables devoient indiquer le jour de l'assemblée. Ces notables sont choisis dans tous les ordres qui composent la cité : les avocats tiennent parmi eux un rang distingué , & deux des six officiers municipaux électifs sont pris nécessairement dans leur ordre. Sous tous ces rapports , de citoyens , de notables & de membres de la municipalité , les avocats ont pu faire des démarches pour la convocation d'une assemblée autorisée par des lettres-patentes , & dont l'unique objet étoit de solliciter votre majesté de mettre fin aux malheurs d'une ville qui éprouve les effets de votre courroux , sans avoir mérité d'encourir votre disgrâce. La cité eût mis à vos pieds ses supplications & ses privilèges , & elle eût placé une égale confiance dans votre justice & dans ses droits. Qui pouvoit mieux que les avocats , exprimer les sentimens dont tous les habitans étoient

pénétrés ? La démarche qu'ils ont faite vers les officiers municipaux , étoit dictée par ce zèle pur , par ce saint amour de la patrie , inséparables du respect & du dévouement de tout François pour votre personne sacrée. Tels furent , sire, les motifs de la conduite des avocats ; & leur requisiion est une expression fidele de ces sentimens. Comment leurs syndics pouvoient-ils soupçonner qu'ils paroîtroient repréhensibles pour avoir signé une délibération aussi respectueuse envers votre majesté , que louable dans son objet ? La pureté de leurs intentions , la sagesse de leur conduite , l'autorité des loix , le devoir de leur place , tout sembloit devoir les garantir du malheur de vous déplaire ; & cependant des ordres rigoureux de votre majesté exilent ces sujets fideles , ces citoyens paisibles ; deux peres de famille sont enlevés à leurs enfans , à leurs épouses défolées ; & dans le temps où un vaste ressort est privé de ses juges , le public perd encore les syndics des avocats , qui , en cette qualité , sont les défenseurs de tous ceux qui ne peuvent en avoir d'autres , & les arbitres des différends de ceux que la pauvreté met dans l'impuissance de recourir aux tribunaux. Les foibles seront donc sans appui , les pauvres sans secours , les malheureux sans consolation.

Si la conduite légale des avocats a attiré sur eux des lettres de cachet , qui pourra se flatter d'échapper aux coups de l'autorité surprise ? *Aucun citoyen , dans le royaume , n'est assuré de ne pas voir sa liberté sacrifiée à des vengeances ; car per-*

400 *Remontrances du parlement de Bordeaux ;*  
*sonne n'est assez grand pour être à l'abri de la haine*  
*d'un ministre , ni assez petit pour n'être pas digne*  
*de celle d'un commis. (1)*

Les ordres arbitraires sont évidemment incompatibles avec l'exercice de la justice : si les loix , les formes , les privileges des provinces , les tribunaux , doivent céder à l'autorité absolue , que deviendront la propriété , la liberté , la sûreté ? Il n'est plus de propriété , quand les lettres de cachet enlèvent le citoyen de l'héritage de ses pères , lui en ôtent la jouissance , & le ruinent par des déplacemens : il n'est plus de liberté , quand ces ordres rigoureux expatrient , ou plongent dans des cachots. Il n'est plus de sûreté , quand les loix n'offrent plus de sauve-garde , & que le gouvernement inspire la terreur.

Les loix forment la base de notre constitution : *le gouvernement monarchique , dit Montesquieu , est celui où un seul gouverne par des loix fixes & stables ;* elles tempèrent l'exercice du pouvoir , elles le rendent aimable , font le bonheur des sujets & la puissance des rois.

En France , tout , jusques au nom de la nation , rappelle l'idée de la liberté. Si l'on remonte aux premiers siècles de la monarchie , si l'on consulte les capitulaires , on trouve que les François concouroient avec leur rois à la formation de la loi ,  
(2) & que les souverains ne pouvoient rien en-

---

(1) Remontrances de la cour des aides de Paris.

(1) *Lex consensu populi fit , & constitutione legis.*  
Capit. an 864.

treprendre contre une personne libre , que conformément à la droite raison & à un jugement légal. (1)

Si des capitulaires on descend aux ordonnances

---

*Populus interrogatur de capitulis quæ in lege noviter addita sunt , & , postquam omnes consenserint , subscriptiones faciant. Capit. an. 821.*

*Unâ cum nostris optimatibus fidelium pertractavimus... de consensu fidelium nostrorum... in nostrâ & procerum præsentia , &c. Vid paſſim les capit...*

*Generaliter omnes admonemus ut quæ , præterito anno , legi ſalicæ per omnium conſenſum addenda eſſe cenſuimus , jam non ulterius capitula , ſed lex dicantur , ut pro lege teneantur. Capit. an. 811 , art. 5.*

(1) *Omninò voluntas regiſ eſt ut unusquiſque homo ſuam legem pleniter habeat conſervatam ; & ſi alicui contra legem factum eſt , non eſt voluntas ſua nec uſſio. Capit. de Baluze , tom. 1er. pag. 341.*

*Volumus ut omnes fideles noſtri certiffimum teneant neminem , cujuſlibet ordinis vel dignitatis , deinceps noſtro inconvenienti libitu , aut alterius calliditate , vel injuſtâ captione , pro merito noſtro , honore debere privari , niſi juſtitie judicio & ratione , atque æquitate indicante , legem verò unicuique competentem nos obſervaturos. Capit.*

*Veraciter de nobis ſint ſecuri ( noſtri fideles , ) quia , quantum potuerimus ,... nullum fidelium noſtrorum contra legem & juſtitiam , aut auctoritatem & juſtam rationem , aut damnabimus , aut deſhonorabimus , aut opprimemus. Ibid. tom. 2. pag. 269.*

402 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ,  
de nos rois , on voit qu'elles interdisent formel-  
lement l'usage des lettres closes ; elles défendent  
expressément aux juges , sous peine de violer leur  
serment , d'obtempérer aux lettres closes , aux lettres  
missives , aux ordres verbaux , & enfin à tous au-  
tres commandemens contraires aux ordonnances & à  
la justice. (1)

La liberté nationale est donc protégée de la  
manière la plus expresse par les loix de l'état ;  
& l'autorité du souverain est essentiellement liée  
à l'autorité de la loi. (2) C'est par elle , sire ,  
que vous réglez , pour notre bonheur , sur la  
nation la plus fidele & la plus généreuse de l'u-  
nivers ; c'est par la loi , que vous commandez à  
un peuple idolâtre de ses rois.

De tous les hommes , les rois sont ceux qui  
ont le plus de besoin de l'autorité des loix : seuls  
au milieu des peuples , ils seroient isolés & sans  
force , si le devoir , le respect & l'amour n'im-  
primoient dans tous les cœurs cette obéissance  
filiale qui fait la force du monarque , & éta-  
blit paisiblement son empire sur d'innombrables  
sujets.

L'empire françois subsiste depuis quatorze cens

---

(1) Voyez les ordonnances de *Philippe de Valois* ,  
de *Villers-Cotterets* , d'*Orléans* , de *Moulins* , de *Blois* ;  
la déclaration de 1648 , &c.

(2) *Dedecet regem transgredi legem , cum lex &  
rex eandem imperandi excipiant potestatem.*



ans : il n'a éprouvé de révolutions que lorsque les loix ont été méprisées ; l'ordre de la succession à la couronne n'a été interrompu que lorsque nos anciennes constitutions ont été violées , & lorsque les ministres , les favoris , les grands , ont tourné contre leur souverain l'autorité excessive qu'il leur avoit confiée.

Les rois sont intéressés à observer les loix , puisqu'elles seules enchaînent la force de chaque individu , & réunissent toutes les volontés à la volonté légale du souverain ; les trônes ne s'ébranlent ; les empires ne s'écroulent que lorsque l'autorité arbitraire prend la place de la loi. Un roi qui regne sur les François , doit , plus qu'aucun autre roi du monde , être convaincu de ces principes ; il n'a nul intérêt à étendre son pouvoir au-delà de ses justes bornes ; toutes les loix sont en faveur de son autorité ; les tribunaux veillent sans cesse à la conservation de ses droits , & jamais il n'eut besoin de ravir par la force un tribut d'obéissance que le cœur de ses sujets est toujours prêt à acquitter.

Mais trop souvent , sire , des ministres qui craignent de perdre une autorité qui peut leur échapper à chaque instant , se hâtent d'établir leur fortune ; ils s'entourent de leurs amis pour étayer leur pouvoir ; ils flattent , séduisent , circonviennent le prince , font taire la loi , exilent ses ministres , & oppriment la liberté.

Lorsque par un plan raisonné , l'administration mine sourdement la liberté du peuple en feignant

404 *Remontrances du parlement de Bordeaux,*  
de la protéger ; qu'elle tend au despotisme en s'en-  
tourant de la loi ; qu'elle dénature les principes ,  
& réduit en système la force , l'oppression , l'es-  
clavage , les malheurs de l'état font à leur com-  
ble : alors , sire , les vertus du souverain , la  
bonté de son cœur s'opposent vainement à l'in-  
justice. Que peuvent ses vœux pour le bonheur  
de son royaume , quand des ministres ligués par  
un intérêt commun , par le desir de conserver un  
pouvoir surpris , calomnient les tribunaux , re-  
poussent leurs réclamations , ou les rendent sus-  
pectes , dénaturent les faits les plus évidens , &  
démentent l'opinion la plus générale ! Alors né-  
cessairement le souverain doit être trompé , ses  
ministres énervent son autorité légitime , en  
abusant de son nom respectable ; ils se met-  
tent à la place de la loi , & profanent la  
souveraineté , dont ils usurpent tous les pou-  
voirs.

*Les loix , dit Montesquieu , sont les yeux du  
prince ; il voit par elles ce qu'il ne sauroit voir  
sans elles.* Les magistrats sont la loi vivante ; &  
leurs représentations respectueuses portent la lu-  
mière nécessaire aux rois pour éviter les surprises.  
Les ordres arbitraires servent les vengeances par-  
ticulières , les haines , les jalousies , & tout hom-  
me impartial regarde les lettres de cachet comme  
l'arme la plus dangereuse du despotisme ministé-  
riel. La raison , les loix , l'intérêt du souverain ,  
la sûreté des sujets , tout condamne cet abus. Le  
pouvoir d'enlever à un homme son bien le plus  
précieux , la liberté , ne sauroit être légitime ;

c'est une violation manifeste du droit naturel , & vainement allégueroit-on les *raisons d'état* , & l'*avantage des familles*.

Votre autorité , sire , est trop respectée , vos sujets sont trop soumis , les tribunaux sont trop surveillans , pour que les grands crimes puissent échapper à la justice ordinaire : quelque puissant que soit un sujet , il est toujours sous l'empire de la loi ; il n'en est aucun qui puisse s'y soustraire. Voudroit-on donner à penser à votre majesté qu'il est des François qu'il seroit dangereux de punir , tandis que depuis le premier prince de votre sang , jusqu'au dernier de vos sujets , au seul nom de votre majesté , tous se soumettent respectueusement aux ordres même les plus illégaux ? La raison d'état n'est que le voile dont les gens en place veulent couvrir le pouvoir arbitraire.

L'avantage des familles ne sauroit exister sans la justice : il n'est aucun des hommes qui ont recours à l'autorité , qui voulût être jugé par elle. Au moyen des lettres de cachet , le foible est livré , sans défenses , à la merci du plus fort ; la faveur & l'intrigue sacrifient l'innocent , & garantissent le coupable. Eh , pourquoi faut-il que le crime non seulement des grands , mais encore de tout homme riche ou protégé , demeure souvent impuni ! Comment l'administration ne craint-elle pas d'autoriser les criminels puissans , puisqu'elle les soustrait au glaive des loix & aux jugemens des tribunaux ? Cette indulgence meurtrière enhardit au crime , détruit l'autorité

406 *Remontrances du parlement de Bordeaux* ;  
de la loi , rend les ministres absolus , & fait perdre au souverain le plus bel attribut de la royauté , celui de punir par ses tribunaux , & de faire grace par lui-même.

Quand une nation n'a plus de loix fixes , elle n'a plus de liberté , & alors elle n'a plus ni force ni énergie : l'esclave ne peut avoir les principes d'honneur qui soutiennent les nations , ou qui les relevent ; sans amour comme sans espérance , il voit d'un œil indifférent les malheurs de l'état , rien ne l'attache au gouvernement.

Les états généraux , assemblés à Tours en 1484 , disoient à Charles VIII : *la justice est dame & maîtresse des autres vertus ; car sans elle , nulle monarchie ni chose publique ne peuvent prospérer ni parvenir au souverain bien , qui est le bien du pays : ce glorieux royaume , sur tous les autres , a été doué de cette noble vertu. Défiez-vous d'une espece meurtrière de conseillers qui assiegent l'oreille des princes , & qui creusent un précipice sous leurs pas ; ils vous diront qu'un roi peut tout , qu'il ne se trompe jamais , que sa volonté est la règle suprême de la justice. . . . . Ces hommes contagieux gâteront non-seulement votre cœur , mais ils infecteront votre cour & le corps entier de la nation.* (1)

L'éclat du trône éblouit ceux qui approchent des des rois , & les aveugle sur leurs véritables

---

(1) Voyez l'histoire de France par Velly , tom. 19.  
pag. 235 312.

intérêts. Plus les ministres sont élevés , plus leur chute est terrible ; plus ils ont de faveur , plus ils excitent d'envie : & quand leur pouvoir passager est détruit , la loi seule peut les garantir du ressentiment de leurs ennemis.

Lorsque le sieur de *Calonne* poursuivoit avec acharnement le patriotisme & la vertu du sieur de la *Chalotais* , lorsqu'il cherchoit à enlever à ce respectable magistrat l'estime de son roi , l'honneur , la liberté , la vie , il étoit loin de penser qu'un jour il auroit à redouter pour lui-même le pouvoir arbitraire dont il étoit le ministre : lorsqu'il étoit membre d'une commission illégale ; prévoyoit-il qu'il fuirait sa patrie , dans la crainte d'être jugé par des commissaires , & qu'il seroit réduit à réclamer le jugement des tribunaux dont il avoit violé les formes , & usurpé l'autorité ?

Les loix rassurent la société ; les jugemens des tribunaux n'inspirent la terreur qu'aux coupables ; mais un châtiment illégal fait trembler la vertu même ; & tel est l'effet de l'autorité arbitraire , qu'elle rend intéressans ceux même qu'elle punit avec raison , parce qu'elle ne les punit pas selon la loi.

C'est à vos cours , sire , c'est à nous qu'est imposé le devoir de porter la vérité au pied du trône : nous redoublerions d'efforts pour l'y faire parvenir , dussions-nous être les victimes de ce zèle patriotique : le vrai magistrat est dévoué au service de son roi & au salut de l'état. Nous dirons donc à votre majesté , que le public ne

voit pas de coupables parmi ceux que l'autorité frappe ; nous dirons que la France , que l'Europe entiere a attribué la disgrâce du prince auguste de votre sang à la noble franchise avec laquelle il a laissé parler sa conscience , dans votre séance royale ; que l'on a cru voir dans l'emprisonnement des deux magistrats du parlement de Paris votre nom respectable employé à satisfaire des vengeances particulieres ; que l'exil de votre parlement de Bordeaux a inspiré la méfiance contre ces assemblées dont le nom flattoit le peuple , mais dont il craint l'organisation , parce qu'elle est mystérieuse : nous dirons enfin , que dans l'exil des deux syndics des avocats , on a vu deux citoyens paisibles sacrifiés à une délation calomnieuse.

Tout se réunit , sire , l'intérêt de votre majesté , celui des peuples , celui même de vos ministres , tout réclame contre l'illégalité des lettres de cachet. Une autorité sans regle est inutile , quand elle n'a pas de caprices à satisfaire : la loi est pour le souverain le gage de l'obéissance des sujets , & pour les François , cette obéissance est plus encore un sentiment qu'un devoir.

Daignez , sire , daignez abolir ces ordres d'un pouvoir arbitraire ; brisez cette arme dangereuse , qui blesse souvent la main à laquelle elle a été confiée ; abandonnez aux tribunaux la triste nécessité de punir. S'il est des coupables , qu'ils soient jugés ; mais que la loi dirige votre autorité souveraine. Rendez , sire , un prince auguste de votre sang à la nation , qui le réclame ; rendez les

du 4 Mars 1788.

409

Magistrats au tribunal, le tribunal aux peuples, le citoyen à la cité : ces actes de justice & de grandeur d'ame immortaliseront votre regne, assureront le bonheur & la tranquillité de vos états, seront l'objet de la reconnoissance publique & de l'admiration de la postérité.

Telles sont, sire, les très-humbles & très-respectueuses remontrances qu'ont l'honneur de présenter à votre majesté,

SIRE,

De Votre Majesté,

Les très-humbles, très-obéissans, très-soumis, très-fideles serviteurs & sujets,

Les gens tenant votre cour de parlement de Bordeaux.

*A Libourne, toutes les chambres assemblées le 4 Mars 1788.*

La cour des aides de Bordeaux, ayant reçu une lettre très-sévère de M. le garde des sceaux, au sujet de la convocation de cent trente, provoquée par elle, & par d'autres corps, & prohibée par la cour, elle fit les remontrances suivantes.



TRES-HUMBLES

ET

TRES-RESPECTUEUSES

REMONSTRANCES

*Qu'adressent au roi , notre très-honoré & souverain  
seigneur , les gens tenant sa cour des aides &  
finances de Guienne.*

Du 10 Mars 1788.

SIRE,

Les habitans de votre ville de Bordeaux & votre cour des aides sont inculpés. On est parvenu à persuader à votre majesté , que des esprits remuans avoient cherché à exciter une fermentation dans la ville de Bordeaux , & que votre cour des aides avoit risqué de donner de la consistance à cette fermentation.

C'est dans une lettre adressée à votre cour des aides , par votre garde des sceaux , en réponse à ses représentations du 30 Janvier dernier , que nous trouvons ces inculpations graves , faites au nom de votre majesté ; c'est encore dans cette lettre que nous trouvons ces paroles menaçantes & terribles , que les moyens , (employés par votre cour des



aides , pour faire entendre à votre majesté les justes plaintes de ses sujets, ) ne seroient propres qu'à porter l'autorité à des partis sévères , si la bonté paternelle du roi , n'en tempéroit perpétuellement l'exercice.

Pouvons-nous, sire, nous persuader que ces expressions soient celles de votre majesté , & qu'un pere eût songé à punir ses enfans, avant de s'assurer du moins s'ils avoient mérité sa colere ?

Cependant de tels reproches rendent notre justification nécessaire. Notre honneur , comme françois ; nos principes & notre délicatesse , comme magistrats , nous en font un indispensable devoir.

Nous justifier ? Nous ! . . . & sans connoître nos accusateurs ! & sans savoir quels actes de notre conduite ont pu servir de prétexte à cette étrange accusation !

N'importe ; ces affligeantes considérations ne fau-  
roient nous abattre. Nous porterons le flambeau de la vérité sur nos actions , sur nos sentimens. Ce n'est pas pour nous que la lumiere est à craindre , elle ne peut être redoutable qu'à nos calomniateurs.

Des actions , des paroles, des mouvemens, contraires aux loix , à la subordination , au respect dû au prince ; voilà ce qui constitue l'idée de la fermentation. Par quelles de leurs démarches , par quelles de leurs actions , les habitans de votre ville de Bordeaux & votre cour des aides ont-ils pu encourir un tel reproche ?

Permettez-nous, sire, de remettre sous vos yeux

l'exposé des faits dans la même forme que nous avons déjà eu l'honneur de les présenter à votre majesté ; ce moyen simple que nous emploierons , comme la meilleure preuve de notre exactitude , nous offre en même-temps l'avantage de manifester de nouveau la vraie situation des esprits & des cœurs ; les motifs & les sentimens des habitans de Bordeaux , au moment même où l'on n'a pas craint de les représenter comme disposés à la fermentation.

» Depuis les temps les plus reculés , les habitans de Bordeaux sont en possession de traiter toutes les affaires extraordinaires dans une assemblée connue , sous le nom de *l'assemblée des cent-trente* ; l'usage ancien , sur lequel elle repose , est encore approuvé , consacré par des loix expressees & authentiques.

» L'article 45 des lettres-patentes de 1767 , s'exprime en ces termes : *Approuvons & confirmons l'usage ancien de ladite ville ( de Bordeaux , ) de convoquer pour les affaires extraordinaires , l'assemblée connue sous le nom d'assemblée des cent-trente*. Et quelles circonstances furent jamais plus impérieuses , à cet égard , que celles où se trouve en ce moment la ville de Bordeaux , privée , depuis plus de cinq mois , de la présence de ses magistrats , & de l'administration de la justice? . . . . .

» Toutes les réclamations qui avoient été faites , ( relativement à cet objet ) avoient été malheureusement inutiles. Les citoyens demandoient à

» s'assembler pour pouvoir présenter eux-mêmes au  
» souverain le tableau de leur misère. . . . .

» Qui pouvoit mieux espérer de fléchir un pere  
» irrité , mais juste & bon ? Qui pouvoit l'espé-  
» rer , mieux que des enfans soumis , respectueux  
» & prosternés à ses pieds pour le prier ? . . .

» Le peu de soin que les magistrats municipaux  
» ont paru se donner ( pour convoquer la com-  
» mune , a enfin déterminé les corps , qui avoient  
» droit de voter dans l'assemblée des *cent-trente* ,  
» à la démarche qu'ils ont faites vers la cour des  
» aides ; ils sont venus déposer dans son sein le  
» sujet de leur douleur & de leurs espérances ; ils  
» sont venus lui porter leurs vœux d'une maniere  
» plus expresse , en la priant d'y réunir le sien.  
» Et ces scènes touchantes se sont renouvelées ,  
» sire , pendant trois jours. Ah ! pourquoi votre  
» majesté n'a-t-elle pu en être le témoin ? Elle au-  
» roit vu le deuil & les larmes de ses fidelles  
» sujets ; elle auroit entendu leurs plaintes ; elle  
» auroit joui de leurs respects , de leur amour ,  
» de leur confiance , & sa justice & sa bonté en  
» auroient été émues.

» Votre cour des aides , sire , n'a pu se défen-  
» dre de ce sentiment ; elle doit l'avouer , & elle  
» en fait gloire ! Elle n'a pu donner aux dépu-  
» tés , qui imploroient son assistance , que des pa-  
» roles de consolation & d'espoir. Leur demande  
» lui a paru juste & légitime ; & elle n'a pas  
» balancé de la réfléchir aux jurats , en s'y joi-

» gnant elle-même. Elle leur a fait connoître ;  
 » avec l'authenticité que sa dignité exigeoit , les  
 » sentiment de leur concitoyens , leur vœu pour  
 » l'assemblée des *cent-trente* , & le sien en par-  
 » ticulier. Elle leur a rappelé la loi , leur  
 » devoir. »

Tels sont les faits consignés dans nos représentations ; telles ont été les démarches des habitans de Bordeaux ; telle a été la conduite de votre cour des aides , & on a eu la témérité de les rendre suspects de fermentation , & de taxer votre cour des aides d'imprudence.

Un peuple qui souffre & qui gémit , est-il donc désormais un peuple qui murmure ? Un peuple qui réclame , au nom de la loi , l'usage d'un privilège fondé sur la loi , est-il donc un peuple qui s'élève contre la loi , qui s'élève contre l'autorité ? Un peuple qui *demande , comme une grace* , de se réunir dans une assemblée prescrite par la loi , pour faire connoître ses maux à celui qui peut seul les faire cesser ; pour le prier , pour le fléchir ; est-il donc un peuple audacieux , un peuple qui manque au respect , à l'amour , à la fidélité qu'il doit à son roi ?

Et nous , sire , nous , magistrats honorés de votre confiance , liés plus étroitement à votre majesté , par un serment solennel , éclairés sur les principes de l'ordre & de l'harmonie publique , faits pour donner l'exemple de la soumission & du respect envers le prince & les loix de l'état , nous aurions pu nous oublier à ce point , de donner de la consistance à une fermentation populaire ?

Sire , on a surpris votre majesté. Cette fermentation n'existoit point ; & la preuve qu'elle n'existoit point , c'est que votre cour des aides n'a vu , dans les démarches des habitans de Bordeaux , rien de reprehensible. Les soupçons qu'on a voulu inspirer à votre majesté , sont donc faux , calomnieux ; ils sont attentatoires à la majesté royale.

Lorsque votre cour des aides a accueilli les réclamations de ses concitoyens , elle n'a vu en eux que des sujets fidelles ; elle n'a entendu que des plaintes justes & respectueuses ; elle n'a reçu que des vœux légitimes ; elle y a joint les siens ; elle a cédé à ce que l'humanité exigeoit d'elle , à ce qu'exigeoient les considérations du bien public , toujours impérieuses pour de vrais magistrats ; & en cela comment auroit-elle excédé ses pouvoirs , quand elle n'a pas même songé à en faire usage , quand elle n'a jamais agi comme cour , quand elle ne s'est montrée que comme premier corps de la cité ?

Elle n'a pas mis en question , si les circonstances exigeoient ou n'exigeoient pas l'assemblée des cent-trente ; cette question étoit déjà décidée par la loi. Elle n'a fait , nous l'avons déjà dit , qu'écouter les réclamations des différens corps qui en sollicitoient l'exécution , transmettre leurs vœux aux jurats , y joindre le sien ; mais elle n'a rien ordonné ; elle n'a rien prescrit.

Loin de-là , lorsque tout paroissoit se disposer pour cette assemblée , une défense verbale du commandant a suffi pour y mettre obstacle. Quoique une telle défense fût en quelque sorte attentatoire

aux volontés authentiques du souverain, faite en votre nom, sire, elle a tout arrêté : & votre cour des aides n'a cherché à surmonter cet obstacle, qu'en adressant à votre majesté ses plaintes respectueuses & celles des habitans de Bordeaux.

Pouvions-nous penser que tandis que nous donnions, & par notre conduite, & par nos réclamations, les preuves les plus convaincantes de notre modération & des sentimens de nos concitoyens, nous serions exposés à ces inculpations ? Pouvions-nous penser que des inculpations aussi invraisemblables feroient quelque impression sur l'esprit de votre majesté, & que des magistrats auroient à redouter des reproches mortifians ?

Que ces reproches, sire, ont dû coûter au cœur de votre majesté ! Car si le bonheur des rois est de faire le bien, si l'amour des peuples est la preuve la plus sûre, qu'ils ont rempli ce noble devoir, s'il est la plus belle récompense de leurs travaux, combien doit se trouver malheureux un prince à qui l'on inspire des soupçons sur l'amour & la fidélité de ses sujets !

Voilà donc l'ouvrage de la calomnie ! Elle dénature aux yeux du monarque les actes les plus légitimes, les plus respectueux ; elle fait suspecter un peuple innocent & fidele ; elle étouffe le vœu public ! A la vue de ces déplorables succès, nous ne pouvons nous défendre d'une réflexion bien triste ! Il semble que l'on ait résolu de porter une dernière atteinte à cet usage antique, une des bases les plus assurées de l'affection des françois pour leurs rois, à cette communication libre & franche

che des peuples avec leur souverain. Il semble que l'on veuille faire oublier à une nation généreuse que le monarque, à qui elle obéit, est l'héritier du trône comme des vertus de ce prince (1) immortel, qui se plaisoit souvent, assis au pied d'un chêne, à se voir entouré de ses sujets, à écouter leurs plaintes, à leur rendre justice. Sire, pour l'intérêt de votre peuple, pour l'intérêt de votre autorité, pour celui de votre gloire, ne souffrez pas que l'on refuse ainsi à votre peuple l'espoir d'être entendu. N'écoutez pas, nous osons vous en supplier, ceux qui voudroient vous inspirer d'autres maximes. Permettez-nous de vous rappeler ces paroles mémorables du chancelier de *Lhôpital*, parlant en présence de son roi, à la nation assemblée. (2) » Ceux qui tiennent pour une autre » opinion, sont gens qui veulent gouverner & » conduire tout à leur vouloir & plaisir, qui crai- » gnent leurs faits être connus par autres, & gar- » dent que nul ne l'approche. »

Ces expressions, sire, d'un des plus illustres & des plus vertueux magistrats qui ait honoré la France, ne semblent-elles pas révéler les motifs secrets des complots de nos ennemis? Ne pourrions-nous pas croire qu'ils craignent aussi que leurs faits ne soient connus? Et comment ne le craindroient-ils pas? Ils sont convaincus de calomnie, & il im-

(1) St. Louis R. de F.

(2) Disc. du Chanc. de *Lhôpital*. aux états d'Orléans.

porte essentiellement à l'ordre de la société, que les crimes soient punis. Mais quelle peine les loix réservent-elles à des pareils calomniateurs ? » Car » enfin, disoit un grand homme, si c'est une mau- » vaise action de noircir dans l'esprit du prince » le dernier de ses sujets, qu'est-ce, lorsqu'on » noircit la nation entière, & qu'on lui ôte la » bienveillance de celui que la providence a éta- » bli pour faire son bonheur ? »

Nous ne nous occuperons pas de savoir si ceux qui ont inculpé aussi injustement les habitans de Bordeaux, échapperont aux peines de la loi, mais du moins ils n'échapperont pas à l'opinion publique ; elle saura percer les ténèbres dont ils s'environnent.

Ce que nous voudrions pouvoir lui dérober, c'est que les magistrats municipaux eux-mêmes aient favorisé de tels soupçons, c'est qu'ils les aient autorisés par les expressions, au moins imprudentes, consignées dans un acte remis par eux à votre cour des aides, & répandu ensuite par la voie de l'impression. Qu'ils doivent gémir amèrement, ces magistrats, d'avoir fourni des armes à la calomnie, en annonçant qu'ils *feroient tout ce qu'il dépendroit d'eux pour que tout se passât* ( dans l'assemblée des cent-trente ) *avec la décence & le respect dus à la personne sacrée de sa majesté.* Pouvoient-ils donc supposer que dans une assemblée qui devoit réunir les magistrats & les citoyens des ordres le plus distingués, ils auroient besoin d'interposer leur autorité pour empêcher



qu'on ne manquât au respect dû à votre personne sacrée.

Votre cour des aides, sire, sentit vivement cette injure, elle auroit été portée à la punir; elle le devoit peut-être. Premier corps votant dans l'assemblée des *cent-trente*, insulté en cette qualité, n'avoit-elle pas le droit de venger à la fois ses concitoyens & elle-même? L'esprit de modération & de paix qui la caractérisent l'ont empêchée de se livrer à sa juste sensibilité. Peut-être a-t-elle lieu de s'en repentir; peut-être auroit-elle étouffé dans son principe d'odieuses imputations; peut-être auroit-elle évité des reproches aussi durs qu'immérités; peut-être enfin auroit-elle préservé les deux syndics des avocats du coup inattendu qui les a enlevés à leurs familles & à leurs concitoyens.

En rapprochant, sire, la lettre de votre garde des sceaux de la délibération des jurats, on croiroit qu'il n'est pas permis de se méprendre sur la cause de tout ce que nous éprouvons, & dont nous nous plaignons, en ce moment, à votre majesté. Ici, on paroît craindre *qu'on ne manque aux égards dus à la personne sacrée de votre majesté*; & là, nous apprenons que les habitans de Bordeaux sont soupçonnés de fermentation, & que vos magistrats *ont risqué de lui donner de la confiance*. Ici on parle *d'un mandement insolite*, de la part de votre cour des aides; & là, on nous reproche d'avoir *excédé nos pouvoirs*. Ici, on se plaint *d'expressions peu réfléchies*, de la part des avocats; & là, on parle *d'esprits remuans qui ont cherché à*

*exciter de la fermentation dans la ville de Bordeaux.*

Sire , il n'y a pas eu plus d'esprits remuans à Bordeaux , qu'il n'y a eu de fermentation. La requisi- tion des avocats est dans les mains de votre cour des aides ; si elle a été faite aux jurats dans les mêmes termes qu'elle nous a été présentée , & il n'est pas permis d'en douter , nous devons attester à votre majesté que cette requisi- tion faite au nom de la loi , n'a rien qui ne soit conforme à la loi , à l'honnêteté , à la décence ; rien en un mot , qui puisse blesser l'autorité ou les personnes qui en sont revêtues ; s'en être plaint , l'avoir représenté à votre majesté , sous d'autres couleurs , seroit encore un nouvel attentat , contre l'ordre des avocats que l'on a calomnié ; contre votre majesté , à qui on auroit osé en imposer , & contre votre cour des aides à qui on auroit manqué , en supposant qu'elle auroit pu accueillir , approuver ce que son devoir ne lui permettoit , ni de souffrir , ni d'entendre.

Et en quoi les avocats seroient-ils plus coupables que les corps de magistrature , qui sont venus , comme eux , adresser de semblables requisi- tions à votre cour des aides ? Si ces corps n'ont pas été punis , pourquoi les avocats le sont-ils ? Faudroit-il donc croire que l'exil que subissent leurs deux syndics , est l'effet des haines , des animosités particulieres ?

Voilà , sire , les tristes appréhensions , auxquelles donnent presque toujours lieu l'emploi de ces coups d'autorité , de ces lettres de cachet , qui n'a-

joutant rien à la puissance suprême, ne font que lui préparer trop souvent le regret d'avoir puni sans cause. Permettez-nous, sire, de représenter à votre majesté, que ces actes arbitraires de l'autorité ne sont propres qu'à alarmer vos fideles & vrais serviteurs. Déjà l'opinion publique, qui dans un siècle éclairé, n'est que le résultat des jugemens de la saine raison, l'opinion publique s'est élevée, plus d'une fois, contre les lettres de cachet; ces moyens vraiment contraires aux principes du gouvernement monarchique, contraires aux vues même d'une autorité sage & prudente, céderont un jour, n'en doutons pas, à l'ascendant des lumieres & de la philosophie : si cette heureuse révolution étoit, sire, l'ouvrage de votre regne, quelle gloire pour votre majesté!

Appelés par la providence à régner sur les nations, que les rois sont heureux! Ils peuvent faire du bien aux hommes! S'ils le peuvent, ils le veulent sans doute. Mais combien d'obstacles s'élèvent autour d'eux, pour arrêter le cours de leurs bonnes intentions, ou pour en dénaturer l'effet.

» Rien ne s'exécute comme ils l'ont conçu, rien  
» ne leur est dit comme ils l'auroient vu eux-mêmes; toujours ils sont exposés à l'erreur de  
» ceux qu'ils ont chargés de voir & d'entendre.

Cependant, sire, malgré tous ces obstacles, les rois ont des moyens assurés de connoître la vérité qui leur est si nécessaire. Le premier de tous est, sans doute, d'établir entre eux & leur peuple, entre eux & leurs magistrats une communication libre & facile. Les plaintes & les demandes d'un

peuple soumis ne sauroient leur être suspects , puisque l'intérêt de la nation est celui du souverain même. En se communiquant ainsi à leur peuple , ils apprennent plus facilement de lui-même , ce qui convient le mieux à la prospérité commune. Ils affermissent encore ainsi leur autorité ; » & leur autorité , (1) en s'affermissant , augmente » le bonheur de leurs sujets ; elle détruit le despotisme intermédiaire , d'autant plus cruel , qu'il » est moins solidement établi , & dont la politique barbare interceptant les vœux sincères du peuple , étouffe sa voix , toujours écoutée , quand » elle arrive jusqu'au trône. »

La communication entre le prince & ses magistrats ne lui est pas moins utile , & qui plus qu'eux , mériteroit sa confiance ? Fixés , par leurs fonctions , au milieu de leurs concitoyens , ils sont mieux instruits de la situation des choses qu'il lui importe de connoître. Loin des Cours , loin du séjour de l'ambition & de la faveur , ils ont rarement intérêt de trahir la vérité.

Vainement chercheroit-on à verser dans le cœur d'un prince , fortement pénétré de ces idées , les défiances & les soupçons. Il ne se laissera point aller à ces insinuations perfides. Persuadé que la force & la prospérité des états naît de l'union des peuples & du souverain ; que la magistrature est l'anneau qui les lie ; que le monarque , les

---

(1) *Beccaria* Trait. des D. & des P. c. 28.

magistrats & le peuple ne font qu'un, il regardera comme l'ennemi commun, celui qui oseroit les accuser injustement devant lui; il accablera les calomniateurs du poids de sa disgrâce.

Un prince dont l'unique occupation est de faire le bien, qu'a-t-il à craindre? On ne lui obéit pas seulement parce qu'on le doit, on lui obéit parce qu'on l'aime; tel est, sire, un monarque françois.

» Il ne sauroit croire combien on est porté à  
 » l'aimer; ( dirons-nous encore avec l'illustre écri-  
 » vain, » (1) que nous avons déjà cité, qui né  
 françois, né dans nos murs, a si bien peint les  
 sentimens des françois & ceux de ses concitoyens.)  
 Eh! pourquoi » ne l'aimeroit-on pas? Il est la  
 » source de presque tout le bien qui se fait,  
 » & quasi toutes les punitions sont sur le compte  
 » des loix. Il ne se montre jamais au peuple,  
 » qu'avec un visage serein, sa gloire même se  
 » communique à nous, & sa puissance nous sou-  
 » tient. Une preuve qu'on l'aime, c'est que l'on  
 » a de la confiance en lui-même dans les gala-  
 » mités publiques; on n'accuse point sa person-  
 » ne; on se plaint de ce qu'il ignore, ou de ce  
 » qu'il est obsédé. . . . Si le prince savoit, dit  
 » le peuple, ces paroles sont une espee d'invo-  
 » cation & une preuve de la confiance qu'on a  
 » en lui. »

(1) *Montesquieu, esprit des loix.*

Telles sont , sire , les très-humbles & très-respectueuses remontrances qu'ont l'honneur d'adresser à votre majesté ,

S I R E ,

De Votre Majesté ,

Les très-humbles , très-obéissans , très-fournis , très-fidèles serviteurs & sujets ,  
les gens tenant votre cour des aides & finances de Guienne.

*A Bordeaux le 10 Mai 1788.*



# A R R E T É

## DU PARLEMENT DE BORDEAUX :

*Du 15 Mars 1788.*

**C**E jour , toutes les chambres assemblées , M. le sous-doyen de la cour ayant précédemment remis sur le bureau six édits , déclarations & lettres-patentes (\*) ensemble les conclusions du procureur-général du roi.

---

(\*) C'étoient l'édit d'Octobre 1787 , portant protoga-

La cour , animée d'un zele éclairé pour le service du seigneur roi , & pour le bien de l'état ,

Considérant que dans la constitution de la monarchie françoise , la vérification , l'enrégistrement & la publication sont nécessaires pour donner la sanction & l'exécution à la loi ;

Que l'importance de ces formes respectables vient moins de leur antiquité , que de leur objet ;

Que par la vérification , les cours doivent s'assurer de l'utilité de la loi , avertir le souverain des surprises faites à sa religion , & garantir au roi & aux peuples que la loi proposée est conforme aux intérêts du monarque & à ceux de la nation ;

Que l'enrégistrement a pour but de placer la loi nouvelle parmi celles de l'état , & de consacrer un monument qui commande l'obéissance & le respect ;

Qu'enfin , la publication fait connoître aux peu-

---

*tion du second vingtieme pour les années 1791 & 1792 , la déclaration du roi du 17 Juin 1787 , pour la liberté du commerce des grains , la déclaration du roi du 27 Juin 1787. portant conversion de la corvée en une prestation en argent ; l'édit de Novembre 1787 concernant ceux qui ne font pas profession de la religion catholique , édit portant création des assemblées provinciales du mois de Juin 1787 , édit du même mois portant suppression du droit d'ancrage sur les navires françois dans les ports du royaume , de celui de lestage , de lestage & autres.*

ples la volonté légale du souverain , leur rappelle & leur prescrit la soumission qui lui est due , & leur inspire la confiance qu'ils doivent avoir dans l'heureux accord de l'autorité paternelle du roi , & de la vigilance des magistrats :

Considérant que l'omission d'une seule de ces formalités sacramentelles rendroit les autres illusoires , & que leur concours est nécessaire pour le complément de la loi ;

Que dans la position où le parlement se trouve placé , il ne peut voter pour une loi nouvelle ; que l'on pourroit attribuer sa détermination à des motifs d'intérêt personnel , étrangers au cœur des magistrats , dont ils doivent écarter le soupçon ; & qu'enfin , sous les coups de l'autorité , ils paroîtroient céder à son impulsion , quand leur conscience seule dirigeroit leur conduite ;

Que l'enrégistrement de la loi ne peut être fait dans le lieu d'exil où le parlement est retenu , éloigné de son tribunal , & du dépôt permanent des loix confiées à sa garde ;

Que la publication de la loi doit se faire dans une audience solennelle , & que le parlement a déjà démontré l'impossibilité locale de placer son tribunal à Libourne ; que sans palais décent , sans ministres subalternes de la justice , il est dénué de cet appareil imposant & convenable pour annoncer dignement à un vaste ressort les volontés légales d'un grand roi ;

Que ces circonstances aggravent l'exil du parlement d'une manière bien douloureuse , puisqu'elles le privent de concourir aux vues de sa majesté ,



de bénir sa bienfaisance , ou d'éclairer respectueusement sa religion ; mais que la cour se voit réduite à borner son zèle , & renfermer ses devoirs dans ce qui concerne les intérêts du seigneur roi , le maintien des loix de l'état , la propriété , la liberté & la tranquillité des peuples de son ressort.

Par ces considérations , la cour , persistant dans son arrêté du 3 Septembre dernier , a arrêté que , sous le bon plaisir du roi , il sera sursis à l'examen des édits , déclarations & lettres-patentes , (\*) jusques à ce qu'il ait plu à sa majesté prendre de nouveau en considération les remontrances que son parlement a eu l'honneur de lui adresser , & qu'en conséquence il sera écrit une lettre au seigneur roi , à l'effet de le supplier de rétablir le parlement dans le lieu ordinaire de ses fonctions.

Fait en parlement , toutes les chambres assemblées , à Libourne , le quinze Mars mil sept cent quatre-vingt-huit.

*Monsieur LEBERTHON , premier président.*

Le parlement de Provence prit le 3 Octobre un arrêté concernant le parlement de Bordeaux ; du 3 Octobre 1787.

La cour , les chambres assemblées , considérant

---

(\*) Elles furent enrégistrées militairement dans la séance du 8 Mai.

que les principes de la conduite que le parlement de Guienne a tenue à l'occasion de l'adresse à lui faite de l'édit portant création d'assemblées provinciales, sont au nombre de ceux qui assurent la constitution de l'état & le bonheur des peuples, qui préservent l'autorité des surprises, & dont le dépôt est solidement confié aux magistrats.

Qu'on n'a pu inculper le parlement de Guienne pour avoir différé l'enregistrement de l'édit jusqu'à ce que l'établissement projeté eût reçu par les réglemens, qui auroient dû en accompagner l'envoi, la forme sans laquelle on ne peut réaliser ou même concevoir l'existence dudit établissement.

Que la nécessité de voir les réglemens particuliers joints à l'édit de création, démontrée par le silence ou le refus qu'ont éprouvé jusqu'ici les demandes faites par diverses cours que l'espérance de recevoir bientôt après l'édit ces réglemens, qui seuls pouvoient le compléter, avoit engagées à consentir audit enregistrement, a indiqué au parlement de Guienne la voie qui lui a paru la plus sûre pour l'intérêt du seigneur roi, inséparable de celui de ses peuples.

Que l'exécution irrégulière & précipitée qui a été faite de l'édit dans la province de Guienne, la translation faite d'autorité, d'un parlement enlevé à la capitale de son ressort à laquelle il est attaché par l'ordre général du royaume, & par la capitulation qui unit cette province à la couronne; enfin les coups redoublés d'autorité, dont de vertueux magistrats ont été frappés, sont tellement destructifs des loix, de la sûreté & de la liberté

dues à leurs personnes & à leurs fonctions, qu'ils portent l'empreinte de la surprise faite à la religion & à la justice du meilleur des rois.

Que son parlement de Provence privé, par l'interruption de ses séances, de la satisfaction d'unir plutôt sa réclamation à celle des autres cours du royaume, pénétré des mêmes considérations qui les ont dictées, & qui ont déjà frappé l'oreille dudit seigneur roi, se borne à insister sur une seule, mais la plus capable d'émouvoir son cœur paternel; celle que présente le spectacle de la cessation du cours de la justice que les tribunaux *rendent aux peuples à la décharge des rois*; & qui ne peut s'interrompre un seul instant sans que la société soit livrée au trouble & à l'anarchie, & sans faire retomber sur elle la peine qu'on a cru infliger à des magistrats, dont la conduite approfondie leur donnera de nouveaux droits à la confiance du souverain, unique récompense de la magistrature, & le terme de son ambition.

Ladite cour affermie dans l'espérance la plus consolante par la bonté magnanime avec laquelle ledit seigneur roi a daigné déclarer dans sa réponse du 17 Septembre, au premier parlement du royaume, avoir senti les inconvéniens de sa translation à Troyes.

A arrêté que le roi *sera très-humblement supplié de rendre le parlement de Guienne, au lieu ordinaire de sa résidence, afin qu'il continue d'y rendre la justice aux peuples de son ressort.*



SUPPLICATIONS  
DU PARLEMENT DE TOULOUSE,  
AU ROI,  
AU SUJET DU PARLEMENT DE BORDEAUX;

*Du 5 Janvier 1788.*



SIRE,

La translation subite du parlement de Paris avoit répandu la plus vive consternation ; la justice , privée de ses ministres , gémissoit sous le coup d'autorité qui la laissoit sans défense. Votre majesté rappelle son parlement dans le lieu de sa séance ordinaire ; tous les citoyens volent au-devant de ces magistrats patriotes ; la sensibilité publique est leur plus beau cortège , & le cœur de votre majesté n'est pas insensible à la joie de la nation.

Enveloppé dans la même disgrâce , le parlement de Bordeaux espéroit également le retour de vos bontés , ou plutôt il attendoit le même acte de justice : les cours souveraines avoient déposé , dans le sein de votre majesté , leurs sollici-

tudes & leurs alarmes ; elles ne doutoient pas du succès de leurs réclamations. Cependant quatre mois se sont écoulés ; tous les tribunaux ont repris leurs fonctions accoutumées , & cette compagnie n'est pas encore rendue aux vœux d'un peuple immense qui la demande.

Par quelle fatalité la courageuse résistance de ces magistrats est-elle tantôt approuvée, & tantôt punie par votre majesté ? Le françois se rappellera toujours avec attendrissement les éloges qu'elle voulut bien donner à leur fermeté dans des temps plus heureux sans doute ; & si dans ces circonstances nous partageâmes avec eux & vos bienfaits & leurs succès, nous partageons également aujourd'hui leur humiliation & leur disgrâce.

Quel est le motif qui les enleve du temple ordinaire de la justice pour les transplanter dans une autre cité ?

Votre majesté change la forme de l'administration de son royaume : pleine de tendresse pour ses peuples , elle pense avoir trouvé dans des assemblées provinciales le principe du bonheur public , unique objet de ses soins paternels : elle s'empresse d'envoyer à ses cours l'édit qui doit opérer une révolution aussi importante.

Votre parlement de Bordeaux n'est pas moins que les autres pénétré de reconnoissance ; mais il croit devoir différer son enrégistrement jusqu'à la connoissance plus particulière de la nature de la formation & des loix intérieures de ce nouvel établissement. Bientôt il est instruit que dans une des villes de son ressort on est sur le point de

former une de ces assemblées qui n'avoit pas reçu la sanction de la loi : les principes de notre droit public étoient violés : on portoit atteinte aux loix fondamentales de la monarchie ; votre majesté ne s'étoit pas même encore expliquée sur les représentations de son parlement ; cette cour interpose son autorité , & suspend par un arrêt un établissement précoce & irrégulier.

Pouvoit-on présenter aux yeux de votre majesté un pareil acte de justice , comme une démarche attentatoire à votre autorité ? Cependant des lettres closes , aussi contraires au vœu de nos rois qu'à la constitution françoise , transfèrent le siege de cette compagnie : les motifs de cette translation n'inculpent pas , il est vrai , la conduite de ces magistrats ; mais votre parlement n'y reconnoît pas moins avec douleur les preuves du mécontentement de votre majesté.

Ce n'est pas que les cours ne puissent rendre la justice dans tous les lieux de leur ressort : l'autorité royale peut sans doute procurer aux peuples éloignés la présence de leurs magistrats souverains : mais ce bienfait ne doit pas être une peine ; il ne peut trouver sa source que dans des motifs d'utilité publique. Une translation arbitraire , sans terme , sans objet & sans nécessité , ne présente qu'un véritable exil sous une dénomination empruntée.

Non , sire , les actes de rigueur , sous quelque forme qu'on les exerce , n'affoibliront jamais le courage généreux des magistrats. *Louis XI* lui-

même ne put y parvenir. (\*) Quand leur sûreté personnelle seroit en danger dans le sanctuaire des loix ; quand les souffrances & les humiliations seroient le seul prix de leurs travaux, leur vertu ne sortiroit qu'avec plus d'éclat du sein des épreuves & de l'adversité. Mais ce n'est pas sous un regne marqué par tant de bienfaits, que nous devons redouter ces événemens désastreux : le prince qui, en montant sur le trône, a rendu aux peuples ses véritables magistrats, ne sauroit vouloir aujourd'hui dégrader son propre ouvrage.

---

» (\*) Aussi est-il vrai que *Louis XI* a souvent voulu  
 » que les volontés du parlement s'accommodassent aux  
 » siennes ; & que, l'ayant menacé sur le refus qu'il fit  
 » de vérifier quelques édits qu'il trouvoit iniques, le  
 » président de *Lavaquerie* le vint trouver avec bon  
 » nombre d'autres présidens & conseillers, en robes  
 » rouges. Le roi, étonné de voir cette procession  
 » rouge, demanda ce qu'ils venoient faire : *Sire*, répond  
 » *Lavaquerie*, nous venons remettre nos charges en-  
 » tre vos mains, & souffrir tout ce qu'il vous plaira,  
 » plutôt que d'offenser nos consciences, en vérifiant  
 » les édits que nous avez envoyés. Le roi voyant la  
 » dignité de ces personnages, fit casser les édits en  
 » leur présence, les priant de continuer à faire justice,  
 » & leur jura qu'il n'envoyeroit plus édit qu'il ne fût  
 » juste & raisonnable. »

( *Extrait de l'histoire de Louis XI, par Pierre Mathieu, page 668, édition in 4°. 1620 ; & de la république de Bodin, liv. 3, page 307, édition 1577.* )

En rappelant dans la capitale d'un vaste royaume les magistrats qui lui appartiennent par un traité solennel, votre majesté satisfera la justice & son cœur. Il est temps qu'une compagnie, injustement calomniée, recouvre l'estime & la confiance de son souverain : il est temps que les peuples de cette province n'approchent plus inutilement du sanctuaire des loix. La tranquillité publique exige impérieusement le retour de ces magistrats vertueux. Mais nous trahirions leurs sentimens & les nôtres, si leur rappel devoit être le salaire d'une obéissance aveugle, contraire à leurs sermens, & attentatoire aux droits de la nation.

Quelque prix que la magistrature entière puisse attacher à la bienveillance de son souverain, elle ne sauroit balancer entre la nécessité douloureuse de lui résister, & la violation parjure des devoirs les plus sacrés. Les magistrats françois n'ont jamais écouté que la voix de l'honneur & de leur conscience.

Telles sont les très-humbles supplications qu'ont l'honneur de présenter à votre majesté,

S I R E,

De Votre Majesté,

Les très-humbles, très-obéissans, très-fideles & très-affectionnés serviteurs & sujets,

Les gens tenant votre cour de parlement de Toulouse.



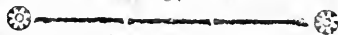


# ARRÊTÉ

## DU PARLEMENT

### DE BESANÇON.

C E jour 9 Janvier 1788, les chambres assemblées, messieurs les commissaires nommés au sujet de la translation du parlement de Bordeaux à Libourne, de l'exil de M. le duc d'Orléans, & de l'enlèvement de deux magistrats du parlement de Paris, ayant rendu compte, la cour a arrêté, qu'il sera adressé au roi de très-humbles & très-respectueuses remontrances, à l'effet de lui représenter l'abus & les dangers des lettres de cachet, incompatibles avec la liberté françoise, & de le supplier de rassurer la nation en rétablissant le parlement de Bordeaux dans le lieu ordinaire de ses séances, en rapellant auprès de sa personne le premier prince de son sang, & en rendant à leurs fonctions les deux magistrats du parlement de Paris, qui ont été enlevés à la suite de sa séance royale tenue en parlement le 19. Novembre dernier. Fait & arrêté, &c.



Plusieurs autres cours réclamèrent en faveur du parlement de Bordeaux mais elles inférèrent d'autres ob-

436 *Translation du parlement de Bordeaux, &c.*  
jets dans leurs réclamations tels que l'exil du duc d'Orléans, l'enlèvement de MM. *Fréteau de St.-Just & Sabatier de Cabres*, &c. Par cette raison ces remontrances seront placées à la fin du troisième volume de cette collection, immédiatement avant ce qui concerne la révolution du 8 Mai 1788. Ces pièces sont :

Remontrances du parlement de *Nanci* du 12 Janvier 1788.

Lettre au roi du parlement de *Rouen* du 17 Janvier.

Délibération du parlement de *Rennes* du 22 du même mois.

Remontrances du parlement de *Dijon* du 13 Janvier suivant.

Autres remontrances du parlement du *Rennes* du 2 Mai.



La translation du parlement de Bordeaux fut terminée par la séance du 8 Mai, dans laquelle furent enregistrés militairement avec les nouveaux édits, les anciennes loix telles que l'édit sur les vingtièmes, celui concernant les protestans, &c. que le parlement avoit refusé d'enregistrer, attendu l'illégalité du lieu de sa résidence. Malgré que les commissaires du roi eussent dit aux magistrats qu'ils étoient libres de quitter Libourne, & qu'ils étoient en vacances, ils ne jugerent pas à propos de désemparer aussi promptement cette ville en se fondant, dit-on, sur ce que les ordres du roi ne pouvoient être révoqués que par d'autres ordres émanés de sa majesté. Le premier président eut à ce sujet une correspondance avec le ministère,

*Précis de ce qui s'est passé à Bordeaux*

& s'étant édifié sur la permission qu'il avoit de quitter désormais Libourne , il prit le parti de revenir à Bordeaux ; il y arriva le 10 Juin ; voici le récit qui a été publié à Bordeaux de ce qui se passa à son sujet les 10 , 11 , 12 & 13 du même mois. Ce récit est fait sans doute par un des témoins des réjouissances ; & pour être narrateur exact , on se borne à le transcrire.



## P R É C I S

*De ce qui s'est passé à Bordeaux à l'arrivée de M.  
le premier président du parlement , les 10 , 11 ,  
12 & 13 Juin 1788.*

**D**Epuis la trop fameuse séance des 8 & 9 Mai dernier , le parlement ayant été rappelé par ordre du roi à Bordeaux , & mis en état de vacation , plusieurs de ses membres sont arrivés successivement. M. *Leberthon* , premier président , & le comte de *Virlade* , son fils , président à mortier , étoient demeurés les derniers à Libourne. Deux motifs y avoient prolongé leur séjour jusqu'au 10 de ce mois ; l'un étoit d'attendre dans cette petite ville les nouveaux ordres du roi ; l'autre , de dérober aux Bordelois la connoissance du moment de leur retour , afin de prévenir l'affluence du peuple , qui , depuis la séparation du parlement , se portoit chaque jour en foule au port de la *Eaf-*

*ride.* En conséquence , sans en prévenir leur maison , sans donner à connoître , par le moindre préparatif , l'instant de leur départ , ces deux magistrats ont quitté Libourne dans la nuit du 9 au 10 , & sont arrivés devant Bordeaux à huit heures du matin. La maison navale les attendoit ; mais ils n'ont point voulu s'en servir , & ils ont traversé la rivière dans un simple bateau de passage. Il ne s'est trouvé à leur débarquement que quelques personnes , que leurs affaires avoient amenés sur le port , & qui ont pu voir le chef d'un sénat auguste , vêtu d'un simple surtout gris , gravir à pied , s'appuyant sur le bras de son fils , les fossés de *Bourgogne* , & se rendre en son hôtel , sans suite & sans cortège.

Deux minutes après , toute la ville a été instruite de son arrivée ; le peuple s'est porté en foule devant sa maison ; la cour en a été jonchée de fleurs. L'affluence n'a fait que se renouveler jusqu'au soir , où , malgré les ordres exprès de ce magistrat , de ne point ouvrir les portes de son hôtel , la multitude les a forcées , & s'est répandue dans les appartemens. Une pluie des plus abondantes , survenue tout-à-coup , n'a point ralenti son empressement. Des feux ont été allumés , les fenêtres illuminées ; des musiciens sont accourus , & , au bruit des symphonies & des acclamations , un nouveau concours de citoyens a pénétré jusqu'au respectable vieillard , & lui a présenté , au nom de tous les habitans , une couronne *civique* , ornée de *roses* & d'*immortelles*.

M. le premier président se déroboit , autant

qu'il le pouvoit , à cet hommage , dont son cœur paroissoit affligé ; mais le témoignage d'un amour si pur , si vrai , si unanime , les cris d'allégresse qu'inspiroit son retour , les pleurs d'attendrissement & de joie qu'il voyoit répandre autour de lui , ne l'ont pas laissé maître des mouvemens de son cœur : des larmes ont coulé le long de ses joues vénérables , & ces mots entrecoupés sont sortis de sa bouche : » *Mes enfans !... mes amis !... non... je*  
 » *ne puis refuser votre hommage... il est cher à mon*  
 » *cœur... il paie avec usure soixante années d'in-*  
 » *fortune... Ce jour sera un des plus beaux de ma*  
 » *vie.* » — Heureux ceux qui ont pu être témoins d'une scène si touchante !... Cependant le vieillard sublime repoussoit modestement la couronne qu'on lui présentait ; quelques nuages altéroient légèrement la sérénité de son front respectable... A l'instant les acclamations ont redoublé ; l'enthousiasme étoit à son comble : ce n'étoit plus un simple hommage , c'étoit un culte , une véritable adoration... Son courage résistoit encore ; il n'a point reçu la couronne ; elle a été abandonnée à ses mains tremblantes.

Ses enfans , ses proches , plusieurs membres du parlement l'entouroient , le pressoient , les yeux baignés de larmes. — Il a rompu cette couronne , & distribué aux dames les roses qui la composoient , & les immortelles aux généreux défenseurs des droits de la patrie. C'est en faisant ce glorieux partage qu'il a trouvé sous ses mains un papier qu'il s'est efforcé de dérober à la vue des spectateurs : mais ceux-ci trop attentifs à ses moindres

mouvemens , & qui n'avoit des yeux que pour lui , ont trompé sa modeste prévoyance , en témoignant , par leurs cris , qu'ils désiroient connoître ce que ce papier contenoit. Un avocat , cher aux lettres & à l'humanité , encouragé par ces vœux unanimes , a osé le prendre des mains du respectable magistrat , & a prononcé , à haute voix , des vers dont la lecture a été à chaque instant interrompue par des applaudissemens , & qu'on l'a obligé de répéter.

Les symphonies ont recommencé ; le peuple s'est joint aux concertans ; mille cris se sont élevés quand les instrumens ont fait entendre le *quatuor* si connu de *Lucile* , la *ronde* du bon roi *Henri IV* , & d'autres airs analogues à la circonstance. Des danses se sont formées dans les appartemens , & ont continué jusqu'au moment où M. le premier président , accablé de lassitude , a paru désirer quelques instans de repos. Alors un dernier applaudissement s'est élevé , & tout cette foule s'est dissipée dans un respectueux silence.

Le lendemain 11 le concours a été plus considérable ; la cour de l'hôtel ne s'est presque point désemplie jusqu'au soir , qu'une multitude innombrable est accourue , & s'est emparée , comme la veille , de tous les appartemens. Toute la ville étoit déjà illuminée ; les Chartrons sur-tout offroient , dans un vaste demi-cercle , le spectacle le plus imposant. — Des fontaines de vin étoient établies au deux entrées de la rue du *Mirail* , & des feux de joie élevés de distance en distance. A dix heures & demie on a tiré un feu d'artifice ,

qui a duré plus de demie-heure , & qui auroit duré davantage , si l'affluence du peuple avoit permis d'en établir solidement les principales pieces , dont une grande partie a été ébranlée par le concours des spectateurs. Des danfes ont succédé au feu d'artifice ; & cette seconde fête se seroit terminée avec autant de satisfaction que la premiere , si quelques gens ivres ne l'avoient troublée , en cassant quelques vitres chez des citoyens qui étoient à la campagne , & dont les maisons n'étoient pas illuminées. Ces malheureux avoient perdu la raison , au point qu'ils sont allés faire un dégât semblable chez une grande partie des membres du parlement , & à quelques hôtels qui , dans la circonstance , ne pouvoient se joindre ouvertement à la joie publique.

Cet événement a pu allarmer un instant les chefs de la ville & de la province , autant qu'il a dû affliger le cœur de M. le premier président : (\*) mais le 12 au soir , & même le 13 , les illuminations se sont répétées , & tout s'est passé avec la plus grande tranquillité.

---

(\*) Par un motif , à la vérité , bien opposé , l'hôtel de M. le premier président a été l'un des plus maltraités : la plupart des vitres des appartemens , quelques glaces même , ont été brisées par l'affluence incroyable du peuple.





# DISCOURS

## PRONONCÉ

### PAR LES DÉPUTÉS DE L'ORDRE DES AVOCATS

A M. LE PREMIER PRÉSIDENT,

*Du 10 Juin 1788.*

M.

Nous nous empressons de venir vous présenter nos vœux & nos hommages, & vous renouveler les assurances de notre inviolable & respectueux attachement pour votre personne, pour le seul tribunal souverain de la province dont vous êtes le chef, pour ses membres, & pour la cause qu'ils défendent avec autant de zèle que de fermeté. Elle nous intéresse, elle nous est commune, soit comme avocats soit comme citoyens, comme françois & comme hommes libres.

C'est sous tous ces rapports, M. que depuis long-temps nous avons unanimement pris le parti, & que nous nous sommes respectivement engagés d'honneur ;



De n'accepter aucune place , office ou commission dans les nouveaux tribunaux qu'on se propose de former , sous quelque dénomination que ce puisse être ;

De n'assister , en qualité de gradués , à aucune de leurs opérations ;

De n'y plaider , écrire ni faire aucunes fonctions de notre ministère.

Le régime de notre ordre nous met dans le cas de ne pouvoir vous en instruire que de vive voix. Mais nous entendons dans ce moment renouveler notre engagement en votre présence & vous en rendre le dépositaire.

Daignez agréer , M. cette marque de confiance & de respect de notre part , & l'accueillir avec cette bonté dont vous nous avez si souvent donné des preuves ; elles sont de nature à ne jamais s'effacer de notre souvenir ; elles ont fait naître dans nos cœurs des sentimens , dont l'impression est si profonde & si vive , qu'il ne nous est pas facile de les bien exprimer.





# V E R S

*Qui accompagnoient la couronne présentée le 10 Juin  
1788 , à dix heures & demie du soir , à M. le  
premier Président du parlement de Bordeaux.*



O Toi , qui réunis à la candeur du sage  
L'ame sublime d'un romain ,  
Leberthon , de ce peuple inquiet , incertain ,  
Daigne agréer le simple hommage !  
Ils sont arrosés de nos pleurs  
Ces lauriers dont nos mains viennent parer ta tête ;  
L'Aquitaine gémit . . . De noirs avant-coureurs  
Ont trop annoncé la tempête ;  
Ton cœur n'en est point affecté ;  
Sur ton front vénérable on voit régner le calme ;  
Et soixante ans d'adversité  
Ont appris à ta mâle & noble intégrité ,  
Que la foudre jamais ne noircira la palme  
Que te doivent ton siècle & la postérité.  
Si l'erreur a parfois ses héros , ses ministres ,  
L'œil puissant de Thémis doit briller à son tour :  
On verra devant lui s'éclipser sans retour  
Tous ces météores sinistres ,  
Dont le funeste éclat n'aura lui qu'un seul jour .

*Vers qui accompagnoient la couronne , &c.* 445

Vois comme en ce moment les foudris , la tristesse ,  
Sont remplacés par le plus doux transport.

Entends-tu ces cris d'allégresse ?

De ton nom qu'on bénit , des vœux que l'on t'adresse ,  
Généreux Leberthon , c'est l'unanime accord.

Mais , quoi... de ta bonté quelles preuves nouvelles!...

Je vois tes yeux mouillés de pleurs. ...

Ah. ... laisse les couler , ces larmes paternelles ,

Nous les recueillons dans nos cœurs!

Non , de la Grece , ni de Rome ,

Qu'on ne nous vante point les antiques vertus ,

Nous avons nos *Catons* & nos *Fabricsius* ;

L'Aquitaine à la gloire offre plus d'un grand homme ,

Son burin a déjà gravé leurs noms chéris :

Eh... sur-tout envers toi pourroit-elle être ingrate ,

Lorsqu'en ton noble cœur elle voit réunis

Les malheurs d'*Aristide* & l'ame de *Socrate*.

## DÉDICACE PARTICULIERE

DE LA COURONNE.

*Optimo. Clarissimo. Colendissimoque.*

*Supremi Aquit. Senat.*

*Proto-Præsidi. Patri-Patriæ.]*

*Unanimiter.*

*Dicant. Voyent. Consecrant.]*

*IV. Idus Junii.*

*M. DCC. LXXXVIII.*

*Devotissimi.*

*Cives Burdigalenses.*



Pour ne pas interrompre le fil des événemens & sur-tout l'ordre des réclamations & de leurs effets , on n'a pas placé à sa date le *règlement pour l'assemblée provinciale de Limoges* , mais comme cette piece manqueroit au complet du recueil , on la rapporte ici.



# RÈGLEMENT

## FAIT PAR LE ROI,

*Sur la formation & la composition des assemblées qui auront lieu dans la province du Limosin , en vertu de l'édit portant création des Assemblées provinciales.*

Du 12 Juillet 1787.

**L**E roi ayant , par son édit du mois de Juin dernier , ordonné qu'il seroit incessamment établi dans les provinces & généralités de son royaume , différentes assemblées , suivant la forme qui sera déterminée par sa majesté , elle a résolu de faire connoître ses intentions sur la formation & la composition de celles qui auront lieu dans la province du Limosin. Les dispositions que sa majesté a

suivies , sont généralement conformes à l'esprit qui a dirigé les délibérations des notables de son royaume qu'elle a appellés auprès d'elle; mais en les adoptant , & malgré les avantages qu'elle s'en promet , sa majesté n'entend pas les regarder comme irrévocablement déterminées ; elle fait que les meilleures institutions ne se perfectionnent qu'avec le temps , & comme il n'en est point qui doive plus influencer sur le bonheur de ses sujets que celle des assemblées provinciales , elle se réserve de faire à ces premiers arrangemens , tous les changemens que l'expérience lui fera juger nécessaires ; c'est en conséquence qu'elle a voulu que les premières assemblées dont elle ordonne l'établissement , restent pendant trois ans , telles qu'elles seront composées pour la première fois : ce délai mettra sa majesté à portée de juger des effets qu'elles auront produits , & d'assurer ensuite la consistance & la perfection qu'elles doivent avoir ; en conséquence , sa majesté a ordonné & ordonne ce qui suit :

L'administration de la province du Limosin sera divisée entre trois especes d'assemblées différentes , une municipale , une d'élection & une provinciale.

L'assemblée provinciale se tiendra dans la ville de Limoges ; celle de l'élection , dans le chef-lieu ; enfin les assemblées municipales , dans les villes & les paroisses qu'elles représentent.

Elles seront élémentaires les unes des autres , dans ce sens que les membres de l'assemblée de la province seront choisis parmi ceux des assemblées

*Règlement fait par le roi ,*  
d'élection ; & ceux-ci pareillement parmi ceux  
qui composeront les assemblées municipales.

Elles auront toutes leur base constitutive dans ce  
dernier élément formé dans les villes & paroisses.

*Assemblées municipales.*

A R T I C L E P R E M I E R.

Dans toutes les communautés du Limosin où il  
n'y a pas actuellement d'assemblée municipale , il  
en sera formé une conformément à ce qui va être  
prescrit , sa majesté n'entendant pas changer pour  
le moment la forme & l'administration des mu-  
nicipalités établies.

I I.

L'assemblée municipale qui aura lieu dans les  
communautés de la province du Limosin , où il  
n'y a point de municipalité établie , sera compo-  
sée du seigneur de la paroisse & du curé , qui en  
feront toujours partie , & de trois , six ou neuf  
membres choisis par la communauté ; c'est-à-dire  
de trois , si la communauté contient moins de  
cent feux : de six , si elle en contient deux cents ;  
& de neuf , si elle en contient davantage.

I I I.

Lorsqu'il y aura plusieurs seigneurs de la même  
paroisse , ils seront alternativement , & pour une  
année chacun , membres de l'assemblée municipale ,  
en

en cas que la seigneurie de la paroisse soit entr'eux également partagée; si au contraire la seigneurie est inégalement partagée, celui qui en possédera la moitié, fera de deux années une, membre de ladite assemblée; celui qui en possédera un tiers, de trois années une; & les autres qui en posséderont une moindre partie, seront tenus d'en choisir un d'entr'eux pour les représenter; & pour faire ledit choix, chrcun aura autant de voix qu'il aura de portions de seigneurie.

## I V.

Il y aura en outre dans lescdites assemblées, un syndic qui aura voix délibérative, & qui sera chargé de l'exécution des résolutions qui auront été délibérées par l'assemblée, & qui n'auront pas été exécutées par elle.

## V.

Le syndic & les membres électifs de ladite assemblée, seront élus par l'assemblée de toute la paroisse convoquée à cet effet.

## V I.

L'assemblée de la paroisse sera composée de tous ceux qui payeront dix livres & au-dessus, dans ladite paroisse, d'imposition foncière ou personnelle, de quelqu'état & condition qu'ils soient.

## V I I.

Ladite assemblée paroissiale se tiendra cette année le jour qui sera indiqué par le sieur commissaire départi ; & les années suivantes , le premier dimanche d'Octobre , à l'issue de vêpres.

## V I I I.

Cette assemblée paroissiale sera présidée par le syndic. Le seigneur & le curé n'y assisteront pas.

## I X.

Le syndic recueillira les voix , & celui qui en réunira le plus , sera le premier élu membre de l'assemblée municipale , & il sera de même procédé successivement à l'élection des autres.

## X.

Ces élections & toutes celles qui seront mentionnées dans le présent règlement , se feront par la voie du scrutin.

## X I.

Toute personne noble ou non noble ayant vingt-cinq ans accomplis , étant domiciliée dans la paroisse au moins depuis un an , & payant au moins



rente livres d'imposition fonciere ou personnelle , pourra être élu membre de l'assemblée municipale.

## X I I.

Chaque année après les trois premieres années révolues, un tiers des membres choisis par l'assemblée municipale, se retirera & fera remplacé par un autre tiers nommé par l'assemblée paroissiale. Le sort décidera les deux premieres années, de ceux qui devront se retirer, ensuite l'ancienneté.

## X I I I.

Nul membre de l'assemblée municipale ne pourra être réélu qu'après deux ans d'intervalle. Le syndic sera élu tous les trois ans, & pourra être continué neuf ans, mais toujours par une nouvelle élection.

## X I V.

Le seigneur présidera l'assemblée municipale; en son absence le syndic. Le seigneur qui ne se trouvera pas à l'assemblée, pourra s'y faire représenter par un fondé de procuration qui se placera à la droite du président; les corps laïcs, ou ecclésiastiques qui seront seigneurs, seront représentés de même par un fondé de procuration.

## X V.

Le curé siégera à la gauche du président, &

Le syndic à la droite , quand il ne présidera pas ; les autres membres de l'assemblée siégeront entr'eux , suivant la date de leur élection.

## X V I.

L'assemblée municipale élira un greffier qui fera aussi celui de l'assemblée paroissiale ; il pourra être révoqué à volonté par l'assemblée municipale.

### *Assemblées d'élections.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

La généralité du Limosin étant partagée en cinq élections , il sera établi dans chacune une assemblée particulière.

### I I.

Nul ne pourra être de ces assemblées , s'il n'a été membre d'une assemblée municipale , soit de droit comme le seigneur ecclésiastique ou laïc & le curé , soit par élection comme ceux qui auront été choisis par les assemblées paroissiales. Les premiers représenteront le clergé & la noblesse , les autres le tiers-état.

### I I I.

Dans les villes ou paroisses dans lesquelles il y a des municipalités établies , les députés des

dites villes ou paroisses aux assemblées d'élection , seront pris dans les membres de ladite municipalité , ainsi que parmi les seigneurs & curés desdites villes & paroisses , & ce jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

## I V.

Les fondés de procuration des seigneurs laïcs à une assemblée municipale , pourront aussi , si le seigneur qu'ils représentent n'est pas lui-même de l'assemblée d'élection , & un seul pour chaque seigneur , quand même il auroit plusieurs seigneuries , être nommés pour y assister , pourvu qu'ils soient nobles , & qu'ils possèdent cinq cents livres de revenu dans l'élection.

## V.

Lorsqu'une seigneurie sera possédée par des corps & communautés , un des membres desdits corps & communautés , pourvu qu'il soit noble ou ecclésiastique , pourra à ce titre être membre desdites assemblées d'élection , sans néanmoins que le même corps puisse avoir plus d'un député à la même assemblée.

## V I.

Lesdites assemblées seront composées de vingt personnes pour les élections de Limoges , Angoulême , Tulle & Brives ; & de seize pour celle

de Bourgneuf , dont une moitié dans chaque élection sera prise en nombre égal parmi les ecclésiastiques & les seigneurs laïcs ou gentilshommes les représentans, & l'autre moitié parmi les députés des villes & des paroisses.

## V I I.

Ces vingt ou seize personnes seront prises dans cinq ou quatre arrondissemens , entre lesquels chaque élection sera divisée , & qui enverront chacun quatre députés à l'assemblée d'élection ; & sera cette division faite par les premières assemblées d'élection.

## V I I I.

La première assemblée d'élection se tiendra au jour qui sera indiqué par les personnes que nous nommerons ci-après , pour former l'assemblée provinciale.

## I X.

Les mêmes personnes nommeront la moitié des membres de ceux qui doivent composer l'assemblée d'élection , & ceux-ci se compléteront au nombre qui est ci-dessus exprimé.

## X.

Quand les assemblées d'élection seront formées , elles resteront composées des mêmes personnes pendant les années 1788 , 1789 & 1790.

X I.

Ce temps expiré, les assemblées se régénéreront en la forme suivante :

Un quart sortira chaque année par le sort , en 1791 , 1792 & 1793 , & après suivant l'ancienneté , de maniere néanmoins que par année il sorte toujours un membre de chaque arrondissement.

Pour remplacer celui qui sortira , il se formera une assemblée représentative des paroisses de chaque arrondissement.

Cette assemblée sera composée des seigneurs , des curés & des syndics desdites paroisses , & de deux députés pris dans l'assemblée municipale , & choisis à cet effet par l'assemblée paroissiale.

Ces cinq députés se rendront au lieu où se tiendra l'assemblée d'arrondissement , & qui sera déterminé par l'assemblée d'élection , & ils éliront le député à l'assemblée d'élection dans le même ordre que celui qui sera dans le cas d'en sortir.

Cette assemblée d'arrondissement sera présidée alternativement par celui des seigneurs ecclésiastiques ou laïcs qui devra siéger le premier , suivant l'ordre ci-après établi.

En cas d'absence de seigneur , la présidence sera dévolue au syndic le plus anciennement élu , & en cas d'égalité dans l'élection , au plus ancien d'âge.

## X I I.

En cas qu'il ne se trouve pas de seigneur , ni même de personne fondée de la procuration des seigneurs , qui puissent être députés à l'assemblée d'élection , il sera libre d'en choisir dans un autre arrondissement , mais de la même élection.

## X I I I.

La composition des assemblées d'élection sera tellement ordonnée , que les membres du clergé & de la noblesse , ou du tiers-état , seront le moins qu'il sera possible tirés de la même paroisse , & la paroisse dont sera celui qui sortira de l'assemblée , ne pourra pas en fournir du même ordre , qu'après un an au moins révolu.

## X I V.

Les députés des paroisses seront , autant qu'il se pourra , toujours pris moitié dans les villes & moitié dans les paroisses de campagne.

## X V.

La présidence sera dévolue à un membre du clergé ou de la noblesse indifféremment ; ce président sera nommé la première fois par sa majesté ; il restera quatre ans président , après quoi & tous les quatre ans , le roi choisira celui que sa ma-

testé jugera convenable , entre deux membres du clergé & deux de la noblesse qui lui auront été proposés par l'assemblée , après avoir réuni la pluralité des suffrages.

## X V I.

L'ordre des séances sera tel que les ecclésiastiques seront à droite du président , les seigneurs laïcs à gauche , & les représentans le tiers-état en face.

## X V I I.

En l'absence du président , l'assemblée , s'il est ecclésiastique , sera présidée par le premier des seigneurs laïcs , & s'il est laïc , par le premier des ecclésiastiques.

## X V I I I.

Les ecclésiastiques garderont entr'eux l'ordre accoutumé dans leurs séances.

## X I X.

Les seigneurs laïcs siégeront suivant l'ancienneté de leur admission , & l'âge décidera entre ceux qui seront admis le même jour.

## X X.

Les séances entre le tiers-état , seront suivant

l'ordre des paroisses qui sera déterminé d'après leur contribution.

### X X I.

Les voix seront prises par tête , & de manière qu'on prendra la voix d'un ecclésiastique , ensuite celle d'un seigneur laïc , ensuite deux voix du tiers , & ainsi de suite jusqu'à la fin. Le président opinera le dernier , & aura voix prépondérante en cas de partage. Ce qui est dit du président de cette assemblée , aura lieu pour toutes les assemblées ou commissions dont il est question dans le présent règlement.

### X X I I.

Lesdites assemblées d'élection auront deux syndics , un pris parmi les représentans du clergé & de la noblesse , & l'autre parmi les représentans du tiers. Les deux syndics seront trois ans en place ; & pourront être continués pendant neuf années , mais toujours par une nouvelle élection , après trois ans accomplis , & de manière cependant que les deux ne soient pas changés à la fois.

### X X I I I.

Il y aura de plus un greffier qui sera nommé par l'assemblée , & révocable à sa volonté.

### X X I V.

Pendant l'intervalle des assemblées d'élection , il



y aura une commission intermédiaire , composée d'un membre du clergé , d'un de la noblesse , & de deux du tiers-état , qui , avec les syndics , seront chargés de toutes les affaires que l'assemblée leur aura confiées.

### X X V.

Le greffier de l'assemblée fera aussi le greffier de cette commission intermédiaire.

### X X V I.

Le président de l'assemblée d'élection présidera aussi , quand il sera présent , cette commission intermédiaire.

### X X V I I.

En son absence , elle sera présidée par celui des représentans du clergé & de la noblesse qui sera nommé de ladite commission , & ce , suivant que le président sera de l'ordre du clergé ou de la noblesse , ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

### X X V I I I.

Les membres de ladite commission seront élus par l'assemblée ; les premiers resteront les mêmes pendant trois ans , après lesquels un sortira chaque année , d'abord par le sort , ensuite par ancienneté , & sera remplacé dans son ordre par l'assemblée.

## X X I X.

Ladite commission intermédiaire rendra compte à l'assemblée, par l'organe des syndics, de tout ce qui aura été fait par elle dans le cours de l'année.

*Assemblées provinciales.*

## A R T I C L E P R E M I E R.

L'assemblée provinciale du Limosin se tiendra, pour la première fois, le 11 du mois d'Août.

## I I.

Elle sera composée du sieur duc d'*Ayen*, que sa majesté a nommé président, & de dix-sept personnes qu'elle se propose de nommer à cet effet, & qui seront prises, savoir, cinq parmi les ecclésiastiques, quatre parmi les seigneurs laïcs, & huit pour la représentation du tiers-état.

## I I I.

Le sieur duc d'*Ayen*, & les autres personnes nommées dans l'article précédent, nommeront dix-huit autres personnes, pour former le nombre de trente-six, dont ladite assemblée sera composée.

## I V.

Ils nommeront pareillement les personnes qui, avec le président que le roi aura nommé, commenceront à former les assemblées d'élection, qui doivent ensuite nommer les autres membres desdites assemblées.

## V.

Ils nommeront pareillement deux syndics ; un

sera pris parmi les représentans du clergé & de la noblesse , & l'autre parmi les représentans du tiers-état , & un greffier.!

V I.

Ils nommeront aussi une commission intermédiaire , composée du président de l'assemblée , des deux syndics , d'un membre du clergé , d'un de la noblesse , & de deux du tiers-état.

V I I.

Des trente-six membres dont sera composée l'assemblée provinciale , dix-huit seront ecclésiastiques & seigneurs laïcs ou gentilshommes les représentans ; les uns & les autres en nombre égal , & dix-huit pris dans les députés des villes & des paroisses ; & de maniere que , sur les trente six , il y en ait toujours huit pris dans chacune des élections de Limoges , Angoulême , Tulle & Brives ; & quatre dans celle de Bourgneuf ; & qu'entre ces membres , il y ait toujours moitié du clergé & de la noblesse , & moitié du tiers-état.

V I I I.

Parmi les membres de ladite assemblée , il ne pourra jamais s'en trouver deux de la même paroisse.

I X.

La première formation faite restera fixe pendant les trois premières années ; & ce terme expiré , l'assemblée sera régénérée par le procédé suivant.

X.

Un quart se retirera par le sort en 1791 , 1792 & 1793 , & ensuite par ancienneté : ce quart qui se retirera chaque année , sera tellement distribué entre les élections , qu'il sorte deux députés de

chacune des élections de Limoges , Angoulême , Tulle & Brives , & une de l'élection de Bourga-neuf ; & seront , les députés qui sortiront , remplacés dans leur ordre , par d'autres de la même élec-tion , & nommés à cet effet par l'assemblée d'élection.

## X I.

Celui qui aura été élu par l'assemblée d'élection , pour assister à l'assemblée provinciale , pourra res-ter membre de l'assemblée d'élection , & ainsi être tout-à-la-fois ou n'être pas partie des deux assem-blées ; mais les membres de la commission intermé-diaire des assemblées d'élection , ne pourront être membres de la commission intermédiaire de l'assem-blée provinciale.

## X I I.

Tout membre de l'assemblée provinciale qui aura cessé d'en être , pourra être réélu , après toutefois qu'il aura été une année membre de l'assemblée d'élection.

## X I I I.

En cas qu'un membre de l'assemblée provinciale meure ou se retire avant que son temps soit ex-piré , il sera remplacé dans son ordre par l'assem-blée d'élection , & celui qui le remplacera , ne fera que remplir le temps qui restoit à parcourir à celui qu'il aura remplacé.

## X I V.

Le président de l'assemblée provinciale restera quatre ans président.

## X V.

Ce terme expiré , le roi nommera un autre pré-sident , pris parmi quatre des présidens des élec-

du 12 Juillet 1788.

463

tions, dont deux du clergé & deux de la noblesse, qui lui seront présentés par l'assemblée provinciale.

#### X V I.

Ce qui a été dit des élections, des rangs, ainsi que des syndics, des greffiers & de la commission intermédiaire, pour les assemblées d'élection, aura également lieu pour les rangs, les syndics, les greffiers, & la commission intermédiaire de l'assemblée provinciale.

#### X V I I.

Les assemblées municipales d'élections, ainsi que les commissions intermédiaires qui en dépendent, seront soumises & subordonnées à l'assemblée provinciale & à la commission intermédiaire qui la représentera, ainsi qu'il sera plus amplement déterminé par sa majesté.

#### X V I I I.

Sa majesté se réserve pareillement de déterminer d'une manière particulière, les fonctions de ces diverses assemblées, & leur relation avec le commissaire départi dans ladite province; elle entend qu'en attendant qu'elle se soit plus amplement expliquée, les réglemens faits par elle à ce sujet, pour l'assemblée provinciale du Berry, soient provisionnellement suivis, ainsi qu'ils se comportent.

Fait & arrêté par le roi étant en son conseil, tenu à Versailles le douze Juillet mil sept cent quatre-vingt-sept. *Signé* LOUIS. *Et plus bas, le* baron de BRETEUIL.



On s'arrête ici pour ce qui concerne la translation du parlement de Bordeaux à Libourne; on reviendra à ce parlement en rendant compte de la révolution du 8 Mai; on dira alors comment le parlement de Bordeaux, à peine rétabli dans ses fonctions, manda les jurats, comment par arrêt du 15 Novembre 1788, il leur enjoignit d'*assembler les notables des trois ordres pour être procédé à la convocation de l'assemblée des CENT-TRENTE*, comment par un autre arrêt du 21 du même mois le parlement renouvela cet ordre; & comment l'assemblée des *cent-trente* ouvrit ses séances le 2 Decembre suivant, &c.

*Fin du Tome second.*









